PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conférence nationale et Conseil national de Bondy
7 et 8 février 1970

Sommaire

Le président (Maurice Coutrot) 2
Ernest Cazelles 4
Denis Cépède 4
Dominique Taddéi 13
Jacques Fleury 18
Pierre Mauroy 22
Virgile Barel 24
Etienne Weil Raynal 30
André Chandernagor 32
Jean-Jacques Piette 36
Maurice Deixonne 39
Horace de Carbuccia 41
Garel 44
Le président (André Boulloche) 47
Perrussel 48
Jean-Pierre Chevènement 49
Denis Lindon 52
Michel Cépède 54
Godard 57
Guy Mollet 58
Robert Fabre 61
Gadelle 63
Guy Névache 65
Staropoli 67
Jean-Pierre Brard 69
Gilles Martinet 70
Claude Jaumouillé 72
Le président (André Boulloche) 74
Denis Cépède 75
Barenton 76
Alain Savary 77
Grisset 89
Gaston Defferre 90
Noé 98
M. Crouzet 101
Brunet 103
Pierre Mauroy 105
Perrin 110
Perrussel 113

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy 115
Paul Lussault 116
Dreyfus-Schmidt 119
Fosse 121
Noé 122
Le président (Jean-François Gau) 124
Curreaux 124
Gérard Jaquet 127
Georges Sarre 133
Denis Forestier 135
Yves Droulers 137
Pontillon 139
Dupont 143
Fichaut 145
Antonin 148
Arthur Notebart 149
Durieux 155
Guy Mollet 157
Quillot 162
Alain Savary 165
Denis Cépède 174
Pierre Mauroy 175
Alain Savary 176
Le président (Georges Guille) 178

Séance du samedi 7 février 1970 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Maurice Coutrot, assisté de Tenaff, Eure et Loir, Jaumouillé, Gironde, Brémond, Basses Alpes.

Le président (Maurice Coutrot)

J'ai le plaisir, camarades, de vous accueillir ici au nom de la section Socialiste de Bondy et de la municipalité Socialiste.

Depuis 1919, sauf deux interruptions, cette commune est dirigée par des Socialistes. Jusqu'en 1935, c'était une municipalité Socialiste, mais en 1935, le Front populaire qui se préparait, il y a eu des dissensions dans la section, et comme cela se termine toujours de la même manière, lorsqu'il n'y a pas de discipline et lorsque les sections ne peuvent pas se mettre d'accord, nous avons perdu la municipalité au bénéfice des Communistes ; nous l'avons reprise après la guerre, bien sûr - après l'interruption de la guerre - et cela fait donc maintenant vingt cinq ans que la commune est dirigée sans interruption par des Socialistes.

Je ne dresserai pas le catalogue des réalisations qui sont nombreuses : la population est passée de 19 000 habitants à 55 000 maintenant, c'est une commune dortoir, sans industries, mais qui bénéficie de tous les équipements

Fondation Jean-Jaurès

collectifs nécessaires à la vie des citoyens et des citoyennes, groupes scolaires nombreux, crèches, garderies, stades gymnases, enfin tous les équipements qui sont nécessaires aux jeunes, et cela va jusqu'à la résidence pour personnes âgées qui sont accueillies dans d'excellentes conditions à partir de 65 ans.
Je voudrais donc vous dire, mes camarades, que c'est avec plaisir que nous faisons ce Conseil national du Parti, car c'est la première fois que les instances nationales du Parti se tiennent dans cette commune.
Je souhaite vivement que ces deux journées de travail soient fructueuses pour le Parti.
A l'ordre du jour, un plan d'action socialiste ; bien sûr, nous ne voulons le concevoir, nous, militants, que comme la préparation du programme fondamental du Parti, mais aussi et surtout de son programme d'action, car actuellement, il faut le reconnaitre loyalement entre nous, les militants ne sentent pas la vie du Parti. Je crois que nous devons envisager des moyens d'information continuelle, de telle manière que nos militants ne se posent pas sans cesse des questions et qu'ils aient à leur disposition les moyens de répondre à toutes les questions qui sont posées, soit par des militants des autres Partis, soit par celles et ceux qui seraient assez favorables à notre action, mais qui, au fond, ne la connaissent pas.
Nous sommes d'une timidité qui n'est pas acceptable ; il faut que partout on sache quelles sont nos perspectives, que ce soit sur le plan de la politique intérieure, économique, sociale ou de la politique étrangère.
Vous devez le savoir comme nous, les militants se posent sans cesse des questions, on leur pose des questions et ils sont souvent incapables de se faire eux-mêmes une opinion, donc d'informer ceux qui les entourent.
C'est pourquoi nous souhaitons vivement qu'une information très large soit diffusée dans le Parti, et qu'après ces journées, qui, je suis sûr, resteront sympathiques, correctes, mais seront passionnées, les militants aient un résumé fidèle qui puisse leur ouvrir des perspectives, les perspectives qu'ils n'ont pas encore.
Et puis, il y aura aussi la tactique électorale pour les cantonales.
Nous savons que c'est toujours délicat dans ce Parti, toujours passionné, mais ce que nous souhaitons, c'est qu'une fois la décision prise, la discipline s'impose à tous, petits ou grands, et qu'il n'y ait pas dans tel département ou dans telle circonscription électorale, pour les cantonales, une politique alors qu'à côté elle sera différente.
C'est cela qu'on nous reproche surtout, mes camarades, dans le Parti ; on s'imagine toujours qu'on fait une politique tantôt à droite, tantôt à gauche, et qu'on ne sait pas exactement où se situer sur l'échiquier politique et qu'on n'a pas le courage de définir une politique et de s'y tenir.
Il n'est pas possible que chaque militant interprète à sa manière les décisions du Parti, et c'est pourquoi je souhaite que celles qui seront prises à l'issue de ces deux journées soient la loi de tous, appliquée par tous.
(Applaudissements)
Le Conseil national est ouvert.

La parole est à Cazelles.

Ernest Cazelles

Chers camarades, voici le programme des travaux que je vais vous demander d'adopter, qui vous est présenté par le Bureau du Parti :
Nous allons immédiatement procéder à la désignation de la Commission de vérification des mandats, puis de 10h à 13h, débat sur le projet de plan Socialiste.
A partir de 15h éventuellement suite de ce débat, étant entendu qu'il devra être terminé aux environs de 16h, 16h30, et ensuite rapport de la Commission des mandats, constitution des Commissions de travail sur le plan de l'action Socialiste et ouverture du débat du Conseil national portant sur l'appréciation de l'action des organismes centraux du Parti et la tactique électorale aux élections cantonales. Eventuellement, et en fonction de la discussion de l'après-midi qui se poursuivra jusqu'à 20h, une séance de nuit pourrait avoir lieu de 21h à 23h.
Dimanche matin, de 9h30 à 11h45, suite du débat du Conseil national, puis désignation de la Commission des résolutions et aux environs de 12h30, l'ensemble des délégués et des participants au Conseil national est invité à une réception offerte par le maire de Bondy et sa municipalité.
Dimanche après-midi, la Commission des résolutions siégera immédiatement après la levée de la séance du matin jusqu'à 16h30. De 16h30 jusque vers 18h, rapport et vote sur le rapport de la Commission des résolutions.
Nous avons envisagé que le travail du Conseil national pourrait être terminé vers 18h afin de permettre aux camarades des fédérations de province de reprendre leur train le soir. Voilà le programme qui vous est proposé.

Le président - Vous êtes d'accord ?
Adopté.

Ernest Cazelles - Voici la composition proposée pour la Commission de vérification des mandats :
- Fatou, du Pas de Calais, - Debesson, du Nord - Gautard (B. du R.) - Piquemal, Ariège - Blankart, Ille et Vilaine - Baraton, Charente Maritime - Debler, Ht-Rhin.
Bien entendu, notre camarade Le Floch participe au travail de la Commission.
La Commission se réunit immédiatement à l'étage au-dessus, salle de Commission n°2.

Le président - Je donne la parole à Denis Cépède.

Denis Cépède

Camarades, il se court aujourd'hui une étape importante de l'élaboration du plan d'action Socialiste qui, je vous le rappelle, a été décidé par notre Congrès d'Issy-les-Moulineaux qui en fixait en ces termes le contenu et la procédure ; je

Fondation Jean Jaurès

rappelle notre motion : «Un Congrès extraordinaire sera convoqué avant la fin de l'année 1969 pour donner au Parti un plan adapté aux besoins de notre temps. «En vue de ce Congrès, un large débat sera ouvert dans le Parti ; il sera précédé par une Conférence nationale d'information ».
Le Comité directeur, avant la fin de 1969, en exécution de cette décision, a fixé à la fin avril 1970 ce Congrès extraordinaire ; quant à cette journée d'information, eh bien, camarades, nous y sommes.
Pour y parvenir, un certain nombre d'étapes ont été franchies. Dès septembre 1969, une Commission du plan d'action Socialiste était constituée, composée de membres du Comité directeur tant de la majorité que de la minorité issue d'Issy-les-Moulineaux.
A cette première réunion, cette Commission jugeait bon de constituer 5 groupes de travail animés par ses membres et auxquels étaient invités à participer les membres du Comité directeur, les parlementaires, les camarades des différentes Commissions d'étude des organisations ayant contribué à constituer le Parti Socialiste. C'est ainsi plus de 300 camarades qui furent conviés à cette tâche.
Le premier élément de cette tâche, c'était de formuler les thèmes de réflexion à partir desquels serait élaboré le plan d'action Socialiste et qui donnait lieu à la publication de la documentation Socialiste n°3 qui vous parvenait en novembre dernier.
Le souci, en effet, était de préparer le débat dans le Parti et de faire appel aux sections pour qu'elles nourrissent le débat de leur contribution.
Au total et aujourd'hui, c'est 113 sections militantes ou groupes de militants qui ont adressé à la cité Malesherbes des envois qui sont, certes, d'inégale importance, mais qui présentent tous de l'intérêt. Le plus grand nombre des observations visent d'ailleurs l'organisation du Parti et ses moyens d'action, un bien plus petit nombre vise l'analyse de la situation actuelle et prochaine du combat Socialiste.
Simultanément, les groupes de travail entamaient la seconde étape, tenant compte au fur et à mesure de leur arrivée des observations des sections. Cette seconde étape avait pour objet de formuler des thèses devant alimenter et provoquer la réflexion des militants au cours de cette journée d'information.
En même temps, le secrétariat du Parti avait, avec les organisations syndicales, les entrevues prévues par notre Congrès. A leur ordre du jour, des échanges de vue avaient lieu sur le plan d'action qui ont été déjà fort utiles et qui vont d'ailleurs se poursuivre.
Des conversations de ce genre ont été souhaitées par nous avec des organisations politiques se réclamant de la démocratie Socialiste. Elles n'ont pu avoir lieu encore pour des raisons dans lesquelles nous sommes parfaitement innocents.
Les groupes de travail ont achevé en 1969 et dans les premières semaines de janvier l'élaboration des thèses qui ont été maintenant diffusées aux sections et que vous avez trouvées ou que vous retrouvez dans vos dossiers ce matin.
C'est à partir de ces thèses que cet après-midi nous allons travailler en Commissions, Commissions auxquelles je vous invite à vous inscrire avant 16 heures, en indiquant, si possible, le groupe que vous voulez faire bénéficier plus

spécialement de votre contribution.
A la suite de cette journée d'information, et après quelques semaines qui permettront aux sections de formuler leurs observations sur les thèses préparées, la Commission issue du Comité directeur rédigera un plan d'action pouvant comporter des variantes, traduisant les points de vues éventuellement différents de ses membres, afin de réserver aux délibérations des sections et des Congrès fédéraux, et à la diffusion des motions qu'il pourrait susciter, les délais nécessaires à un débat démocratique auquel tous les militants devraient se sentir obligés de participer.
Voilà, en quelques mots, le calendrier, mais il ne donne qu'une vue très imparfaite du travail accompli, de ses qualités comme de ses insuffisances.
De ses qualités, évidemment, je vous laisse juges ; laissez-moi cependant en citer une, parce qu'elle est un fait, c'est que le volume de travail fourni a été très important. Ceux qui ont dû réduire à des dimensions compatibles avec les moyens financiers du Parti et la capacité de lecture de l'homme du 20ème siècle les 1 500 pages fournies dont plus de la moitié ont été écrites par les groupes de travail ont eu fort à faire et parfois ont beaucoup souffert de se mutiler eux-mêmes. Les 55 pages qui constituent le n°7 de la documentation Socialiste constituent donc le condensé d'un travail considérable.
Travail d'autant plus considérable que les camarades qui ont activement participé à la rédaction des rapports discutés dans les groupes ne doivent pas, au total, dépasser la quarantaine.
C'est déjà noter une insuffisance grave de ce travail. Malgré les envois de plus de 100 sections, il est difficile de soutenir que le plan d'action a suscité déjà un vaste débat dans le Parti. Il est en revanche évident qu'il existe dans ce Parti une mauvaise division du travail, car ce sont ceux qui sont déjà les plus chargés de tâches qui ont apporté dans ces premières étapes les contributions les plus substantielles. C'est là un type de cumul qui n'est jamais critiqué, mais qui n'est pas sans inconvénient.
Il y a, à cette situation, différentes explications. On évoquera les délais de préparation trop courts. Il est facile de faire observer que ces délais s'imposaient à tout le monde et justifiaient, au contraire, la participation la plus large des camarades du Parti.
Vous conviendrez en outre que le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, en demandant peut-être imprudemment de convoquer le Congrès extraordinaire avant la fin de 1969, conduisait à le tenir au cours de la première moitié de 1970.
Les véritables raisons sont ailleurs et plus graves. Pour ma part, je profiterai du caractère fermé de cette réunion pour vous les livrer très franchement : D'une façon générale, il y a, non chez les militants, mais dans la vie du Parti, un désintérêt pour le débat idéologique et l'analyse politique auquel il ne sera porté remède que par un effort de formation politique dont le plan d'action achevé constituera d'ailleurs une pièce maitresse ; en attendant, il faut faire avec ce qu'on a et avec qui veut bien.
Une fausse modestie des militants qui les conduit à attendre que le Parti pense pour eux, dise pour eux ce qu'il faut penser, faisant courir le risque d'une

centralisation de la pensée contre laquelle les statuts les plus démocratiques ne serviraient à rien.
Je citerai enfin une dernière cause qui n'est d'ailleurs valable que pour quelques-uns. Il y a des camarades qui préfèrent dépenser leur énergie intellectuelle dans des prises de position aussi spectaculaires que personnelles ou groupusculaires. Ceux-là ne peuvent sûrement pas invoquer le manque de temps puisque, le temps, il le trouve pour exprimer leurs états d'âme dans la presse bourgeoise ou aller débattre de leur conception de l'avenir politique du pays ou d'eux-mêmes, avec des voisins, plus ou moins proches, plutôt qu'avec les camarades de leur Parti, des conditions et du sens de son combat.
Les camarades qui ont préféré mettre leur temps et leurs pensées au service du Parti méritent donc la gratitude de tous. Il serait juste que cette gratitude soit éprouvée, y compris par ceux, dont je suis, qui sont conduits à se montrer critiques à l'égard des thèses que vous avez reçues.
Cette gratitude, elle va à ceux qui ont contribué à l'élaboration des thèses, aux militants des sections qui ont envoyé leur contribution, et en particulier à ce groupe de travail qui a rédigé le document intitulé «contribution au plan d'action Socialiste», et dont le succès a été tel qu'un tirage en six exemplaires a été, en quinze jours, épuisé.
L'analyse du bilan de l'effort fourni, conduit en outre à une constatation qui devrait apaiser certaines inquiétudes.
L'inquiétude à laquelle je fais allusion, c'est celle des camarades qui paraissent redouter que la création de clubs associés au Parti ne soit un facteur de dispersion des efforts, préjudiciable à l'efficacité du Parti lui-même. Les premières étapes de l'élaboration du plan d'action Socialiste, ont permis de constater, au contraire, que les membres de ces clubs ou centres, qui vont passer avec le Parti des contrats d'association, avaient fourni le concours le plus assidu au groupe de travail, apportant le fruit de réflexions collectives préalables, en particulier très utile de ce fait.
Quoi qu'il en soit, les difficultés et les défaillances ont conduit à des résultats dont il est difficile de se montrer entièrement satisfait. C'est dire l'importance de cette journée d'information qui doit contribuer, par la sténotypie des interventions à cette tribune et par les rapports aux Commissions, à enrichir le contenu du plan. La lecture des thèses du plan d'action montre en effet, que l'on a besoin de beaucoup travailler aujourd'hui.
Les thèses que l'on a pu lire sont en effet le résultat du travail de groupes qu'il a paru bon de laisser développer leurs propres réflexions. Je crois que dans un premier stade c'était indispensable afin d'expliciter le plus largement possible les préoccupations de chacun. Il en est résulté des incohérences et des chevauchements qui étaient inévitables dans un premier temps et qui devront être surmontés ou effacés dans le projet de texte définitif. Ce sont souvent des différences d'appréciation qui doivent être précisées ou bien pour éclairer la discussion, ou bien pour s'apercevoir que c'est un faux débat et que, de ce fait, il devrait être évité. Dans ce choix délicat, les contributions des camarades au cours de cette journée seront particulièrement utiles.

D'autre part, chaque groupe a eu sa propre histoire, a rencontré ses propres difficultés, a élaboré ses propres réponses. Les conditions de composition des groupes de travail qui ne garantissent pas du tout qu'une réflexion véritablement collective du Parti se serait posé les mêmes questions et aurait proposé les mêmes réponses. Et surtout il n'est pas certain que ce soit les préoccupations de notre époque telles qu'elles sont le plus généralement ressenties, qui aient été prises en compte dans l'ordre d'importance et les termes dans lesquels elles sont habituellement exprimées.

Si maintenant nous ne faisions pas l'effort de situer nos réponses et de les expliciter en fonction de l'attente des hommes, notre plan d'action ne trouverait pas l'écho qu'il doit avoir pour jouer un de ses rôles principaux, montrer que nous sommes une force ayant à inscrire son action dans l'histoire de notre temps contre toutes les formes d'oppression et pour l'épanouissement de la personne humaine.

Les contributions des camarades qui, pour différentes raisons commencent aujourd'hui leur collaboration à l'élaboration du plan, seront de ce point de vue, particulièrement attendues.

Mais, pour que cette journée trouve sa pleine utilité, encore faut-il bien préciser ce qu'il faut entendre par là, ce qu'il faut entendre par un plan d'action Socialiste.

En voulant se doter d'un plan d'action, le Parti a voulu, à partir de sa doctrine, résumer dans sa déclaration de principe, définir une stratégie politique, ce qui implique la définition des buts, ce qui implique l'analyse du terrain et des raisons d'être de notre combat, la définition des moyens et la détermination de l'itinéraire de notre action.

En définissant cette stratégie, le Parti devance ou contexte les critiques contradictoires qui menacent toute organisation comme la nôtre, qui à la fois se réclame d'une idéologie et mène un combat quotidien, la critique de dogmatisme d'un groupe, d'un parti, qui doit être démentie par la confrontation rigoureuse de notre doctrine avec les faits, la critique d'opportunisme, d'autre part, qui doit être démentie, elle aussi, par la définition d'une ligne de conduite claire, guidant les choix techniques à court terme.

On pourrait considérer cette conception du plan d'action Socialiste comme trop restrictive si on oubliait de le situer dans l'ensemble des textes dont le Parti doit disposer et à l'élaboration desquels, dans les derniers mois, le Comité directeur, les responsables sectoriels et les Commissions qu'ils animent se sont employés.

Au soir du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, rappelons-nous, nous n'avions qu'une déclaration de principe et une motion. Vous avez trouvé dans les dossiers de ce Conseil national un programme immédiat qui doit permettre aux militants de formuler la réponse du Parti aux problèmes de l'heure. D'autre part, la direction des études Socialistes a été mise en place, et les secrétaires fédéraux vont recevoir incessamment la liste des sujets qu'elle se propose de mettre à l'étude et pour laquelle elle sollicite le concours des militants susceptibles de les traiter.

Il lui a en effet été donné pour mission l'étude des problèmes dont la solution

Fondation Jean Jaurès

politique suppose préalablement un dossier technique particulièrement important.
L'existence d'une déclaration de principe, d'une part, d'autre part d'un programme d'action immédiat, toujours enrichi et perpétuellement renouvelé par les travaux de nos Commissions d'études et par les dossiers que va constituer la direction des études Socialistes, permettent de situer le plan d'action entre une déclaration de principe qui nous identifie et un programme qui fixe les objectifs immédiatement accessibles à partir des moyens immédiatement mobilisables.
On peut juger par trop compliquée cette hiérarchie de textes. Elle est sûrement préférable à une confusion entre les genres dont des textes récents, élaborés par d'autres, fournissent des exemples déroutants, exemples déroutants précisément parce qu'on est en présence d'un mélange indissociable de pétitions de principe, de vœux pieux, d'engagements précis mais non datés, et d'ambitions vagues mais dont la réalisation est pourtant fixée.
Au contraire, en distinguant les genres, nous éviteront les confusions faciles et nous nous imposerons la recherche d'une cohérence lucide et volontaire. C'est ainsi que lorsqu'au lendemain de notre Congrès d'avril nous aurons achevé l'élaboration du plan d'action Socialiste, nous disposerons d'un document qui nous permettra au moins de nous engager plus sûrement dans deux directions :
1°- Dans nos discussions avec les autres forces anticapitalistes, notamment avec le Parti Communiste, nous disposerons, grâce au plan d'action Socialiste, d'une formulation précise des conditions fondamentales d'un accord politique. C'est grâce au plan d'action Socialiste que nous pourrons faire positivement cette distinction à laquelle nous sommes pour la plupart attachés, entre le débat sur les conceptions de la stratégie politique, ses buts et ses moyens, dont l'issue heureuse nous parait un préalable à la discussion d'un programme commun.
2°- Pour nous-mêmes, la définition d'une stratégie politique à long terme fournira le cadre où s'inscriront des programmes d'action à la fois plus ambitieux et plus cohérents que celui qui vous est aujourd'hui présenté.
Je ne vous cacherai pas que les camarades qui ont participé à la confection du programme immédiat ont souvent regretté de devoir y travailler, alors que nous n'avions pas encore notre plan d'action ; c'est là une preuve de la nécessité d'avoir les deux, ce qui suppose, encore une fois, de ne pas confondre les genres.
Il faut convenir d'ailleurs que les groupes de travail dont le contenu de réflexion confinait les questions de programme, n'ont pas évité toujours, du moins à mes yeux, cette confusion des genres. Ils y ont sans aucun doute été encouragés par la division des tâches opérées. Encore une fois, je crois qu'il ne faut pas le regretter, au stade où nous en sommes, mais je pense que les animateurs de ces groupes de travail sont les premiers à désirer recueillir, à l'occasion de ces débats, les suggestions et les observations des camarades susceptibles de les aider à inscrire le résultat de leurs travaux dans les limites qui s'imposent à un plan d'action Socialiste devant tout à la fois concrétiser la déclaration de principe et préfacer notre programme d'action.
Vous conviendrez, camarades, que nous n'en sommes pas là et que cette journée

d'information revêt de ce fait la plus grande importance.
Pour me résumer, je voudrais dire que le débat est ouvert et qu'il ne sera pas fermé à la fin de cette journée. Nous n'avons tous ensemble ni le moyen ni le pouvoir de le clore. Cette journée d'information doit être une journée de propositions, propositions ayant pour but de critiquer positivement le travail déjà accompli, de suggérer la formulation la plus précise des problèmes et de nos réponses, de définir l'ordre selon lequel le plan doit être composé.
Les thèses que vous avez là sous les yeux sont là pour susciter vos réactions et celles des militants. C'est de nous seulement que dépend la seule collectivisation qui est actuellement à notre mesure, c'est-à-dire la collectivisation d'un effort d'élaboration politique dont tout le monde, y compris hors de nous, ressent le besoin, face à un monde qui change très vite et sur l'évolution et la signification duquel nous sommes plus encore mystifiés qu'informés.
Pour susciter vos réactions et organiser nos débats, les différents animateurs de divers groupes de travail vont venir à cette tribune présenter le résultat de leurs travaux. Ayant animé l'un d'entre eux, le groupe B, chargé de l'analyse du capitalisme, celui qui traitait par conséquent de l'analyse du terrain de notre combat, je voudrais tout de suite, afin d'éviter de remonter ce matin à cette tribune, vous présenter rapidement mes conclusions, et pour ouvrir la discussion, vous faire part de quelques observations qu'il nous a déjà inspirées.
Les camarades qui se sont chargés d'analyser le capitalisme contemporain ont eu constamment à l'esprit la façon dont le système capitaliste plaidait lui-même sa cause. Il y avait à cela deux raisons :
- La première, c'est que c'était le moyen de vérifier si l'analyse Socialiste du capitalisme demeurait valable au-delà de la transformation, au-delà des transformations considérables qu'il avait pu subir.
- La seconde, c'était le moyen de décrire les aspects les plus actuels du terrain de notre combat, et ceux qui sont probablement appelés à s'accuser le plus dans l'avenir.
Nous avons donc été conduits à prendre acte, non seulement de la croissance des économies capitalistes, mais de l'élévation du niveau de vie et de la régularisation, certes relative, mes incontestable, de cette croissance.
Tentant d'expliquer ces résultats, nous avons noté le rôle des progrès techniques et de l'évolution même du capitalisme vers des formes nouvelles d'organisation, marquées par la concentration de la propriété des moyens de production, et la collusion nécessaire entre les puissances privées et l'Etat.
Puis nous avons été conduits à constater :
1°- Que la mise en œuvre du progrès technique se heurtait, en système capitaliste, à des obstacles qui étaient inhérents à la propriété privée des moyens de production et à la visée du profit, que par conséquent il y avait quelque chose de paradoxal à justifier le système capitaliste par une croissance dont il compromettait le rassemblement des moyens.
2°- Que la liaison étroite qui s'établissait entre l'Etat et les détenteurs du capital était une nécessité, que la séparation de l'Etat et du capital sans autre transformation serait donc économiquement dommageable, mais qu'en revanche

la participation au pouvoir des Socialistes, qui ne s'accompagnerait pas d'une transformation du système économique lui-même, conduirait ceux-ci à être très vite les larbins du système dont il dénonce l'injustice. Autrement dit, que la marge du réformisme entendu comme une action visant à tirer le meilleur du système sans le transformer, était maintenant évanouie. Et par conséquent que les Socialistes ne devaient revendiquer le pouvoir qu'à la condition que les conditions politiques et sociales d'une transformation Socialiste de notre société soient rassemblées.

Nous nous sommes ensuite demandé si cette transformation Socialiste était utile, d'un point de vue strict d'économistes, puisque sur les autres plans le groupe C, dont Fleury vous fera tout à l'heure le compte-rendu des travaux, en menait l'analyse.

Déjà, une raison m'est, était apparue, celle qui conduisait à constater que le capitalisme avait à surmonter des contradictions sérieuses qui compromettaient sa capacité à financer l'élargissement du potentiel technologique et sa mise en œuvre.

Notre analyse nous conduisait à en dégager de nouvelles qui d'ailleurs contribuaient à expliquer pourquoi la satisfaction matérielle des hommes ne s'élevait pas au rythme de la croissance mesurée.

Parmi ces nouvelles raisons, il convient de citer les principales :

1°- La liquidation de l'économie de marché par le capitalisme lui-même dans son évolution conduit à établir les rapports de prix entre les biens en fonction de la capacité de négociation des producteurs, elle-même liée à leur degré de concentration qui n'a aucune raison de reproduire l'échelle d'utilité des biens et de se hiérarchiser selon l'ordre des besoins des hommes.

2°- L'élévation de la capacité revendicative des travailleurs au même moment où la constitution et le renouvellement du capital vont rendre plus onéreuses par le progrès technique, conduit à diversifier les sources de plus-values et, en particulier, à récupérer sur le consommateur ce qu'il a fallu lâcher au travailleur sur le lieu du travail. Il en résulte le maintien d'une hiérarchie de revenu qui déplace la production vers des consommations futiles.

3°- Afin de maintenir l'écart entre le besoin et sa satisfaction, autrement dit la pénurie, fondement de la valeur en système capitaliste, on va jouer de la publicité et du conditionnement du consommateur, d'une part, rendre précaire la durée des biens en jouant de leur fragilité ou de la mode, d'autre part. Le capitalisme est d'une façon générale d'autant plus intéressé au gaspillage que la capacité de production s'élève.

Ainsi, non seulement il y a un rapport de cause à effet entre l'appropriation privée des moyens collectifs de production et l'exploitation de l'homme par l'homme, mais entre l'appropriation privée et le maintien de la rareté, sinon objective, du moins ressentie par les hommes.

Mais, à ces différentes raisons s'en ajoutent d'autres lorsqu'on examine comment le capitalisme est amené à rassembler les ressources de cette croissance.

1°- Une partie de ses ressources, il les tire d'un Tiers monde qui joue à la fois le

Collection Léon Landes

rôle de soupape de régulation, de source de plus-value substantielle, de contre feu aux revendications sociales dans les pays industrialisés. Ce qui démontre que le capitalisme ne s'exporte pas puisque c'est à condition de rester l'apanage de quelques-uns qu'il peut lui-même durer. Ce faisant, il assure la pérennité de misères auxquelles nous ne saurions nous résigner et qui menacent la paix.
2°- Ses ressources, il les obtient au prix d'une destruction du potentiel et de l'équilibre biologique de la planète qui laisse penser qu'ils sont déjà compromis. Dans la concurrence qui peut exister entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas détruire les ressources naturelles, ce sont ceux qui le peuvent, qui gagnent. Ils laissent à la collectivité le soin de payer la facture si les malheurs peuvent être réparés. Nous sommes partis pour que, bientôt, une part notable de l'effort des hommes soit consacrée à reconstituer des ressources naturelles qu'une utilisation rationnelle aurait préservées et que la recherche du profit a dilapidée. Avec notre façon de compter les résultats de production, nous incorporons dans la croissance la reconstitution des conditions de production, raison de plus pour penser que la croissance qui inspire les louanges des thuriféraires du capitalisme est un phénomène trop ambigu pour être une preuve valable de ce qu'on appelle la victoire du capitalisme.
Il n'appartenait pas à ce groupe d'aller au-delà de l'analyse, jusqu'aux propositions. Mais, en s'en tenant à l'analyse même, on peut noter que sur certains points importants, elle est sinon muette, du moins insuffisante.
Pour ne prendre qu'un exemple, il n'est rien dit, dans les thèses des changements internes que le capitalisme aurait connus et dont font état ceux qui nous accusent volontiers de vouloir tuer les morts.
N'entend-on pas, ne lit-on pas chaque jour des déclarations ou des articles qui nous expliquent par exemple que la dissociation de la propriété et de la gestion caractérise le passage de la société capitaliste à la société industrielle, que cette dernière ne mériterait pas les griefs faits à la précédente, rendrait inopérants nos moyens, tout en promettant le passage sans révolution de la lutte des classes à la société sans contradictions, une société dans laquelle il resterait à supprimer l'héritage du capital productif pour liquider le système capitaliste.
Si nous n'en avons pas parlé, c'est parce que nous savons bien que c'est là le développement même du capitalisme, qu'une mesure de ce genre, prise sans collectivisation du crédit et des entreprises, élargirait simplement la propriété capitaliste à tout ce qui relève encore du capitalisme individuel dont le processus de disparition était déjà, il y a 3/4 de siècle assez engagé pour que Jules Guesde, à la tribune du Parlement puisse constater : "Des nécessités de la production et de l'échange modernes, tels que les ont révolutionnés la machine et la vapeur, une forme nouvelle de propriété est née : la propriété capitaliste qui, vivant de la mort de la propriété individuelle caractérisée par le travail des propriétaires se distingue, elle, par le non-travail de ses titulaires".
C'est là un bon exemple de ce que j'indiquais tout à l'heure. La nécessité pour être compris d'identifier les problèmes tel qu'on nous les pose, même si ce sont de vrais ignorants ou de faux imbéciles auxquels il va falloir répéter ce que nous savons depuis toujours sans que cela nous ait empêchés, bien au contraire, de

penser que le capitalisme surtout anonyme devait être collectivisé.
Il y aurait bien d'autres lacunes à relever dans les thèses du groupe B que je viens de vous présenter trop rapidement. Je cite cet exemple pour vous inciter à venir à cette tribune ou dans les Commissions apporter votre pierre à une construction dont vous n'avez entre les mains qu'une partie des matériaux. Vous devez vous convaincre qu'il dépend essentiellement de vous et un peu de chacun que cette construction fasse honneur au Parti et qu'elle serve à son combat pour le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Taddéi.

Dominique Taddéi

Camarades, permettez-moi de vous dire, en commençant, que nous avons une bien agréable journée à passer.
Souvent, dans nos Congrès, dans nos Conseils nationaux, dans nos journées nationales d'information, nous avons à parler de choix tactiques, de problèmes d'orientation et, parfois, on tombe sur des problèmes qui entraînent des conflits entre camarades... On est bien sûr là pour se battre, mais ça n'est pas très amusant.
Aujourd'hui, par contre, du moins pour ce qui est de la journée nationale d'information, le terrain est net. Nous pouvons parler de tout ce que nous savons en commun, de ce qui est fondamentalement notre espérance, à savoir : de la construction de la cité Socialiste.
Avouez quand même que c'est bien agréable qu'on puisse, de temps en temps, le faire, et je crois que c'est une bonne chose que nous ayons à y réfléchir ensemble, c'est-à-dire sur le plan d'action Socialiste.
Ceci étant, dans le groupe qu'avec notre camarade Boulloche j'étais chargé d'animer, le groupe "A", nous avions un genre un peu difficile à réaliser :
- Notre groupe s'opposait, en effet, dans sa problématique, au groupe "E", celui dont notre camarade Barène vous parlera tout à l'heure, qui traite des voies de passage vers le Socialisme, et nous avions à nous situer, en quelque sorte, à la fin du processus historique qui mène du capitalisme, à travers ces voies de passage, jusqu'à la construction du Socialisme.
Notre problème était le suivant, c'était presque un travail d'utopistes et nous avons essayé de tenir compte des critiques de Marx là-dessus : il s'agissait de dire en quoi, comment fonctionnerait le Socialisme une fois que toutes ces conditions auraient été mises en place au cours de la période dite des voies de passage, une fois, par conséquent, que l'appropriation collective des grands moyens de production aurait fini d'être réalisée, une fois aussi que les Socialistes auraient pris le pouvoir depuis déjà suffisamment de temps, parce qu'il est bien clair que ce n'est pas en une seule fois qu'on passera du capitalisme flamboyant que nous connaissons au Socialisme, au Socialisme tel que nous l'avons tout au fond de notre cœur.
Je ne vais pas, camarades, vous redire ce qu'il y a dans les thèses proposées par

Fondation Jean-Jaurès

le groupe "A", vous les avez eues, j'espère, suffisamment longtemps à l'avance pour y réfléchir et peut-être déjà en discuter dans vos sections. Je ne les reprendrai donc pas. Ce que je voudrais simplement faire ici, c'est vous faire part de discussions à mon sens très importantes qu'il y a eues parmi des camarades qui ont travaillé dans ce groupe "A", mais des discussions qui n'ont pas abouti à un texte écrit parce que cela soulève de tels problèmes qu'il faudra, je crois, que le Parti, même au-delà du mois d'avril, même après l'adoption d'un plan d'action Socialiste par le Congrès extraordinaire, continue à réfléchir sur toutes ces questions. La réflexion, pour le Socialisme, est trop importante pour être faite une fois pour toutes.

C'est notamment sur les aspects socio-économiques que notre discussion nous a amenés à un certain nombre de considérations, pour ne pas dire de difficultés, à penser la société Socialiste.

Nous avons retenu, vous l'avez peut-être noté dans votre lecture, 2 aspects fondamentaux de la construction des structures à mettre en place pour faire fonctionner une société Socialiste adaptée à la fin du 20ème siècle.

A un premier niveau, il faut que les travailleurs réalisent une gestion collective de leur entreprise, de leur unité de production car ce qu'il y a de fondamental dans le Socialisme, c'est une prise en main par tous les travailleurs de leur destin. Il n'est pas question de remettre cette gestion à des organismes bureaucratiques au plan national ; il faut qu'à la base, dans les cellules de production même de tous les travailleurs soient intéressés, au sens plein du terme et non au sens gaullien, qu'ils soient pleinement concernés par la gestion de leur unité de production.

A un autre plan, nous avons opté, ou plutôt nous vous proposons d'opter pour un système de planification démocratique et c'est là, mes camarades, que les difficultés commencent ou, du moins, que la réflexion doit commencer à s'aiguiser.

En réalité, quand nous parlons de planification, nous avons deux régimes historiquement réalisés : nous avons les planifications dites indicatives de l'Ouest, et nous avons les planifications dites Socialistes, de l'Est de l'Europe.

A l'Ouest, je ne suis pas chargé, bien sûr, c'était le travail du groupe "B", de le critiquer, le système de planification que nous connaissons - et je pense que nous pouvons être d'accord là-dessus - est en fait une vaste étude de marché, il s'agit d'une étude de marché généralisée qui est faite pour le compte du patronat et qui est faite aux frais du contribuable.

Je ne pense pas qu'aucun d'entre nous compte que les Socialistes au pouvoir essaieraient de maintenir ce système abâtardi, de ce qui avait été une belle espérance au moment de la libération.

A l'Est, nous avons affaire à une planification autoritaire et je crois même que l'on pourrait prendre le risque de dire qu'elle est totalitaire. Elle est totalitaire parce que c'est une bureaucratie qui l'élabore et parce que, au niveau de l'exécution, l'autoritarisme règne en maître dessus ; du moins, était-ce le système qui prévalait incontestablement jusqu'à il y a cinq ou six ans, avant que l'incurie d'un tel système dans des sociétés maintenant plus développées que ne

le sont celles de l'Europe de l'Est, jusqu'à ce que cette incurie apparaisse et qu'on tente de pratiquer des réformes.
Camarades, je ne peux pas, bien sûr, entrer dans les détails des réformes proposées à l'Est, il y en a toute une série, mais elles ont quand même une inspiration commune : les Partis communistes d'Europe de l'Est s'aperçoivent de la catastrophe où les mène maintenant leur système de planification quasi totalitaire. Ils sont donc amenés à tenter de décentraliser cette planification. Mais cette décentralisation, ils l'a font, non pas dans l'élaboration du plan, car cela mettrait en cause leur gestion bureaucratique de l'économie, mais ils tentent de le faire au niveau de l'exécution en créant des managers, à l'américaine, pour tenter de concilier l'inconciliable, à savoir les nécessités d'une économie moderne, qui est faite de souplesse et qui doit être faite de décentralisation ; les Socialistes, malgré la tradition jacobine, les Socialisées français ne doivent pas avoir peur de le dire.
Alors, ces réformes, en Europe de l'Est, que donneront-elles ? Il faut éviter les paris en cette matière, mais de deux choses l'une : ou ils ne les suivront pas et ils garderont un système relativement centralisé, et alors c'est l'ensemble de leur économie, c'est l'ensemble de ce qu'ils appellent la construction du Communisme, qui se joue là et se jouera par là même, ou bien ils poursuivront dans cette voie, mais après avoir réinventé le profit, après avoir réinventé demain la concurrence, puis la concurrence mondiale, parce qu'ils ne peuvent pas établir un système de prix simplement entre eux et qu'ils ont besoin des prix mondiaux pour comparer. Alors, ils s'engageront dans une voie pan capitaliste et nous ne pourrons jamais les suivre dans une telle aventure.
Dans le fond, c'est tout à fait autre chose qu'il faut que nous réalisions, nous Socialistes de l'Europe de l'Ouest.
Nous avons affaire à une économie qui est déjà développée. Il est clair aussi que nous ne nous intéressons pas qu'à l'aspect quantitatif ; nous ne le nions pas, bien sûr, mais il est certain que, sans développement des forces productrices, une expérience Socialiste serait condamnée en France. Alors, comment procéder ?
Eh bien, camarades, il reste logiquement une seule voie, c'est la voie de la décentralisation dans l'élaboration du plan et c'est la voie d'un caractère plus obligatoire dans l'exécution du plan.
Nous avons proposé, et je ne veux pas revenir sur cela, toute une série de procédures, pour que l'élaboration du plan soit authentiquement démocratique - je ne veux pas abuser de votre patience et développer cela - et il et clair que c'est là le fondement de ce qui doit être notre réflexion sur la construction du Socialisme dans les années à venir.
Au niveau de 1'exécution, eh bien, il est clair que nous serons obligés d'avoir un plan au caractère obligatoire plus marqué que la planification indicative actuelle. Mais cela sera acceptable, camarades, parce que, précisément le plan aura été démocratique dans son élaboration. Il faut toujours insister sur le fait qu'on peut être d'autant plus exigeant au niveau de l'exécution du plan que son élaboration a été démocratique.
Comment voulez-vous qu'on laisse chacun exécuter le plan comme il le veut

alors que nous faisons l'hypothèse que, par son élaboration même, il aura été la véritable expression de l'intérêt général ?
Ceci étant, vous le voyez bien, je reste à un niveau de doctrine ou presque, je reste à un niveau de principes généraux d'organisation et je n'entre pas trop dans le détail. Nous avons essayé, au sein du groupe "A" du plan d'action Socialiste, d'entrer un peu plus dans les détails et nous nous sommes aperçus que c'est un travail de longue haleine que nous ne faisions qu'esquisser et que nous ne pouvions pas, en un seul jour, comme cela, ou du moins en quelques semaines, régler.
Il y a simplement une explication supplémentaire que je vous dois, c'est que nous n'avons pratiquement jamais repris l'expression de Socialisme de concurrence, de Socialisme de marché dans le texte que nous avons proposé. Pourquoi cela ? Eh bien, pour ce qui est du terme de Socialisme de marché, pour une raison très simple : à cause de l'ambigüité du terme car, enfin, camarades, il y a des marchés concurrentiels, il y a des marchés qui le sont moins et il y a des marchés qui sont franchement oligopolistiques, pour employer ce terme qui n'est pas bien joli, il y a des marchés entre les quelques unités de production qui y figurent, il y a enfin des marchés qui sont carrément de monopoles.
Quand nous parlons de Socialisme de marché, sans précision, nous ne sommes pas clairs, compte tenu de nos ambitions, étant donné que la clarté est la première des honnêtetés que nous devons et aux camarades et à l'opinion publique.
Pour ce qui est du terme de Socialisme de concurrence, eh bien c'est aussi au nom de cette sorte d'honnêteté intellectuelle que nous l'avons, au moins provisoirement, écarté parce qu'à l'heure actuelle ce terme nous a paru ne rien apporter, parce que trop ambigu, car, enfin, camarades, nous savons tous, au moins depuis Marx, que la concurrence tue la concurrence et que le capitalisme contemporain est fait d'une unité de marchés qui ne sont pas concurrentiels, du moins pour les plus importants d'entre eux. Pour quelle raison ? Rassurez-vous, je ne vais pas essayer de vous faire un cours sur la nécessité du monopole en régime capitaliste, mais il y a au moins 2 grands types de raisons qui existent : tout d'abord, raison de dimension. C'est que les conditions techniques de la production moderne sont telles que, dans de très nombreuses branches qui sont les plus importantes, parce qu'elles sont des branches de pointe, il n'est pas possible d'avoir de nombreuses unités pour se concurrencer ; il n'y a techniquement la place que pour 1, 2 ou 3 de ces unités.
Je ne vais pas vous citer des marchés, mais qu'il s'agisse de l'industrie atomique, qu'il s'agisse dé l'aéronautique, qu'il s'agisse maintenant des chimiques, il n'est pas possible d'avoir un nombre d'entreprises qui correspondent à un marché concurrentiel. C'est la première raison pour laquelle le monopole tend à s'imposer dans le régime capitaliste.
La seconde est une raison de financement.
Camarades, il n'y a rien de plus faux que de croire que le capitalisme ne fait qu'une croissance quantitative, il fait une croissance qui se modifie qualitativement, continuellement. Bien entendu c'est ce que l'on peut appeler la

préférence pour les gadgets par rapport aux besoins de consommation sociale, et il a besoin continuellement de modifier l'importance des différents secteurs de l'économie, des différentes branches de l'économie.
Et comment le réalise-t-il ?
Eh bien, il le réalise parce que les profits - contrairement a ce qu'a cru Marx et tous les Socialistes depuis sont restés là-dessus - ne sont pas de la même importance dans toutes les branches, il n'y a rien de plus différent que le profit d'une branche à l'autre. Et c'est comme cela que le capitalisme arrive à survivre et à croître, parce qu'il arrive ainsi, par de forts profits dans une branche, à diminuer l'importance de cette branche, c'est comme cela qu'il arrive à se renouveler dans son contenu qualitatif en même temps qu'il poursuit sa croissance quantitative.
Et, dans ces conditions, il est obligé de pratiquer et d'avoir des monopoles dans de nombreuses branches parce que, qui dit monopole - nous le savons bien, nous le disons depuis toujours - dit profits plus importants et que cela lui permet de remodeler à travers les modes de financement privés, sans arrêt, sa structure de production.
Alors, camarades, pour nous quelle est la conséquence de tout cela ?
Elle est très claire. Est-ce qu'honnêtement nous pouvons affirmer que nous lutterons systématiquement contre l'existence de monopoles dans une société Socialiste ? Pouvons-nous vraiment le dire ?
A mon sens il faudrait pouvoir le dire pour parler de Socialisme, de concurrence, du moins dans l'état actuel de notre réflexion. Bien entendu cette réflexion ne fait que commencer, je vous l'indiquais tout à l'heure.
A la vérité, nous devons dire très clairement et très loyalement que nous aurons l'obligation de monopoliser un certain nombre de secteurs, parce que cela correspond à la rationalité tout court, et encore plus à la rationalité Socialiste, il faut que nous ayons le courage de le dire, parce que nous ne pourrons pas faire autrement et, dans ces conditions, un terme comme celui de Socialisme de concurrence, par son manque de clarté, ne nous a pas apparu pour l'instant pouvoir être retenu.
En terminant mon intervention, camarades, qui n'avait pour but que de vous parler de certains points qui ne sont pas dans nos rapports, mais qui ont animé de très nombreuses et de très chaudes discussions entre nous, je voudrais vous faire part de deux sentiments qui ont animé le groupe et que ce groupe fait ressortir à la fin de son travail malheureusement un peu précipité par les circonstances.
Tout d'abord, nous nous sommes persuadés encore plus si nous ne l'étions pas au départ, que nous vivons une époque merveilleuse, parce que c'est peut-être la première époque où le Socialisme, qui incontestablement représente une société de plus grande justice, peut aussi représenter une société de plus grande efficacité.
Cela, il faut que nous l'expliquions, que nous l'expliquions à l'opinion publique. Le Socialisme est non seulement plus juste, plus à la limite, car tout le monde le reconnaît, que le capitalisme, surtout dans l'état de grande croissance qu'il connaît actuellement, mais notre second sentiment et j'en parle à mon aise, qui

est un peu désagréable, c'est celui d'avoir fait un peu un exercice intellectuel, alors qu'il y a tellement de souffrances au niveau le plus rudimentaire à combattre. Nous nous sommes livrés dans le fond, il faut bien le reconnaître, un petit peu, dans une Commission nationale, presque à un jeu entre intellectuels, mais camarades, ce jeu était une nécessité, il était si vous voulez le besoin qu'a le Parti d'élucider ce que va être sa stratégie dans les années à venir, ce que va être son action.
Il s'agit d'un plan d'action, camarades, je crois qu'il faut que nous ayons constamment à l'esprit ce genre de schéma intellectuel, il faut que nous ayons une étoile à laquelle accrocher notre charrue, il faut persuader que notre étoile est plus brillante que jamais, il faut que nous l'expliquions, que nous le redisions, il faut que l'ayant fait, nous retournions à notre charrue, c'est à dire au combat Socialiste quotidien.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Fleury.

Jacques Fleury

Eh bien, mes camarades, j'ai à vous rapporter sur les travaux du groupe C, c'est à dire celui qui avait à traiter des raisons d'être Socialiste.
Sans doute ces raisons d'être Socialiste apparaissaient-elles très clairement à l'ensemble des camarades des sections, du moins c'est ce que nous avons pu penser en considérant le faible intérêt porté aux travaux de cette Commission.
Nous n'avons reçu aucune contribution venant des sections et je dois bien dire que la Commission elle-même a fonctionné avec des effectifs excessivement réduits.
Nous n'avons eu, je vous l'assure, pour notre part, aucun travail, aucun effort, aucune difficulté de synthèse, aussi ne vous étonnerez-vous pas du caractère vraisemblablement incomplet de l'état actuel de l'étude.
Pourtant, la question qui était posée ne manquait pas d'intérêt puisqu'il s'agissait en effet de répondre à un thème de propagande suffisamment répandu, c'est à dire celui du Socialisme dépassé et de la nécessité d'un retour, d'un renouvellement idéologique et vous connaissez la chose.
Nous avons étudié la question qui nous était posée en distinguant ou en nous efforçant de distinguer deux sources d'aliénation :
- D'une part celles qui sont issues directement de la loi fondamentale de l'économie, c'est à dire de la lutte contre la rareté, de la lutte contre la pénurie, en nous posant la question de savoir si ces aliénations disparaissaient du fait d'une prétendue opulence ou si elles changeaient éventuellement de nature.
- D'autre part, nous avions à étudier les sources d'aliénation issues du régime économique, de l'histoire des rapports de force.
Pendant longtemps l'histoire humaine s'est confondue avec l'histoire naturelle, c'est à dire avec l'histoire de la confrontation de l'homme avec la nature, avec la pénurie, avec la rareté. Aujourd'hui, grâce aux techniques qui ont une puissance inconnue jusqu'alors, l'homme peut envisager de modifier sa propre nature et la

Fondation Jean-Jaurès

nature de ses rapports avec le monde extérieur.
Mais en fait nous avons considéré que le conflit originel qui oppose l'homme aux pénuries diverses, continue, les hommes continuent à souffrir de la faim, non seulement dans les pays sous-développés où évidemment le mal est le plus cruellement ressenti, mais encore dans les pays développés où l'on souffre de malnutrition, dans les pays industrialisés où l'on constate qu'il y a manqué de calories, de protéines animales, dans certains cas, ou dans un cas tout à fait opposé, un accroissement de la consommation des glucides au détriment des aliments protecteurs.
Nous savons aussi que la maladie continue de frapper les hommes. Là encore les pays sous-développés, les pays insuffisamment développés, font les frais les plus lourds de cette maladie, mais on continue à constater dans les pays industrialisés une différence, une variation du taux de mortalité infantile, selon la profession du père.
On peut aussi souligner un certain nombre de nouvelles maladies : des anémies, des allergies, dues à la pollution de l'atmosphère, dues aux conditions nouvelles d'existence, des maladies du métabolisme, le surmenage, les névroses, la pharmacologie, les maladies issues de la drogue ou de l'alcool.
Donc la maladie mais aussi la pénurie, continuent à poser un problème dans les pays sous-développés ou l'urbanisation n'est qu'un vaste bidonville, mais même dans les pays industrialisés le problème de la qualité des logements, le problème de la répartition des logements, continue à se poser et en fait le prolétariat a toujours connu un taudis, même lorsqu'il prend la forme de building concentrationnaire, avec toutes les conséquences que cela suppose, des maladies infantiles, le déséquilibre psychique, la délinquance juvénile, la tuberculose, etc.
Par conséquent la problématique de l'homme reste encore et toujours la lutte contre ces inconvénients, de la pénurie. Cependant, pour un Socialiste, cette analyse est insuffisante, il doit aussi observer les formes diverses de réponse que l'homme apporte à ce conflit contre la pénurie
L'histoire de l'homme devient alors l'histoire des rapports de production.
L'homme, au cours des âges, tend à s'organiser individuellement et collectivement pour apporter des réponses à son problème. Mais les formes et les structures sociales politiques, culturelles et économiques qui se créent et qui disparaissent pour être remplacées par d'autres, sont à chaque fois l'expression des rapports de production, c'est à dire la reconnaissance par les uns de la domination des autres ; l'histoire de l'humanité est donc en fait l'histoire de la lutte des classes.
Aujourd'hui comme hier, nombre de classes ont disparu sans aucun doute, mais elles laissent, face à l'infime minorité de ceux qui possèdent, l'immense majorité de ceux qui travaillent, et cela reste vrai.
Soumis autrefois à ceux qui détenaient la force, le travail est aujourd'hui soumis à ceux qui possèdent la richesse. Changeant de forme, le capitalisme demeure. La situation du travailleur a pu évoluer en apparence, mais sur le fond elle reste la même qu'il y a un siècle. Le travailleur est toujours considéré comme un outil ou comme une marchandise et il est traité comme tel. Malgré les lois sociales, il

est intégré au maximum dans l'entreprise, tout est fait pour qu'il y reste lié, de la naissance à la mort.
C'est à l'usine que les rapports sociaux fondamentaux n'ont guère changé. La situation qui est faite au travail est la situation de subordination, telle est la clé des rapports.
L'intégration est en fait la forme moderne de la subordination du travail. C'est d'abord la recherche d'une main d'œuvre hautement qualifiée douée de la stabilité grâce à des processus psychologiques. C'est aussi la formation professionnelle pour des activités spécifiques qui ne peuvent être exercées que dans le cadre de l'entreprise, qui assure cette formation, et l'on vous parlera également des relations humaines, de la politique de relations humaines, qui visent à mettre l'homme, le citoyen, en état d'harmonie avec la politique de l'entreprise.
Pour cela en fait on procède comme pour un outil, à des techniques d'évaluation du travailleur, à des cures, à la formation du personnel de direction, à une information orientée, tout cela est en fait conditionnement et non pas refonte d'une société.
On vous propose l'association capital - travail, la participation, l'intéressement, tout cela ce ne sont pas des idées neuves, mais on s'efforce de donner aux travailleurs un comportement de bourgeois, sans lui donner l'aisance que le profit donne à ce dernier, ni surtout le pouvoir politique.
Tout est fait pour perpétuer cette subordination, le capitalisme n'a que faire d'hommes libres. A une formation générale étendue il préfère toujours une formation limitée, spécialisée, dont l'idéal reste, vous le savez, la formation maison, qui intègre au mieux le travailleur dans l'entreprise. Au plein emploi on préfère un volant de chômage qui permet de régler par la menace du licenciement les difficultés financières et les conflits sociaux.
Tout cela, les travailleurs le ressentent, mais il ne manque pas de moyens non plus de les diviser.
On peut mener chacun à se battre dans une société où tout est fonction de la réussite individuelle, on peut jouer de différenciations subtiles entre les statuts, les conditions de travail, les rémunérations, on peut essayer d'empêcher la prise de conscience par les travailleurs, dans leur unité, d'interdire une mobilisation commune pour des objectifs communs.
Mais il est une chose que le capitalisme ne peut pas faire, c'est en fait rendre acceptable autrement que par la résignation à un destin absurde, la nécessité d'un tel travail, d'une telle conception de ce travail.
Entre la nature du travail, création utile à la collectivité, et le statut passif du travailleur, la contradiction reste permanente.
Entre la forme du travail, qui devrait être dans la joie, et le robot que nous connaissons, que nous fabriquons actuellement, la contradiction reste absolue. Elle l'est aussi lorsque l'on compare la finalité du travail du point de vue du travailleur et celle qui lui est assignée par la société actuelle. Il ne s'agit pas en effet de produire des objets utiles, il s'agit de produire des objets qui rapportent. Mais encore faut-il vendre.

Collection Jean Burles

Nous sommes dans une société marchande, et puisqu'il n'est pas rentable d'adapter la production aux besoins réels des consommateurs, besoins collectifs, socio-éducatifs, on s'efforce dans notre société capitaliste d'adapter le consommateur aux exigences de la production.
On fabrique des objets inutiles, mais sur lesquels le profit est assuré, et on modèle la conscience collective pour que ces objets, que ces produits deviennent indispensables. C'est cela la société de consommation.
Tout ce que l'homme peut considérer comme ses biens inaliénables, l'air, l'espace, la lumière, le silence, est pollué, saccagé, détruit, peu importe, on les vendra on vendra plus cher l'air, l'eau, le repos, le soleil ; les rythmes de vie, les cadences de travail rendent les loisirs nécessaires, on vendra les loisirs.
Le fond du capitalisme moderne, c'est de contraindre chacun à racheter individuellement, au prix d'immenses gaspillages, ce dont il est privé socialement.
Pour cela, pour assurer disons l'ensemble, la totalité de cette subordination du travailleur, la société capitaliste propose un modèle qui est au sens plein du terme totalitaire.
L'enseignement est subordonné aux exigences de l'économie. L'homme moderne est ramené en fait à un mode de connaissances archaïques, intuitif, infantile, la culture est transformée en objet de consommation, l'information est ce que vous savez, subordonnée aux nécessités d'un pouvoir politique lui-même représentatif des intérêts capitalistes.
La totalité de la vie en régime capitaliste est ainsi subordonnée à des objectifs, mais nous avons constaté également que le régime Communiste, qui s'est efforcé par l'appropriation collective des moyens de production, de supprimer la cause essentielle de l'exploitation en régime capitaliste, c'est à dire la recherche du profit.
Nous avons constaté que dans ce nouveau type de société naissaient de nouvelles formes d'aliénation.
Si le profit est supprimé dans les sociétés de type Communiste, on constate le maintien de la division du travail et de la soumission du travailleur à la nécessité du travail, ce qui nous permet de constater que, sans doute les sociétés industrielles rendent indispensable un certain nombre de défauts de production dans les rapports de production, mais qu'il faut bien sûr pour nous Socialistes, s'efforcer de trouver des solutions, sinon pour les faire disparaître, du moins pour les amenuiser. Mais surtout nous constatons dans les sociétés Communistes, le maintien de la hiérarchie du groupe, l'Etat étant devenu le groupe souverain, qui impose la division des autres et mis sous sa direction.
L'Etat est devenu l'instrument propriétaire et dominant du régime Communiste, et l'Etat, en régime Communiste, impose lui aussi un modèle de civilisation totalitaire avec une éthique productiviste, avec une information subordonnée à la politique, une culture subordonnée à l'idéologie, un enseignement là encore subordonné aux besoins de l'économie.
Par conséquent, si l'on peut considérer que l'une des raisons de l'exploitation en régime capitaliste a pu disparaître en régime capitaliste, les conditions de la lutte

à droite contre la rareté, les conditions de vie, la pénurie, n'ont pas permis dans le régime Communiste, de supprimer toutes les aliénations, bien loin de là, et c'est sur ces aliénations qui sont maintenues dans le régime Communiste, malgré la suppression du profit, qu'il nous faut, nous Socialistes, nous pencher pour apporter nos solutions et pour répondre à ce problème essentiel.

Le président - La parole est maintenant à Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, le groupe dont j'avais la responsabilité, avec Palméro et Jaquet, s'intitulait « Les moyens du combat Socialiste ».
Je souhaiterais maintenant me limiter à un mode d'emploi de ce qui a été écrit, de ce que vous avez certainement lu, et ce que vous avez sur les tables. Cela, pour deux raisons, d'abord parce que je crois qu'on a besoin de vous entendre, d'avoir vos réactions, vos suggestions, et par conséquent très vite c'est vous qui devrez prendre la parole ; ensuite parce que, en définitive, les trois premiers groupes et en particulier le mien sur les moyens du combat Socialiste, nous ne constituons qu'un préambule, la grande affaire du plan Socialiste, c'est les voies de passage. Il n'est pas étonnant que les camarades et les sections, aient surtout réagi sur les documents qui ont été diffusés par ce groupe sur les voies de passage.
Tout à l'heure Barène aura l'occasion de nous présenter ce groupe, c'est pourquoi je vais me limiter au mode d'emploi de ce que nous vous avons envoyé.
D'abord, nous avons discuté sur les moyens propres du Parti. Je dois dire que cela ne présente aucun intérêt que je détaille ici les moyens propres du Parti, si finalement les mêmes suggestions sont celles d'une équipe parisienne. Dans ce domaine il est capital de reproduire dans notre plan d'action Socialiste ce que pensent nos sections, et par conséquent ce que vous suggérez.
C'est pourquoi nous avons diffusé dans les sections un questionnaire, qui est peut-être arrivé un peu tardivement, et jusqu'ici nous avons reçu 20 à 25 réponses de sections. Nous avons décidé de diffuser à nouveau ce questionnaire, et en tout cas les travaux de notre groupe seront remis à jour au fur et à mesure que nous parviendront les réponses des sections et des fédérations.
Ce que nous avons appelé les voies du combat Socialiste : à ce sujet je voudrais faire une mise en garde, à savoir : nous ne souhaitons pas qu'il y ait une discussion sur les problèmes de concours prioritaire des autres formations de la Gauche Socialiste à l'occasion du plan d'action socialiste, ce sont des problèmes essentiellement politiques, dans d'autres débats nous aurons cette discussion. Il sera par conséquent nécessaire, au moment où nous achèverons notre plan d'action socialiste, de faire la traduction de ce qui aura été décidé dans nos débats politiques, et de ce que vous voudrez avoir dans ce paragraphe sur le plan d'action socialiste.
Enfin, le dernier point concerne les problèmes du pouvoir.
A ce sujet, nous n'avons pas eu de difficultés à nous mettre d'accord sur

finalement trois hypothèses - celle de la participation systématique étant évidemment écartée - :
La première c'est la participation au pouvoir : elle n'est concevable qu'à titre exceptionnel et transitoire, devant l'imminence d'un danger extrême couru par les institutions démocratiques.
La deuxième, c'est l'exercice du pouvoir - et ici bien sûr nous avons repris la motion d'Issy-les-Moulineaux - dans le cadre d'une expérience d'union de la Gauche dont l'axe est le Parti Socialiste : il faut alors appliquer un programme de gouvernement et de législation décidé en commun avec les autres formations de la Gauche.
Enfin, troisième hypothèse, c'est la conquête du pouvoir au nom d'une majorité électorale ayant manifesté sa volonté de voir mettre en place une société Socialiste : le respect de la volonté exprimée par la majorité des citoyens, exigera naturellement que le pouvoir se donne tous les moyens de mener à bien et de sauvegarder les transformations impliquées par le suffrage populaire.
Finalement, la plus grande discussion dans notre groupe, nous l'avons eue autour de la notion de violence. Nous avons traduit nos discussions de la façon suivante : d'abord nous sommes bien entendu contre la violence, elle ne peut être concevable pour nous que comme l'ultime recours contre un putsch ou contre la subversion. Par conséquent, nous lui donnons un caractère véritablement défensif.
Mais l'insurrection peut ne pas être violente finalement, la grève générale et des événements un peu semblables à ceux de mai 1968 peuvent provoquer la vacance du pouvoir.
Dans ces conditions, nous disons que le Parti Socialiste doit orienter les masses vers une construction démocratique qui, pour devenir la légalité nouvelle, devra être soumise à l'approbation du pays. Autrement dit, dans ces périodes exceptionnelles où il peut y avoir vacance du pouvoir, dans tous les cas il devra y avoir approbation par le pays sitôt que le calme sera revenu.
Un problème qui s'est posé à nous, et que nous avons d'ailleurs réglé négativement - vous direz ce que vous en pensez - c'est que bien sûr le parlementarisme n'est pas nécessairement la seule traduction possible de la démocratie. Un choix est sans doute nécessaire et une discussion devra s'instaurer dans le Parti sur le système présidentiel ou sur le système parlementaire, ou sur le système mixte. Nous avons pensé que cette discussion pourrait avoir lieu à l'occasion de la discussion générale du plan d'action Socialiste.
Par contre, en ce qui concerne les pouvoirs nouveaux, pouvoirs des communautés urbaines, pouvoirs des institutions régionales, pouvoirs des assemblées économiques, notre groupe a pensé que là nous pourrions relancer une large discussion à travers tout le Parti, en particulier sur la réforme régionale. C'est à vous, tout à l'heure, à dire ce que vous en pensez.
Voilà, chers camarades ce que je voulais vous dire pour préciser rapidement ce qu'avait décidé notre groupe, mais, je le répète, les travaux de ce groupe sur les moyens du combat Socialiste, ont un aspect essentiellement concret. Ces

problèmes concrets ne peuvent pas être décidés par une dizaine de camarades à Paris, nous avons besoin, par conséquent, de vos réactions, de vos suggestions, et nous avons besoin de la participation des sections et des fédérations. C'est pourquoi nous allons relancer notre questionnaire, et c'est pourquoi nous vous invitons à demander aux camarades de répondre massivement à ce questionnaire, ainsi cela facilitera notre tâche sur le plan national.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Pierre Mauroy de la brièveté de son propos, je vous signale que nous avons déjà pour 2h45 de débats d'orateurs inscrits.
La parole est maintenant à Barel.

Virgile Barel

Mes Chers camarades, je viens vous parler des travaux du groupe E dont j'assumais la responsabilité avec Bérégovoy.
Comme les précédents orateurs, j'ouvrirai mon parapluie, il y a eu beaucoup d'appelés dans ce groupe et peu d'élus.
Nous avons une douzaine de camarades qui ont travaillé et qui ont pondu 300 pages, dont nous avons tiré un extrait sec de 25 pages, dont nous ne sommes pas particulièrement fiers d'ailleurs.
Notre groupe, où se situe-t-il ? Tout à l'heure Taddéi l'a indiqué, nous nous situons entre l'horizon qui est déterminé par le groupe A, vers quoi nous aboutissons, et le point de départ qui est la prise du pouvoir et le programme immédiat déterminé par un papier spécial que vous avez en main.
Il y a donc un effort méthodologique à faire ultérieurement afin de télescoper l'ensemble de ces papiers pour présenter quelque chose qui soit complet et non contradictoire, comme c'est parfois le cas.
Comme tout le monde, nous avons établi un plan et nous l'avons adressé aux sections. Nous avons reçu un certain nombre de réponses, dont nous avons tenu compte pratiquement dans tous les cas où c'était possible. De toute façon les camarades pourront s'exprimer par la suite pour que nous puissions rétablir les oublis éventuels.
Quelles sont nos idées principales ? Vous avez lu les papiers, les idées principales sont : nous arrivons au pouvoir, mais seuls ou avec d'autres ? A priori, nous admettons que nous arrivons seuls au pouvoir. Arrivés au pouvoir nous nous imposons une régie dont Pierre Mauroy parlait tout à l'heure, c'est de renoncer à la violence, d'accepter le jeu démocratique et de n'accepter la violence que dans la mesure où elle est nécessaire pour faire face à la violence d'autrui.
Ceci dit, la règle qui s'impose à nous, c'est la loi, la justice. Nous commençons par les libertés. Le papier sur la liberté contient un certain nombre d'affirmations. Nous estimons qu'un certain nombre de textes doivent être modifiés, nous donnons des textes de loi, nous indiquons les articles, nous pensons, avec tous les camarades - car bien des camarades nous ont écrit de

Fondation Jean-Jaurès

province, en particulier les sections - qu'il faut insister sur la nécessité de maintenir la liberté, et dénoncer les empiétements de l'administration. On a tenu compte de ces observations d'une façon assez large.
Donc, liberté. Pour que la liberté soit respectée, il faut la justice. A ce propos nous proposerons un certain nombre de modifications afin de permettre aux citoyens d'être davantage respectés que par le passé.
Dans tous les cas possibles, pour éviter que la justice ne devienne un autre pouvoir - le pouvoir des juges - nous souhaitons que les citoyens soient associés autant qu'il est possible à ce contrôle. C'est l'échevinage, c'est le système des jurys, qui devra être développé pour éviter une sorte de corporatisme de la justice.
Ceci étant posé comme préalable, nous avons admis la nécessité de l'état, nous avons admis aussi - avant Garaudy - que la lutte des classes était une notion qui devait être réexaminée, qu'il y avait effectivement des blocs. Vous êtes libres de ne pas l'admettre, mais nous n'avons pas eu à discuter très longtemps sur ce problème en ce qui nous concerne.
Nous arrivons donc au pouvoir, nous devons progresser. C'est chimère de dire que l'on va faire tout d'un seul coup. Nous Socialistes, nous voulons sur le plan économique, régler les problèmes par la programmation et le planning, aussi il serait bien sot de dire « il n'y a qu'à » ! Il est évident qu'il y a des choses qui ne peuvent pas être faites tout de suite, nous devons procéder à des choix.
En face de nous, le jour de l'arrivée au pouvoir, nous allons trouver la même situation que bien de nos camarades ont connue. Tout d'abord, nous allons avoir la résistance des corps en place, des gens qui sont menacés, ou se croient menacés, à qui on dit qu'ils sont menacés. C'est un problème extrêmement grave qui nous amène à voir quels sont les moyens utilisés d'habitude contre nous.
Nous avons analysé très sommairement ces moyens, nous avons des études en cours beaucoup plus poussées dans la Commission Boulloche pour lutter contre cet état de chose.
Quoi qu'il en soit, nous avons tout de suite des détournements de pouvoir. L'administration est l'administration bourgeoise, cette administration est politisée. Nous arrivons au pouvoir dans un climat d'effervescence politique. Il n'est pas pensable que nous puissions garder les hommes qui ont servi le pouvoir précédent. Je parle là au niveau le plus élevé, il s'agit de ce que l'on appelle la haute administration. Il faut donc étudier ce problème très sérieusement et disposer d'un personnel de remplacement, sans hésiter à l'utiliser.
On nous dit toujours que l'administration n'est pas politisée, on le dit surtout en période de transition, mais c'est faux et nos camarades qui ont exercé le pouvoir s'en sont aperçus après ! Il faut donc modifier cet état de chose, mais évidemment sans aboutir au système américain.
L'administration étant donc politisée, au bon sens du mot, c'est-à-dire au service de la majorité qui sera déterminée dans le pays, nous devrons nous trouver cependant en présence de difficultés.

Fondation Jean Jaurès

Les difficultés portent d'habitude sur la monnaie, elles ont deux formes, l'inflation et la fuite des capitaux, l'une nourrissant l'autre d'ailleurs.
L'inflation, c'est un système extrêmement commode pour les possédants. Tous ceux qui possèdent des valeurs réelles, même vous qui disposez d'un appartement que vous avez acheté à crédit, vous bénéficiez de l'inflation. Imaginez ce que cela peut être pour les grandes sociétés qui empruntent sur le marché et qui remboursent en monnaie de singe ! Elles ont tout à fait intérêt dans certains cas, à procéder à une fuite en avant et à pousser à la dégradation monétaire, en aidant parfois les revendications qui seront présentées par la classe ouvrière, les classes des travailleurs.
Nous aurons là aussi un problème, face aux couches sociales qui nous aurons portés au pouvoir. Il faudra négocier avec elles un contrat, nous savons que ce sera difficile, nous savons le rôle que joue le Parti Communiste, ainsi que la CGT, nous connaissons les difficultés que nous causeront les éléments gauchistes, néanmoins nous devons proposer quelque chose à la classe ouvrière, régler les problèmes des situations les plus tristes, les injustices les plus criantes, mais nous devons essayer de tenir, de façon à ne pas être balayés par la bourrasque monétaire que l'on organise généralement.
La fuite des capitaux vers l'étranger est un autre élément que nous avons l'habitude de connaître. Le général de Gaulle lui-même naguère en a fait la preuve. Il n'y a pas moyen d'éviter la fuite des capitaux, sauf en créant des infractions et en les punissant de façon pénale et même de façon criminelle. Il faut en effet en arriver là. L'office de changes sera maintenu, créé s'il est supprimé dans l'intervalle. Nous aurons le moyen de vérifier un certain nombre de choses, d'autant que la nationalisation des instruments de crédit, du moins des circuits financiers, nous permettra d'y voir plus clair. C'est une réforme de structure que nous verrons par la suite.
Ceci, ce sont les mesures purement défensives que nous prenons en arrivant.
Une fois les mesures défensives prises, nous allons nous efforcer d'accompagner le gouvernement pour pouvoir procéder aux réformes de structures qui débouchent sur l'horizon décrit tout à l'heure par Taddéi.
Les mesures d'accompagnement peuvent être regroupées, je l'admets, assez arbitrairement, sous un certain nombre de chapeaux. Là aussi nous aurions pu écrire des dizaines de pages, et en fait nous avons écrit des dizaines de pages, résumées en trois pages pour vous. Ces pages existent et seront utilisées par la suite.
D'abord, la politique fiscale. Nous en faisons justice très vite. Là aussi il est très facile de dire « il n'y a qu'à », c'est beaucoup plus difficile d'obtenir des résultats.
Traditionnellement les Socialistes ont toujours favorisé l'impôt direct. Il se trouve que cet impôt direct est également favorisé depuis une dizaine d'années, mais automatiquement, disons par l'inertie du système fiscal. Il devient un impôt à grand rendement. Nous maintiendrons le grand rendement de cet impôt, tout en essayant de le rendre plus juste. Là aussi ça semble être un peu bruineux, mais nous savons très bien ce que cela veut dire.

J'ai lu quelque part, il y a quelques jours, que le président d'un des plus grands groupes suédois gagnait 30 fois ce que gagnent ses employés. C'est ce qui a été présenté dans la déclaration, en réalité il dispose de revenus dans tout le reste du monde et cela fait peut-être 300 ou 400 fois ce que gagnent les employés. Il ne faut pas se laisser raconter des histoires sur le plan fiscal, nous connaissons cette musique !

D'abord nous maintenons l'impôt direct, nous le développons en essayant de le rendre plus juste. Certaines exonérations et privilèges accordés à certaines personnes doivent disparaître, je pense aux médecins parce qu'ils ne déclarent pas tout, aux journalistes parce qu'on en a peur, aux membres des cabinets ministériels parce qu'ils se sont bien arrangés, aux VRP parce qu'ils ont soi-disant des frais spéciaux, aux artistes dramatiques.

Le gouvernement actuel a fait quelque chose en limitant à 50% mais nous irons au-delà et essaierons d'améliorer l'assiette de l'impôt.

Nous prenons la TVA. C'est le premier impôt international, c'est un impôt intelligent, peut-être trop, nous en améliorerons la présentation, les structures mais nous prenons parti pour la TVA et avant, bien entendu, sans aller beaucoup plus loin, pour l'impôt sur le capital statistique au départ. Ensuite, à l'occasion des mutations, cet impôt devra nous permettre d'aboutir à une diminution des inégalités sociales et des inégalités de pouvoir.

D'autres, récemment, ont pris la même position, il y a longtemps que nous l'avons.

Je signale simplement à ce titre une mesure immédiate nous supprimons les avantages de l'emprunt Pinay 3 et demi % qui permet aux grosses fortunes d'échapper aux droits de succession. Ceci est une mesure d'accompagnement importante.

Vous avez remarqué, camarades, que toujours deux aspects de notre politique sont attaqués : on attaque les nationalisations et on attaque la Sécurité sociale.

Depuis vingt ans, constamment, la Droite attaque la Sécurité sociale, les nationalisations. Eh bien, c'est très simple, les nationalisations, c'est la mort civile du capital et la Sécurité sociale, c'est la redistribution de la richesse.

Pour nous, la Sécurité sociale est indispensable et c'est elle qui doit être favorisée ; ne vous faites pas d'illusions, le régime actuel de Sécurité sociale est très malade, quoi qu'il arrive, et si on ne prend pas de mesures très importantes, nous allons nous trouver devant une situation catastrophique sur le plan financier ; on en prendra argument pour présenter le démantèlement de la Sécurité sociale, soyez en assurés. Nous avons là-dessus des idées précises des idées techniques.

Nous avons pris parti aussi, cela surprendra peut-être certains, pour le service national de santé. Nous avons constaté, en effet, qu'un certain nombre de nos camarades sont lésés par l'organisation actuelle de la santé en France, son coût excessif et les abus que l'on constate en matière de taux des médicaments comme en matière d'honoraires médicaux.

Certainement, il y a des difficultés à faire cela et certains de nos camarades souhaitaient que l'on procède par ordre et que l'on essaie un petit peu de faire

comme les Horaces et les Curiaces, en prenant les pharmaciens, les dentistes et les médecins en ordre dispersé ; je ne sais pas si c'est comme cela qu'il faut faire, en tout cas, nous avons préféré afficher leur couleur et dire à la population que nous ne voulions plus qu'elle soit exploitée comme elle l'est actuellement par des hommes qui tirent dans les caisses publiques ou directement dans les poches des catégories sociales les plus défavorisées.
L'Education nationale, c'est une mesure d'accompagnement et une mesure de fond, nous nous sommes bornés à écrire des choses très, très brèves, car il y a d'excellents rapports faits sur la question, nous savons ce qu'on veut faire : démocratisation, l'intégration de l'enseignement supérieur, un nouvel humanisme, etc.
Nous avons travaillé sur le problème des bourses, nous n'avons pas pris parti sur le salaire des étudiants, parce que cela coûte très cher.
Il y a une disposition qui dit qu'au lieu de rendre l'enseignement gratuit, il faut le rendre très cher pour éliminer les fruits secs de la bourgeoisie ; c'est une idée nous demandons qu'elle soit étudiée, elle concerne précisément les droits universitaires.
Politique agricole, le rapport n'est pas très explicite, il fait l'objet de critiques ; nous avons pris conscience du fait que l'agriculture coûte très cher, à qui ? Mais à l'ensemble des travailleurs français et surtout au secteur industriel, il ne faut pas se faire d'illusions et il faudra bien le dire un jour... eh bien, nous vous le disons: les agriculteurs français coûtent très chers à l'ensemble des travailleurs français. Est-ce que cela peut durer ? Nous ne le croyons pas, et là aussi il faut avoir le courage de le dire... d'abord, ces gens là ne voteront jamais pour nous, cela vous amènera peut-être à réfléchir... (murmures)..., enfin, je dis en moyenne.
Le logement : nous sommes tentés de reprendre l'excellent papier fait auparavant par nos camarades spécialisés du type : nous demandons 600 000 logements, 300 000 logements sociaux qu'on trouve dans le programme du plan immédiat ; le seul élément nouveau que nous ayons avancé, c'est la création d'une Commission sur la spéculation immobilière et foncière, aboutissant, si possible, à une reprise de certains produits spéculatifs. Profits spéculatifs, cela veut dire profits des promoteurs, bien entendu.
Nous avons repris l'idée d'un secteur public témoin qui serait une filiale de la banque nationale d'investissement. Nous avions abandonné cette prétention en présence de nos amis radicaux lors du programme du 14 juillet, nous l'avons rétablie.
Action sur les structures, et c'est important : le plan, tout à l'heure, on vous en a parlé très savamment ; en ce qui nous concerne, je dois dire que nous ne voulons pas adopter une planification dont les soviets essaient de se débarrasser actuellement, il nous faut donc des centres de décisions multiples, cela recouvre donc la politique régionale où l'Etat ne soit qu'un élément, peut-être le plus important, mais que l'un des éléments. On devrait y trouver les syndicats, les intérêts régionaux, les communes, les collectivités locales, départementales.
Nous admettrons que les entreprises sont de deux types : les entreprises privées,

Collection Jean Jaurès

les entreprises publiques ; s'il y a des entreprises privées, il faut les faire vivre, camarades, et, par conséquent, leur donner une charte tout en prévoyant progressivement une évolution.
Comment allons-nous modifier l'appareil productif ?
Les nationalisations ? Nous ne sommes plus pour les nationalisations, dans la mesure où elles seraient simplement la reproduction de ce que nous constatons actuellement ; nous sommes pour les nationalisations, dans la mesure où ça va changer, il n'est pas normal que l'on retrouve dans les entreprises nationalisées les hommes qui seraient à la tête de ces entreprises si elles ne l'étaient pas, ce qui explique beaucoup de choses.
Nous sommes en faveur d'une socialisation de l'entreprise nationale, en donnant à chacune des catégories intéressées les pouvoirs qu'elles doivent avoir.
Pour cela, d'abord étendre le champ des nationalisations. C'est très clair ; les industries de l'armement et de l'espace... ce que nous avons dit de l'industrie pharmaceutique a été contesté, nous pourrons en discuter plus librement dans les Commissions ad hoc que nous désignerons tout à l'heure.
Nous voulons que sur le plan national, les décisions soient décentralisées, ce qui nous amène à la politique régionale, j'en ai dit deux mots avec le plan ; en réalité, le papier, et, semble-t-il, à l'unanimité des présents - mais d'une Commission surtout parisienne - du groupe de travail prend parti pour une régionalisation poussée, plus poussée que cela avait été admis jusqu'ici dans les instances du Parti.
Nous avons pensé à réduire le nombre des régions pour les rendre comparables aux autres régions d'Europe, notamment d'Allemagne ou d'Italie.
Nous avons proposé de donner un pouvoir politique avec élection dans la région, avec suppression du préfet régional, j'entends élection d'organes politiques et, éventuellement, réexamen de l'organisation des autres collectivités locales et des départements.
Enfin, réforme de l'administration nationale, c'est un problème très important. Nous avions prévu nous aussi la réforme de l'ENA et de l'Ecole polytechnique qui sont des pépinières de technocrates, non pas en tant qu'ENA ou Ecole polytechnique, mais en tant qu'instruments de la bourgeoisie qui désigne parmi les hommes ceux qui lui plaisent pour accomplir ses desseins.
Pour la gestion des entreprises, nous avons voulu responsabiliser les entreprises nationales et voir de plus près ce qui se passe dans les entreprises privées, en particulier les salaires des dirigeants, les modalités de nomination de ceux-ci, avec l'accord des cadres et des syndicats d'entreprises.
Enfin, je veux abréger, nous avons parlé de politique étrangère, il n'y a rien d'original là-dedans, cela résulte de papiers qui ont été faits antérieurement et résumés ; vous connaissez les thèses Socialistes en la matière. Nous avons simplement fixé pour l'aide aux pays sous-développés une contribution de 2% du revenu national et nous avons terminé par la Défense nationale ; nous n'avons pas caché qu'à notre avis l'armée française est sortie au moins par deux fois de l'obéissance, en 1956 et ensuite, il faut en tirer les conclusions et éviter que cela se reproduise, il faut faire comprendre à l'armée de métier, si elle reste,

que le contingent compte et est au service de la nation.
D'autre part, nous ne voulons plus qu'on livre des armes à l'étranger, donc nécessité de réunions internationales, et nous ne voulons plus non plus qu'on engage l'armée française à l'étranger, dans des opérations offensives type Tchad sans que la représentation nationale en soit informée.
Une disposition qui est prise dans les 3 dernières lignes du papier, c'est purement et simplement d'obliger le ministre à dire combien il a perdu d'hommes dans l'année probablement pas au journal officiel, probablement à la Commission de la Défense nationale, mais nous savons que c'est par de petites obligations qu'on oblige les pouvoirs publics à se manifester.
J'en ai terminé. Le travail est très imparfait, très incomplet, nous aurions voulu introduire d'autres dispositions ; je crois que ce sera le travail de la journée ou des jours qui suivront ; en tout cas, merci.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous avons actuellement 18 orateurs inscrits : nous sommes obligés de réduire le temps de parole de chacun à huit minutes, d'abord pour tenir compte des travaux des Commissions qui vont se réunir cet après-midi et pour tenir dans le temps imparti au débat.
La parole est à Weil Raynal.

Etienne Weil Raynal

Mes chers camarades, dans le plan d'action Socialiste qui nous est présenté, il y a un paragraphe qui est consacré au régime électoral. On parle de la modification des circonscriptions en disant qu'elle ne peut être décidée que par le Conseil constitutionnel. Il semble donc en résulter qu'on accepterait le régime actuel avec simplement cette restriction sur les circonscriptions. Or, le régime actuel n'est pas seulement une modalité discutable, c'est un des vices fondamentaux du régime ; non seulement il est injuste, mais sans lui, le régime gaulliste ne pourrait pas subsister.
L'injustice, elle est évidente ; l'électeur dont le candidat n'a pas été élu est privé de toute représentation pendant toute la durée d'une législature. C'est contraire au principe du suffrage universel égal qui a été inscrit dans la Constitution. Mais il y a plus : sans ce mode de scrutin, le régime gaulliste ne pourrait pas subsister.
Le scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours avait été l'objet des sarcasmes du général de Gaulle pendant la 4ème République. Or, dès le début du régime, lorsqu'il a été de la faculté qui lui avait été donnée par la Constitution d'établir par ordonnance un régime électoral, il a rétabli le scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours, de sorte que ce qui devait devenir le 3ème empire s'est empressé de rétablir le régime électoral du second et à l'époque des mini-jupes, on a rétabli le scrutin du temps des crinolines.
Voilà, camarades, l'origine qui a fait élire à l'élection présidentielle Charles de Gaulle, et qui a fait élire ensuite Pompidou. De sorte qu'après un César aristocrate nous avons eu un César bourgeois, mais c'est le même régime qui

Fondation Jean-Jaurès

continue.
Or, comment Pompidou a-t-il défini lui-même ce régime ? « C'est un régime qui établit la primauté du chef de l'Etat ».
Et M. Fontanet, centriste rallié du mois de juin 1969 établit comment cette fonction ?
"La recherche directe d'une majorité électorale cohérente qui sortira de l'urne même et qui mettra les parlementaires qui seront les soutiens fidèles du régime dans le creuset du régime présidentiel ».
Par conséquent, vous voyez que c'est la majorité qui a fait élire le président qui doit constituer également la majorité dans l'Assemblée Nationale dont le seul rôle sera de soutenir le pouvoir du Président de la République.
Voilà donc le régime qui nous est proposé, mais, dira-t-on, si c'est la majorité du pays qui l'accepte, il n'y à qu'à s'incliner. Or, ce que nous voyons, c'est qu'à toutes les élections s'est posée la question du régime, qu'à toutes les élections, qu'il s'agisse de 1962, de 1967 et même de 1968, les adversaires du régime gaulliste avaient eu la majorité au premier tour et au second tour il est arrivé ceci, c'est que la majorité de parlementaires a été d'obédience gaulliste. Comment cela peut-il s'expliquer ?
Cela s'explique par le fait que pour constituer une majorité de gauche dans notre pays, il faut l'entente entre les Communistes, les Socialistes et les centristes de gauche, et il n'y a pas possibilité de transformation du régime sans une entente entre les Socialistes et les Communistes.
Je sais très bien toutes les difficultés que cela présente, tous les obstacles qui s'y opposent, mais cette alliance est nécessaire.
Or, quand il y a un scrutin majoritaire, cela amène des coalitions, une présentation de désistements mutuels pour le second tour. Et les centristes de gauche, dont dépend l'élection, il suffit que les Socialistes et les Communistes se présentent ensemble, pour que le candidat commun au second tour soit rejeté par eux, dont l'appoint est nécessaire pour constituer une majorité de gauche !
De sorte que nous arrivons à cette contradiction, c'est que l'entente entre Socialistes et Communistes est nécessaire pour constituer une majorité de gauche et que c'est un élément qui empêche précisément cette majorité de gauche de se constituer.
Il y a là une contradiction insurmontable.
C'est un sociologue, qui n'est pas Socialiste, qui nous l'a bien dit : "Dans le régime actuel, les événements de mai 1968 ont ranimé la crainte de la subversion et du chaos ; aussi longtemps qu'elle englobera cette majorité, les Communistes, les Socialistes et les radicaux, la Gauche, pour accéder au pouvoir par la voie légale, devra résoudre la quadrature du cercle, au moins par un scrutin majoritaire".
Vous voyez donc qu'un sociologue comme Raymond Aron vous montre bien que dans le régime actuel du scrutin majoritaire, il est extrêmement difficile de constituer une majorité de gauche.
Dans ces conditions, la conclusion s'impose : c'est le régime électoral qu'il faut modifier.

Collection Jean Jaurès

Je sais bien que l'on ne peut pas l'attendre de l'assemblée actuelle, mais nous sommes là pour établir un programme électoral et je pourrais montrer qu'il suffirait que ce soit inscrit dans le programme du Parti Socialiste pour que l'on puisse déplacer le faible nombre des électeurs centristes de gauche qui sont nécessaires pour constituer une majorité de gauche.
Et puis, il y a un exemple récent, c'est celui des élections allemandes. S'il y avait eu un scrutin majoritaire, les libéraux étaient écrasés, ils disparaissaient et vous aviez en présence seulement les démocrates-chrétiens et les démocrates Socialistes, et vous auriez vu se perpétuer la domination des démocrates chrétiens.
Or, si les libéraux ont perdu des voix et des sièges, il leur en est resté 30 qui, adjoints aux sièges des démocrates Socialistes, ont suffi pour constituer une majorité de gauche et mettre fin à vingt ans de domination des démocrates chrétiens.
Il y a là un exemple qu'il faut méditer et c'est pourquoi je pense qu'il faut inscrire la réforme électorale dans le programme d'action du Parti Socialiste.
Bien entendu, il ne s'agit pas de rétablir le scrutin de la 4ème République qui a laissé de mauvais souvenirs ; il s'agit d'établir un régime nouveau, analogue précisément à celui qui a été établi en Allemagne et qui, ce qu'on ignore, s'est inspiré principalement d'une proposition dé loi déposée par Léon Blum dès 1926 et qui associe la représentation proportionnelle nationale à des circonscriptions individuelles, à un groupement régional.
C'est pourquoi, mes chers camarades, - j'ai été très vite, je n'ai donné que les grandes lignes de l'intervention que je voulais faire - je dépose comme amendement au plan d'action Socialiste qui nous a été présenté le texte suivant :
"Le régime électoral sera celui de la représentation proportionnelle nationale, associée à un scrutin par circonscription individuelle et à un regroupement par région".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Chandernagor.

André Chandernagor

Camarades, j'aurai trois observations à formuler à propos du schéma d'une société Socialiste, c'est-à-dire du texte qui a été préparé par le groupe A, une observation d'ordre juridique et deux observations qui concernent la politique étrangère.
D'abord, l'observation d'ordre juridique. Je lis, à la page 5 du document n°7 :
"La société Socialiste fait confiance aux hommes et ne fait pas reposer sa force et sa cohésion sur les contrôleurs et les procureurs. Elle refuse le contrôle paralysant mais punit rigoureusement les manquements constatés à la règle, et, encore plus, à l'esprit, qu'elle s'est donnés".
C'est cette référence à l'esprit qui me parait quelque chose de tout à fait nouveau, à la fois dans le mouvement Socialiste, et tout simplement dans les mouvements de gauche en France.

J’y vois une trace extrêmement néfaste des ravages que le vocabulaire gaulliste a pu faire depuis 11 ans. Souvenez-vous de ce que disait l’autre : "La Constitution appliquée dans son esprit et dans sa lettre", et c’est lui qui faisait souffler l’esprit ! Le droit français révolutionnaire au sens de 89, républicain, c’est le respect de la lettre par rapport à l’esprit, c’est la victoire de l’objectif sur le subjectif, bref, c’est la victoire de la loi et du règlement sur l’arbitraire. Nous en affranchir ce serait ouvrir la porte à tous les abus, aux abus que pratique le gaullisme, aux abus que pratique le totalitarisme, tous les totalitarismes, et je me réfère à la liste qui en a été donnée par ce même groupe quelques pages plus loin, page 9, où il déclare "que nous devons lutter contre les régimes totalitaires (Grèce, Portugal, etc.)"... Il est bien évidement que dans ce "etc.", personnellement je mets un certain nombre d’autres régimes totalitaires, qui, quoique d’inspiration différente, pratiquent à l’égard de ce que je viens de dire rigoureusement les mêmes méthodes que les autres.

Deuxième observation, qui concerne la politique étrangère :

Dans le chapitre 2 du même schéma, je relève ceci, sous le titre "L’équilibre nucléaire":

"En matière d’alliances, la politique française doit précipiter le mouvement de désagrégation des blocs"... D’accord !... "Certaines occasions ont été perdues dans la période 1955-60 (plan Rapacki, etc.)"... Il y aurait déjà sans doute beaucoup à dire... "Il faut essayer d’en susciter d’autres"... D’accord !... "La disparition nécessaire du Pacte Atlantique doit permettre une révision du problème de la sécurité européenne".

Et c’est sur cette dernière phrase telle qu’elle est formulée que je ne suis pas d’accord.

Que nous ne soyons pas partisans de perpétuer la politique des blocs, c’est évident. Mais notre thèse jusqu’à présent était la disparition simultanée des appareils militaires des deux blocs du Pacte Atlantique et du Pacte de Varsovie. C’était dans le programme du 14 juillet de la FGDS, et à ma connaissance le Parti n’a pas varié sur ce point depuis lors. Le Parti Communiste français lui-même avait fait sienne cette thèse, à une certaine époque. Depuis lors, il s’est produit un certain nombre d’éléments.

Il y a eu la Conférence de Carlovivari, des pays du groupe de Varsovie, en 1967, qui renforçait leur cohésion, et, ce renforcement de cohésion s’est traduit un an plus tard par l’application du Pacte de Varsovie... que dis-je ?... l’extension des données du Pacte de Varsovie à un des pays membres, c’est-à-dire la Tchécoslovaquie, car il ne s’agissait plus de garder un peuple contre la menace étrangère, là, il s’agissait de le garder contre lui-même, et il parait que maintenant c’est implicitement contenu dans le Pacte.

Je sais bien que depuis ces événements il y a eu la Conférence de Budapest, des pays du Pacte de Varsovie, en mars 1969, appelant tous les pays d’Europe à coopérer en faveur de la convocation d’une conférence paneuropéenne de sécurité. Je sais bien qu’il y a aussi la nouvelle politique étrangère de l’Allemagne fédérale, animée par notre camarade Willy Brandt, et qu’elle trouve à l’est, notamment en Pologne, un accueil favorable. Nous devons enregistrer

tout cela avec un préjugé très favorable, car cela va dans le sens de la détente. Mais ne soyons pas imprudents au point de lâcher la proie pour l'ombre, ainsi que vient de nous y inviter, pour des raisons faciles à comprendre, M. Marchais.
En effet, M. Marchais, il n'y a pas si longtemps, c'était le 22 décembre, devant le Comité central du Parti Communiste, rappelait, lui aussi, qu'il était pour la dissolution simultanée des deux blocs, mais il ajoutait : "En attendant, il est de l'intérêt le plus vital de la France de se tenir en dehors de tout bloc, et par conséquent de se retirer dans tarder du Pacte Atlantique dominé par l'impérialisme américain".
Je ne suis pas du tout d'accord sur ce point, on s'en doute, avec M. Marchais, et je m'explique :
La paix en Europe repose actuellement sur l'équilibre des blocs. Peut-être, et nous devons le souhaiter, et nous devons y travailler, y aura-t-il un jour un autre système possible pour assurer cette paix, mais il serait absurde et dangereux de déséquilibrer le système qui existe avant d'avoir pourvu à son remplacement.
Alors, je pose la question aux camarades qui ont rédigé cette partie du schéma A : lorsqu'ils écrivent :
"La disparition nécessaire du Pacte Atlantique permettra une révision du problème de la sécurité européenne", s'agit-il d'une disparition simultanée des deux pactes, Atlantique et Varsovie, auquel cas il faut le préciser, ou bien s'agit-il d'une proportion de novation de la politique étrangère du Parti, et en ce cas il faut le dire clairement, aussi clairement que je vous dis que, s'il en était ainsi, nous serions nombreux sans doute à nous y opposer.
Troisième observation : l'Europe.
Nous sommes tous d'accord - vous pouvez vous référer, pour suivre mes observations en ce qui concerne l'Europe, page 9 du document qui vous a été soumis - nous sommes tous d'accord, je crois, sur les raisons qui militent en faveur de l'accélération de la construction européenne.
D'abord, pour des raisons que je qualifierai "d'historique", celles des promoteurs : il s'agissait d'intégrer l'Allemagne démocratique dans un ensemble qui puisse la prémunir contre un éventuel recours aux démons des chauvinismes et de l'autoritarisme ; c'était la première raison.
Il s'agissait ensuite de se donner les dimensions d'un grand marché, facteur de dynamisme, créateur, et de prospérité économique.
Enfin, troisième raison : il s'agissait de rompre un jour l'affrontement ou le dialogue privilégié russo-américain, en faisant intervenir une Europe politiquement forte et unie, comme un facteur de détente et de paix dans le monde C'était les trois raisons.
Depuis, il en est apparu une autre, qui est peut-être plus impérieuse que les précédentes. Elle est née du fonctionnement même du marché commun et de l'ouverture progressive des frontières douanières au sein du monde occidental. C'est le risque de colonisation de l'Europe par le gigantisme économique américain. Si militairement il y a deux grands, économiquement il n'y en a qu'un, et Khrouchtchev a perdu son pari d'il y a 10 ans, Entre les Etats-Unis et les autres, l'écart, loin de se combler, tend à se creuser. C'est la royauté du

dollar, c'est le système de l'Eurodollar qui permet aux Etats-Unis de combler le déficit de leur balance commerciale, tout en dégageant les capitaux nécessaires à la prise de possession d'un certain nombre d'entreprises en Europe. Vous connaissez tous cela. Cela gagne et se trouve aggravé par l'avance technologique des Etats-Unis qui détienne le quai monopole des brevets d'invention. Contrairement à ce que pensait de Gaulle, c'est moins dans notre indépendance politique que nous sommes immédiatement menacés, l'Europe a même recouvré à cet égard une certaine marge de manœuvre, mais c'est en notre indépendance économique que nous sommes le plus menacés.
Nous risquons en effet de voir nos vrais centres de décisions passer outre-Atlantique.
Alors, comment résister ?
A partir de la France seule ? Certainement pas. La tentative de lutte gaulliste du front contre le dollar a démontré la vanité de ce genre d'entreprise. En vérité, dans notre monde actuel, le repli sur soi c'est la stagnation économique, surtout pour la France qui doit accomplir une profonde mutation de ses structures agricoles, industrielles et commerciales, et qui a besoin pour cela de l'aiguillon de la compétition internationale. Or, la stagnation économique, c'est la balkanisation économique certaine. Reste l'Europe ! Il est vrai que l'entreprise comporte un risque : celui que cette Europe devienne le cheval de Troie des grandes entreprises capitalistes américaines. Un risque, mais aussi une chance, et en réalité la seule chance, car c'est seulement à l'échelle de l'Europe que peuvent être mis en place, ou négociés de l'Europe aux Etats-Unis les instruments de contrôle des entreprises capitalistes de dimensions internationales.
Entre la balkanisation certaine et la chance, accompagnée de risques, de l'Europe, nous n'avons pas le choix. C'est pourquoi la formulation utilisée à la page 9, du schéma, qui nous est proposé, ne me parait pas bonne. D'abord, parce qu'elle fait référence à la politique européenne du gaullisme. La France Socialiste ne sera, dit-on, pas un partenaire plus facile que la France gaulliste, dans le mouvement d'intégration européenne. Or, chacun sait le tragique retard accumulé par de Gaulle en la matière et la carence institutionnelle communautaire qui en résulte, laissant précisément le champ libre au capitalisme internationale.
Nous n'avons pas le droit, par une formulation maladroite, de laisser croire à l'opinion française, qu'il faut éclairer sur la nécessité inéluctable de l'Europe, que nous ne sommes pas plus pressés d'aboutir que ne l'était de Gaulle. Je pense que nous avons encore moins le droit de lui laisser croire qu'il existe une double alternative : soit l'Europe Socialiste, soit, le cas échéant, le Socialisme sans l'Europe.
La dernière phrase du paragraphe 3 pages 9 : « Priorité à l'Europe Socialiste, et, le cas échéant, priorité au Socialisme sur l'Europe capitaliste », est à cet égard terriblement ambiguë !
Nous devons dire en clair :
1°- Que l'intégration économique européenne est nécessaire ;

Collection Jean Jaurès

2°- Que nous prenons l'Europe telle qu'elle est, c'est-à-dire économiquement régie par l'économie de marché ; c'est ce que disait déjà le programme de la FGDS, pour bâtir l'Europe il faut partir de ce qui existe ;
3°- Que nous avons la volonté de l'orienter vers le Socialisme et d'en prendre les moyens tant au niveau national qu'au niveau européen.
Et cela nous conduit à un double effort de recherche :
Recherche des possibilités et des limites du Socialisme à l'échelon national, compte tenu d'une intégration européenne plus active - et cela c'est notre affaire - ; et enfin recherche et mise au point des possibilités du Socialisme à l'échelle européenne ; cela devrait être l'affaire des partis Socialistes européens se fédérant.
Voilà, camarades, les observations essentielles que je voulais faire.
Soyons clairs, et disons franchement ce que nous voulons. N'ayons pas l'illusion de croire que les ambiguïtés sur l'Europe faciliteront les conversations actuellement engagées par le Parti, notamment avec le Parti Communiste. Aussi bien, M. Marchais ne nous envoie pas dire ce qu'il veut dire lorsqu'il dénonce le Marché commun comme une entreprise de liquidation des bases économiques et techniques de l'indépendance nationale, (On croirait entendre du de Gaulle), ou lorsqu'il déclare que le Parti Communiste continuera à lutter contre toutes les formes de supranationalité, car c'est dans le cadre des nations que se livrent les batailles de classes ; la bataille de classes mise-à part, on croirait entendre Debré.
Cela a en tous cas le mérite d'être clair, et après avoir entendu cela on est en droit de se demander, à propos de cette question fondamentale, ce que doit être pour les démocrates Socialistes la construction européenne, ce que pourront bien donner de positif nos conversations... Mais j'anticipe sur le débat de ce soir et de demain, et tel n'est pas mon propos, je l'interromps donc ici, en vous remerciant de l'attention que vous avez bien voulu porter à mes observations.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Jacques Piette.

Jean-Jacques Piette

Camarades, je crois que d'autres diront qu'il y a un certain nombre de lacunes, voire d'erreurs, dans les textes qui nous sont proposés. Et je voudrais pour ma part, au lendemain où Fajon et Garaudy se sont affrontés à l'intérieur du PC sur le contenu qu'il fallait donner à la notion de classe ouvrière, inviter un parti qui se présente ouvrier, à dire en quelques lignes, au moins, au sein du plan d'action, ce qu'il entend par la notion de classe et en particulier par ce qu'on pourrait appeler « la classe des travailleurs ».
Dans cette mesure, je tiens à préciser tout de suite que je ne crois pas tomber dans un révisionnisme en cachant sous des formules obscures des choses que l'on ne veut pas dire, je ne tiens pas non plus à tomber dans la technocratie moderne, qui ne s'intéresse plus qu'au verbe et oublie l'essentiel, mais que d'autre part je ne veux pas faire ce qu'a fait Fajon hier, qui a bien sûr agrandi un

peu la notion, classique et cristallisée chez eux, de la classe ouvrière, mais qui tout de même se réfère à des analyses qui datent de cent ans.
Il y avait deux méthodes pour aborder le problème.
La première aurait été de prendre la masse des travailleurs et d'essayer de voir quelles sont les catégories de ces travailleurs qui répondraient à une notion prédéterminés de la classe ouvrière.
Il y en avait une autre, c'est celle que je vous proposerai, qui est de chercher la relation de classes qui existerait entre les diverses catégories sociales, c'est-à-dire d'oublier les apparences divergentes pour ne voir que ce qui réunit, pour ne voir que ce qui est l'essentiel dans la condition de travailleur.
Vous me permettrez donc un instant de rappeler pourquoi nous en sommes ici à faire des analyses souvent dépassées.
Il y avait chez Marx deux attitudes :
La première consistait, à chaque fois, à se donner une méthode d'analyse, un instrument d'analyse, et puis ensuite, à faire une observation sur le réel pour vérifier cet instrument d'analyse.
Instrument d'analyse pour expliquer la notion de classe ouvrière - je crois que chez lui c'est la plus vécue - idée simple :
Chaque ouvrier a une force de travail qu'il vend contre une rémunération qui est inférieure au prix réel de cette force de travail. L'écart va être approprié par les détenteurs de biens de production, et ce vol est l'instrument, à partir du moment où il s'applique à quelqu'un, qui justifierait le fait d'appartenir à la classe ouvrière.
Je tiens à dire aussi, si je n'en ai pas le temps tout à l'heure, que je crois qu'on ne peut pas définir seulement la classe ouvrière ou la classe des travailleurs par un fait, mais aussi par une prise de conscience, voire aussi par une pratique sociale.
Essayons de voir en 1970 où nous en sommes, et rappelons - deuxième instrument qu'il utilisait, qu'utilisait Marx - que son observation de la classe ouvrière au 19ème siècle est approximativement celle que fait encore aujourd'hui le Parti Communiste français.
Il s'agit de reprendre uniquement l'observation de Marx, qui a été cristallisée, sans oublier que ce qui avait permis cette analyse au 19ème siècle c'était l'instrument, la méthode...
Je ne voudrais pas développer ce schéma, mais inviter le Parti à le faire, parce que je n'aurai pas le temps en 8 minutes. Je pense que la classe ouvrière, aujourd'hui, a subi un certain nombre de modifications, qui viennent en particulier de l'expansion industrielle. Cette expansion industrielle impose des types de concentration technique de plus en plus poussée, ce qui entraîne, permet, justifie la concentration du capital, dont nos ancêtres déjà annonçaient la venue, et en particulier du capital financier.
Dès lors, celui qui possède des biens de production, des moyens de production, se trouve obligatoirement ou volontairement obligé de se concentrer, et par corrélation, si vous voulez, l'autre classe, celle qui ne possède rien - pour ne l'appeler que comme cela pour l'instant - se trouve concentrée, il y a

Fondation Jean Jaurès

concentration de prolétariat.
Dès lors je crois que la définition cristallisée, si vous voulez, qu'utilisent encore certains marxistes, de la classe ouvrière qui, bien sûr, il et vrai, s'accroît chaque année, la masse des ouvriers participant au secteur, indirectement, industriel s'accroît chaque année mais, par rapport à la masse salariale, je crois en fait qu'elle est en réduction, parce que la masse salariale s'accroît encore plus vite que la classe ouvrière proprement dite - j'entends par classe salariale, tout individu qui reçoit aujourd'hui un salaire. Dès lors, mes camarades, je pense que cela peut entraîner une modification de langage dans le Parti qui parfois utilise démagogiquement soit auprès des commerçants, soit auprès des agriculteurs, et je voudrais vous demander si vous n'avez pas le sentiment qu'un agriculteur ou qu'un commerçant qui, d'ailleurs», se croit encore un patron, se croit encore autonome, n'est pas obligé d'investir, n'est pas obligé de se moderniser pour répondre à une demande de plus en plus importante et, qualitativement, de plus en plus manifeste ?
Dès lors, il a 2 attitudes possibles : c'est l'attitude contractuelle, c'est-à-dire qu'il passe contrat avec un groupe industriel - cela s'appelle souvent la sous-traitance - pour, n'ayant pas les moyens d'acheter ses produits à l'avance, vendre ces produits et en fin d'année ou en fin de mois donner une rémunération supplémentaire au groupe industriel, ou c'est le crédit qui consiste à s'adresser à un groupe financier et à lui demander une avance rémunérée pour lui permettre d'investir ou de se moderniser.
Eh bien, ce patron autonome, je crois que c'est un salarié inconscient. Il est le salarié du capital en général, qu'il soit financier ou industriel, dans la mesure où il participe à un mécanisme simple.
Il a, lui aussi, un travail, mais sur ce travail, il est obligé de donner une part, il y a un prélèvement effectué indirectement, de façon complexe, si vous voulez, par le grand capital.
J'ai évidemment joué un peu peut-être du paradoxe mais, d'autre part, le chef de service, dans une société tertiaire, dans une société, dans un libre-service, si vous voulez, ce chef de service, lui aussi, verse une plus-value au patron.
Et puis, allant plus loin encore, l'ouvrier d'une société nationalisée, le chef du service d'une administration, on peut penser qu'il n'a pas de prélèvement, mais ce n'est pas aux gens du Nord que je rappellerai que les Houillères ont toujours fait des prix particuliers pour les sociétés industrielles privées qui étaient en amont ou en aval des Houillères.
Alors, mes camarades, là aussi on pourrait penser qu'il y a une sorte de rémunération de ce capital privé par l'intermédiaire des sociétés nationalisées et que les travailleurs qui participent à la production de ces sociétés nationalisées, eux aussi subissent un prélèvement du capital.
Je pense donc que la définition pourrait être simple que de dire que la classe des travailleurs, la classe prolétarienne, c'est en fait tous ceux qui sont victimes du vol, au sens de la définition originelle de Marx, c'est-à-dire que je crois qu'il faudrait, au sein des Commissions, en quelques phrases, de préciser ce qu'est le type de vol auquel est soumis le travailleur aujourd'hui, de préciser ensuite ce

que l'on envisage pour faire prendre conscience à ces travailleurs et à ces catégories en marge, mais qui sont quand même maintenant des salariés, même s'ils n'en sont pas conscients, ce qui pose des problèmes qualitatifs et peut-être une organisation différente du Parti de celle qu'on imagine de façon traditionnelle.
Et puis enfin, en conclusion, si vous voulez, après les faits, après la prise de conscience, la nécessité d'envisager une pratique quotidienne du Parti qui s'adresse à ces individus, à ces travailleurs qui ne le savent pas toujours, en des termes nouveaux, leur permettant rapidement cette prise de conscience car, pour terminer, je dirai que le fait est que la classe des travailleurs est majoritaire dans ce pays, que la prise de conscience est encore potentielle et que la pratique sociale, c'est notre travail, mes camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Maurice Deixonne et, ensuite, Carbuccia.

Maurice Deixonne

Mes chers camarades, je n'aborde pas cette tribune dans une pensée critique ; je suis, au contraire, de ceux, nombreux j'en suis sûr, qui sont très reconnaissants au travail qui a été fourni par la Commission du plan, un travail qui est peut-être de nature à nous rendre confiance dans l'avenir du Parti qui, à un certain moment, pouvait peut-être nous inquiéter.
Je viens donc simplement combler une lacune mais qui me paraît grave.
Je ne trouve rien, dans la rédaction qui nous est proposée, malgré un certain nombre d'allusions sur la nécessité de sauver la nature là où elle existe encore, je ne trouve rien, dis-je, sur un phénomène qui est certainement la cause fondamentale des pollutions qui sont dénoncées çà et là, à savoir la pullulation de l'espèce humaine.
Or, ce problème démographique a pris, et va prendre plus encore dans les années à venir, une importance telle qu'il n'est pas concevable qu'un parti comme le nôtre puisse paraître l'ignorer,
Il convient d'abord de prémunir nos militants contre une certaine forme d'argumentation qui, en la matière, pourrait très bien se retourner contre eux. Par exemple, on aurait tort d'affirmer à la légère aux tribunes des réunions publiques que, dans n'importe quel cas, une augmentation massive de la population est génératrice de chômage.
Par exemple, l'arrivée de nombreux réfugiés en Allemagne de l'Ouest est là pour démontrer le contraire de la façon la plus péremptoire et d'une façon générale, une société fortement industrialisée et en voie d'expansion ne cesse de créer de l'emploi.
Mais, il est déjà très différent, pour une nation de recevoir un afflux de population adulte et hautement qualifiée et d'accueillir un surcroit d'enfants qui, jusqu'à leur majorité, alourdiront la charge de la population active ! Il est particulièrement dérisoire de laisser espérer, comme on le fait parfois à un père de famille nombreuse, qui sait ce que lui coutent ses enfants, que ses sacrifices

Fondation Jean-Jaurès

personnels seront compensés dans ses vieux jours par un meilleur financement de sa retraite.
D'autre part, la propagande nataliste a beau seriner que les difficultés de logement, de circulation, de scolarisation sont dues pour une large part à ce que nos contemporains veulent être mieux logés, disposer de plusieurs voitures par famille, de demeurer plus longtemps à l'école ; il n'en demeure pas moins que l'augmentation incessante des usagers joue un rôle positif dans la crise du logement, les embarras de la route ou de la crise de l'université.
Quant à l'aide au Tiers monde en faveur de laquelle les rédacteurs du plan ont adopté une position courageuse, la seule qui soit digne de notre Parti, il faut savoir qu'une véritable course de vitesse est engagée entre, d'une part, la démographie galopante de ces pays, d'autre part, une meilleure exploitation des ressources locales et des secours venus de l'extérieur.
Dans plusieurs pays, c'est malheureusement la surnatalité qui l'emporte, en sorte qu'un accroissement absolu du revenu national se solde par une baisse de la consommation individuelle. C'est ce qu'ont parfaitement compris le Président Bourguiba et Mme Gandhi.
Quant à la disparition de l'environnement naturel, on peut imaginer tous les palliatifs qu'on voudra, nul n'a empêché jusqu'ici la fuite éperdue des Parisiens, pour ne citer qu'eux, vers n'importe quelle résidence secondaire. Tel qui se voit refuser par un maire le permis de construire dans le site de son choix, y installe tout bêtement sa caravane, transformant les derniers espaces verts en terrains de camping, quand ce n'est pas en rassemblement de clochards.
C'est là la façon de nos contemporains de célébrer la vie de la nature, ce qui montre bien que la nature tout court n'aura pas le dernier mot tant qu'elle sera aux prises avec une certaine nature humaine.
Et le pire de tout est sans doute l'exaspération qui naît chez les hommes, comme chez les bêtes, quand ils vivent entassés dans un espace exigu, surtout si le cadre en est artificiel où ils ne disposent plus de leur liberté de mouvement ! Pensez aux folies destructrices qui s'emparent parfois de certaines foules, aux invectives qu'échangent les automobilistes dans les encombrements ou, encore, aux bandes qui associent dans la délinquance, quand ce n'est pas dans le crime, les jeunes des bidonvilles ou des grands ensembles !
Mais, nous dira-t-on, une nation qui se sent à l'étroit dans ses frontières risque de ressentir ce même besoin d'agression à l'égard de ses voisins plus à l'aise. C'est sans doute la raison pour laquelle notre ministre de la Défense nationale rêve d'une France de 100 millions d'habitants, en attendant bien entendu que l'Allemagne, ayant elle-même doublé le chiffre de sa population, nous soyons invités à partir vers les 200 millions !
Cette logique de l'absurde, nos maîtres nous ont appris à la dénoncer dans la course aux armements. Nous serons fidèles à leur enseignement en stigmatisant aujourd'hui les surenchères natalistes. Ce genre de compétition relève d'un nationalisme que nous abandonnons de grand cœur aux Communistes et aux gaullistes car, à court terme, il ne peut conduire qu'à la guerre, à long terme il nous prépare ce monde effroyable où la plus simple extrapolation permet à Jean

Fourastier de nous annoncer, pour l'an 3000, sur toute la surface du globe, une densité de 15 habitants au décimètre carré.
Nous pouvons évidemment nous dire que nous ne serons pas là pour contempler ce spectacle d'horreur. Un Roi a bien dit, n'est-ce pas : "Après moi, le déluge !..." Mais il se trouve que le Socialisme est tout le contraire de l'égoïsme monarchique ; il nous invite à créer une société fraternelle où les nations se tendront la main au-delà des frontières et les générations à travers les siècles. Quelle terre laisserons-nous à nos enfants, se demande déjà le biologiste américain Tinkarey Comoneur, question angoissante pour qui a compris que l'humanité est désormais en mesure de collaborer à son destin.
Au lieu de détruire aveuglément le milieu ambiant et de gaspiller stupidement notre potentiel génétique, nous avons encore pendant quelques décennies la possibilité d'un choix capital : opter pour la qualité au lieu du nombre, pour la sauvegarde et peut-être l'amélioration de la nature, y compris la nôtre, au lieu de sa destruction bestiale.
Aimer les jeunes, ce n'est pas les lancer à l'aventure dans un monde ingrat qui leur marchandera leur place au soleil avant de les envoyer à l'abattoir ; c'est au contraire leur préparer le cadre dans lequel l'humanité pourra enfin mener une vie digne et épanouir ses qualités, ses facultés créatrices.
C'est pourquoi je souhaite que, dans l'un ou l'autre des schémas qui nous sont présentés, figurent, ne serait-ce que les lignes que je vais vous proposer :
- Notre pays s'honorera en saisissant les instances internationales des problèmes de la population mondiale dont l'équilibre peut être recherché :
1°) entre les nations actuelles ;
2°) entre les siècles à venir.
(Applaudissements)

Le président - Avant de passer la parole à Carbuccia, je vous signale que dans la circulaire qui vient de vous être distribuée, concernant les jeunesses Socialistes, il y a une erreur de date : au lieu du 12 février, c'est-à-dire jeudi prochain, c'est le 12 avril 1970 qu'il faut lire. Je vous demande de bien vouloir rectifier et mettre 12 avril, au lieu de 12 février.
La parole est à Carbuccia.

Horace de Carbuccia

Mes chers camarades, je vais tenter, si cela est possible, de passer un peu de baume sur les plaies de Fleury.
Je lui dirai que notre fédération a été particulièrement intéressée par les travaux du groupe "C" qu'il a animé.
Mais, tout à l'heure, nous nous sommes étonnés de l'entendre dire que cette Commission n'avait pas connu de débats animés, voire de confrontation d'idées.
En effet, dans le texte initial, paru dans la "Documentation Socialiste" n° 3, un certain nombre d'idées nous sont apparues particulièrement judicieuses.
Or, la lecture du document de synthèse révère que ces thèses ont, d'un numéro à l'autre, subi un certain nombre de modifications qui ne peuvent pas être mises

Fondation Jean-Jaurès

sur le compte d'une contraction des textes. Mieux, la formulation des thèses, dans le document de synthèse, est en opposition complète avec celle exposée par la rédaction préliminaire.
Dans la "Documentation Socialiste" n°3, il est dit que le Socialisme reste une méthode délibération de l'homme, et la fédération départementale des Alpes-Maritimes est d'accord avec cette définition : les méthodes permettront une souplesse dans les applications, une adaptation des circonstances que ne permettrait pas une théorie ou une idéologie.
Or, dans le texte de synthèse, cette conception du Socialisme a totalement disparu.
D'autre part, dans le texte initial, le paragraphe a particulièrement retenu notre attention. En effet, si nous sommes persuadés de la nécessité de présenter le Socialisme dans un cadre de fondation nouvelle et mieux adaptée, c'est que nous constatons que quelque chose d'extérieur à notre démarche a changé, sans quoi il eut été inutile de faire un nouveau Parti, de nouveaux statuts, un nouveau plan d'action.
Nous admettons ainsi que l'évolution extérieure a eu le pas sur notre comportement et, par ordre de conséquence, notre conception.
Raisonner ainsi, c'est placer le Socialisme dans un contexte réaliste et n'attendre de lui que ce qu'il peut donner c'est ce qu'exprimait le groupe C dans le paragraphe en soulignant qu'il existait des formes d'aliénation indépendantes des régimes sociaux ou politiques.
Cette notion a disparu aussi du résumé où le Socialisme retourne à l'acte de foi, aux principes transcendants.
Que l'histoire humaine soit celle de l'histoire de la production, nous sommes parfaitement d'accord, mais dire que les rapports de production sont susceptibles de modifier la nature de l'homme et le monde extérieur, il faut expliquer ce que l'on entend par là avec plus de précision.
S'agit-il de modifier la nature physique de l'homme ? Son intelligence ? Son savoir ou sa connaissance ?
Or, si la science a fait reculer la matière, que savons-nous de plus ? Rien. Que savons-nous de plus que nos ancêtres sur les origines et la finalité du monde ? Rien. Ne sachant rien, cela ne va pas changer grand-chose.
Mais si par changement de l'homme et du monde, cela consiste à vouloir établir de nouveaux rapports avec les individus et les collectivités, de nouveaux rapports en prenant en considération l'activité humaine, l'établissement et l'instauration des conditions économiques et sociales en tant que possible épanouissement de la personne humaine, cela relève moins d'une doctrine que d'une pratique sociale ainsi que l'a défini tout à l'heure Jean-Jacques Piette.
Et par exemple, que le profit soit condamnable, nous sommes tous d'accord, mais il peut être aussi conciliant. Que le régime du profit est une conséquence et non une cause, c'est la conséquence de certaines infirmités humaines. Sa suppression entraîne-t-elle la disparition de la malformation de l'homme ?
Et, dans ces conditions, que faut-il faire ? Faut-il renoncer à tout, à notre raison d'être ? Non, certainement pas. Mais il faut simplement être conscient de ces

Contribution Jean-Paul

réalités si nous voulons un jour les surmonter.
Et dans ce domaine, dans le domaine de la constance du comportement humain, j'ai eu l'occasion un jour de lire une analyse qui a peut-être expliquer la méfiance traditionnelle des paysans vis-à-vis du Socialisme, méfiance à laquelle faisait allusion Barel tout à l'heure, c'est une analyse qui part du principe que les ouvriers sont les descendants de paysans venus à la ville, attirés, ou chassés par la révolution industrielle. Et ces paysans transformés en ouvriers ont réagi dans de nouvelles conditions avec leur mentalité de paysans.
Et quelle était cette mentalité de paysans ?
Eh bien, le paysan, sur sa terre, même dans les moments les plus critiques de son existence, a toujours disposé d'un minimum pour assurer sa survie, quelques pommes de terre à faire bouillir, du bois pour le chauffage, il avait donc un sentiment de sécurité. Il avait aussi un sentiment de prise directe sur la production, en ce sens que les conditions et les catastrophes météorologiques mises à part, il était responsable, il n'y avait personne entre lui et sa production.
Et ce paysan transformé en ouvrier se retrouve à la ville où il doit, d'une part accepter ce qu'il produit et ensuite, si l'entreprise n'a plus besoin de lui, de ses services pour une raison quelconque, se retrouver au chômage et c'est donc la misère. Et puis il constate aussi qu'entre lui et la production il y a un homme, c'est le patron, et il y a un système, c'est l'usine.
Alors, que va faire cet ouvrier récemment issu de paysan ? Eh bien, il doit chercher et trouver des conditions de vie et des conditions de production intérieures, c'est à dire qu'il va chercher à retrouver d'une part la sécurité et d'autre part la prise directe sur la production.
Or, recherche de la sécurité et recherche de la prise directe sur la production, ce sont bien là les deux axes essentiels de l'action syndicale et Socialiste.
Effectivement pour atteindre ces buts-là, il s'est groupé dans l'action collective et c'est l'histoire du mouvement ouvrier qui commence.
Cette histoire évidemment a eu des résultats puisque non seulement on a, dans une certaine mesure, donné aux travailleurs une certaine marge de sécurité, mais aussi par diverses lois sociales une amorce de prise sur la production.
Par conséquent les raisons qui militaient pour la création de la classe ouvrière se trouvent dès aujourd'hui atténuées.
Et cette analyse, ce qui est grave, est faite par un chef d'industrie, et les conséquences qu'il en tire sont très importantes, parce qu'il tient à peu près le raisonnement suivant :
Si en définitive l'ouvrier recherche la sécurité et recherche la prise directe sur la production, eh bien il n'y a qu'à la lui donner et les partis politiques et les syndicats, qui ont été la raison d'être de l'action ouvrière, perdront de leur efficacité.
En fait, ce qu'il convient de définir dans ce monde qui nous dépasse et que malgré nos prétentions nous ne parvenons pas à comprendre et à maîtriser, c'est simplement une attitude consciente et réaliste dans ses objectifs et ses possibilités, mais efficace dans sa démarche et dans son action.
Et c'est pour cela que la fédération des Alpes-Maritimes fait siennes les idées

exprimées par le groupe C dans la documentation Socialiste numéro 3 que je viens de rappeler et que l'on ne retrouve pas dans le texte de synthèse.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Garel.

Garel

Camarades, l'ordre du jour du Conseil national prévoit que nous aurons à nous préoccuper de deux ordres de problèmes : la tactique à observer à propos des élections cantonales, d'une part, qui relève de l'ordre des préoccupations qui ont dominé la vie du Parti depuis le Congrès d'Issy, d'autre part le plan d'action Socialiste, qui met en question une méthodologie quant à l'approche des faits économiques et une idéologie quant aux propositions concrètes d'action et du plan d'action Socialiste dont nous avons à nous préoccuper aujourd'hui, dont je dirai qu'il mérite d'être repensé à la lumière de deux faits nouveaux qui retentissent déjà à l'intérieur du Parti.
Je veux parler de ce que l'on appelle le Manifeste Radical et du projet de résolution du 19ème Congrès du Parti Communiste.
Il est en effet certain que les idées exposées dans le Manifeste Radical sont dans la plupart de leurs aspects, si proches des idées exposées dans le programme fondamental du Parti social-démocrate allemand, qu'il ne me paraît pas possible d'esquiver une confrontation avec ceux de nos camarades qui partagent, défendent, défendront demain ces idées au nom d'un idéal qu'ils savent être le même que le nôtre, et au nom d'une analyse qu'ils croient scientifique mais qui n'est que partisane.
Il est par ailleurs également certain que les résolutions qui seront adoptées dimanche à l'issue des travaux du 19ème Congrès du Parti Communiste, ne peuvent laisser indifférent notre Parti, dès lors qu'il s'est engagé dans un débat public avec le Parti Communiste.
Et il nous faut bien dire que ces résolutions, par le caractère erroné de certaines des analyses qui les motivent, rendent plus nécessaire que jamais l'affirmation de notre personnalité Socialiste au sein d'un dialogue dont personne ici, je le crois, ne minimise l'extrême difficulté.
Ces deux ordres de faits me paraissent nous imposer de nous en saisir dès maintenant comme plus tard, au cours du Congrès d'avril, dont je demande dès maintenant que son ordre du jour soit repensé de façon à ce que puisse s'engager le débat esquissé au cours du Congrès d'Issy, esquivé depuis entre ceux d'entre nous que je me permettrai d'appeler les nouveaux Radicaux, et ceux d'entre nous qui demeurent fidèles à l'idéal Socialiste, l'Internationale ouvrière.
(Applaudissements)
Si je les appelle nouveaux Radicaux, c'est sans aucune intention polémique, simplement sur la constatation du fait qu'il y a communauté de pensée au point que les sociaux-démocrates allemands écrivent, d'une part qu'ils approuvent une économie libre de marché partout où la concurrence s'affirme,
- qui fait écrire aux participants aux journées d'études du Palais d'Orsay d'autre

part, qu'ils reconnaissent la nécessité d'une économie de marché et la légitimité du profit,
- qui fait écrire enfin à Jean-Jacques Servan-Schreiber ou à celui qui a fait le travail pour que Jean-Jacques Schreiber le signe, que le Parti Radical doit prendre pour instrument, avec toute sa puissance, l'économie de concurrence, de marché, de liberté, d'initiative.
Ici comme là, sous les plumes Socialistes, centristes ou Radicales, c'est la même défense et illustration de l'économie de marché, de sa loi d'airain, la recherche du profit, c'est la même allégeance au capitalisme.
(Applaudissements)
De la même façon, au niveau de l'analyse sociologique, c'est la même communauté de vues qui dicte d'un côté aux sociaux-démocrates allemands que leur problème central qui se pose aujourd'hui est celui du pouvoir de disposition économique étant entendu que pour eux ce pouvoir est aujourd'hui entre les mains des managers d'industrie, contrariés dans leur action par les forces anonymes du patronat, idée que nous retrouvons dans le numéro 2 de démocratie Socialiste, sous la forme suivante :
"Nouvelle conquête de l'entreprise, équilibre des droits réels des différents agents de la production jusque-là réservés au seul capital".
- Idée enfin qui inspire au Parti Radical d'être le porte-parole des revendications sociales, de la volonté politique des managers d'industrie en les posant à la fois face au patronat traditionnel et face à la classe ouvrière, à égalité avec le pouvoir capitaliste et le pouvoir syndical.
Or, ce sont les mêmes postulats qui soutiennent ces analyses convergentes et ces postulats eux-mêmes ont en commun qu'ils négligent systématiquement tous les facteurs qui ne peuvent s'inscrire dans le système que ces postulats supposent.
Le plus important d'entre eux c'est la conviction que la société capitaliste a réussi pratiquement aujourd'hui à maîtriser les faits économiques par la construction d'un système qui est si parfait qu'il met à jamais à l'abri cette société de toute crise grave.
Or ce postulat n'a de validité qu'à la condition d'ignorer l'importance du rôle économique joué par le capital fictif face au capital réel, d'une part au niveau de l'équilibre de l'économie de marché pris dans son ensemble, d'autre part au niveau de l'économie nationale. Admettre ce postulat, c'est mettre entre parenthèses le volume de la dette publique, c'est ignorer qu'en 1968 aux USA le volume des prêts consentis aux particuliers excédait le volume global des salaires versés à ces mêmes particuliers.
Et, poser ce postulat, c'est ignorer la récession économique dont souffre à l'heure actuelle l'économie américaine, puisqu'on envisage que le 3 et demi passe à 6 %, et c'est dans ces proportions qu'ira s'augmentant le chômage pour l'année prochaine aux USA.
C'est d'autre part ignorer l'ampleur de la crise sociale qui en Europe comme aux USA, compromet l'équilibre d'un système parvenu à la limite du déséquilibre.
Poser ce postulat, c'est d'autre part ne pas vouloir considérer que le capitalisme a sécrété les structures économiques parasitaires qui contrarient le

développement des forces productives de l'humanité, d'une part dans les pays tiers, d'autre part dans les pays développés où les formes nouvelles de la production nées de la deuxième révolution industrielle, se heurtent à des anciens modes de production, à d'anciens rapports de production.
Ces raisons nous conduisent donc à dénoncer comme erronée l'analyse Radicale, elles nous conduisent aussi à souhaiter qu'un vaste débat s'instaure sur le Parti à propos de ces problèmes, dans le cadre de la discussion engagée sur le plan d'action Socialiste.
Car il ne faudrait pas que notre Parti, impuissant à réagir laisse se développer une opération politique de regroupement qui permettrait au groupe centriste, par certains des membres de notre Parti, de se retrouver sur la base idéologique du manifeste Radical, avec éventuellement la bénédiction du président Edgar Faure.
On m'annonce que mon temps de parole est épuisé, je demande si on peut m'accorder trois minutes supplémentaires, je ne voudrais pas apparaître comme étant l'instrument du Parti Communiste que je comptais critiquer dans la seconde partie de mon intervention, au sein du Parti Socialiste.

Le président - Mes camarades, nous sommes tenus par l'impératif de 11 heure. Je n'y vois pas d'inconvénient mais dans ces conditions l'orateur que j'avais inscrit à la suite interviendra après déjeuner et ce sera maintenant notre dernier orateur de la matinée.
(Applaudissements)

Garel - Merci. Le paradoxe d'ailleurs ne serait pas pour déplaire éventuellement aux dirigeants du Parti Communiste avec lequel Maurice Faure paraît admettre d'ores et déjà qu'il est possible d'engager un débat, ce qui rééditerait l'opération qui, en 1936, contraignit la SFIO à négocier avec l'ensemble Radical-Communiste sur la base du plus petit programme d'action possible.
Je dis en effet que, en se présentant comme l'expression de la volonté politique des techniciens et des managers d'industrie, le nouveau Radicalisme fait le jeu du Parti Communiste qui exige qu'on lui abandonne le monopole de la représentation de la classe ouvrière et qui cherche systématiquement l'alliance avec les couches moyennes, avec la petite bourgeoisie qu'il considère comme une force d'appoint à laquelle il lui sera un jour possible de dicter sa volonté.
Or, nous qui sommes partisans d'un dialogue public avec le Parti Communiste, nous dénonçons là un piège résultant de la conjonction négative des extrêmes, nous dénonçons là l'immuable conspiration de l'immobilisme.
Or, jouer le jeu de l'immobilisme, c'est à travers le monde, se détourner des luttes qui, en URSS comme dans les démocraties populaires, dressent intellectuels et travailleurs face à la bureaucratie politique héritière de Staline, c'est en France laisser les militants Communistes, démocrates, se battre contre la fraction stalinienne du Parti.
Car il n'est pas vrai qu'à l'heure actuelle rien ne puisse bouger et que rien ne bouge. Les intellectuels qui militent en URSS dans le groupe d'opposition, qui diffusent clandestinement ces textes appelés..., qui sont d'ailleurs des

Fondation Jean Jaurès

intellectuels soit de gauche tendance Lénine, soit de droite, tendance slave, les tartares de Crimée qui manifestent à Moscou, les opposants du groupe 401, le peuple tchèque, les intellectuels polonais, les juifs polonais persécutés soi-disant pour antisionisme, ils existent, camarades et ils attendent que vous leur manifestiez votre solidarité.
(Applaudissements)
Or, quelle idée pourront-ils avoir de cette solidarité s'ils vous voient dans une opposition qui est une opposition à la fois divisée et muette, si au cours d'un débat public avec le Parti Communiste vous ne l'obligez pas à tenir compte de cette réalité ?
Voilà pourquoi je dirai pour terminer que, devant le vide du rapport de Georges Marchais, devant la confusion des notions qu'il véhicule, notions de démocratie avancée, de société Socialiste développée, de nouvelle Internationale du travail, notre Parti se doit d'aborder avec sérieux le problème fondamental de ce que pourrait être une économie de transition dans un monde dominé par une économie de marché toujours prépondérante et par une division internationale du travail dont je ne vois pas encore ce qu'elle a de nouveau.
Voilà pourquoi, camarades, je demande que les Commissions de travail qui ont élaboré ce projet de plan d'action Socialiste soient élargies, qu'elles reprennent leur tâche.
Voilà pourquoi je dis que le Congrès d'avril doit être l'occasion d'un grand débat d'idées entre nous, à l'intérieur du Parti, pas à l'extérieur, et voilà pourquoi je demande au Comité directeur qu'il accepte le principe d'une modification de l'ordre du jour de ce Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous allons maintenant aller déjeuner, la séance sera reprise à 15 heures.
- La séance est suspendue à 13 heures 05.-

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national des 7 et 8 février 1970

Séance du samedi 7 février 1970 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence d'André Boulloche assisté de Bouget, Pyrénées Atlantiques, Mordin, Meuse, Casimajou, Haute-Savoie.

Le président (André Boulloche)
Camarades, la séance est reprise.
Comme vous pouvez le constater, nous avons pris un sérieux retard sur notre ordre du jour, il va donc être nécessaire de procéder aussi rapidement que possible. Nous devions avoir fini à 16h, mais étant donné ce retard et le nombre d'orateurs, ça ne sera pas possible. Cependant, nous allons essayer de faire en

sorte que le débat sur le plan d'action Socialiste soit terminé dans un délai convenable. C'est pourquoi je demande à tous les orateurs inscrits de faire en sorte que leur intervention se place dans un délai maximum que nous avons ramené à huit minutes. Il s'agit d'un maximum, nous demandons aux camarades de faire en sorte que la moyenne ne dépasse pas six minutes.
Premier orateur inscrit, j'appelle Perrussel de la Moselle.

Perrussel

Camarades, je dois intervenir brièvement et je serai très bref, je resterai dans le cadre des huit minutes imparties.
En ce qui concerne la méthode de travail des Commissions du plan d'action Socialiste, nous sommes bien d'accord sur l'analyse qui a été faite par nos camarades sur le manque de formation politique dans le Parti, à la base, sur le manque de précision dans les choix politiques. Nous pensons bien que, effectivement, la déclaration de principe est insuffisante. Nous sommes donc tout à fait d'accord sur la nécessité de l'élaboration du plan d'action Socialiste, mais nous avons été très déçus sur la méthode de travail.
En effet, les Commissions travaillent comme si elles étaient le Parti et comme si à l'issue de leur travail, le Congrès du mois d'avril devait se décider par oui ou par non sur les textes qu'elles nous proposent, avec peut-être quelques amendements.
Ceci ne nous semble pas exactement refléter ce que nous pensons être l'application de la démocratie.
Je crois qu'il faut rendre hommage au travail des membres de la Commission, mais ça n'est pas un travail dirigé dans le sens du résumé des différentes opinions qui leurs sont transmises, au contraire, cela semble dégager un certain nombre d'options, un certain nombre de thèses différentes sur lesquelles il faudrait que le Congrès d'avril se prononce. Sinon, nous allons obtenir un texte très gros, très lourd, très vaste, qui aura 60 pages, sur lequel il faudra se prononcer, bien qu'il soit un agrégat d'un nombre très important de thèses pouvant, chacune, se discuter en réalité...

Le président - Camarades, je vous demande de bien vouloir faire silence, il est extrêmement désagréable pour l'orateur de parler dans un tel brouhaha, cela n'est pas une atmosphère qui convient à un débat sérieux !
(Applaudissements)

Perrussel - En réalité, camarades, si les Commissions du plan d'action Socialiste doivent aboutir à un texte de compromis et à un résumé de toutes les interventions des camarades, nous aurons comme plan d'action Socialiste un monument qui ne sera pas clair, sur lequel les sections n'auront pas pu se prononcer.
A ce propos, ce matin le camarade Mauroy faisait appel au travail des sections, eh bien ! Nous pensons que le travail des Commissions devrait précisément consister à dégager des questions claires sur lesquelles les sections seraient

appelées à se prononcer et à voter, car il est vain de penser qu'au Congrès d'avril, par quelques votes, deux, peut-être trois, on arrivera à trancher sur un plan complet d'action Socialiste, qui représentera la vie complète du Parti, notre vie à tous, notre définition politique, alors qu'en réalité sur chacune des phrases - j'exagère très légèrement - il y aurait à se prononcer, il y aurait à discuter. N'allons pas jusque là, mais demandons simplement à nos Commissions de dégager des thèses sur lesquelles fondamentalement les sections auraient à se prononcer par oui ou par non par exemple, sans parler de thèses nouvelles qui ne seraient pas apparues au travers des Commissions.
Mauroy nous parlait également ce matin d'un questionnaire que les sections auraient reçu. Peut-être pensait-il au bulletin d'information n°3. Si c'est cela qu'il appelle un questionnaire... Si ça n'est pas ça, nous n'avons rien reçu, il dit qu'il va relancer ce questionnaire, je le souhaite très vivement, comme ça je l'aurai pour la première fois.
Nos sections, à la base, souhaitent très vivement participer à ce travail et elles n'y participeront que si on leur a posé des questions très simples.

Le président - Il ne te reste plus qu'une minute.

Perrussel - J'ai terminé camarades.
(Applaudissements)

Le président - Orateur suivant, pour huit minutes.

Jean-Pierre Chevènement - Huit ou quinze ?

Le président - Huit, ça n'est pas destiné uniquement à toi.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, l'excellent déjeuner que nous venons de faire ne m'empêchera pas de rendre hommage au travail qui a été fait par les camarades qui se sont attachés à présenter les thèses pour le plan d'action Socialiste.
Je voudrais toutefois présenter, en préambule, quelques observations de forme.
D'une part, je crois qu'il est important de souligner à quel point la participation aux travaux des militants est une chose capitale, et combien je regrette que le texte qui nous a été adressé, ne soit parvenu seulement hier ou aujourd'hui pour la plupart d'entre nous, et combien je trouve aussi un peu injuste l'affirmation selon laquelle un certain nombre de camarades, et je pense que nous étions visés, n'avaient pas accepté de participer à la rédaction de ce plan d'action Socialiste. Nous l'avons demandé en ce qui concerne les camarades du CERES dont vous avez pu trouver le bulletin à l'entrée, nous l'avons demandé à plusieurs reprises mais je dois dire que nous n'avons pas reçu de réponse. Alors, je crois qu'il est un peu exagéré de dire qu'il y a des camarades qui se sont tenus en dehors du travail de préparation. Je pense que c'est nous qui sommes visés, parce qu'on a dit également "ce sont des camarades qui écrivent dans la presse

Fondation Jean-Jaurès

bourgeoise". C'est vrai que nous faisons, en militants, un certain nombre de travaux, nous écrivons dans Combat, effectivement, toutes les semaines, nous écrivons un article, qui témoigne de ce que le Parti Socialiste existe. Je voudrais faire remarquer aux camarades qui nous ont en quelque sorte contestés, si j'ose employer ce mot, qu'à défaut de presse bourgeoise, nous ne voyons pas beaucoup d'autre presse où nous pourrions nous exprimer !
En ce qui concerne l'association à ces travaux, nous croyons que c'est un problème fondamental car en fait, en ce Conseil national, le problème est posé de savoir ce qu'on pense des travaux qui doivent conduire à l'élaboration d'un plan d'action Socialiste.
Nous croyons qu'il est très important que des choix soient présentés aux camarades, que le cas échéant plusieurs options nous soient présentées, de façon à ce que les militants soient mis à même de choisir et de donner leur opinion.
Ceci, pour la forme, camarades.
Sur le fond, je dois dire que cette première lecture que j'ai faite du document qui nous a été communiqué ce matin, me paraît assez positive et je tiens à le dire.
Sur de nombreux points, bien sûr, le document est un peu contradictoire, sur certains points il est un peu disparate, c'est assez normal puisqu'il émane de Commissions constituées d'une manière extrêmement large. Je relève des points extrêmement positifs. Sur le plan de la politique économique on propose au Parti de concevoir la socialisation de l'économie française en fonction des problèmes qui lui sont posés, en fonction de son insertion dans l'économie capitaliste mondiale. On parle de politique industrielle, on définit les secteurs à nationaliser, on définit les critères en fonction desquels ils doivent être nationalisés. Personnellement je me réjouis profondément de voir qu'il y a un certain nombre d'idées qui font leur chemin dans ce Parti.
(Applaudissements)
Mais c'est principalement sur le plan de la politique étrangère que je me félicite de voir exposer un certain nombre de thèses que pour ma part je défends, et pas moi tout seul, il y a un certain nombre de camarades qui ont des idées sur ce que doit être une France Socialiste et sur ce qu'elle doit dire.
Je lis page 8 : "La France Socialiste se trouvera naturellement en communauté de vues avec les puissances qui luttent contre les phénomènes d'hégémonie et en faveur du non-engagement. Elle n'hésitera pas à prendre parti contre les manifestations de l'impérialisme, tels que ceux des USA, au Vietnam ou de l'URSS, en Tchécoslovaquie".
(Applaudissements)
Je dis bravo, c'est la preuve que les idées font leur chemin, lentement, mais sûrement, car même ceux qui ne s'y rallient pas sont ébranlés.
Je me réjouis encore plus, camarades, de lire "l'intégration européenne ne devra pas rendre impossible une politique Socialiste à l'intérieur, par exemple en paralysant la planification ou en pénalisant la nationalisation. Les mesures d'intégration doivent avoir pour but de renforcer la puissance économique de l'Europe face aux Etats-Unis et non de faciliter la pénétration américaine sur les marchés européens. La France Socialiste ne sera pas un partenaire plus facile

que la France gaulliste dans le mouvement d'intégration européenne. L'ère de l'intégration pour l'intégration est aujourd'hui dépassée. En somme, priorité à l'Europe socialiste, et le cas échéant priorité au Socialisme sur l'Europe capitaliste".
Pour notre part, camarades, nous ne pouvons qu'affirmer notre accord entier, fondamental avec ce qui est affirmé dans ce document.
Par conséquent, je tiens à dire que nous jugeons extrêmement positifs un certain nombre de thèmes qui sont exposés dans ce plan d'action Socialiste, même si par ailleurs nous relevons un certain nombre de contradictions.

Le président - Il te reste une minute, je te demande de bien vouloir conclure.

Jean-Pierre Chevènement - Je crains de devoir demander un peu plus.

Le président - Je suis désolé, mais ce n'est pas possible, il y a deux heures en tout pour ce Conseil national, et l'ordre du jour est très chargé. Il y a une discipline que tout le monde doit respecter.

Jean-Pierre Chevènement - Je pense, camarades, sur le plan d'action Socialiste, à moins de paraître disparates au moment du Congrès d'avril, que nous devons voir qu'il y a deux thèses qui sont en présence et qui répondent à deux choix. Ces deux choix sont les suivants :
Il y a ceux qui pensent que nous pouvons domestiquer la croissance capitaliste sans briser le capitalisme, que nous pouvons l'infléchir. C'est la thèse de Servan-Schreiber. Je crois qu'il est bon que ceux qui sont d'accord avec lui le disent.
Et puis, il y a ceux qui veulent donner au Socialisme des moyens de se réaliser, et ceux qui, en définitive, acceptent l'affrontement inévitable avec le capitalisme, avec les intérêts, avec l'ordre établi, avec les gens qui sont en place, qui pensent que fondamentalement c'est là le problème, et ce problème nous renvoie à ce sujet qui est la violence - qui n'est pas chez nous, qui est dans le capitalisme -, c'est la violence qu'on fait au peuple, à la classe ouvrière.
Et c'est là, fondamentalement, que se situe le point de clivage ?

Le président - Ton temps de parole est épuisé...

Jean-Pierre Chevènement - J'ai demandé 30 minutes, on m'en avait donné 15 et maintenant 8, ce n'est vraiment pas beaucoup !

Le président - Je regrette, il y a une discipline à respecter...

Jean-Pierre Chevènement - Je regrette qu'on ait donné 10 minutes à des gens qui ne représentaient pas de fédération et qu'on ne puisse pas m'en donner plus de 8, alors que je représente une fédération !

Collection Jean Jaurès

Le président - Nous perdons encore plus de temps ! Il va y avoir des Commissions qui vont parler et discuter sur les problèmes du plan d'action, tu auras tout le temps de t'exprimer à ce moment-là ; je te demande de respecter une discipline indispensable pour le Parti.

Jean-Pierre Chevènement

Camarades, je voudrais dire pour conclure puisqu'on ne me laisse pas m'exprimer, ceci : ou bien, vous acceptez de partir de ce qui est réaliste, de ce qui est raisonnable, de couper les cheveux en 4, de voir ce qui est possible comme des politiciens habituels, ou vous partez d'une grande exigence et vous voyez ce qu'il est possible.
Je crois que dans l'état où est le Parti, le problème qui est le nôtre c'est de poser une grande exigence, de rappeler ce que nous disons nous-mêmes, à savoir que nous sommes des révolutionnaires ; si vous partez d'une grande exigence Socialiste qui fait que vous êtes prêts à affronter les gens qui sont contre vous, et vous ne pouvez pas oublier que tout le monde n'est pas d'accord avec vous dans la société, vous comprendrez que l'arme du combat Socialiste consiste à affirmer cette exigence et voir ce qu'on peut faire, et non pas a raffiner malheureusement comme on dit quelquefois... (Murmures)... que, par exemple, la nature humaine est ce qu'elle est et qu'elle évolue lentement, etc. Non ! Ce n'est pas vrai, c'est en étant des révolutionnaires devant le monde et le moment triste où nous sommes, au fond du gouffre où se trouve ce Parti, que nous pouvons le relever et c'est en n'hésitant pas à affirmer, je le répète, que nous sommes des révolutionnaires... (Brouhaha)...

Le président - Ton temps de parole est épuisé !

Jean-Pierre Chevènement - ... que nous en referons un grand Parti Socialiste, ce qui est notre but.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Denis Lindon.

Denis Lindon

Chers camarades, c'est au nom du CEDEP que je tiens à vous présenter une petite brochure que vous avez trouvée ce matin sur vos tables, sous le titre : que peut proposer le Parti Socialiste aux Français ?
Je voudrais, en premier lieu, vous dire quelles sont les préoccupations qui ont inspiré ce texte et ensuite, puisque vous n'avez pas eu le temps d'en prendre connaissance, vous en décrire brièvement le contenu.
En premier lieu, donc, pourquoi avons-nous rédigé ce texte ?
C'est parce qu'il nous a semblé que le plan d'action tel qu'il était conçu et tel qu'il nous apparaît aujourd'hui était nécessaire, mais n'était pas suffisant.
Sans doute était-il indispensable au moment où notre Parti se crée et qu'il se

Fondation Jean Jaurès

dote d'une stratégie, et c'est à cette préoccupation légitime que répond le plan d'action, mais un tel document, en dépit de sa qualité, et en raison même de son caractère à la fois philosophique et technique, ne peut avoir une audience que restreinte. Sans doute, il intéressera les militants du Parti tournés vers les problèmes doctrinaux, ainsi que les milieux intellectuels extérieurs au Parti, mais, camarades, soyons réalistes, il ne sera pas compris, il ne sera peut-être même pas lu par la grande masse des électeurs français, ni même peut-être par tous les militants de notre Parti. Ce n'est pas leur faire injure, ni aux uns, ni aux autres que de reconnaitre qu'ils ne sont pas dans leur grande majorité des agrégés de philosophie ou des anciens élèves de l'école d'administration et qu'ils n'ont ni le temps, ni le goût de se pencher sur les problèmes théoriques.
C'est regrettable peut-être et cela atteste l'insuffisante culture philosophique et politique des Français, mais c'est un fait dont il faut tenir compte.
C'est la raison pour laquelle nous avons pensé, au CEDEP, qu'il fallait rédiger et diffuser largement une sorte de manifeste du Parti Socialiste, non pas, bien sûr, à la place du plan d'action, mais à côté de ce plan, en plus de ce plan. La diffusion d'un tel texte nous parait répondre à un besoin urgent.
En effet, l'opinion publique, en particulier les électeurs de gauche ont actuellement du mal à nous identifier alors que le Parti Communiste qui sait parler un langage direct, quelquefois peut-être même grossier, mais qui se faire entendre, a réussi à donner de lui l'image d'une formation attachée à la défense de la classe ouvrière, alors que le PSU qui a su trouver, lui aussi, un certain langage adapté à certaines catégories sociales, s'identifie à leurs yeux à un parti révolutionnaire, alors que le Parti Radical, sous l'influence de Jean Jacques Servan Schreiber, cherche à répondre à l'aspiration des cadres bourgeois, avec des moyens publicitaires importants, sous une forme spectaculaire, un modèle cohérent de capitalisme moderne, notre Parti, pour sa part, n'a pas encore réussi à donner de lui une physionomie originale, n'a pas encore réussi à faire passer dans l'opinion de lui une image claire et, par conséquent, n'a pas actuellement une force d'attraction propre.
C'est pourquoi, si nous voulons éviter d'être laminés entre des partis qui ont su trouver langage et physionomie, il faut absolument et rapidement que nous disions aux Français dans un langage simple, mais accessible à tous ce que le Parti
Socialiste leur propose et ce qui justifie son existence.
C'est à ce besoin que répond la brochure qui vous a été remise ce matin ; elle n'a pas la prétention d'être un exposé de la doctrine du Parti, ni de son programme de gouvernement, elle a pour seule ambition de répondre à la question légitime que se posent les électeurs à propos de n'importe quelle formation politique, c'est-à-dire : si ce Parti arrivait au pouvoir, quelles en seraient les conséquences sur ma vie quotidienne ? Qu'est-ce que cela changerait pour moi dans un délai raisonnable de l'ordre de dix ans par exemple ?
Ce sont ces considérations qui ont inspiré le style, le plan et le contenu de cette brochure qui comporte trois parties principales.
Dans la première, nous avons cherché à montrer que nous étions conscients des

problèmes qu'éprouvent, que ressentent les Français et nous en avons énuméré 5 principaux.
Dans la deuxième partie, nous avons défini 5 objectifs, clés, 5 conquêtes sociales qui correspondent à ces problèmes fondamentaux que se posent les Français et qui pourraient être réalisés par un gouvernement Socialiste en dix ans.
Et enfin, parce que nous ne voulons pas être des démagogues, nous avons spécifié, dans la troisième partie, quel était le prix à payer pour que ces conquêtes puissent être réalisées, et ce prix nous l'avons énoncé sous forme de 5 conditions principales à remplir, 5 problèmes, 5 objectifs, 5 conditions telles pourraient être les grandes lignes d'un manifeste du Parti Socialiste ; puisque le temps ne me le permet pas, je ne vous indiquerai pas quels sont ces problèmes que nous avons énumérés, quels sont ces objectifs, je n'en citerai que deux qui, je crois, sont représentatifs du style que nous avons voulu donner à ce manifeste :
Le premier qui correspond au problème des inégalités sociales, c'est l'institution d'un salaire, d'un revenu minimum garanti qui, d'après les calculs que nous avons faits, et qui sont reproduits dans ce manifeste, pourrait être de l'ordre de 1800 francs nouveaux par mois pour une famille de 4 personnes.
Le deuxième objectif qui, lui, correspond au problème de l'insuffisance de l'instruction et de la formation, c'est la garantie qui pourrait être donnée à tous les Français de bénéficier de dix-huit années d'enseignement au cours de sa vie active, dont une partie au cours de périodes de recyclage qui auraient lieu tous les dix ans, à raison de six mois tous les dix ans, ou de trois mois tous les cinq ans.
Puis, une condition qui je crois est essentielle, parce qu'elle nous distingue clairement des autres partis soi-disant progressistes, c'est une large socialisation de l'économie pour laquelle nous avons proposé une formule intermédiaire entre celle proposée dans la première partie du plan d'action et celle qui est proposée dans la dernière partie et qui mériteraient d'être conciliées.
Camarades, voilà ce que le CEDEP vous propose à soumettre en même temps que le plan d'action complet au Parti en demandant aux fédérations et sections ce qu'elles en pensent.
Si elles étaient d'accord, on pourrait alors diffuser ce texte largement à l'opinion et pas seulement dans le Parti, et en faire un instrument de recrutement, d'information et de propagande.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Michel Cépède.

Michel Cépède

Camarades, j'ai, comme tous ceux qui ont travaillé sur ce texte qui nous a été remis, un certain nombre d'amendements. Je pense en particulier que certaines propositions, même acceptables, que nous trouvons dans ce texte, et en particulier dans la partie E, n'ont pas leur place dans un plan d'action, mais

beaucoup plus dans un programme immédiat, et c'est parce que c'est sur ce point que j'ai le plus de difficultés que je me suis inscris dans la Commission qui discutera de cette dernière partie de notre plan d'action.
J'aurais, bien sûr, tendance à discuter bien des points : les libertés, l'éducation nationale, la régionalisation et sa place par rapport à la communauté et la lutte contre le nationalisme, je crois qu'il y aurait beaucoup de choses à faire si nous voulions bien nous rappeler que nos ancêtres de la commune étaient appelés les fédérés, mais je pense qu'il y aurait encore plus à dire en matière d'économie.
Kentz a déclaré qu'il voulait supprimer les bases du marxisme comme étant la meilleure manière de lutter contre le marxisme.
J'ai l'impression qu'un certain nombre, en particulier dans nos jeunes camarades, qui savent bien ce qu'a été la pensée de Kentz et de ses successeurs, sont un peu trop influencés par cette pensée et n'ont pas eu la possibilité de faire la critique brutale qui est nécessaire et que Marx a faite vis à vis de Ricardo... je crois qu'il y a aussi une critique profonde de l'économie capitaliste moderne à faire et pour cela il ne faut pas se contenter d'accepter le fait que l'on est traité de passéiste, parce qu'on fait appel à de vieux auteurs, après tout Marx n'a pas hésité à faire appel à des auteurs beaucoup plus anciens, et je me rappelle en particulier que quand il a parlé de la circulation simple et de la circulation capitaliste, il a fait référence à Aristote lui-même !
Je crois qu'il y a des vérités qui, malheureusement, ne vieillissent pas quand il s'agit d'expliquer comment les hommes sont capables d'exploiter d'autres hommes.
Je voudrais me limiter ici à un problème que je connais un peu mieux, ou un peu moins mal, c'est le problème : agriculture, faim et développement, et je dirai tout de suite que si je n'avais pas suffisamment pensé au problème de l'agriculture, je serais tenté de dire comme Deixonne, ce matin, que nous sommes en présence d'une véritable catastrophe, catastrophe à court terme, c'est ce que l'on dit d'ailleurs à la page 22 et 53 où l'on nous parle de la menace de la faim et même de la famine à très court terme?
Mais, camarades, il ne s'agit pas d'avarice de la nature, ou pas encore d'avarice de la nature, il s'agit de pénurie organisée, et de pénurie organisée par le capital, parce que seule la pénurie permet de faire du profit.
(Applaudissements)
Je ne peux pas admettre que l'on dise que nous sommes en moyenne, et je tiens à dire en moyenne, dans une planète surpeuplée quand nous avons 23 habitants au kilomètre carré, et que nous savons très bien que l'on peut souffrir de la faim avec un habitant au kilomètre carré, alors que d'autres avec plus de 300 ont une situation dans laquelle ils sont capables, non seulement de produire ce qui leur est nécessaire, mais même d'être exportateurs.
La pénurie a été artificiellement organisée pour le profit et la pénurie a en plus comme inconvénient que les populations qui exploitent la terre, non pas de façon conservatrice, mais de façon minière, sont toujours des populations relativement clairsemées et que le résultat, c'est que nous avons à la fois insuffisance de production brute, insuffisance d'emplois pour les travailleurs et

aussi destruction des richesses naturelles... nous en connaissons quelque chose.
Et puis, nous avons tout de même cette contradiction qu'il faudrait étudier d'un peu plus près entre la faim que nous reconnaissons être la menace pour l'ensemble de l'humanité et ce que l'on ose appeler des surplus qui gênent la situation d'un certain nombre de pays, y compris la situation française.
Alors, quand même, il faudrait y regarder d'un peu plus près avant de conclure.
On nous dit : l'agriculture coûte cher, on a même fait des calculs, on a dit : diviser le total des budgets agricoles et de ce que la collectivité paye à l'agriculture par le nombre d'agriculteurs et on est arrivé à dire : ça coûte 10 000 Francs nouveaux par agriculteur. Eh bien, chers camarades, faisons un peu le même travail pour le budget de la Défense nationale et divisons le par le nombre de bidasses, et vous verrez ce que coûtent les bidasses !
Je crois que les agriculteurs ne sont pas plus destinés à se considérer comme bénéficiaires de ce qu'on dépense en leur nom que les gars qui font leur service militaire ! Alors, je crois qu'il y a quelque chose de grave à la page 45 quand on dit qu'il faut acheter au coût de production le plus bas. Attention, camarades, le coût de production le plus bas, c'est celui qui résulte de l'exploitation la plus abusive à la fois des travailleurs et du sol. Cela, Marx l'a dit dans la fin de la 4ème section du Capital et c'est encore vrai.
Alors, je crois que la meilleure formule, même chez nous, c'est celle que nous avions, et j'ai le droit de dire "nous", introduit dans la loi sur l'office du blé, c'est-à-dire que l'on paie le prix nécessaire pour assurer la production nécessaire et que pour ceux qui, par une exploitation abusive, ont des prix plus bas, on leur fasse payer cher les taxes de résorption.
Enfin, je crois que le problème du tiers-monde est, en plus grave, exactement le problème que nous connaissons dans l'agriculture, c'est le problème du conflit entre la culture intensive et la culture extensive et actuellement on ne pourra nourrir les gens que dans la mesure où on fera de la culture intensive. Or, on ne pourra pas le faire si nous n'avons pas l'assurance qu'on paiera la production à un prix convenable.
Je dirai simplement pour conclure que de même que par l'intéressement gaullien les contrats de progrès, etc. la nouvelle société, tend à rendre les travailleurs des entreprises complices du capitalisme, on tient à rendre les travailleurs urbains complices de l'exploitation, non seulement par les grands agriculteurs, mais par les industries agricoles alimentaires en amont et en aval de l'agriculture, et les rapports de domination tiennent à rendre les travailleurs des pays développés complices de l'exploitation du tiers monde. Il ne suffit pas de dire que nous sommes pour le développement si le développement c'est, comme je l'ai entendu dire en Allemagne ces jours ci, qu'on s'arrange pour que les pauvres des pays riches aident les riches des pays pauvres. Eh bien, je crois que ce n'est pas le vrai développement. Il faut démystifier tous ces problèmes pour libérer les hommes, et c'est le travail du Socialisme. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Godard, des Bouches-du-Rhône.

Godard

Camarades, au nom de plusieurs camarades de la Commission d'étude des Bouches-du-Rhône, je voudrais souhaiter ici que le Parti Socialiste place parmi ses préoccupations principales la préservation et l'amélioration des conditions de vie et que cela apparaisse mieux dans la rédaction du plan d'action Socialiste.
Plusieurs de nos camarades l'ont dit ici à la tribune cela figure également dans le document du CEDEP, sans rien enlever à la nécessité primordiale de donner des solutions aux problèmes politiques et aux problèmes économiques de production et de répartition, il semble bien qu'il y a là une question essentielle pour ce dernier tiers du 20ème siècle.
Cela d'abord concerne la sauvegarde des conditions naturelles contre les pollutions et les détériorations. Nous sommes une civilisation technique qui est aussi une civilisation des déchets. Il y a des prévisions très pessimistes qui annoncent que certaines villes dans trente ans ne pourront plus vivre... il ne faut pas y croire, être trop pessimistes, parler de suicide collectif, mais à un équilibre millénaire a succédé un déséquilibre, il reviendra un jour un équilibre nouveau, mais il ne se fera pas tout seul. Il y a des limites à la régénération naturelle.
Il semble difficile, impossible même de limiter la croissance économique, mais il faut que la technique corrige ce que la technique a rompu, et pour cela il faut évidemment y présider.
Certaines des charges qui sont appelées par la régénération sont coûteuses, il faut étudier ces coûts. Il faut savoir les intégrer à la comptabilité économique, décider qui paiera, où seront prises les sommes nécessaires à la protection, à la régénération indispensables.
Un autre aspect de la question, c'est les aménagements nécessaires imposés par l'urbanisation ; les théoriciens Socialistes, Marx par exemple, n'y avaient pas pensé, ne pouvaient pas ; or, tout change à cause de l'urbanisation qui est un des aspects de la vie moderne.
Parallèlement, il y a abandon des campagnes, profonde modification de paysages qui avaient été modelés par deux mille ans d'histoire.
L'abandon des campagnes, l'occupation par des gens nouveaux, les dégradations multiples, cela demande des mesures de protection, mais delà tout un aménagement.
Autour des grandes villes, on a cette année étudié dans un excellent travail des projets d'aménagement du territoire qui dépassent l'implantation industrielle dans les régions, mais essaient de répondre à des objectifs plus détaillés qui répondent aux besoins des hommes dans une société urbanisée.
Mais, c'est comme le plan, ces schémas risquent d'avoir une mauvaise utilisation et peut-être de permettre à certains de mieux spéculer tout simplement et dans certains endroits les schémas d'aménagement adoptés par le gouvernement sont déjà violés.
Je crois que le Parti Socialiste devrait penser à toute une politique de l'urbanisme à la fois générale et régionalisée et locale : le choix de la maison individuelle ou des grands ensembles à humaniser, le choix entre ville nouvelle

et agrandissement des villes, une conception de l'esthétique des villes, des quartiers, des grands ensembles, une meilleure connaissance des besoins des hommes pour mieux répondre à ses besoins dans les grands ensembles, la qualité des services et des transports, le problème de la centralisation des villes se posent aussi du point de vue administratif, culturel, commercial.
Il faudrait donner aux collectivités locales les moyens de mieux réaliser cet aménagement du cadre de la vie que cela n'a pu être fait depuis 20 ans, où il fallait surtout aller vite.
Il faudrait peut-être rechercher en même temps que les méthodes nouvelles de construction l'appropriation de l'architecture et de l'urbanisme, aux conditions locales et aux traditions. Il y a là un problème culturel essentiel, la défense de 1'originalité de la vie locale, contre le caractère anonyme de la civilisation moderne.
Il semble bien que le Parti Socialiste, plus que d'autres, ait une vocation à étudier et à résoudre ces questions. Il prétend arriver à une meilleure organisation de la vie collective au service des hommes, à une connaissance plus méthodique et plus scientifique, et là il y a un domaine où il faudrait explorer et étudier. Il pourrait, mieux que d'autres peut-être, amener un équilibre entre les mesures d'autorité nécessaires et le respect des libertés individuelles, également entre l'esprit technocratique et les responsabilités des collectivités locales, puisqu'il a là de nombreux élus locaux.
Je souhaite donc, pour ma part, qu'il y ait dans le plan d'action Socialiste un paragraphe, une page, consacrés à l'ensemble de ces problèmes-là, et qu'elle figure par exemple dans la thèse 2, schéma d'une société Socialiste.

Le président - Je remercie particulièrement l'orateur qui n'a pas épuisé son temps de parole. Je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades, je vais me limiter à quelques observations, et par là même à l'aspect critique du projet qui nous est proposé, sachant bien qu'en agissant ainsi je serai injuste, car je n'avais pas l'intention d'être uniquement critique, mais huit minutes c'est huit minutes.
Je suis le dernier en effet à pouvoir ignorer que ce qui est fait est bon, comparativement à ce que j'ai essayé souvent de faire et toujours raté ! Je veux dire que s'il y a des critiques à faire, elles tiennent essentiellement à une difficulté essentielle qui entraîne une erreur de départ : celle qui consiste à bien situer le plan d'action par rapport aux autres instruments du Parti.
Les instruments essentiels du Parti :
1°- La déclaration de principe ;
2°- Le plan d'action - et son nouveau vocabulaire (j'ai même la fierté de l'avoir proposé) ;
3°- Le programme.
Or, dans ce que j'ai entendu ce matin, j'ai pu me rendre compte que plusieurs camarades ignoraient tout de la déclaration de principe. Ils sont dans cette salle

Fondation Jean Jaurès

comme délégués de leur fédération, du moins ils l'ont dit, en n'ayant même pas lu une déclaration de principe simple, qui pourtant leur impose un certain nombre de connaissances, et je dois dire que dans le texte je trouve un mélange souvent curieux entre le programme et ce qui devrait être un plan d'action.
A mes yeux, il devrait y avoir un certain nombre d'étapes, que je vais rappeler très vite.
Le premier problème, pour nous tous, c'est de savoir si on est Socialiste. Si on n'est pas Socialiste, on n'a pas sa place dans cette salle, on n'a pas sa place dans nos rangs. Et on est Socialiste selon que l'on accepte ou non une certaine déclaration de principes qui a été acceptée par tous. On n'a pas le droit de la mettre en cause ; on a le droit, comme tout homme, de dire qu'on n'est pas d'accord, et dans ce cas-là on s'en va.
Secundo, une fois la déclaration de principes acceptée, - et qui pose, parmi ces principes, qu'on ne changera pas cette société si on ne met pas fin à un certain régime économique qui s'appelle le capitalisme, qui est bâti sur une certaine notion qui s'appelle la recherche du profit privé -, et si on n'est pas d'accord là-dessus on s'est encore trompé, mais si on est d'accord là-dessus, alors, il y a un effort que l'on doit tous ensemble faire, car, après, les nuances quant à la tactique, la méthode, peuvent être grandes. Et un effort qu'on doit tous faire, c'est d'essayer de savoir où en est le capitalisme, analyser le capitalisme moderne, celui de 1970, s'efforcer de voir si certaines formes d'aliénation n'ont pas disparu ou ne sont pas atténuées, mais s'il n'en est pas né d'autres, c'est chercher à voir comment d'autres hommes que nous, parfois des nôtres, ont essayé d'y répondre, donc étudier les différentes réponses au capitalisme, celles qu'ont essayé de fournir les Communistes, là où ils sont les maîtres, et dont je dis qu'elles ne nous satisfont pas, celles qu'ont essayé de fournir les Socialistes, là où ils ont été amenés à des postes de responsabilité, et dont je dis, malgré toutes les sottises que l'on entend sur le Socialisme suédois et les Socialismes divers, qu'aucune ne peut nous satisfaire... (applaudissements)... mais étudier ce qu'il y a de bon dans chacune et définir alors ce que peut être la réponse Socialiste. Et c'est là et seulement là que se situe la place du plan Socialiste.
Il s'agit à ce moment-là, lorsqu'on a défini cela, de voir comment, dans quel délai, par quelles méthodes, le plan Socialiste peut être mis en application. Plus loin, même, dans le plan, c'est là qu'intervient la stratégie, et c'est seulement en ce dernier terme, le dernier dans la chronologie de la recherche, et le premier dans l'application, qu'intervient le programme, qui n'est après tout qu'une tranche de plan.
Quand on a défini le plan, quand on sait où on veut aller, comment on veut y aller, eh bien, on dit : « Pendant 4 ans, 5 ans, 6 ans, voilà ce qu'on va faire, et voilà avec qui on va le faire ». Ce n'est plus un problème, ni de ce que l'on veut faire, ni comment on veut le faire, mais ce que l'on va faire dans un délai déterminé. Ce n'est plus un problème de stratégie, dans quel sens, avec quelle orientation, mais un problème de tactique. C'est là, et là seulement, que se posent les problèmes des alliances.
Oh ! Je suis bien obligé de dire que dans les propos, beaucoup plus que dans le

texte, j'ai trouvé beaucoup de salade, à mes yeux. Il faut donc, à mon avis, il aurait fallu, il faudrait - et je répète, je suis beaucoup plus critique que je ne voudrais l'être parce qu'il y a des points sur lesquels je suis d'accord avec ce qui est dit, seulement 8 minutes c'est 8 minutes - s'attaquer aux méthodes de la démocratie politique, et à un moment il va bien falloir choisir. C'est le reproche essentiel que je fais au passage qui touche à cela, c'est de ne pas choisir, ou, plus subtilement, de nous faire faire des choix sans nous l'avoir dit.
Je prends des exemples.
La démocratie politique - je ne parle que de celle-là pour l'instant - c'est-à-dire les institutions :
Dans le nouveau Parti Socialiste - ancien et nouveau confondus - on est présidentialiste ou on ne l'est pas, il faudra le dire. J'ai là-dessus une thèse. Je suis à fond contre l'élection au suffrage universel du Président de la République ; on n'est pas forcé d'être d'accord avec moi - heureusement, et j'ai l'habitude maintenant -, mais néanmoins il faudra choisir, et il ne faut pas que ça se passe par le biais qui consiste à dire : "On va, sur le plan électoral - et j'ai trouvé ça quelque part dans le texte - dire qu'il faudra aligner la durée des mandats". Pas sérieux ! Il faudra choisir, sur le plan même électoral évoqué ce matin.
Oui, notre vieil ami Weil Raynal... je sais bien qu'il est de bon ton de rire et de se moquer..., mais, réfléchissez tous, en votre âme et conscience - selon le vocable à la mode -, vous êtes bien sûr que le régime électoral n'est pas pour beaucoup, non seulement dans le système actuel mais même dans les difficultés que rencontre le Parti Socialiste, et dans les problèmes que nous avons à résoudre, y compris celui des alliances ?... Oui, mais il faudra trancher !
Je suis à fond contre le scrutin d'arrondissement, je suis habitué à être battu, je suis d'accord que vous soyez demain majoritaires pour le maintien du scrutin d'arrondissement, mais il faudra que vous le disiez, et non pas nous faire filer ça à travers un texte qui ne parle pas du fond.
Je suis assez régionaliste, à des conditions ! Et voilà que j'ai lu... (Ah ! ce coup-là, je suis obligé de dire que ce n'est pas dans le texte du plan d'action, c'est dans le programme, page 7) - tout à fait subrepticement, car il est dit, dans l'avant-propos que l'on a repris ce qui était dit dans les textes précédents, parce conséquent je n'avais pas lu jusqu'à maintenant, et ce matin, j'avais des loisirs, alors j'ai lu... et il est dit : « c'est une collectivité locale ». Vous êtes tous d'accord ? C'est une collectivité locale supplémentaire. Il y a la commune, il y a le département, et puis il y a la région. C'est une novation, mes camarades, ce n'est pas possible que ça se décide sans qu'il y ait eu une délibération là-dessus. Il est possible qu'en fin de compte ce soit ainsi décidé, mais pas sans une décision !
Je dis donc qu'il faudra, et là je rejoins le camarade Lenne avec lequel je me suis senti tellement d'accord ce matin, je crois qu'il faudra qu'il y ait, au Congrès d'avril, des décisions sur tous ces problèmes-là... mais je vais passer vite, sans quoi on va me dire : il n'y a plus qu'une minute.

Le président - Les 8 sont passées.

Guy Mollet - Soyez tranquilles, je n'irai pas au-delà.
Les outils de la démocratie économique, on en parle trop peu dans le texte, il faut les mettre.
La lutte contre les aliénations ! Les parties B et C du texte sont les meilleures.
Quant aux voies de combat et de passage, dans les Commissions D et E, je suis obligé de dire qu'alors tout est à revoir. Il y a une confusion absolument remarquable entre ce qui est programme et ce qui est plan d'action.
Mais, lisons simplement la liste. Je sais que je te mets dans une situation difficile, président, je m'en excuse...
Il faudrait étudier ce qu'il y a de valable sur certains problèmes, comme celui de la dictature du prolétariat. On va avoir le dialogue avec les Communistes sans avoir fixé notre position là-dessus.
La seule réponse tient dans une formule curieuse, ou des questions de règle du jeu. Ce n'est pas possible qu'on se satisfasse de cela. Il va falloir qu'on dise très clairement ce qu'est le problème des classes, qu'on leur réponde au problème de la lutte de classes ; il va falloir qu'on le dise.
Il va falloir qu'on dise très clairement si c'est vrai ou non qu'on est pour l'indexation. J'ai lu ça dans le texte ! Curieux !... Il va falloir qu'on dise si on est pour le contrat entre un gouvernement et les organisations syndicales, entre un parti politique et une organisation syndicale. Je suis pour un contrat, mais entre un gouvernement et des organisations syndicales cela s'appelle l'intégration du syndicalisme. Il faudra qu'on prenne position sur ces problèmes. C'est la raison pour laquelle je termine, je souhaite que les choix essentiels nous soient permis en avril.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Robert Fabre.

Robert Fabre

En régime Socialiste, une entreprise doit fabriquer des automobiles qui marchent, des souliers qui ne prennent pas l'eau, des robinets qui ne fuient pas ; en un mot, elle doit servir sa clientèle avec l'aide du plan, mais aussi en faisant preuve d'initiative. Cela, c'est le marché.
Et il faut aussi que l'entreprise ne se fasse pas « entuber » dans le prix et la qualité des fournitures qu'elle achète.
Je crois que ceci il faut le dire, il faut que le Socialisme en tienne compte, sinon c'est la mort du Socialisme, aussi bien du Socialisme de l'Est que du Socialisme Communiste que nous voulons faire ici, soit par inefficacité, soit qu'on renonce à l'extension du secteur de propriété publique par crainte de son inefficacité. Or, je souhaite et nous souhaitons tous l'extension du secteur de propriété publique, et le plus tôt possible, et le plus possible, y compris dans le secteur dit concurrentiel.
Les dogmatiques qui se croient très à gauche mais qui simplement ne sont pas au

Fondation Jean Jaurès

courant de l'évolution de la pensée économique dans les pays Communistes, ne comprennent pas le Socialisme de marché, et, d'un autre côté, les nouveaux Radicaux du Socialisme dit moderne s'opposent à l'extension du secteur de propriété publique, parce que, ignorant ce que serait, ce que c'est que le Socialisme de marché, ils ne croient pas à la possibilité d'entreprises Socialistes efficaces.

Je crois donc qu'il est très important de mettre l'accent sur le vocable et sur l'approfondissement de ce Socialisme démarché, car si on ne le faisait pas on renoncerait à construire quelque chose et on laisserait aussi le Socialisme de Parti se scinder en deux tendances dangereuses, ceux qui d'une manière où d'une autre nous ramèneront à l'état patron, et ceux qu'on a appelé les nouveaux Radicaux, qui en fin de compte ne feront pas de Socialisme du tout, et je pense que c'est ça en fin de compte à quoi on va arriver. Alors, voilà ce qu'on aurait pu, ce qu'on aurait dû écrire à mon avis dans le rapport du groupe A. Or, ça, on ne l'a pas écrit dans les rapports du groupe A, malgré les instances d'un certain nombre d'entre nous, et pourtant c'est le Socialisme de marché qui a inspiré la Yougoslavie, le printemps de Prague et des expériences déjà très poussées en URSS, et ailleurs. Il faut, à mon avis, employer le terme « Socialisme de marché » pour la rédaction du plan d'action Socialiste, tout en le précisant, en en indiquant les limites.

Car il y a le plan. Et ceci, d'autant plus que le camarade Savary, dans sa première conférence de presse du Lutétia, au mois de septembre, a annoncé la couleur :

"Nous voulons une économie publique de marché", a-t-il dit. Certains de nos camarades, tendance club Jean Moulin, Socialisme allemand, sont pour l'Europe, la liberté des échanges, la vérité des prix, donc pour le marché. Ils ont raison, et ils ont tort d'être contre l'appropriation publique des moyens de production. Ils sont contre l'extension de la propriété publique où ils voient tout un cortège de mesures telles que prix imposés, réglementation, contrôle des changes, fermeture des frontières, éminemment recul du niveau de vie.

Mais cette analyse ne prévaut que contre la planification centralisée et exécutée de façon détaillée, de type stalinien, dont les Soviétiques sont contraints de se débarrasser, et dont à mon avis la rédaction actuelle du rapport A risque d'amener la réintroduction. Par contre, ce reproche d'inefficacité et d'inadaptation à une société moderne évoluée, aux frontières ouvertes, ce reproche contre la propriété publique des moyens de production, ne prévaut pas, à mon avis, contre la planification décentralisée, contre la propriété publique des moyens de production dans un système de planification à gestion décentralisée. Là, je distingue entre le mot « planification » et le mot « gestion ». Je précise : élaboration démocratique et décentralisée de la planification, puis expression centralisée du plan, puis gestion décentralisée des entreprises dans les limites du plan.

Il y a en effet des macrodécisions qui ressortent de la planification, et des microdécisions qui sont du ressort de la gestion, c'est-à-dire de l'entreprise. D'ailleurs, sinon, on pourrait se demander à quoi rimerait l'autogestion, puisque

les autogestionnaires auraient des représentants de l'administration qui leur diraient ce qu'il faut acheter, ce qu'il faut vendre, et ce serait de la cogestion très fonctionnarisée.
Alors, ceci, il faut le dire, à mon avis. Le capitalisme privé a des stratégies d'autofinancement, de concentration, de fusion, qui empiètent à la fois sur les macrodécisions du plan et sur les microdécisions de l'entreprise. Je crois que ces chiffres faussent le plan en régime capitaliste.
Par contre, un vrai plan de vraie entreprise autonome pourrait exister avec un appareil de projets et de financement public qui se placerait au service du plan et des entreprises.
La séparation de la propriété de la gestion est éminemment souhaitable, c'est une étude que les économistes occidentaux font en ce moment, mais malgré toutes les histoires que l'on raconte, la séparation est une illusion, en fin de compte, en régime capitaliste. Par contre, le Socialisme peut séparer la propriété publique pour les choses essentielles, et la gestion, d'une manière générale, doit être une gestion entre les mains des travailleurs car, seul, l'Etat capitaliste est le seul capitaliste qui peut laisser la gestion libre.
Je crois que c'est une nouveauté.
Alors, cette idée d'un Etat qui serait, pour l'essentiel, propriétaire, sauf des cas particuliers, mais qui, pour l'essentiel ne serait pas patron, sauf des cas particuliers comme des services publics où l'Etat doit avoir absolument la main dessus, n'est-ce pas, cette idée est tellement nouvelle que beaucoup de camarades ont du mal à la comprendre.
J'en ai parlé avec de hauts fonctionnaires qui sont sous-directeurs dans des ministères ; ils ne voient pas très bien la nuance qu'il y a entre l'Etat propriétaire et l'Etat patron, alors, selon leur tendance, puisque l'Etat propriétaire est forcément patron, s'ils sont de la tendance droite, ils le rejettent en bloc, et, s'ils sont de la tendance gauche, ils s'en accommodent et, comme je viens de le dire, le Socialisme a été, pendant longtemps, dans une impasse à cause de cela, dans les seuls pays qui l'ont vraiment réalisé, car ils l'ont réalisé mal et l'impasse du Socialisme c'est qu'il y a des pays où il existe et où il est affreux, et des pays où il n'existe pas.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gadelle, Isère, ensuite Névache, Isère également.

Gadelle

Camarades, j'ai apprécié ce matin l'exposé de Denis Cépède, en particulier pour sa franchise et la part d'autocritique qu'il a contenu.
Reconnaissons cependant que cette autocritique s'est largement la nôtre, que ses thèses, nous en sommes tous collectivement responsables puisque nous étions tous appelés à sa participation ! Que chacun ici commence par faire son examen de conscience vis-à-vis de ce problème et vis-à-vis du caractère relativement insatisfaisant de pas mal d'aspects de ces thèses.
Je me permets cependant ici des remarques qui ne seront probablement que très

superficielles et personnelles ; vous m'en excuserez en considérant que les militants de l'Isère n'ont reçu le projet de texte que quelques jours avant la réunion d'aujourd'hui et qu'ils n'ont donc pas pu tenir toutes les discussions collectives qui auraient été nécessaires.
Là non plus je ne tiens pas à tirer sur le pianiste ; je pense que les camarades qui se sont occupés de la question ont eu des difficultés matérielles bien compréhensibles. Je souhaite cependant que les délais soient allongés avant le Congrès national où, là, il sera indispensable que nous venions dûment mandatés, après discussion démocratique dans les sections et dans les fédérations et que nous exposions autre chose que nos avis personnels, aussi intéressants pourraient-ils être.
Je me permets cependant quelques remarques en particulier, je suis effaré devant le caractère, devant la masse d'affirmations qui tiennent, à mon avis, essentiellement du vœu pieux dans ce projet de thèses pour le plan d'action Socialiste.
Par exemple, dans le travail globalement intéressant du combat, il y a quand même certains points gênants. Il ne suffit pas de parler avec des trémolos dans la voix ou des trémolos sous le stylographe des droits de l'enfant et de la famille sans dire comment on va les garantir, dans quel délai, par quels moyens ! Si c'est simplement pour en parler, il vaut mieux n'en rien dire, nous ne prêterons pas au moins à sourire.
(Applaudissements)
De même, je ne suis pas convaincu que nous assurerons la stabilité de la monnaie par un tour de passe-passe ou par des moyens aussi rudimentaires que l'indexation des salaires et des retraites sur le coût de la vie, aussi nécessaire que cette indexation pourrait être, ou par l'indexation de l'épargne sur le coût de la vie. Je suis donc hostile personnellement à, comme le fait le groupe « E », la nécessité de défendre la monnaie, surtout quand on parle, je cite : de la masse des épargnants dont nous aurons besoin.
Camarades, ce n'est pas cette masse d'épargnants, gros et même petits épargnants, qui soutiendront le Socialisme. A mon avis, ils feraient plutôt partie, en cette circonstance entre autres du Parti de la peur.
Enfin, je m'insurge, et là j'ai le sentiment d'être un peu sacrilège, vous m'en excuserez, je m'insurge contre la distinction, pourtant classique, et reprise par le groupe animé par Pierre Mauroy, entre l'exercice du pouvoir et la conquête du pouvoir.
La proclamation de cette différence me paraît un peu tragique, de ce que le Parti Socialiste accepterait d'exercer le pouvoir pour faire autre chose que mettre en place une société Socialiste !
Camarades, cette distinction pourrait aller jusqu'à la conséquence qui consisterait à être au pouvoir et à faire ce qu'on peut, au jour le jour, c'est-à-dire la politique de la Droite !... (Applaudissements)... qui a causé beaucoup de mal au Socialisme dans le passé.
Nous sommes ici aujourd'hui, nous serons à un Congrès au mois d'avril, pour éviter qu'il en soit ainsi dans l'avenir.

(Applaudissements)

Le président - Je remercie Gadelle de s'être tenu dans son temps de parole et je la donne à Guy Névache, également de l'Isère, ensuite à Staropoli.

Guy Névache

Camarades, je voudrais dire que j'ai trouvé que le document qui nous a été distribué, trop tardivement, était complet et passionnant, et les critiques que je vais lui apporter n'enlèvent rien à l'intérêt que j'ai trouvé à sa lecture.
Ces critiques, je voudrais que ce ne soit pas des critiques de détail car d'autres, beaucoup plus compétents que moi, sont déjà venu dire un certain nombre de points qu'il faudrait compléter avant qu'ils soient rendus publics ; je voudrais simplement, pendant quelques minutes, vous livrer une réflexion sur l'utilité de ce document dans notre société, dans le pays dans lequel nous vivons.
Pourquoi a-t-on entrepris ce document ?
Ce document, cette réflexion à laquelle nous avons décidé de nous livrer il y a plusieurs mois, nous n'avons pas décidé de la faire pour nous-mêmes seulement. Bien sûr, nous la devions à nous-mêmes d'abord, parce qu'il n'est pas honnête de faire de la politique sans avoir une idéologie, comme on ne va pas faire de politique sans un programme, et nous nous devions nous-mêmes de repenser une idéologie Socialiste ; de même, il n'était pas honnête de faire de la politique, de prétendre au pouvoir sans avoir revu notre idéologie. Nous devions donc cet effort à nous-mêmes.
Mais, nous le devions aussi aux autres, c'est-à-dire aux citoyens, à eux qui sont à la porte du Parti, qui ne se décident pas à y entrer, à ceux qui ne se décident pas toujours à voter pour nous, à tous ceux pour lesquels nous manquons de crédibilité et je voudrais que l'on repense quelques instants à cela : nous avons entrepris cette réflexion et ce document pour ouvrir une crédibilité plus grande à l'opinion publique.
Dans quelle situation nous trouvons-nous, en effet ?
Eh bien, en deux mots, le Parti Communiste, comme nous-mêmes, nous nous trouvons dans une situation extrêmement inconfortable car nous manquons de référence, nous manquons de modèle.
En ce qui concerne les Communistes, la crise importante du Communisme soviétique de ces dernières années et de son économie notamment, fait qu'ils manquent de référence, qu'il ne peut plus se raccrocher à un grand modèle et que ses leaders sont gênés aujourd'hui, et nous nous trouvons pratiquement, en tant que Socialistes, dans une situation encore plus grave : nous n'avons pas de modèle à proposer, nous n'avons pas dans le monde une société Socialiste indiscutable et exemplaire que nous pourrions donner comme référence et qui pourrait assurer notre crédibilité à l'égard de l'opinion publique.
Alors, la démarche du plan d'action Socialiste, c'était de nous redonner cette crédibilité en offrant une doctrine repensée, revue et corrigée.
Pour cela, il faut que nous pensions donc essentiellement, non seulement aux questions que nous nous posons nous-mêmes, mais aussi aux questions que se

posent les citoyens.
Il est important que le document que nous élaborerons ne soit pas seulement un document qui nous donne satisfaction, mais soit un document qui donne satisfaction aux citoyens de ce pays, en répondant aux grandes interrogations de cette époque, et ces grandes interrogations de cette époque, je crains qu'un certain nombre soit oublié dans le document distribué.
Ce que je propose comme méthode de réflexion, c'est la méthode suivante :
- Tout d'abord, un certain nombre de gens qui vivent dans nos pays occidentaux ne sont pas sensibles autant que nous le sommes nous-mêmes, aux défauts du capitalisme.
Ce capitalisme, en effet, incontestablement, pendant une certaine période, qui a été "sa" période dans l'histoire, a apporté des progrès, des progrès techniques importants et un surcroit important de consommation qui a estompé ses inconvénients majeurs, et un certain nombre de gens, il faut bien se le dire, aujourd'hui ne sont pas tellement sensibles et pas tant que nous le sommes en tout cas, aux inconvénients d'une économie de profit.
Par conséquent, il faudrait que nous fassions face à ce capitalisme qui est flamboyant, comme on le disait ce matin, mais qui se porte encore très bien, que nous fassions une critique de ce capitalisme beaucoup plus musclée, beaucoup plus moderne que celle qu'il y a dans ce document.
Je souhaiterais qu'on revoie cette partie fondamentale en ce qui concerne l'audience que nous aurons dans la population.
Camarades, je voudrais que nous en prenions conscience et ce n'est pas seulement tout ce que nous avons dit ce matin, mais c'est surtout les échecs humains du capitalisme, et je crois que le document qu'on nous a distribué ne parle pas assez de ces échecs humains, ne parle pas assez de ces aspects humains du problème.
Les aspects humains de l'échec du capitalisme, c'est le désarroi des jeunes, c'est l'abandon des vieillards, c'est la détérioration de l'environnement dans lequel nous vivons et que Deixonne a bien fait d'évoquer ce matin, c'est la vie urbaine qui devient de plus en plus impossible, c'est la pénurie dans certains secteurs alors que d'autres sont surabondants et, en face de cette critique des échecs du capitalisme, sur le plan humain, nous pouvons, bien entendu, dresser aussi une critique extrêmement violente des échecs du Communisme, sur le plan humain, et il n'est pas nécessaire d'y insister, sur le mépris de l'individu, les contraintes qui pèsent sur lui et tout un certain nombre de critiques qu'on peut faire contre ce genre de régime-là où il existe.
Alors, en face de ces critiques, qui démontreront qu'il y a autre chose à trouver et à construire, nous, nous pouvons dire, nous pouvons prétendre, nous pouvons croire et expliquer que nous sommes la chance de l'humanité pour demain. Nous devons expliquer que l'individu, face à la société moderne, peut et doit se défendre, qu'il a des garanties, qu'il peut, qu'il doit exiger et que le Socialisme démocratique est le mieux placé pour lui apporter.
Je trouve que le document distribué ne parle pas assez de cet aspect des problèmes, le problème de l'autorité, le problème des appareils, le problème de

Fondation Jean Jaurès

la démocratie, le problème de la vie de l'individu dans la société industrielle ; tout ceci devrait être abordé d'une façon beaucoup plus complète dans ce document pour répondre aux interrogations majeures de cette époque.
Et les conditions de tout ceci, c'est un examen plus approfondi sur un certain nombre de plans que je ne fais qu'effleurer, sur l'urbanisme, l'environnement et sa protection, la culture Socialiste, les loisirs en régime Socialiste, la protection de la nature, la jeunesse, le 3ème âge, tous points qui me paraissent sous évalués dans le document qui nous a été distribué.
Je conclus pour vous dire que ce document, qui me paraît être le résultat d'une réflexion déjà importante, je souhaiterais que nous le revoyions tous, en considérant qu'il doit essentiellement, non seulement répondre à des problèmes que nous nous posions déjà il y a dix ou cinq ans, mais qu'il doit répondre aux problèmes que les citoyens dans leur ensemble se posent aujourd'hui.
Ce document ne doit pas être celui que nous aurions fait en 1966 ou en 1967, nous avons tenu compte dans ce document des enseignements de 1968, nous devons, dans ce document tenir compte des aspirations des populations et nous devons, je crois, appeler à la réflexion autour de ses thèmes lorsque nous aurons terminé notre travail, des camarades qui ne sont pas encore engagés et qui, peut-être, nous apporteront un éclairage nouveau sur l'ensemble des points que j'ai évoqués.
J'avais également noté, et j'aurais pu vous en faire part si je n'avais pas été limité par le temps, un certain nombre d'aspects de détail des questions évoquées dans ce document qui me paraissaient insuffisants, mais je préfère pour ne pas vous ennuyer plus longtemps, de remettre cela à l'examen des Commissions qui auront lieu dans quelques heures.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Staropoli et, ensuite, Brard, Indre-et-Loire.

Staropoli

Mes chers camarades, ce matin le camarade Cépède, en nous expliquant qu'il avait reçu un nombre relativement réduit de réponses des sections à son plan Socialiste, m'a donné mauvaise conscience. Il a énuméré quelques-unes des raisons qui expliquent peut-être pourquoi nos sections paraissent s'être désintéressées de ce problème. Elles sont valables.
Me sera-t-il permis de lui signaler qu'il en est une dont il n'a pas parlé et qui est peut-être la plus importante, c'est que les différents travaux des groupes ont été présentés dans un langage quelque peu ésotérique, une espèce de jargon de technicien - le mot jargon n'a aucune valeur péjorative - mais un langage qui, peut-être, a paru incompréhensible à un grand nombre de nos camarades.
D'autre part, les thèmes qui sont traités dans les 5 parties se recoupent, il y a des interférences et, comme l'a fait remarquer notre camarade Guy Mollet, il est probable que la réflexion de nos adhérents de base n'a pas pu se porter avec fruit sur certains problèmes bien circonscrits.
Quand nous avons tenu notre Conseil fédéral, le 22 janvier, je crois, et qu'on a

Fondation Jean Jaurès

demandé pour étudier ce plan quels étaient les camarades qui s'y étaient intéressés, j'ai eu la surprise de constater que, sur une quarantaine de militants responsables de sections, secrétaires de sections, qui assistaient à ce conseil fédéral, pas plus de 4 ou 5 camarades avaient eu le courage d'affronter la lecture des cinq groupes. C'était très court !
Nous avons réussi à réunir, une semaine plus tard, un groupe de travail, nous avons désigné des rapporteurs et nous avons essayé d'apporter notre modeste concours à l'élaboration de ce plan Socialiste.
Nous reconnaissons le travail accompli par nos camarades, travail immense, on vous en a parlé, il a fallu faire une synthèse d'un nombre considérable de pages qui ont été produites par des militants, par des camarades de diverses origines. Le résultat qui nous a été communiqué dans le document n°7 nous paraît tout de même bien meilleur que l'esquisse qui avait été présentée au départ.
Cependant, nous voulons signaler dans cette intervention un point ou deux, après notre camarade, qui nous paraissent mériter une étude plus approfondie.
Le premier concerne la politique étrangère du Parti Socialiste.
J'ai trouvé l'intervention de notre camarade Chandernagor ce matin fort pertinente, une fois n'est pas coutume. Je crois effectivement que, telles que le groupe de travail les a formulées, certaines de nos thèses sur la politique étrangère paraissent dangereuses.
Vouloir, avec quelques mots, trancher sur l'appartenance de la France au Pacte Atlantique et espérer que par notre retrait du Pacte Atlantique nous contribuerons à la désagrégation des pouvoirs constitués, nous paraît une utopie.
Il est certain que nous savons tous l'inconvénient que présentent ces deux blocs figés qui, dans un premier temps s'observent avec plus ou moins de malveillance, qui dans un deuxième temps risquent de s'affronter, mais nous ne croyons absolument pas que le fait pour la France de quitter le groupe Atlantique arrangerait la situation ipso facto.
Nous n'oublions pas qu'actuellement le groupe de Varsovie a retrouvé une nouvelle vie depuis deux ou trois ans, que c'est en application de ce Pacte de Varsovie que nous avons assisté d'abord à l'exclusion de la Yougoslavie en 1948, ensuite à l'écrasement de la révolution hongroise en 1956 et, tout récemment bien sûr l'expédition des groupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.
Par conséquent nous avons nettement conscience que, s'il est nécessaire d'essayer d'obtenir un affaiblissement de ces groupes, en attendant leur disparition, il faut procéder par étapes et avec circonspection.
D'autre part, certaines expressions dans l'analyse de cette politique étrangère nous paraissent dangereuses et ambiguës, je pense par exemple à cet internationalisme prolétarien que l'on met en vedette dans l'étude du groupe A. N'oublions pas que c'est en application de cet internationalisme prolétarien que l'URSS est intervenue tout récemment en Tchécoslovaquie.
Par conséquent nous demandons que nous soyons prudents dans l'expression, dans l'emploi de certaines expressions et notamment de celle-là.
On parle d'équilibre nucléaire. Peut-on dire exactement ce qu'est l'équilibre

Fondation Jean Jaurès

nucléaire ?
Considère-t-on qu'il y a actuellement équilibre parce que deux puissances seulement possèdent un arsenal nucléaire susceptible de détruire chacun plusieurs fois la planète...

Le président - Je te demande de bien vouloir conclure, il n'y a plus qu'une minute.

Staropoli - Je vais conclure.
Nous considérons que cet équilibre nucléaire est extrêmement fragile, que d'abord il est un substratum à l'existence de ces groupes qui risquent de s'affronter et que, enfin, il n'est pas dit que demain la Chine ne viendra pas mêler sa voix à ce concert, concert fortement désagréable, et nous ne savons pas où cela pourra nous conduire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Brard, Indre-et-Loire.

Jean-Pierre Brard

Je n'utiliserai pas totalement mon temps de parole, d'abord parce que les moins jeunes supportent moins bien les banquets que les autres, et aussi parce que je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit Guy Mollet.
Je voudrais cependant dire deux choses :
D'abord je reprends un reproche de Cépède, que la discussion n'ait pas été suivie comme elle aurait dû l'être dans les fédérations. C'est sans doute parce que dans certaines fédérations il fallait installer les sections, car dans certaines fédérations il fallait faire la fusion de toutes les familles, notamment celles ou les Conventionnels adhéraient et dans celles où les Conventionnels adhéraient tous les gens de l'UGCF adhéraient, cela prenait je crois un certain temps, qu'il valait mieux je crois prendre sur les discussions que sur le plan d'action.
Et je crois aussi que si la discussion sur le plan d'action n'a pas été suivie, c'est aussi par suite d'un défaut de méthode.
Dans la motion du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, il était fait allusion à la nécessité de rencontres Socialistes. Je ne sais pas où cela en est, mais pour les rencontres Socialistes j'ai l'impression que cela a été oublié. Il me semble, alors que l'on parle de planification démocratique, qu'il faudrait y associer tous les gens, tous les travailleurs, les rencontres Socialistes auraient dû être l'occasion d'associer massivement les travailleurs à l'élaboration du plan d'action Socialiste.
(Applaudissements)
Pour intervenir sur le reste, je n'entrerai pas dans les détails puisque c'est du domaine du débat en Commissions, mais Guy Mollet a évoqué un point intéressant, indiquant que certains ont accepté du bout des lèvres la déclaration de principe et veulent se servir du plan d'action Socialiste pour mettre, passez-moi le mot, des peaux de banane dans le débat, avec le Parti Communiste.

Fondation Jean-Jaurès

Car en effet, ce plan d'action Socialiste, et il faudra être honnêtes vis-à-vis des militants qui ne sont pas agrégés de philosophie ni économistes, a des conséquences. Car, si les militants à Issy-les-Moulineaux, ont choisi une stratégie de l'unité de la Gauche, c'est parce que, en fonction de la lutte des classes, ils pensent qu'avec les Communistes seuls ils pourront faire une réforme de structures.
Quand Chandernagor a dit au Palais d'Orsay, ou je ne sais plus où, que le Socialisme devrait s'orienter vers la municipalisation des sols qui devient mobilisation des sols et quand il parle de nationalisation qui devient encadrement, alors là je dis que c'est extrêmement grave. Peut-être qu'il va nous dire le contraire de ce qu'il nous disait ce matin, que là il ne faisait pas allusion à la lettre du Socialisme, mais à l'esprit, mais je dis, camarades, qu'il faut faire très attention dans ce débat du plan d'action Socialiste, car certains veulent s'en servir pour mettre, je le répète, des peaux de banane dans le débat avec les Communistes.
(Applaudissements)
Quant à l'intervention du camarade responsable sur les voies de passage vers le Socialisme, il y a quelque chose de grave, il me semble, car ce camarade parle des nationalisations sans finalement avoir donné de directives, il me semble que si nous voulons des nationalisations il faut se situer par rapport au point de non-retour vers le Socialisme, et finalement par rapport au secteur économique public prédominant, car i1 y a des nationalisations de droite et il faut le dire. La SNCF en est un exemple.
En effet, quand le système capitaliste et quand les firmes privées sentent que les bénéfices ne sont plus suffisants sur certains points, mais que des choses lui sont nécessaires pour le fonctionnement du système capitaliste, alors à ce moment-là il accepte que le service public se substitue au service privé car cela ferait payer à la collectivité justement le prix du service nationalisé. Ce sont là je crois des choses qu'il faut dire car, pour les nationalisations, il faut avoir une ligne directrice.
Enfin, j'en terminerai en rappelant ce que j'ai dit tout à l'heure, faisons très attention, camarades, car certains veulent se servir du plan d'action Socialiste pour renverser l'orientation du Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Martinet, Finistère.

Gilles Martinet

Le camarade Barel, rapporteur du groupe B nous a dit à peu près ceci tout à l'heure : les agriculteurs coûtent trop cher aux travailleurs, il faut avoir le courage de le dire, de toute manière ces gens -là ne votent jamais pour nous, ils ne voteront jamais pour nous.
J'avais espéré que cette phrase était une boutade, mais de toute manière cela me paraît être une manière proprement scandaleuse de régler le problème agricole.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Je représente ici une région, la Basse Bretagne, qui a démontré et démontre tous les jours qu'une large minorité pouvait être convaincue du bienfondé des solutions Socialistes.
Permettez-moi d'évoquer par exemple la mémoire de notre camarade Socialiste Tanguy-Prigent dont la longue vie militante... (applaudissements)... a démontré qu'il était à la fois au-delà de toutes les étiquettes, profondément Socialiste et en contact permanent avec le monde paysan.
En effet, l'idée que la terre appartient plus à celui qui la cultive qu'à celui qui la possède légalement, au sens capitaliste, commence à se faire jour et dans les manifestations paysannes que nous voyons en Bretagne, non seulement nous voyons cette idée poindre, prendre corps, mais même des organisations paysannes dans leur action en font la démonstration tous les jours.
Il y a moins de quinze jours, sans la région de Scaër, dans le Sud-Finistère, une manifestation s'est attaquée à la vente d'une terre qui allait spolier de son moyen de travail un fermier qui n'était pas propriétaire. Une telle manifestation s'est reproduite il y a huit jours, dans la petite localité de Blobenech.
Ces manifestations étaient organisées par le CDJA et donc par un mouvement qui est directement en prise avec une large part de la population paysanne.
Notre camarade Leplé, Secrétaire fédéral de la région du Finistère, a organisé il y a huit jours une réunion dans un petit village de cinq cents habitants, appelé Saint-Main, au nom du Parti et il a eu à cette réunion une quarantaine de personnes sur 500 habitants. C'est dire qu'évidemment ces 40 paysans ne sont certainement pas Socialistes, mais ils sont perméables à nos idées et qu'ils sont loin de nous rejeter en bloc.
En tous cas c'est une très mauvaise tactique que d'affirmer à priori que ces gens-là ne voteront jamais pour nous.
(Applaudissements)
Je n'entrerai pas dans le détail du problème agricole mais il est clair que les paysans sont confrontés actuellement à des problèmes qui tiennent au mécanisme même du capitalisme. Ils sont propriétaires, certes, pour la plupart d'entre eux, de terres qui valent extrêmement cher, mais qu'ils sont incapables de monnayer et cet énorme capital qui est à leur disposition ne leur rapporte pas la modique somme qui leur permette de vivre sur cette terre. Et la génération suivante se pose des problèmes, ceux qui vaudraient même rester sur cette terre ne pourront pas emprunter les sommes colossales qui leur permettraient d'avoir une propriété de taille rentable.
Ce n'est donc pas en deux mots que l'on peut régler le problème agricole et le problème paysan. Une étude très très approfondie doit être faite dans le cadre du plan d'action Socialiste.
Le deuxième point sur lequel je voulais insister et qui me paraît également très faible dans ce qui a été dit et écrit par le rapporteur du groupe E, il s'agit de l'éducation nationale.
Je n'entrerai pas dans le détail, parce que dans cette salle comme dans le Parti, il y a beaucoup de militants qui sont des enseignants et qui participent aussi à la vie syndicale enseignante.

Disons simplement que les phrases telles que : réorganisation de l'enseignement secondaire, sont extrêmement vagues et ambiguës. Réorganiser quoi ? Comment ? Sur quels principes ?
Le texte ne fait aucune allusion à la laïcité, il faudrait au moins une définition et une finalité de la laïcité telle que nous l'entendons. C'est tout de même important sur le plan de l'action Socialiste.
Il n'est fait aucune allusion à une politique de la recherche, c'est pourtant tout à fait fondamental dans une société Socialiste et dans une société moderne.
Enfin, l'intégration de l'enseignement supérieur alors moi je suis de l'enseignement supérieur, je ne comprends pas ce terme « intégration » de qui ? A quoi ? Qu'on nous l'explique.
Ce texte est extrêmement vague et il faut absolument le préciser.
(Applaudissements)

Le président - Jaumouillé, pour huit minutes.

Claude Jaumouillé

Camarades, il ne peut être question en 8 minutes, d'étudier tous les moyens du combat Socialiste, je vais simplement essayer de dégager les principes qui devront animer notre action et envisager quelques points particuliers.
Deux affirmations : pour nous le combat Socialiste se déroule au sein même du Parti et en dehors de celui-ci.
Dans son fonctionnement, le Parti doit particulièrement veiller au respect de la démocratie interne, à la mise en place d'une organisation efficace et à la définition de méthodes d'action adaptées à notre temps.
L'expérience montre que le respect d'une démocratie réelle exige plusieurs conditions :
- La séparation des fonctions d'administration des fonctions politiques,
- La restriction du cumul des mandats,
- La limitation de leur durée,
- La libre expression et la libre diffusion de toutes les opinions,
- La publication au moins à l'intérieur du Parti des débats, discussions, prises de positions et votes de chacun se déroulant au sein des Congrès, conseils, assemblées, réunions des organismes dirigeants et cela à tous les niveaux, en particulier nationaux et fédéraux.

Il est en effet démoralisant pour un militant de ne devoir connaître que grâce à une presse étrangère au Parti et souvent hostile ou à des confidences plus ou moins orientées, les problèmes évoqués et les positions soutenues.
La démocratie, ce n'est pas seulement de désigner en toute liberté formelle ses dirigeants tous les deux ans, mais de participer sans cesse à la vie réelle du Parti et en particulier d'être informé de ce qui se passe concrètement dans les sphères dites supérieures.
Cette publicité des débats permettrait notamment aux militants de se prononcer sur les problèmes importants en toute connaissance de cause, et d'apprécier au vu des positions respectivement prises, l'attitude des camarades à qui on fait

Fondation Jean-Jaurès

confiance.
Par les réactions qu'elles provoqueraient, ces informations donneraient aussi une image plus fidèle de l'opinion de la masse et feraient que cette dernière serait plus respectée.
Une organisation efficace pose inévitablement le problème de la discipline à l'intérieur du Parti. La totale liberté de pensée et d'expression qui doit s'exercer au grand jour, a comme corollaire que tous les militants, y compris les minoritaires, doivent être complètement et spontanément au service du Parti.
A l'extérieur du Parti la discipline doit être très stricte, et en particulier il ne saurait être question de remettre en cause, par la parole, les cris ou l'action, les décisions démocratiquement prises.
Il va de soi que cette discipline interne et externe s'impose particulièrement aux élus responsables. Ils doivent également rendre compte périodiquement de leur mandat, tant politique qu'administratif, les méthodes d'action doivent être sans cesse adaptées aux fonctions modernes de la lutte politique.
A ce sujet il y a lieu de souligner notamment la nécessité pour les militants, d'acquérir et de développer leur connaissance théorique et concrète de tous les problèmes actuels, ce qui suppose la mise à la disposition des militants d'une documentation portant sur l'ensemble des problèmes nationaux, régionaux et locaux.
Nous pouvons constater qu'un effort important, depuis la création du nouveau Parti Socialiste, a été fait par nos dirigeants actuels. Il serait absolument indispensable qu'une partie de cette documentation soit utilisable dans un but de propagande permanente, élections mais aussi recrutement, c'est-à-dire touchant les problèmes qui intéressent directement les citoyens, tels que les problèmes de l'agriculture, des petits commerçants, de la hausse des prix, de la pression fiscale, des fermetures d'usines, de l'emploi, de la construction, etc.
Cette documentation devra surtout être concrète et à la portée de la grande masse des citoyens. Outre la documentation écrite - périodiques et dossiers - il serait intéressant d'organiser des rencontres, journées d'information et d'études, tout particulièrement sur les problèmes régionaux, l'insertion effective dans les structures et la vie du Parti, de groupes d'études et de recherches locaux, régionaux et nationaux, la participation active des militants dans toutes les organisations collectives, syndicats, coopératives, mutuelles, mouvements de jeunes, associations de locataires, de parents d'élèves, etc., la reconnaissance du caractère non exclusif de la voie parlementaire comme moyen de la prise du pouvoir, ce qui implique de suivre attentivement l'évolution des divers facteurs de la vie publique, l'étude de toutes les possibilités et la définition de l'attitude à adopter dans chaque cas de façon à ne plus subir à nouveau les événements, mais au contraire de les contrôler et d'en tirer profit.
Les moyens du combat Socialiste n'étant pas exclusivement les problèmes de la vie interne du Parti, notre effort de réflexion doit également porter sur le programme fondamental, la stratégie et la tactique.

Le président - Tu n'as plus qu'une minute.

Collection Jean Jaurès

Claude Jaumouille - L'esprit du programme fondamental est résumé dans la déclaration de principe visée à l'article 3 des statuts nationaux.
Au point de vue de la stratégie, il ne faut jamais perdre de vue que la constitution du Parti Socialiste, regroupant tous les éléments conscients et organisés de la Gauche Socialiste, est devenue l'impératif le plus pressant pour assurer le passage de la France au Socialisme.
En effet, pour renverser les équipes conservatrices et réactionnaires actuellement au pouvoir, il faudra l'union de toute la Gauche Socialiste et Communiste. Or, une alliance de toute la Gauche n'a de chance de conquérir le pouvoir que si elle n'apparaît pas aux yeux de l'opinion publique, dominée par les Communistes. Seule l'union organique de la Gauche Socialiste répond à ce défi, de même que seule l'union de toutes les familles...

Le président - Ton temps de parole est terminé.

Claude Jaumouille - ...pour attirer les 700 ou 800 000 jeunes qui chaque année arrivent à l'âge électoral et qui vont, dans quelques années, bouleverser le corps électoral. Nous devons en tenir compte et nous pensons que c'est à inscrire dans notre stratégie.
(Applaudissements)

Le président (André Boulloche)

Camarades, le débat sur le plan d'action est maintenant terminé et avant de passer la parole à Denis Cépède j'ai quelques communications à vous faire.
D'abord, je pense que le Conseil national sera d'accord avec moi pour adresser ses profonds remerciements à notre camarade Coutrot pour l'accueil qu'il nous a fait, aussi bien en ce qui concerne le Conseil national lui-même qu'en ce qui concerne tout ce qui se passe autour de lui.
Je pense que tous vous partagez la profonde admiration que le maire que je suis a éprouvé devant ce magnifique monument, ces superbes locaux.
(Applaudissements)
J'ai, par ailleurs, deux communications pénibles à vous faire. Nos camarades représentant la fédération de l'Ariège viennent de nous faire savoir que leur Secrétaire fédéral, le camarade Labeur, avait été victime d'un accident de voiture en venant au Conseil national et que Mme Labeur a été mortellement blessée dans cet accident.
D'autre part, le Secrétaire fédéral du Gers, notre camarade Moco vient de perdre son fils de 20 ans et ne peut pas assister à nos débats.
Je pense que le Conseil national sera unanime pour demander à notre Premier Secrétaire, Alain Savary, d'être notre interprète auprès de nos camarades et de leurs fédérations respectives, pour leur apporter toutes nos condoléances et toute notre sympathie au sein de la grande famille socialiste.
Nous allons maintenant passer à la constitution des Commissions de travail sur le plan d'action Socialiste et je donne à cet effet la parole à Denis Cépède.

Collection Jean-Jaurès

Denis Cépède

Camarades, avant de vous faire quelques propositions, je voudrais vous faire part de la satisfaction que nous avons éprouvée à constater la longueur et l'intérêt du débat auquel a donné lieu le plan d'action Socialiste.
Pour vous en donner une preuve, je ne vous cacherai pas qu'hier soir je pensais que je devrais aussi intervenir en tant que militant sur ce plan d'action, mais comme j'ai entendu bien des choses que j'aurais aimé observer, et qu'il est maintenant plus de 17h15, je vous dispenserai d'un long discours.
Je pense, d'autre part, que ce débat a bien auguré des travaux de nos Commissions. Je dois dire au Conseil national que c'est plus de 100 camarades qui ont accepté de venir travaillé avec nous, ce qui présente immédiatement une difficulté car étant donné le nombre que nous sommes dans la salle, nous risquerions de vider le Conseil national si nous engagions immédiatement le débat de ces Commissions. C'est pourquoi je vous propose que celles-ci se tiennent seulement à partir de 18h30.
D'autre part, il a paru utile qu'avant d'envisager que les Commissions elles-mêmes se subdivisent en groupes de travail plus précis, il faille constituer non pas cinq Commissions retrouvant les découpages du plan d'action Socialiste, mais deux Commissions qui, je le répète, auront la possibilité de se subdiviser.
Une Commission regrouperait les camarades qui se sont proposés de travailler plus spécialement sur les thèses formulées par le groupe A, le groupe B et le groupe C, et dont on peut résumer les travaux sous le titre suivant : analyse de la situation du capitalisme et des objectifs du combat Socialiste.
Je vous propose de demander à notre camarade Taddéi de prendre la responsabilité de cette Commission qui pourra organiser elle-même son travail.
De même, on pourrait regrouper le groupe D et le groupe E sous un titre général qui serait : définition du Parti, de ses moyens et de l'itinéraire du combat Socialiste, et dont je vous demande de me permettre d'animer les discussions
Voilà les propositions que je voulais vous faire.

Le président - S'il y a des objections à ces propositions, je vous demande de les formuler.
S'il n'y en a pas, ces propositions sont adoptées et par conséquent les deux Commissions qui viennent d'être définies par Denis Cépède se réuniront à 18h30 dans les salles qui, je le suppose, seront fléchées et indiquées.
La parole est maintenant à Ernest Cazelles qui doit vous faire une communication sur l'organisation de nos débats.

Ernest Cazelles - Mes chers camarades, le débat sur le plan d'action Socialiste étant terminé, nous allons entamer le débat propre au Conseil national.
Au nom du secrétariat et du bureau du Conseil national je propose que la séance de ce soir se poursuive jusqu'à 21h ce qui éviterait une séance de nuit jusqu'à 23h, comportant des difficultés de liaison énormes pour rentrer à Paris.
Demain matin le débat sera continué de 9h30 à 12h et pour permettre

l'organisation de ce débat, étant donné que le nombre d'inscrits est déjà important sur l'ensemble de ce débat, je propose que l'on suspende la séance pendant dix minutes seulement, c'est-à-dire que le débat commencera à 17h30.
Il commencera par le rapport de Baranton sur la Commission de vérification des mandats.
Et Alain Savary prendra immédiatement la parole pour ouvrir le débat sur le Conseil national proprement dit.

Le président - Puisqu'il n'y a pas d'objection aux propositions de Cazelles, la séance est suspendue pendant 10 minutes et reprendra à 17h30.

(La séance, suspendue à 17h20, est reprise à 17h40)

Le président - La séance est reprise.
Je donne la parole à Barenton pour vous faire le rapport de la Commission de vérification des mandats.

Barenton

Camarades, votre Commission de vérification des mandats a procédé, fédération par fédération, à l'examen des comptes de la trésorerie nationale, elle a constaté l'exactitude de ces comptes faits en application des articles 30 et 31 des statuts.
Je les rappelle :
Article 30 - Pour le calcul du nombre de mandats et de délégués dont elle dispose, chaque fédération a droit à une représentation proportionnelle au nombre de ses membres cotisants. Les mandats sont calculés sur la moyenne des feuillets de cotisation et des timbres délivrés au cours des deux années précédentes. Ceci est évidemment valable pour l'avenir. Dans les votes politiques au Congrès, au Conseil national, la fédération dispose d'une voix nationale de droit et d'une voix par 25 adhérents régulièrement recensés dans son département s'étant acquittés de leur cotisation annuelle.
Article 31 - Pour les l'élection des membres aux organismes centraux, les délégués votent à titre personnel. Le nombre des délégués est établi de la manière suivante :
1 délégué pour un nombre de cotisants compris entre 50 et 100 adhérents,
2 délégués pour un nombre de cotisants compris entre 100 et 250 adhérents,
1 pour 250 délégués supplémentaires et éventuellement 1 délégué pour la dernière fraction inférieure à 250 et égale ou supérieure à 125.
Dans les délibérations du Congrès national et du Conseil national, le vote par mandats est de droit s'il est réclamé par le dixième des délégués.
Ce calcul conduit à un total de mandats de 2 445.
En conséquence, votre Commission demande au Conseil national d'accepter ses conclusions.

Le président - Vous avez entendu les propositions de la Commission de vérification des mandats. Il n'y a pas d'objections ?

Fondation Jean-Jaurès

Elles sont adoptées.
Nous abordons maintenant les débats du Conseil national proprement dits portant sur :
A°) l'appréciation de l'action des organismes centraux du Parti Socialiste,
B°) la tactique électorale pour les élections cantonales.
Il n'y aura pas deux débats séparés, mais un seul portant sur ces deux questions.
Comme il avait été annoncé tout à l'heure, les orateurs dans ce débat général se sont fait inscrire, et l'inscription est d'ores et déjà close.
Le débat a été organisé, les temps de parole ont été répartis. Le débat va se poursuivre aujourd'hui jusqu'à 21h et il reprendra ensuite à 9h30 demain jusqu'à midi.
Dans la discussion générale, la parole est à Alain Savary.

Alain Savary

Camarades, avant de parler tactique et action politique immédiate, et avant que, conformément aux règles démocratiques de notre Parti, vous nous disiez si le Comité directeur a loyalement et efficacement rempli le mandat dont le Congrès d'Issy-les-Moulineaux les avaient chargés, je voudrais rappeler quelques idées fondamentales qui motivent nos efforts et qui constituent la base même sur laquelle a été fondé le Parti, car l'offensive contre le Socialisme a pris progressivement, depuis notre Congrès d'Issy-les-Moulineaux, une forme nouvelle, plus insidieuse et sans doute plus dangereuse.
Du temps du gaullisme, on mettait moins en cause l'existence du Socialisme que l'existence d'un Parti Socialiste. Le gaullisme, vide de tout autre contenu doctrinal que le nationalisme, affectait peu d'intérêt pour nos thèses ; parfois il feignait d'en admettre la justesse sur certains points. Mais il condamnait l'existence même des Partis politiques et, comme la Gauche avait naturellement mieux résisté que la Droite à ses entreprises, c'est à l'existence même de nos organisations qu'il en avait.
Nous ne sommes plus au temps du gaullisme. Comme nous l'avions dit à Issy, le départ du général de Gaulle a mis à nu la réalité du pouvoir que détient la coalition des conservateurs du contre et à la Droite. Et l'attaque contre le Socialisme est devenue plus directe et plus franche.
M. Debré ne se propose plus de dépolitiser l'essentiel national. M. Chaban Delmas lance et relance inlassablement, en dépit des démentis que lui inflige la réalité, le thème de la nouvelle société ; ses amis politiques et les journalistes financiers l'accompagnent d'une critique de fond sur l'existence même du Socialisme.
Dans le même temps, servie par une assimilation abusive entre les projets du Socialisme français et la structure économique des pays de l'Est, se développe une offensive renouvelée du libéralisme économique. Un nouveau patronat de techniciens, habile à utiliser tous les vocables qui nous viennent d'outre Atlantique, s'efforce de donner du libéralisme une image d'avant-garde, séduisante pour la jeunesse. Et naturellement, ceux des centristes qui n'ont pas encore rejoint la majorité s'efforcent de s'identifier à ce courant idéologique.

Congrès Jean Jaurès

On nous dit : laissez au vestiaire vos préoccupations et vos préjugés doctrinaux ; voyez la France telle qu'elle est et ne nous parlez plus de Socialisme ; parlez-nous plutôt de bonne gestion et de réformes prudentes !
Camarades, c'est à nous de faire voir la France telle qu'elle est.
Le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs s'est amélioré, c'est bien évident, mais à quel prix ? Des horaires de travail parmi les plus longs d'Europe, alors que les salaires sont parmi les plus bas du marché commun, un coût de la vie parmi les plus élevés et une charge fiscale de plus en plus lourde, les logements chers et médiocres, des services publics et des équipements collectifs insuffisants ou archaïques, la dépendance complète à l'égard des décisions patronales, bref l'impossibilité de mener la vie digne et équilibrée que la civilisation industrielle devrait rendre possible.
Et puis, est-il vrai que le sort de tous les travailleurs s'est amélioré ? Il n'est pas besoin d'insister sur le sort des travailleurs immigrés, étrangers, voués à l'insécurité et à l'exploitation la plus sordide. Mais il faut rappeler aussi le sort des laissés pour compte de la société nouvelle : petits paysans et artisans, femmes soumises à la discrimination des salaires, jeunes sans travail, parce que mal qualifiés par un système d'éducation inadapté, vieux travailleurs sans ressources, régions entières où les salaires se maintiennent péniblement au niveau du SMIG.
La vérité, c'est que la France est un des pays d'Europe où l'inégalité sociale est la plus grande et où cette inégalité, de revenus, l'inégalité de chances et de pouvoirs exerce le plus d'influence sur les transformations que l'évolution des techniques et de l'industrie que la nouvelle révolution industrielle provoque nécessairement.
Le pouvoir est détenu presque sans partage dans notre pays par les mandataires des milieux d'affaires. Il n'existe même pas les contrepoids qui jouent, dans d'autres pays capitalistes, un rôle fondamental pour la défense des classes populaires : syndicats puissants, coopératives, collectivités locales dotées de moyens et de compétences réels.
Cette domination exclusive est d'autant plus grave qu'elle coïncide avec de profondes transformations de la structure économique et avec un important mouvement d'urbanisation. Si nous sommes dans l'impossibilité de la contester rapidement, la figure même de notre pays sera modelée et pour longtemps de la façon la plus désastreuse : nos villes resteront telles qu'elles auront été dessinées par les intérêts d'une minorité.
Et les Socialistes ne voient dans les démarches du pouvoir rien qui contredise cette crainte. Je ne reviendrai pas ici sur l'analyse critique que nous avons déjà faite de la nouvelle société, à la suite du discours-programme du Premier Ministre qui nous promettait une imitation, du reste médiocre, de la société américaine. La réalité, c'est l'action de M. Chalandon, prêt à livrer le sort de 14 millions de parisiens de l'an 2 000 aux initiatives des spéculateurs et poussant à la privatisation de larges pans des secteurs publics.
La vérité, c'est l'action de M. Marcellin, car c'est souvent le ministre de l'Intérieur qui exprime la vérité d'un pouvoir ; or, la philosophie de ce

personnage parait tenir dans les propos qu'il tenait récemment devant le Conseil général du Morbihan :
« Certains veulent détruire la société libérale fondée sur la libre initiative, la liberté et la propriété privée. Les tribunaux ont le devoir de les punir de façon exemplaire conformément à la loi républicaine ».
Il est clair que dans ces conditions la réalisation des idéaux du Socialisme passe en France par un renversement de majorité gouvernementale et par des réformes de structures profondes, c'est-à-dire qui touchent aux bases même du régime économique et social actuel.
Un changement de majorité ne doit pas seulement être apprécié en termes d'étiquettes politiques, mais en termes de base sociale de la majorité et de contrat politique.
Notre but est ainsi et aussi de faire accéder au pouvoir des représentants élus des travailleurs à la place des mandataires, conscients ou résignés, de la classe qui a intérêt à la conservation de l'ordre existant.
Un tel changement est la condition indispensable à toute transformation de la société. Nous devons éviter que se propage l'idée démobilisatrice suivant laquelle la véritable opposition réside désormais dans les syndicats et qui conduit soit à abandonner le combat politique, soit à tenter de noyauter les syndicats.
Le combat politique et le combat syndical sont deux aspects indissociables et complémentaires de la lutte Socialiste ; dans notre pays, il n'y a pas eu d'époque de victoire politique durable sans puissance syndicale, et réciproquement les syndicats ont toujours été faibles quand les Partis de gauche l'étaient aussi ; mais ces deux combats ont chacun leurs objectifs et leurs fonctions propres. Nul ne peut se substituer à l'autre.
Camarades, j'avais envisagé de vous faire quelques propositions dans le débat sur le plan d'action Socialiste, mais je ne voudrais pas différer le débat politique que nous devons avoir et je me contenterai de quelques brèves remarques à cet égard.
Tout d'abord, il me faut relever les déclarations de notre camarade Beral, je crois qu'il a dépassé ce que nous pouvons penser. Nous ne sommes pas les défenseurs inconditionnels de tout ce qui est petit dans ce pays, mais le Socialisme a également pouvoir de prendre en charge et de proposer des solutions pour tous ceux qui sont les victimes des nécessaires mutations de société, et passer d'un trait sur le sort des paysans, et j'ajoute, sur le sort des petits commerçants, c'est, sans faire du néo-Poujadisme de gauche, qui ne sera jamais notre position, aller à l'encontre, non seulement de nos idéaux Socialistes, mais également de nos devoirs de Socialistes.
(Vifs applaudissements)
Et ensuite, sur le débat qui a eu lieu depuis ce matin, je voudrais souligner qu'il était fatal qu'il y ait quelques confusions entre les divers plans, la doctrine, le programme immédiat et le plan d'action lui-même.
A la vérité, camarades, tous ceux qui ont contribué à ce travail, et je leur rends hommage, se sont jetés à l'eau dans des conditions difficiles, sachant que cette

Fondation Jean-Jaurès

journée d'information permettrait justement d'avoir déjà quelques corrections, quelques rectifications quant à la méthode et quant aux propositions.
Et je précise que les thèmes qui ont été soumis, et je reviendrai sur un certain nombre d'entre eux tout à l'heure, sont le fruit d'un travail libre, non contrôlé, et qui n'engage pas le Parti en tant que tel tant que le Parti n'en aura pas délibéré et n'aura pris ses décisions lors du prochain Congrès.
Il faut souligner aussi qu'il y aura un effort de discipline et de méthode supplémentaire à faire pour ce prochain Congrès. Ce sera déjà très beau, camarades, si nous parvenons à faire dans ce court délai un vrai plan d'action Socialiste limité à cette seule ambition.
Ayons donc ce souci de ne pas vouloir régler simultanément ce qui est domaine du programme et non pas du plan d'action, ayons également le souci de ne pas faire trancher par le Parti, dans une journée trop large, des problèmes qui passeraient inaperçus dans leur fonds et dans leurs conséquences et qui mériteraient en tant que tels des débats, soit de Conseils nationaux ultérieurs, suit de Congrès ultérieurs.
Ce sont les deux seules remarques que je voudrais faire sur le problème du plan d'action Socialiste.
Je voudrais ajouter quelques considérations sur les problèmes de politique étrangère.
Camarades, nous sommes des internationalistes, c'est-à-dire que sans rien renier du cadre national, nous ne le concevons que comme un moyen de contribuer à une œuvre qui le dépasse.
Nous voulons maintenir la paix, ce qui nous conduit à répudier les gestes provocateurs, nés d'une volonté nationaliste, ou simplement de l'ignorance des rapports réels entre les nations.
Nous voulons parallèlement participer de façon véritable à réduire l'inégalité entre les peuples.
Ces quelques idées simples devraient trouver aisément leur application dans les grands problèmes.
Nous ne pouvons ni nous ne voulons ignorer la force des liens économiques qui se développent à une vitesse croissante entre les nations, et plus particulièrement entre les nations industrielles. Mais il ne faut pas que ces liens aboutissent à créer entre ces nations des situations de dépendance et c'est pourquoi le cadre européen peut être le moyen de contribuer à l'éviter.
Depuis qu'il est devenu inconcevable que les Etats d'Europe occidentale se livrent à des conflits armés, chose proprement impensable pour les hommes, il y a encore trente ans, les conditions sont réunies pour bâtir un ensemble économique et politique qui joue un rôle international réel.
C'est pourquoi nous sommes engagés dans l'édification européenne.
Pas davantage, nous ne pouvons ignorer les réalités issues de la dernière guerre et de la puissance atomique des Etats-Unis et de l'URSS, mais nous ne pouvons accepter que ces réalités conduisent à un maintien d'un équilibre fragile qui repose exclusivement sur la volonté ou la bonne volonté de ces deux grandes puissances.

Fondation Jean Jaurès

C'est pourquoi nous sommes favorables à toutes les initiatives qui, en y associant ces deux puissances, peuvent permettre d'aboutir à la dissolution simultanée des blocs militaires, au renforcement de l'autorité des organismes internationaux et au développement du désarment.
A ce propos, je vaudrais préciser que j'ai entendu ce matin avec surprise le passage relatif à la politique étrangère que le plan d'action prévoyait pour le Parti. D'abord, les détails sont tels qu'ils n'ont pas la place dans le plan d'action. Ensuite, les rédacteurs ont oublié que le Comité directeur, en fonction du mandat que le Congrès d'Issy lui avait confié, a mis à jour le programme immédiat, a réaffirmé en ce domaine la politique telle qu'elle avait été prévue par la fédération, c'est-à-dire que nous sommes pour la désintégration, la dissolution simultanée et progressive des voies militaires dans la mesure où une organisation internationale s'y substituera.
Rien donc permet, quelles que soient même les conditions de fond, qui sont réelles, surtout au lendemain de l'affaire de Tchécoslovaquie, de laisser penser que le Parti Socialiste s'orienterait vers une action unilatérale de déséquilibre à l'endroit du seul Pacte Atlantique, les deux problèmes sont liés et seront menés de pair sans qu'il y ait déséquilibre accepté de quelque manière que ce soit par les responsables du Parti.
(Applaudissements)
D'autre part, nous savons que malheureusement des conflits se déroulent encore dans divers pays du tiers monde. Là, notre attitude doit être impartiale, car on ne contribue pas à la paix en soutenant inconditionnellement l'une ou l'autre des parties en cause. Cette impartialité nous dicte également une attitude extrêmement critique à l'égard des interventions des grandes puissances qui, par calcul stratégique, expansionniste, commercial ou impérialiste, politique, participent directement ou indirectement comme on l'a vu au Biafra, aux conflits.
Il est clair également qu'au Vietnam dans les conditions telles qu'elles sont devenues, la paix ne se rétablira pas si les Américains ne sont pas décidés à retirer leurs troupes, quoi qu'il puisse leur en coûter, d'un pays qui leur est étranger.
Il est clair également qu'au Moyen-Orient, tout acte qui contribue à l'armement de l'un des protagonistes, écarte d'un règlement pacifique. Le rôle des grandes puissances devrait être de faciliter l'accord entre les dirigeants d'Israël et les Palestiniens et les gouvernements arabes.
A l'égard de ces problèmes le Parti a à deux reprises condamné la scandaleuse politique gouvernementale de livraison de mirages à la Lybie.
Camarades, nous devons dénoncer le fond de cette affaire, nous devons également en dénoncer la forme, hypocrite, sournoise, par laquelle on est parti de l'annonce de 15 actions pour en arriver aujourd'hui à 110 avions dont manifestement, le gouvernement libyen n'a pas le besoin et est hors d'état de se servir.
Nous devons dénoncer cette action du gouvernement français, qui contribue à l'escalade et au risque de développement du conflit au Moyen-Orient, au lieu de

mener une politique qui permettrait de contribuer à la paix.
(Applaudissements)
Camarades, je me contenterai donc de faire ces deux seules remarques sur la politique étrangère.
Dans nos principes d'Issy-les-Moulineaux, je crois qu'on peut rappeler trois grandes directions :
Le Congrès nous a demandé d'œuvrer à l'unification complète des Socialistes, de rechercher l'union de la Gauche, axe essentiel de notre stratégie, et en même temps de ne pas exclure de nos démarches des hommes qui se rattachent à d'autres forces démocratiques et qui, par leurs actes, contestent certains effets du régime capitaliste.
La direction du Parti, élue à Issy-les-Moulineaux, s'est attachée à travailler dans ces trois directions,, Je ne m'étendrai pas sur nos efforts de réunification. Vous avez su à la fois, par nos publications et les nouvelles de la presse, les réactions de nos partenaires et les difficultés que nous avons rencontrées.
Malgré ces difficultés, nous devons poursuivre nos efforts, spécialement vers la convention des institutions républicaines, pour parvenir à des progrès, avec la double préoccupation de trouver les méthodes démocratiques acceptables pour les deux organisations, qui conduiraient à l'unification, sans, à aucun moment, compromettre la construction déjà réalisé dans le Parti et par le Parti.
Voilà, camarades, la double préoccupation qui nous guidera dans la recherche de cette nécessaire unité, en particulier envers la convention des institutions républicaines.
A l'égard du PSU, on ne peut se montrer que plus perplexe. Certains points de ses thèses peuvent nous rapprocher, mais son recrutement, en particulier, le conduit à user d'un langage qui nous semble masquer beaucoup de confusion, et le fait qu'il ait adopté une stratégie d'alliance exclusive avec les groupes gauchistes, nous conduit à voir mal où cette tactique le conduira. Il a en tous cas refusé toute perspective de recherche d'unité avec nous. Nous ne pouvons qu'en prendre acte, en espérant que notre développement et notre action serviront de modèle et d'exemple à tous ceux qui peuvent être encore attachés à certains aspects qui ont séduit les jeunes générations dans l'action du PSU.
C'est pourquoi, vis-à-vis de nos partenaires, la poursuite de notre effort de rénovation est essentielle. Elle est déjà avancée, mais elle ne peut se poursuivre qu'au prix d'un travail dont les responsables à tous les niveaux savent qu'il est souvent ingrat, peu spectaculaire, qu'il ne donne pas lieu tous les jours à des communiqués flamboyants et à des déclarations fracassantes à la presse.
Cela peut paraître dans l'immédiat nous placer en situation d'infériorité, mais nous pensons que finalement seul le sérieux paiera.
Et c'est pourquoi nous sommes persuadés que, plus que toute initiative ou toute négociation, le sérieux de notre comportement nous permettra de parvenir à l'unité des Socialistes. Et c'est aussi parce que nous nous présentons et que nous nous présenterons comme un parti sérieux, conscient des responsabilités qui reposent sur la plus importante, et de beaucoup, des organisations Socialistes françaises, c'est-à-dire la nôtre, que nous avons, par notre communiqué commun

du 18 décembre avec le Parti Communiste Français relancé sur des bases réelles le mouvement pour l'union de la Gauche.
Nous nous sommes refusé à tout propos qui nous aurait engagés dans une voie que nous n'aurions pas été certains de pouvoir suivre jusqu'au bout, mais nous avons voulu aller aussi loin que les circonstances le permettaient.
Nous ne sommes pas des démagogues, et nous ne croyons pas que parler constamment de l'union de la Gauche la fasse progresser dans la réalité. Et nous ne voulons signer que des textes que nous puissions appliquer.
Camarades, il y a eu ce premier texte, ce premier communiqué commun, qui a été adopté par le Comité directeur, par 43 voix, 5 contre et 2 abstentions. Ensuite, le Parti Communiste, qui avait informé nos délégations de son intention d'avoir des conversations, en ce qui le concernait, avec d'autres formations de gauche, nous a fait des propositions de rencontre commune. Nous nous sommes refusés à cette rencontre pour des questions de fond. Car le but de cette rencontre était enfin de nous conduire à discuter d'un programme commun que le Congrès d'Issy-les-Moulineaux avait formellement repoussé, puisqu'il avait repoussé un amendement proposé dans ce sens.
Et c'est pourquoi nous avons décliné l'invitation du Parti Communiste français à cet égard.
D'autre part, camarades, nous avons admis le principe de riposte commune à des actes politiques réactionnaires du gouvernement. Là aussi, à la suite d'un échange de lettres, nous avons eu l'occasion de préciser notre position au Parti Communiste français.
Il ne s'agit pas, il ne peut s'agir, sous prétexte de riposte commune, d'arriver à ce qui serait en négatif ce que le programme commun comporterait en positif. Nous avons écrit que nous étions prêts à discuter de riposte commune en en fixant l'objet et les modalités d'application. Et s'il parait important que dans la lutte contre la réaction les forces de gauche recherchent les thèmes de répliques communes, nous pouvons ajouter que la manière dont ces répliques seront conçues et appliquées est importante pour l'avenir. Si nos partenaires, en particulier le Parti Communiste français, respecte l'objet de ces répliques, les modalités convenues en commun, c'est-à-dire s'il respecte les conventions, alors on pourra dire que c'est un premier point favorable pour l'avenir. Si au contraire, soit dans les objets, soit dans les méthodes, il tente de déborder le Parti, on pourra dire qu'il contribuera à renforcer le point de vue de ceux qui sont, soit hostiles, soit sceptiques, sur l'opportunité ou la possibilité des répliques communes, le Parti devant à travers tout cela garder son autonomie et son identité.
Voilà le cadre dans lequel ces répliques communes ont été convenues et dans lequel les responsables du Parti les rechercheront et les appliqueront.
Camarades, on nous dit parfois que dans ce dialogue notre effort se heurtera à de graves difficultés. Chacun en est conscient. On le dit, « le PC n'a pas changé, il est resté très stalinien. S'il pouvait ressembler au Parti Communiste italien »... Nous ne pensons pas que de telles analyses, qu'on les juge profondes ou superficielles, justes ou inexactes, justifient le moindre abandon de nos efforts.

Fondation Jean Jaurès

Un Parti politique, même aussi structuré que le Parti Communiste français, n'est pas un être métaphysique, indépendant du contexte politique et social, et poursuivant imperturbablement ses buts. Le Parti Communiste est contraint de se déterminer en fonction des données de la situation générale dans laquelle il est placé et que nos initiatives, comme notre rénovation interne, modifient.
En ouvrant, comme nous le ferons, un dialogue sans complaisance avec le Parti Communiste, nous avons la volonté de donner au Parti Communiste la possibilité de faire choix d'une ligne qui permette un progrès de la démocratie Socialiste dans ce pays. C'est à lui qu'il appartiendra de faire savoir s'il peut accepter les conditions fondamentales qui président à l'union, ou s'il préfère stériliser, au profit en définitive de la Droite, ceux qui lui font confiance.
Le Congrès de Nanterre, qui se termine aujourd'hui, constitue-t-il à cet égard une réponse définitive dont la condamnation des thèses de Garaudy serait un des éléments ?
Certes, le souci de mobiliser les militants, souci inhérent à tout Congrès, ne peut justifier la volonté satisfaite, et parfois péremptoire, avec laquelle les Communistes français analysent la situation du monde qui nous entoure. Il y a là immobilisme d'analyse et de pensée.
Par contre, l'affaire tchécoslovaque et la nécessité dans laquelle les dirigeants Communistes se sont trouvés de réexpliquer le centralisme démocratique mis en cause publiquement à l'intérieur du Parti, démontrent que ce Parti ne peut pas se couper de la vie. C'est à nous de faire en sorte que le débat ne retombe pas. Hier, Georges Marchais déclarait à des journalistes que le Parti Communiste français a changé, change et changera encore. Nous disons : comment, vers quoi, et jusqu'où ? Cela dépend certes de lui, de la vie, mais aussi, camarades, de nous. Et voilà pourquoi le dialogue doit s'instaurer.
(Applaudissements)
Camarades, nous poursuivons également le dialogue avec les autres forces démocratiques, qui est du reste mentionné dans le communiqué du 18 décembre, et je voudrais souligner que certains passages de ce communiqué reprennent non seulement l'esprit, mais la lettre des motions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, en touchant les catégories qui ne sont pas Socialistes ou Communistes.
Mais quelles forces ?
Le centrisme a maintenant deux faces :
- Celle des élus du PDR.
- Celles des anciens militants du MRP rassemblés dans le centre démocrate.
Les premiers, les élus, se rallient petit à petit à la majorité et justifient ainsi les analyses du Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
Les autres, qui représentent d'ailleurs de moins en moins dans le pays, pour beaucoup se refusent à toute stratégie pouvant conduire au pouvoir une majorité de gauche.
Le centrisme existe sans doute encore dans la classe politique, mais on peut se demander s'il en reste encore beaucoup dans le peuple.
(Applaudissements)
En tous cas, ce n'est pas en fonction d'étiquettes, mais en fonction

d'engagements précis que nous pourrons déterminer le comportement du Parti envers tel ou tel homme qui voudrait se rapprocher de notre action.
Nous sommes, d'autre part, très attentifs à ce qui se passe au Parti Radical. Les Radicaux, camarades, sont des alliés naturels, et les récentes déclarations de leur président et de leur Secrétaire général, concernant leur attitude vis-à-vis du Parti Socialiste, répondent à ce que nous avons de notre côté affirmé dès le Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
En ce qui concerne le manifeste du Parti Radical, il est important et utile qu'il condamne certains aspects les plus néfastes du capitalisme. On a écrit qu'il nous embarrassait, qu'il nous déborderait sur la gauche. Je ne vois pas en quoi il nous déborderait et en quoi il pourrait nous embarrasser. Mais le Parti, à la vérité, ne pourra porter de jugement qu'à l'issue du Congrès du Parti Radical du 15 février, après un examen approfondi des objectifs, certes, mais aussi des moyens qui seront retenus pour atteindre ces objectifs.
C'est en fonction de cette analyse que notre organisation pourra déterminer les termes de coopération, nécessaires, utiles et possibles, avec le Parti Radical. Au moment de la discussion, je ne crois pas qu'il soit possible d'aller au-delà de ce commentaire.
Camarades, j'ai parlé des autres, mais rien ne doit nous faire oublier que notre Parti a pour première tâche, première ambition, et pour premier devoir, d'être et de se renforcer, et que nous n'existerons pas en fonction de nos rapports avec les autres, mais en fonction de ce que nous serons et de ce que nous ferons. Et c'est pourquoi, très rapidement - dernière partie de cette intervention - je voudrais rendre compte au Conseil national de ce que le Comité directeur a entrepris. Je le ferai brièvement pour certains points, me réservant d'intervenir sur des questions qui les intéressent.
Tout d'abord, le problème des jeunes. Les étudiants Socialistes sont en place. Le 12 avril il y aura la réunion constitutive des jeunesses Socialistes. D'autre part, le Comité directeur du Parti a retenu le principe de rencontres Socialistes régionales, et des dernières nouvelles qui nous parviennent il apparait que nous pourrons, d'ici les vacances scolaires, tenir 4 ou 5 rencontres régionales utiles, et pour le Parti, et pour son rayonnement et pour l'approvisionnement de ses cadres.
D'autre part, dans nos nouvelles structures, nous avions prévu l'association, au Parti, de clubs ou organisations spécialisées et des contrats d'association ont été passés ou sont en voie de l'être avec cinq d'entre elles.
Là aussi, camarades, je pense qu'il faut à la fois tirer tout le bénéfice des recherches que ces organisations peuvent faire, mais également faire en sorte qu'elles ne puissent d'aucune manière, et par une espèce d'instinct ou de force, arriver à se substituer au Parti lui-même dans la définition de ses options politiques.
Il faut que la vie, là aussi, fasse son œuvre, et que l'expérience montre comment nous mettrons en place ces organisations, comment le Parti en tirera le bénéfice qu'il en escompte, et comment nous éviterons les quelques dangers qui résulteraient d'une mauvaise interprétation de la part de certains responsables, à

leur insu, mais sur lesquels, le moment venu, nous serons appelés à faire des mises en garde nécessaires.
Camarades, un autre problème, et très préoccupant, c'est celui de l'information et de la presse.
A Suresnes, nous avions dit, avec quelques regrets, mais quelle nécessité, qu'il était nécessaire de suspendre la parution du « Populaire ». Une Commission s'est penchée sur le problème et elle a travaillé ; ses propositions vous seront prochainement soumises.
Car, je voudrais souligner un fait, qui s'inscrit d'ailleurs dans ce que doit être notre parti. Le Parti aura la presse qu'il voudra avoir et qu'il soutiendra et qu'il appuiera. La presse du Parti ne vivra pas de façon artificielle et en dehors du Parti et, camarades, dans ce domaine, où les nécessités de l'information se présentent à notre esprit, il faut aussi souligner les extraordinaires difficultés de la presse dans son ensemble.
Nous lisions encore ce matin que la presse britannique, dans son ensemble, connaissait une crise profonde en raison de la baisse du tirage et de la diminution de la publicité. C'est pourquoi, dans les propositions que nous vous ferons, nous tiendrons compte de la nécessité de rechercher le possible et de ne pas engager le Parti dans une voie qui ne correspondrait pas à ses moyens et à sa volonté.
Le plus rapidement possible, des propositions concrètes seront faites à cet égard mais, en attendant, nous recherchons les moyens de développer la diffusion du Bulletin intérieur et de la Documentation Socialiste, de telle manière que de nombreux militants, plus nombreux qu'aujourd'hui, la reçoivent si possible tous les militants, et qu'elle devienne un véhicule non seulement d'irrigation à partir du Parti, mais également un moyen de circulation interne du Parti, afin que les sections et les camarades puissent s'exprimer, même dans des positions divergentes. Ce sera le début de la discussion interne au Parti.
Camarades, un seul mot sur les responsables sectoriels qui ont été mis en place. Pour répondre à Maurice Deixonne et à d'autres camarades qui s'en sont préoccupé, le Comité directeur a désigné comme un des responsables sectoriels, un camarade chargé des problèmes de défense de la nature, et nous espérons qu'avec lui, autour de lui s'établira l'action nécessaire revendiquée en ce domaine.
Camarades, nous avions un autre mandat qui était de prendre contact avec les organisations syndicales, à la fois pour l'élaboration du plan d'action Socialiste et également pour procéder à des discussions sur les problèmes de conjoncture.
Ces contacts ont été pris et il importe, très rapidement de les étendre aux organisations agricoles et également aux mouvements de coopération.
Des rendez-vous sont déjà pris à et effet.
Un aspect très important de l'affirmation de l'identité du Parti était dans le rétablissement de ses relations internationales : demande d'adhésion à l'Internationale socialiste et contact avec d'autres Partis.
D'abord, dans le cadre du bureau de liaison des 6 pays du marché commun, et dans une rencontre bilatérale avec le Parti Socialiste allemand, qui sera

prochainement suivie d'une rencontre avec le Labour Party et d'autres organisations Socialistes. Nous avons, là, réaffirmé notre engagement, notre attachement à la construction européenne, mais nous avons également souhaité que, tout en parachevant la construction technique d'abord un effort accru soit fait en faveur de la socialisation de l'Europe.

Ce problème a été évoqué ce matin dans les débats et, certes, nous ne pouvons pas subordonner la poursuite de la construction européenne à un acquiescement de tous nos partenaires dans la construction d'une Europe Socialiste, mais nous devons faire pression et ne pas nous priver du droit et des moyens de diffuser nos idées sur la dimension Socialiste de la construction européenne et je dois à la vérité, parlant devant un Conseil national, de dire que si nous avons pu, lors de la rencontre avec les camarades allemands, apprécier à la fois l'importance de leur victoire démocratique à l'intérieur de l'Allemagne fédérale, l'importance et la lucidité de l'ouverture vers l'Est, nous n'avons pas recueilli des échos des plus encourageants sur même le seul problème d'une analyse commune des investissements américains dans ce pays. C'est dire que, dans cette Europe à construire, notre tâche ne sera pas facile. Encore une fois, il n'est pas question de retourner au thème du Socialisme dans le seul pays qui aurait tourné le dos à la fois aux réalités économiques et également à ce que nous avons tous entrepris en commun, mais d'insister sur les difficultés que nous rencontrons.

Dernier point, je voudrais souligner que, conformément aux décisions du Congrès d'lssy, le Parti a mis en place son groupe parlementaire, grâce au concours des présidents, nos camarades du Sénat, Courrière, et de l'Assemblée Nationale, Gaston Defferre.

Cela a posé à l'époque quelques problèmes, mais l'affaire a été résolue comme le Congrès l'avait décidé, grâce au concours de tous eux qui ont voulu être fidèles à la décision du Parti.

Camarades, il nous reste beaucoup à faire et je voudrais souligner 3 points concrets qui me paraissent devoir attirer l'attention du Parti car, en dehors de la recherche du plan d'action Socialiste, en dehors du programme immédiat, ils se poseront dans la pratique et ils nous amènent des questions fréquentes.

Le premier, c'est celui de la région et de la régionalisation, en fonction plus particulièrement de l'échéance électorale de 1971, où nous devons être amenés à dire l'ensemble des positions du Parti sur les structures des collectivités locales et leurs rapports avec des régions à déterminer.

Il faudra peut-être que le Parti prévoit une assise extraordinaire qui soit habilitée pour dire la loi du Parti en ce domaine, de même également que pour le problème capital de l'Entreprise.

Nous ne sommes pas en mesure de répondre au nom du Parti lorsqu'il faut juger du bien-fondé ou du mal fondé des concentrations, en termes d'intérêts économiques. Nous ne sommes pas habilités à répondre sur les problèmes de la gestion et chacun sait qu'à la fois la définition des théories Socialistes, de la pratique sociale et également problèmes qu'on nous pose dans la vie courante, ce sont des questions que les travailleurs et les non travailleurs nous posent : que proposez-vous pour les entreprises ? Quelle sera la différence avec le sort actuel

des travailleurs ?
Voici deux points, camarades, qui me paraissent être à l'ordre du jour des prises de position qui s'imposent au Parti, en dehors même des autres procédures.
Et pour continuer, en ce qui concerne la définition de notre politique dans ce dernier domaine, je voudrais lancer un appel au Parti pour que, le plus rapidement possible, soient mises en place, dans toutes les fédérations, les structures concernant les salariés.
Camarades, nous sommes handicapés par l'inexistence de ces structures au niveau départemental et au niveau national, lorsqu'il s'agit de prendre position pour le Parti dans les questions très importantes comme celle d'EDF, récemment, des contrats de style Berliet. Nous n'avons pas, en tant que conseil, la représentation qui convient auprès du Parti, et nous n'avons pas non plus les moyens d'agir dans la lutte et les combats quotidiens, et c'est sur cela que je voudrais terminer.
Camarades, j'ai entendu, ce matin, la réflexion de Coutrot, disant : on éprouve un sentiment de timidité dans le comportement du Parti.
Il est possible que nous ayons des reproches à encourir à cet égard, mais je voudrais préciser qu'il y a aussi, de notre part, une réserve qui tient au fait que nous devons concilier l'efficacité avec la démocratie et que les débats mêmes de ce matin ont démontré que, sur de nombreuses questions, nul n'était habilité à dire la loi du Parti tant qu'elle n'aurait pas été déterminée démocratiquement, et c'est pourquoi, alors qu'instinctivement nous avons des réponses à fournir, nous sommes tenus d'attendre que le Parti ait pu trancher pour proposer aux camarades, aux militants les thèmes de combat.
Ce retard, que nous sommes en train de combler, une fois rattrapé, après la phase de mise en place des fédérations, après la phase de mise en place des structures d'études et d'action du Parti, il importera que le Parti sorte de lui-même et participe à la lutte : lutte électorale - nous en parlerons - mais également lutte tout court et qu'il sorte, le aussi, peut-être d'une espèce de complexe et de timidité auxquels les événements de 1969 ne sont pas étrangers mais dont nous pouvons d'ores et déjà dire que nous avons le droit d'affirmer qu'ils sont surmontés et que nous pouvons repartir au combat vers l'avenir et non pas handicapés par le passé.
Camarades, ceci me paraît très important, si nous voulons trouver notre équilibre et notre cohérence entre tous les types d'action qui sont ceux d'un parti démocratique :
L'action parlementaire, la lutte dans les élections, mais également la lutte dans la vie quotidienne.
Je crois, camarades, que nous sommes à un moment où nous pouvons entreprendre ces luttes.
Le Parti est en place, mais je ne voudrais pas cacher qu'il a encore des faiblesses. Nous avons encore trop de fédérations où le Parti est encore très faible et où la vie fédérale est quasi théorique.
Sans doute faudra-t-il plus d'entraide entre les fédérations déjà installées et celles qui ne le sont pas ; faudra-t-il aussi que tous les militants, parlementaires

et autres, ayant consacré leurs premiers efforts à la mise en place de leur propres structures, se mettent maintenant à la disposition de l'ensemble du Parti pour que nous redressions la situation là où elle doit l'être.
(Applaudissements)
Voilà, camarades, le compte rendu que je voulais vous faire.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Grisset, Yvelines.

Grisset

Chers camarades, se répéter soi-même, répéter ce que d'autres ont déjà dit à satiété, comporte, dans certains cas, une vertu nécessaire d'efficience et, lorsqu'il s'agit de la vie, de l'avenir du Parti Socialiste, cette insistance doit être considérée comme parfaitement salutaire.
Mon intervention est bien, en effet, de renouveler l'appel à l'unité des formations Socialistes éparses, cette unité tant de fois souhaitée et tant de fois manquée, par la faute sans doute de différenciations artificielles des tendances, accentuées par le caractère des hommes responsables; ce sentiment inavouable de concurrence peut relever de toute une histoire qui pourrait seule s'éclairer de la petite histoire.
Je pense qu'il est inutile de redire combien la formation d'un ensemble Socialiste cohérent, répondant aux aspirations profondes du Parti, plus importantes qu'on ne le croit du peuple français, serait, sur tous les plans, une opération s'inspirant non seulement des besoins logiques mais encore à une nécessité historique.
La condition fondamentale, il faut le souligner, de la réussite dans ce sens réside dans l'élargissement dans nos conceptions, tant sur le plan doctrinal que dans le domaine de l'extension du mouvement, jusqu'ici interdit, plus par pusillanimité que par exigence de pureté.
Assez donc, de ces barrières artificielles qui laissent hors du champ de nos appels, des couches très importantes de la population qui ne sont conservatrices que parce qu'on les qualifie arbitrairement comme telles.
Je prétends, avec de très nombreux observateurs, qu'il existe à notre droite des millions de Socialistes en puissance mais chez qui le désir de mutation demande à être révélé.
La tentative de pseudo révolutionnaires, des néo-radicaux de Jean-Jacques Servan-Schreiber est un signe qui ne trompe pas, les Etats-majors du centre et même de la Droite dite de progrès sont dépassés par les exigences sourdes et ouvertes des masses qu'ils ont la prétention de représenter.
En fait, pour que le mouvement Socialiste puisse acquérir l'efficience majoritaire, il ne doit pas s'empêtrer dans des formules stérilisantes qui n'ont plus de révolutionnaires que les vieux mots, Marx n'a cessé d'enseigner que l'attitude la plus opposée au mouvement de libéralisation de l'histoire était faite d'un dogmatisme figé, incapable de comprendre les changements intervenus et, par conséquent, d'y adapter l'action nécessaire.

Fondation Jean-Jaurès

Je me permets donc, dans cette courte adresse, que j'aurais voulu plus expressive de ma volonté de contribuer à la cristallisation des forces Socialistes virtuelles ou potentielles, exprimées ou silencieuses, d'insister auprès de ceux qui sont responsables dans notre Parti pour qu'ils s'adonnent entièrement, sans restriction de conscience, à la grande tâche sans la réussite de laquelle nous ferons défaut au grand rendez-vous de l'histoire.
Ce souci doit être notre priorité absolue, la priorité des priorités.
Cela ne signifie pas dans mon esprit qu'elle soit la condition indispensable à toute poursuite du dialogue avec le Parti Communiste, dans l'esprit du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, mais pour autant que cet objectif doive être atteint avant l'élaboration d'un programme commun et la constitution d'une force de substitution au système actuel.
Cette nuance est d'autant plus importante que nous assistons actuellement à l'intérieur du Parti, à une vague d'anticommunisme et par les mêmes camarades qui se sont empressés de condamner la FGDS au lendemain des élections de 1968, parce qu'ils lui reprochaient essentiellement le dialogue avec le Parti Communiste, Or, aussi paradoxale que cela puisse paraître, ce sont les plus anti-Communistes du Parti Socialiste qui ont ainsi contribué à donner des chances d'existence au PSU, et à redonner au Parti Communiste la place qu'il avait perdue, et à le faire apparaître, aux yeux de l'opinion publique, avec la complicité du gouvernement, comme le seul Parti de l'opposition. Car, camarades, ne l'oublions pas, les forces socialises non Communistes, au sein de la FGDS, avaient obtenu, en 1967, un nombre de suffrages se rapprochant sensiblement de celui du Parti Communiste ; elle avait en puissance une masse de militants et une possibilité d'implantation qui aurait fait d'elle le premier Parti politique français.
Camarades, je ne reviens sur le passé que dans la mesure où il me sert d'expérience et pour dire que si ces camarades se sont trompés une fois, ils pourraient se tromper une seconde fois.
Certes, loin de moi l'idée de condamner leur scepticisme face aux contradictions troublantes du Parti Communiste, mais dans la conjoncture, nous avons probablement une occasion exceptionnelle d'éclairer les situations équivoques qui paralysent le Parti et la vie politique française.
Dans ces conditions, le Parti tout entier se doit donc de tenter l'expérience et ses chances d'aboutir seront d'autant plus sérieuses que le Parti sera uni et, autour de lui, tous ceux qui se réclament du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gaston Defferre.

Gaston Defferre

Camarades, la fédération des Bouches-du-Rhône, forte de 10 221 cartes d'adultes et de 375 cartes de jeunes, sous l'impulsion de son Secrétaire fédéral Emile Loo, depuis environ un an, a voté, lors de sa dernière réunion, à l'unanimité, la ratification de ce qui avait été fit par le secrétariat et par le

Comité directeur depuis le dernier Congrès et nous avons, au cours de cette même séance, défini notre attitude en ce qui concerne les élections cantonales pour les proposer au Congrès.
Nous avons décidé de présenter un candidat, soutenu par les 3 formations : Socialistes, Conventionnels et Radicaux, que nous voudrions baptiser du nom de candidat d'union des démocrates et des Socialistes, ou des Socialistes et des démocrates et, au second tour, nous avons proposé de nous désister, comme nous l'avions fait il y a trois ans, en faveur du candidat le mieux placé, s'il s'agit d'un Communiste, et de demander au Communiste de se désister en faveur de notre candidat s'il est le mieux placé, en donnant à ce mot le sens qui lui avait été donné lors des élections législatives de 1967 et de 1968.
Je pourrais, camarades, m'en tenir là, mais voudrais, à la fin de mon propos, revenir aux élections cantonales, si vous le permettez, et donner notre position sur un certain nombre de problèmes de politique général qui se posent à nous actuellement.
L'impression qui domine quand on jette un coup d'œil sur l'opinion publique de ce pays, c'est que le gouvernement qui a pourtant mécontenté tour à tour les différentes catégories sociales, ouvriers, employés, cadres, paysans, petits commerçants, le gouvernement qui est toujours lié aux puissances financières, comme je crois Savary le disait tout à l'heure, le gouvernement qui repose toujours sur les mêmes bases sociologiques, économiques, le gouvernement qui emploie les mêmes méthodes que les méthodes gaullistes, puisqu'il existe toujours un domaine réservé, celui de la politique étrangère, et qu'on a même l'impression que ce domaine réservé a été étendu à d'autres aspects de la vie politique française auxquels de Gaulle ne daignait pas s'intéresser, le gouvernement donne l'impression de disposer en ce moment en France du pouvoir quasi absolu parce que l'opposition qui est en face de lui n'a pas de force, parce que notre Parti, parce que l'ensemble des forces de l'opposition ne peuvent pas, en face de ce gouvernement, représenter une force politique.
Je pense que notre premier devoir est de chercher ce que nous pouvons faire pour que le Parti Socialiste d'abord, l'opposition de gauche ensuite, retrouve les forces qu'ils avaient par exemple, et j'y reviendrai d'un mot tout à l'heure, en 1967, pendant un temps où la législature ayant été élue en 1967, nous étions tout prêts de la majorité et où nous avons à plusieurs reprises fait fléchir le gouvernement.
Enfin, pour faire cette analyse honnêtement, j'ai le devoir de dire que, dans cette situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, j'ai personnellement ma part de responsabilité en raison de mon comportement au cours de l'année 1969, mais que, si j'ai une part de responsabilité, je ne suis pas le seul. Et je vous avoue, camarades, que je m'étais promis, la première fois que je remonterais à la tribune d'un Congrès ou d'un Conseil national, de dire un certain nombre de choses qui auraient pu être désagréables pour certains camarades et pour certains hommes qui sont en dehors du Parti. Mais, réflexion faite, j'ai considéré que ce serait une erreur de le faire et qu'aujourd'hui, au point où nous en sommes, notre devoir à tous, au lieu de nous déchirer est au contraire d'essayer de rassembler

nos forces pour faire en sorte que notre Parti se développe, étende son rayonnement et pour que l'opposition retrouve toute la puissance qui est indispensable pour faire face au pouvoir gouvernemental et à la majorité parlementaire que nous avons en face de nous à l'Assemblée Nationale.
Tout à l'heure un camarade parlant du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, disait qu'il avait comme une impression de dégoût, presque comme une impression déshonorante, d'être député en ce moment étant donné que nous sommes réduits à un rôle plus que mineur, en présence de cette majorité massive. C'est vrai, camarades, et si nous voulons surmonter cette impression et sortir de cette situation, nous avons beaucoup à faire. Que faut-il faire et comment ?
Et d'abord, si vous voulez bien, regardons un peu comment les choses se sont passées depuis quelques mois.
L'élection des Yvelines a été incontestablement une élection qui nous a appris beaucoup. Car, si Rocard a été élu, il le doit certes aux voix des PSU, aux voix des Socialistes, aux voix des Communistes, aux voix des Radicaux, mais aussi à un certain nombre de voix qui ne sont ni Communistes, ni Socialistes, ni Radicales, je ne sais pas comment il faut les qualifier, mais il est certain que ce ne sont pas des voix des gauches, et ceux qui se rappellent le langage tenu par Monsieur Rocard entre le premier et le deuxième tour à l'égard de ces républicains, se souviennent qu'il n'a pas fait le dégoûté pour avoir des voix marginales qui étaient nécessaires pour lui permettre d'assurer son élection au deuxième tour.
Il est donc évident que si nous voulons battre le pouvoir tel qu'il est installé aujourd'hui et qui a eu l'habileté de changer de terminologie, de changer d'apparence, de se donner une allure plus libérale, si sur le fond rien n'est changé, il faudra, sur le plan électoral, arriver à constituer une majorité qui aille des Communistes inclus à ceux qui, sur notre droite, inclus, ont permis l'élection d'un homme comme Monsieur Rocard.
Mais, camarades, si sur le plan électoral cette coalition est indispensable, pour arriver à ce résultat, quand on regarde les choses de plus près, on s'aperçoit que si demain il y avait des élections et que si grâce à une élection de ce type nous l'emportions, nous serions dans une situation bien embarrassante. Car, avec ces formations politiques nous n'avons ni doctrine commune, ni programme commun et nous n'avons idée de ce que nous pourrions faire de notre victoire, qui risquerait d'être pour nous un fruit empoisonné.
En 1967, au lendemain des élections au cours desquelles pour la première fois se présentaient des candidats désignés par la fédération, certes nous n'avions pas une doctrine commune, mais les Conventionnels, les clubs, les Radicaux et nous, nous avions un programme commun, c'était le programme du 14 juillet 1966, qui avait eu le mérite de proposer aux Français, non seulement des solutions, mais les moyens financiers d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés et même des impôts nouveaux, ce qui est assez rare dans un programme électoral, cependant nous avions eu le succès.
Rappelez-vous qu'à l'époque nous représentions l'alternative au gaullisme et

que même ceux qui considéraient que le Communisme était une force plus puissante que nous, plus nombreuse que nous-mêmes, ceux-là pensaient que c'était la fédération qui devait avoir, je m'excuse de ce terme anglais, le leadership, qui devait mener l'action gouvernementale dans le cas où le gaullisme aurait disparu et aurait été remplacé par l'opposition, ce qui montre bien que c'est dans nos rangs, que c'est chez nous, que c'est autour de nous que le regroupement peut se faire et doit se faire.

Alors, aujourd'hui, où en sommes-nous, après ce rapide rappel de cette élection des Yvelines ? Où en sommes-nous dans nos rapports avec ceux qui étaient nos amis, nos alliés il y a quelques mois encore et avec lesquels nous avions remportés jusqu'en 1968 un certain nombre de succès électoraux et de succès politiques ?

Eh bien, je crois qu'il faut en faire rapidement l'analyse.

D'abord les Conventionnels. Tout à l'heure Alain Savary nous a dit où nous en étions, quand on parle des rapports avec les Conventionnels, avec les camarades du Parti, on rencontre en général une certaine forme d'irritation, les camarades supportent mal les conversations, les contacts, la concurrence, qui existent entre les Conventionnels et nous, les procédés qui sont employés, sûrement, par les Conventionnels.

En réalité, si les Conventionnels emploient parfois des procédés que nous critiquons ou qui nous déplaisent, il y a une chose que nous ne pouvons pas nier, c'est qu'un certain nombre d'entre eux sont des militants et comme nous sommes nous aussi des militants, nous nous heurtons avec eux, tandis qu'avec les Radicaux jusqu'à maintenant les choses ont été plus faciles car ils étaient plus des notables que des militants, ils avaient une courtoisie plus grande, peut-être un appétit moins aiguisé, et par conséquent les choses se passaient plus facilement.

En ce qui concerne les Conventionnels, nous avons le devoir de le dire, il y a des questions de personne qui se posent. Mais, camarades, étant donné que les Conventionnels acceptent la doctrine Socialiste, étant donné qu'ils se disent comme nous, non pas réformistes mais révolutionnaires, est-ce que vous ne croyez pas que notre devoir est de passer outre à ces difficultés qui, je le sais, sont irritantes, je le répète, et d'essayer de nous entendre avec eux pour renforcer notre Parti et constituer avec eux un Parti Socialiste plus fort, plus puissant et surtout pour ne plus donner ce spectacle de la division de la Gauche non Communiste que nous donnons encore en ce moment et qui est incontestablement pour nous une cause d'affaiblissement.

Je crois que dans ce domaine il ne faut pas compter en nombre de voix.

Je sais bien que chacun de vous dans sa ville ou dans son département, peut dire, les Conventionnels aux prochaines élections, ne m'apporteront pas 200, 300 voix, et c'est un langage que nous pourrions tenir aussi à Marseille, mais ce n'est pas ainsi je crois qu'il faut raisonner si nous nous entendons avec eux, si nous formons ce Parti Socialiste ensemble, ce n'est pas une addition de voix que vous faites, c'est une multiplication. Car alors, groupés ensemble, rassemblés, nous ne nous querellons plus, mais nous constituons une force qui ne pourra que

Fondation Jean Jaurès

se développer. Tandis que si nous restons concurrents, peu à peu nous deviendrons adversaires et nous nous affaiblirons les uns les autres.
Ces querelles, camarades, qui existent entre nous, ne peuvent avoir que des effets fâcheux et pour la convention, et pour nous et le jeu qui consiste à dire qu'ils sont moins puissants que nous, moins forts que nous, qu'ils tiendront moins longtemps que nous et par conséquent il faudra qu'il cède avant nous, je crois que c'est un jeu dangereux qui n'est pas digne d'hommes politiques et que nous devons nous, puisque nous sommes les plus puissants, les plus nombreux, les plus forts, faire l'effort nécessaire, avoir la générosité nécessaire pour qu'une entente puisse être établie entre eux et nous.
(Applaudissements)
Mais, qu'un camarade comme moi, dont quelques-uns d'entre vous connaissent les tendances, au sein du Parti, tienne un langage semblable, peut éveiller des soupçons, car quand les Conventionnels seront dans nos Congrès, vous savez bien qu'ils seront les plus ardents à prôner un rapprochement inconditionnel avec le Parti Communiste et le PSU et, comme je suis une minorité dans ce Parti, quand demain les Conventionnels y seront entrés, je serai encore plus en minorité, mais j'estime que nous devons faire passer les questions de personne, les questions de préférences personnelles à l'intérieur du Parti, après l'intérêt général du Parti.
(Applaudissements)
En ce qui concerne les Radicaux, camarades, le problème se pose en des termes un peu différents.
Les radicaux ne se posent pas en révolutionnaires, peut-être leur manifeste apporte-t-il un certain nombre d'éléments nouveaux, mais les Radicaux peuvent être considérés comme ce que nous appelons des réformistes. Je crois qu'en ce qui les concerne, ce que nous devons observer, c'est le mouvement et surtout le sens de ce mouvement.
En 1967, les Radicaux sont entrés à la fédération. En 1967, ceux qui sont dans cette salle et qui étaient au Conseil national que nous avons tenu, je crois que c'était à Suresnes, se rappellent encore les propos tenus par René Billières qui nous disait : nous avons maintenant fait le pas, franchi l'étape irréversible, maintenant nous sommes, disait-il, engagés dans la voie de la fusion.
Et puis 1968 est arrivé, 1969, nous avons eu l'impression que les Radicaux, après s'être rapprochés de nous, se détournaient de nous et se tournaient vers le centre, et, pourquoi ne pas le dire, vers la Droite et même, dans certains cas vers le gouvernement.
Ce qui est important bien sûr, c'est le contenu du manifeste qui a été établi par Jean-Jacques Servan-Schreiber et par Maurice Thoire et un groupe de Radicaux et qui va être soumis au Parti Radical.
Ce qui est important surtout, c'est le changement de direction du Parti Radical qui, après avoir opté pour la Gauche en 1965 pour le centre, et la Droite en 1968 et 1969, opte aujourd'hui de nouveau pour la Gauche, en prenant position par exemple sur un problème comme celui de l'héritage. Et, il faut dire les choses comme elles sont, camarades, nous sommes dans cette salle un certain nombre

de camarades à cheveux blancs qui avons vécu le Congrès de 1946 au cours duquel Léon Blum nous a demandé d'inscrire dans notre programme et même dans nos programmes électoraux la suppression de l'héritage et nous ne l'avons pas fait.
Les Radicaux aujourd'hui ne proposent pas la suppression pure et simple de l'héritage, mais nous proposent une première étape dans cette voie et le seul fait de toucher à ce principe de l'hérédité, de la transmission des biens par voie héréditaire, de la part des Radicaux, c'est déjà, camarades, si l'on se réfère à ce que pouvait être leur état d'esprit il y a encore six mois, un progrès important.
Par conséquent, ce que nous devons noter chez eux, c'est le sens dans lequel ils s'orientent et je pense que, au lendemain de ce Conseil national et au cours de ce Conseil national, nous devrions donner mandat à nos dirigeants de prendre contact avec le Parti Radical pour voir sur quelles bases une alliance peut être conclue avec lui et, si le Parti Radical est décidé à continuer dans la voie dans laquelle il semble vouloir s'engager, étudier avec lui la possibilité, si c'est possible, d'aller plus loin encore.
Et j'en viens maintenant, camarades, à nos rapports avec le Parti Communiste. Je crois qu'il y a un point sur lequel il y a unanimité, c'est en ce qui concerne l'alliance électorale, au second tour des cantonales comme au second tour des législatives, la plupart des camarades, pour ne pas dire tous les camarades, considèrent qu'une alliance électorale doit intervenir entre le Parti Communiste et nous.
Faut-il aller plus loin ? Et comment faut-il le faire ?
Là-dessus le Congrès d'Issy-les-Moulineaux a donné un mandat qui a été appliqué par nos camarades et je voudrais faire une remarque qui peut peut-être surprendre dans ma bouche.
Nous avons donné mandat à nos camarades d'explorer les intentions du Parti Communiste, dans un certain nombre de domaines de principe, à quoi les Communistes nous répondent eux : nous voulons un programme commun de gouvernement.
Eh bien, camarades, je pense qu'il faut que nous réfléchissions très sérieusement à la question de savoir si nous ne devons pas les prendre au mot car, tant que nous en resterons aux discussions sur les points de principe, la discussion risque de s'éterniser sans que nous puissions y voir véritablement clair, tandis que si nous abordions les discussions sur un programme commun, alors il serait possible de serrer les choses de plus près, de voir clair et de nous rendre compte quels sont les points sur lesquels nous sommes d'accord et ceux sur lesquels nous ne sommes pas d'accord avec le Parti Communiste.
(Applaudissements)
Il y a des points sur lesquels il y a désaccord évident, Monsieur Marchais l'a rappelé tout récemment encore et c'est la politique européenne. Il y a un autre point sur lequel le désaccord est aussi évident, c'est en ce qui concerne la politique au Proche-Orient. Un autre point sur lequel aussi notre désaccord est flagrant avec le bureau du Parti Communiste, c'est le fait d'avoir condamné l'intervention armée en Tchécoslovaquie. Aucun de nous ne peut souhaiter un

régime comparable à celui que subit la Tchécoslovaquie normalisée et pour nous la situation en Tchécoslovaquie, contrairement à ce que disent les Communistes, n'est pas une situation normale pour des démocrates, ou alors les mots n'ont pas pour eux et pour nous le même sens. Car, la situation que subit actuellement la Tchécoslovaquie ne peut pas pour nous être considérée comme une situation normale.

Ceci dit, camarades, en ce qui concerne les Communistes, je voudrais ajouter encore un mot.

J'ai entendu à la tribune aujourd'hui, je dois le dire, comme au cours des assemblées précédentes du Parti un certain nombre de camarades se situer pratiquement uniquement en fonction du Parti Communiste, se situer non seulement à l'intérieur du Parti en disant « je suis la gauche du Parti, puisque je suis pour l'alliance avec les Communistes » ou « je suis à la droite du Parti parce que moins partisan ou plus hostile à l'alliance avec le Parti Communiste ». J'ai entendu aussi les camarades se situer, à propos de problèmes de fond, par rapport au Parti Communiste.

Je demande là aussi aux camarades qui se rappellent le lendemain de la libération, de se rappeler que nous avons déjà vécu cet état d'esprit et que nous avons connu une époque où, avant de nous déterminer, ou dans nos Congrès ou même parfois en groupe parlementaire, il nous arrivait de nous poser la question de savoir « que font les Communistes » ? Et de nous déterminer en fonction de ce que faisaient ou de ce que décidaient les Communistes et le Parti Communiste.

Camarades, je crois que c'est une erreur. Nous devons nous décider par nous-mêmes et nous devons nous décider en fonction du fond des problèmes beaucoup plus qu'en fonction des alliances, quelles qu'elles soient, qu'il s'agisse du Parti Communiste, de la convention ou des Radicaux.

Le Parti Communiste, camarade, nous le savons et l'expérience nous l'a appris, risque un jour de nous tourner, non pas sur notre gauche, mais sur notre droite. Qui ne se rappelle les meetings de 1936, quand les Communistes ont commencé à chanter la Marseillaise, alors que nous en étions encore à l'Internationale, ont commencé à prôner la Défense nationale la plus classique, qui ne se rappelle aussi un certain nombre de réticences du Parti Communiste quand il a fallu établir le programme de 1966, alors qu'avec les Radicaux ils faisaient chorus contre les dirigeants Socialistes de l'époque pour éviter un certain nombre de nationalisations que proposait notamment notre ami Léon Blum.

En ce qui nous concerne, je pense donc que nous pouvons déterminer notre position sur le problème de fond, et à cet égard je veux en un mot dire que ce qui n'a pas été possible à tous les militants qui n'ont eu que tardivement le texte qui nous a été remis pour le plan d'action, que nous devons éviter d'être timides.

J'ai gardé le souvenir de ce qui m'est arrivé personnellement en 1963. J'avais déposé une proposition de loi sur la nationalisation des banques d'affaires, et sur la lancée je voulais déposer une proposition de loi sur la nationalisation des industries pharmaceutiques. On m'a expliqué à ce moment-là dans les instances les plus qualifiées, et parmi les spécialistes les plus qualifiés, je n'y comprenais

rien, que j'allais arrêter la recherche en France, que je mettais complètement à côté de la plaque, que c'était tout à fait impossible. Je constate avec satisfaction qu'aujourd'hui on va plus loin, et que si on ne va pas jusqu'à la nationalisation, en tout cas on considère qu'il n'est pas tolérable que des fortunes colossales soient en train de s'édifier avec des deniers publics qui émanent de la Sécurité sociale ! Je voudrais, à ce sujet, insister d'un mot sur la distinction que nos camarades qui s'occupent de ces questions devraient faire entre les intérêts publics et les intérêts privés quand il s'agit par exemple, d'hospitalisation.

Depuis la guerre, nous avons vu fleurir un grand nombre de cliniques qui opèrent tout ce qui rapporte alors qu'on laisse aux hôpitaux publics tout ce qui coûte !

(Applaudissements)

Nous avons vu fleurir un grand nombre d'hôpitaux privés à but dit non lucratif. A Marseille, il y a un hôpital catholique et un hôpital protestant qui, avant la guerre, avait l'un une dizaine de lits, l'autre guère plus et qui en ont aujourd'hui 750 pour l'un et 450 pour l'autre, au détriment des hôpitaux publics.

Je voudrais que nos camarades qui font cette étude, la poussent plus loin. On dit toujours que la Sécurité sociale coûte cher et que sur le plan financier c'est une charge très lourde pour l'état. Je voudrais que l'on fasse un autre calcul. Quand on améliore la santé publique d'un pays, sur le plan économique cela rapporte et je voudrais que l'on fasse le calcul pour savoir quel est le bénéfice économique et social qu'apporte à la France la Sécurité sociale, et pas simplement le calcul financier de ce que coûte la Sécurité sociale.

(Applaudissements)

Je voudrais maintenant, camarades, conclure en revenant, et je m'en excuse, au problème des élections cantonales. Nous sommes ici des militants, nous avons l'habitude des Congrès, des Conseils nationaux, des Comités directeurs, des Bureaux du Parti. Nous savons lire un communiqué, nous savons apprécier toute la valeur de l'emplacement d'une virgule, mais la plupart des électeurs, camarades, et même beaucoup de sympathisants, ne se penchent pas comme nous sur le moindre décret, sur le moindre texte publié par les formations politiques.

Pour l'opinion publique, la sanction ce sont les élections. C'est aux élections qu'on nous juge, au résultat des élections.

Quand nous avons gagné des sièges, même quand il s'agit d'élections cantonales, le soir des élections les journalistes vont faire une addition et une soustraction et ils disent « telle formation politique a gagné des sièges, telle formation politique a perdu des sièges ». Si le soir des élections cantonales nous avons perdu des sièges, on dira « le nouveau Parti Socialiste n'est pas encore sorti de ses difficultés » et on nous regardera de haut, on nous traitera avec condescendance sinon avec mépris.

Si nous avons gagné des sièges, non seulement nous aurons consolidé un certain nombre de positions dans les Conseil généraux, et ça n'est pas négligeable, mais sur le plan politique général nous aurons apporté à l'opinion publique par la presse, la radio, la télévision, un élément d'appréciation qui est beaucoup plus

important pour elle que nous n'avons tendance à le penser nous, en tant que militants.
C'est pourquoi ce que souhaite pour notre Parti, c'est qu'il ne se replie pas sur lui-même, qu'au contraire il s'ouvre, qu'il pousse les conversations avec les Conventionnels, qu'il engage des conversations avec les Radicaux pour que nous arrivions à conclure une alliance rapidement, que nous donnions une impression de dynamisme dans la pensée, de dynamisme dans l'action, que nous donnions le sentiment d'être décidés non pas à occuper le pouvoir pour occuper le pouvoir, car si cela peut intéresser ces messieurs du gouvernement, pour nous ça n'est pas ce que nous voulons. Nous, ce que nous voulons, c'est donner le sentiment à l'opinion que nous sommes une formation, que nous sommes une force, que nous représentons dans ce pays une puissance avec laquelle il faut compter, que nous sommes une force qui est attrayante, qui a du rayonnement, qui sait attirer autour d'elle la jeunesse et la masse.
Alors camarades, si nous le faisons, si nous le réussissons et si d'abord nous gagnons les élections cantonales, nous aurons enfin, pour employer un mot à la mode, cette crédibilité qui jusqu'à maintenant nous a fait défaut et dont nous avons besoin pour devenir un grand Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Noé, Essonne, pour dix minutes.

Noé

Camarades, nous avons donc deux points à l'ordre du jour de ce Conseil national, l'appréciation de l'action menée par les organes centraux du Parti depuis Issy-les-Moulineaux et la définition de la technique électorale du Parti pour les cantonales.
Je commencerai par le premier point de l'ordre du jour et avant de vous donner connaissance des motions que notre Congrès fédéral a votées, je voudrais très rapidement vous en fixer le cadre.
Dans l'Essonne 13 cantons sont renouvelables. Sur ces 13 cantons, 5 sont des conseillers sortants Communistes, il n'y a aucun Socialiste, quelle que soit la famille, il y a un FGDS qui appartenait au Parti Radical. Tous ces cantons nous seront tous défavorables d'une part, et d'autre part le contexte local, comme vous le savez, joue dans ces élections et en dessous on trouve les élections de 1971, les élections communales. Voici pour le cadre.
Le Conseil fédéral a eu deux motions qui se sont opposées. Une première, qui a recueilli 40% des suffrages qui dit : candidats dans tous les cantons où ça sera possible, sinon soutien du Parti à un candidat donnant des garanties politiques.
La seconde qui a recueilli 60% des suffrages dit : soutien du Parti Socialiste au seul candidat du Parti.
Ceci concernait le premier tour, évidemment. En ce qui concerne le second tour, l'unanimité s'est faite pour que le désistement s'il y a lieu ne soit pas automatique, qu'il ne résulte pas d'un simple constat arithmétique. Il sera bien sur en fonction de la ligne qui sera fixée demain par notre Conseil.

Fondation Jean Jaurès

Je voudrais ajouter ici quelques démarches personnelles ou des contacts personnels que j'ai pris avec les camarades conventionnels ou radicaux ou PSU. En ce qui concerne les Conventionnels, il n'y a eu aucun problème, nous nous soutiendrons mutuellement. Il n'y a pas de difficulté avec le Parti Radical non plus. Avec le PSU, c'est une fin de non-recevoir, ils n'ont pas voulu assister à notre réunion, ils se sont contentés de me téléphoner en indiquant qu'en tout état de cause ils mettraient des candidats partout, quelle que soit notre décision.
Voici pour les cantonales. Je serai plus long sur le second point.
J'interviendrais essentiellement sur trois points, le plan d'action, non pas pour traiter ce que nous avons fait ce matin, mais simplement pour rappeler qu'à Issy-les-Moulineaux l'unanimité du Parti a adopté le texte sur le plan d'action Socialiste adapté aux besoins de notre temps. Il s'agit bien de s'entendre, cela a été dit ce matin, ceci n'est ni un programme à court terme, ni un programme fondamental. Le Congrès ordinaire sera fixé fin avril, ceci a été décidé.
Dans ce cadre le Parti a mis en place des Commissions spécialisées, c'est un travail très important, outre les termes de réflexion.
Les organismes centraux, pour la fédération de liaison ont donc parfaitement appliqué les décisions ici, dans ce domaine, et préparé comme ils le devaient les travaux en vue du Congrès fin avril 1970.
Il y a eu un travail énorme d'accompli et nous en avons pleinement conscience, mais je voudrais néanmoins faire une critique, non sur l'organisation, mais sur le langage employé. Nos camarades qui ont travaillé sur ces textes ce sont des spécialistes, ou se sont spécialisés sur les questions à traiter, mais attention, n'employez pas pour autant un langage de spécialiste. Vous avez, dans un bulletin intérieur, fait un lexique économique et ceci était excellent, je pense qu'il serait utile, à chaque fois, de traduire ce que nous appelons le « jargon ». Un langage inadapté ne passe pas à tous les niveaux et ainsi nous perdons le bénéfice de ce travail accompli, car la discussion ne s'est pas établie au niveau des sections.
Ceci me semble très important et je me permets d'insister car nous nous adressons à tous et le langage doit passer chez nos camarades ouvriers, par exemple, avec autant de facilité que chez nos intellectuels, sinon nous risquons d'avoir une formation de style PSU dans ce domaine.
Il est vrai que depuis, le texte que l'on nous a remis il y a quelques jours a fait de très nets progrès et c'est beaucoup plus clair.
Résumons-nous sur ce premier point. Il y a un bon travail des organismes, conforme aux décisions du Congrès, mais il faut s'exprimer dans un langage plus simple et poursuivre l'effort entrepris dans ce domaine.
Deuxième point, discussion avec les formations extérieures au Parti. Les contacts avec les autres formations furent menées sur trois plans ; sur le terrain du regroupement, de l'unité des Socialistes, les démarches et les discussions eurent lieu, il y a eu un léger retard, oui, c'est évident, mais enfin indiscutablement nos organismes nationaux ne se sont pas laissés rebuter et ont poursuivi le chemin que nous avions tracé.
Avec les centrales syndicales c'est avec satisfaction que nous avons eu des

contacts. Avec le Parti Communiste le dialogue sur les questions fondamentales est mené, et cette démarche, bien que conforme aux options du Congrès, souleva des critiques que nous qualifions d'injustifiées, de nos objectifs.
Il y a des camarades qui refusent de lire objectivement et totalement les textes publiés après la rencontre Parti Communiste et Parti Socialiste, ils vont jusqu'à contester une décision que nous avons prise au Congrès.
Je reprendrai là quelque chose qui n'est pas de moi, mais qu'il est bon de rappeler : quelle valeur pourrait-on attacher à des dirigeants qui, demain, n'exécuteraient pas dans leur intégralité les décisions d'un Congrès ? Je vous pose la question, camarades.
Soyons honnêtes avec nous-mêmes et avec nos dirigeants, le Comité directeur a réalisé la mission que le Congrès lui a confiée. Nous ne devons pas oublier les événements de Tchécoslovaquie, et cette image n'est pas la nôtre, aucune ambigüité n'est possible, pas de Socialisme sans démocratie, et vice versa. Mais c'est bien convaincus de la justesse de nos thèses que nous pouvons poursuivre ce dialogue sans compromission. C'est ce qu'ont fait nos dirigeants, et en premier lieu le Premier Secrétaire et la délégation.
Le dernier point de cette intervention concerne l'information et la presse. Sur le plan intérieur nous avons été informés, tant par le bulletin intérieur, que par la documentation Socialiste, qu'il y a un effort dans le domaine de l'explication et l'analyse des documents. Nous avons été tenus au courant de la vie du Parti, de ses Commissions, ainsi que de l'activité sur le plan extérieur et international. Disons même que sur le plan fédéral, quelquefois, il y a eu pluie d'informations ! Ceci n'est pas une critique, cela montre qu'il y a une vie, que la rénovation tant dans les méthodes que dans les structures, ce que nous avons aussi souhaité au Congrès, est réelle.
Je voudrais prendre un exemple qui concerne les problèmes qui ont pu se poser à une certaine époque au commissariat à l'énergie atomique. Les contacts se sont établis entre la direction de notre Parti et la section d'entreprise. Les positions qui ont pu être prises tant par notre Premier Secrétaire Savary, que par Boulloche à l'assemblée, ont été des positions qui ont été débattues dans la section d'entreprise et ceci est important, j'insiste.
Enfin, je voudrais en venir à la presse, à l'information externe. Le Premier Secrétaire nous rappelait en janvier dans sa lettre, que le Parti s'était orienté vers ses objectifs en dédaignant toute vaine publicité et recours au spectaculaire.
Je ne tomberai pas dans le reproche que j'ai pu entendre au sein du Conseil fédéral, on regrettait de ne pas voir Savary à la télévision, de ne pas l'entendre tous les jours à la radio, de ne pas le voir interviewé par les journalistes de l'Aurore ! Cela n'est pas très sérieux, mais il est un fait que notre Parti souffre terriblement de ce manque d'un organisme de presse Socialiste.
Dans ce domaine il faut faire vite et j'ai noté avec satisfaction dans le propos de Savary que ceci allait sortir. Les prises de position du Parti sur les événements du jour ne sont pas connues du public avec assez de rapidité et donc sont souvent ignorées ou tronquées par la presse bourgeoise et la presse concurrente.
Nous n'avons pas l'outil indispensable pour coller à l'événement, aussi afin de

ne pas faire un simple constat, je voudrais vous proposer, au nom de ma fédération, que le timbre mensuel soit augmenté du prix de l'abonnement que nous aurions à donner pour notre journal, ce qui procurerait immédiatement 80 000 abonnés.
En résumé, en tenant compte des remarques sur la poursuite de l'effort sur l'expression dans un langage plus simple et de l'effort sur notre presse, la fédération de l'Essonne considère que notre organisme national a fait son travail, a appliqué fidèlement les décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
Je voudrais ajouter ceci : le respect des décisions s'imposait à nos camarades à l'échelon national, comme il s'impose à tous les adhérents du Parti. Il faut que le Parti soit ferme sur le respect de cette discipline nécessaire à tout Parti organisé.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Crouzet.

M. Crouzet

Camarades, la fédération de l'Hérault n'est pas intervenue dans le débat consistant à étudier les principes et les thèses qui ont été soumis à votre choix, mais, des camarades l'ont dit, ces thèses sont arrivées tardivement et il ne nous a pas été possible de les étudier avec le sérieux qui eut été nécessaire.
Il n'était pas normal, par conséquent, que nous fassions entendre ici une opinion strictement personnelle, alors qu'il s'agit en tant que délégués de faire entendre, au contraire, la voix de la fédération elle-même.
Et si nous intervenons sur la question de tactique électorale, cela ne signifie pas que la fédération de l'Hérault se préoccupe davantage d'électoralisme que de doctrine, loin de là, mais je suis de ceux qui, au contraire, auraient préféré intervenir dans le débat de ce matin.
Je ne recommencerai pas l'analyse qui a été faite par ceux qui m'ont précédé, c'est inutile, notre camarade Gaston Defferre a analysé les rapports de notre Parti avec les autres Partis et il a défini une tactique électorale qui se rapproche de celle qui est incluse dans la motion que je vous lirai tout à l'heure. Mais je voudrais insister sur un point : Defferre a dit l'importance des élections cantonales et nous sommes dans un département où nous mesurons aujourd'hui le danger de l'infiltration gaulliste.
Notre département est un département traditionnellement de gauche, mais aux dernières élections, à la suite d'un léger déplacement de voix qui justifie amplement les remarques faites ce matin par notre ami Weil Raynal, nous avons eu d'un coup 4 députés de gauche battus et 4 députés UDR élus... il ne reste qu'un seul député Socialiste dans notre département et depuis nous remarquons des infiltrations qui ont lieu dans l'administration, nous assistons à des mesures d'intimidation à l'égard des fonctionnaires, et nous nous rendons compte que l'UDR à l'heure actuelle, dans notre département, et j'en suis sûr, dans d'autres départements du pays, cherche par tous les moyens à rentrer dans les Conseils généraux et dans les Conseil municipaux l'année prochaine.

Fondation Jean-Jaurès

Or, dans notre département, comme dans beaucoup d'autres, les Conseils généraux et les Conseils municipaux sont des citadelles républicaines qui tiennent le coup pour le moment et il est nécessaire d'adopter une tactique qui ne soit pas trop rigide, mais qui permette de maintenir ces positions pour préserver justement l'avenir.
C'est pourquoi nous estimons qu'au premier tour, si nous suivions notre instinct, comme l'ont suivi quelques-uns des militants, et des jeunes en particulier, nous présenterions un candidat dans chaque canton, car nous nous rappelons ceux qui ont fait des campagnes électorales entre les deux guerres et en 1945, qu'à l'occasion des campagnes électorales, on peut faire de la propagande, car c'est peut-être malheureux, mais c'est dans ces périodes qu'on attire en partie certains auditoires.
Toutefois, nous constatons, et vous l'avez constaté peut-être dans vos départements, que dans certains cas, présenter un candidat de notre Parti, c'est faire arriver le candidat Radical, le candidat Socialiste après le candidat Communiste, après le candidat UDR, et dans ces conditions, automatiquement, au second tour, en raison de la conjoncture c'est le candidat UDR qui l'emporterait.
Alors, nous pensons qu'il faut que la tactique soit assez souple pour que dans les cantons où il y a danger UDR, on puisse ne pas présenter de candidat Socialiste, étant bien entendu que dans les cantons renouvelables où le Socialiste est sortant, les Radicaux ne présenteront pas de candidat Radical, de telle façon que nous risquons par-là de maintenir les positions solides que nous tenons encore. Au second tour, bien sûr, nous pensons qu'il faut se désister pour le candidat de l'union de la Gauche qui est le mieux placé pour battre le candidat UDR.
Ce qui nous inspire, par conséquent, c'est le barrage de l'UDR, parce que nous sentons qu'il est absolument nécessaire d'agir ainsi. Mais il y a une condition, nous pensons que ces accords, qu'ils soient conclus avec les uns ou avec les autres, doivent donner lieu à des négociations ouvertes, publiques, et que les accords soient publics, qu'il n'y ait pas d'entourloupettes quelconques, qu'il n'y ait pas de combine ici ou là, que les choses soient claires, soient nettes, car nous avons trop souvent parfois, vous le savez, souffert de certaines ambiguïtés.
Voilà la position de la fédération de l'Hérault. Je vous donne lecture, en terminant, de la motion, persuadé que si le Conseil national adopte une tactique semblable, elle permet de maintenir les positions, elle permet de ménager l'avenir, elle permet de repartir demain, de reprendre l'offensive pour construire, à partir de là, un parti solide et fort.
« Le Congrès fédéral affirme sa volonté de voir élu le plus grand nombre de candidats Socialistes et républicains et battus les candidats se réclamant du pouvoir ou complices de celui-ci.
1) - Voici une phrase adoptée par une minorité - Le Parti Socialiste présentera dans tous les cantons un candidat Socialiste. (Nous avons voulu que la minorité soit représentée dans la motion).
2) Le Parti Socialiste présentera un candidat Socialiste ou soutiendra un candidat républicain hostile à la politique de la majorité actuelle. (C'est la grosse majorité

de la fédération qui a adopté cette partie).
L'entente sur le candidat commun résultera de négociations avec en particulier les fédérations Radicale et conventionnelle, portant sur le programme et l'attitude des candidats. Les accords seront rendus publics. Au deuxième tour, le Parti Socialiste recherchera l'union de toute la Gauche avec le même objectif ».
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Brunet, Indre.

Brunet

Camarades, tout à l'heure, le Premier Secrétaire a parlé de fédération à caractère précaire... je suis depuis deux mois à la tête d'une de ces fédérations qui est tellement précaire que je suis ici représenté par 3 mandats.
Au mois de novembre, le Secrétaire fédéral a fait savoir qu'il était démissionnaire, le trésorier fédéral a fait savoir qu'il était démissionnaire, tous les camarades pressentis se sont défilés et c'est à mon corps défendant alors que j'habite dans le fond de la campagne de l'Indre, que j'ai dit être prêt à reprendre l'outil. (Applaudissements)
Camarades, je l'ai fait, et je vous le dis en toute simplicité, parce que je suis un ouvrier... je suis un ouvrier Socialiste... je sais que c'est une denrée assez rare, et je suis de la race de ceux qui n'ont fait que vendre la Populaire ou coller des affiches... la dernière que j'ai collée est celle de Gaston Defferre.
J'ai repris ce travail pour redonner de la vie aux sections qui sont absolument inexistantes. J'ai pris la charge de tenir des permanences à Châteauroux, alors que j'en suis à 40 km et je le fais, je vous dirai, à mes frais ! Je le fais également, parce que ma femme est elle-même militante et l'a compris... vous voyez qu'une femme quelquefois peut aider le mari dans son travail.
Je l'ai fait sur 2 bases de travail très simples :
Dans les sections que je veux remonter, je prends comme base de travail l'application des statuts et l'application des décisions de Congrès. Dès mon élection j'ai fait passer un communiqué à la presse qui reproduisait les textes de Congrès et depuis je travaille comme cela, ce qui veut dire que j'ai repris contact avec les CIR et j'ai Charles Hernu dans mon département, je vous le rappelle... j'ai pris contact avec les syndicats, avec les Communistes ; pour le moment, il n'y a rien, mais je marche dans le sens de ce qui a été décidé à Issy-les-Moulineaux, au Congrès.
Je vous dirai que déjà cela a porté ses fruits, j'ai des camarades qui ont repris des cartes avec des taux de cotisation supérieurs à ceux de l'année dernière, ce qui est déjà quelque chose.
Mais dans mon département, il y a quelque chose que je ne puis accepter, c'est le travail de démolition qu'a fait Chandernagor.
Chandernagor a envoyé ses journaux et ses cartes à l'ancien Secrétaire fédéral, en lui envoyant un questionnaire dont je vais vous lire un passage, mais auparavant je vous rappelle que Chandernagor a eu connaissance de la sanction

Fondation Jean Jaurès

qui le frappait le 22 janvier, c'est à dire le blâme public, et je précise que la circulaire que je vais vous lire est datée du 25 janvier, c'est-à-dire trois jours après. « Enfin, pour nous permettre d'avoir une vue objective de la situation réelle du Parti à la veille du Conseil national des 7 et 8 février, nous te demandons de bien vouloir nous envoyer une note brève, mais aussi précise que possible sur la situation de ta fédération, et notamment :
1°) L'évolution des effectifs 1968 - 1970,
2°) Le nombre des ex SFIO et celui des nouveaux adhérents,
3°) Le nombre des ex SFIO qui n'ont pas voulu reprendre leur carte, que deviennent-ils ?
4°) La répartition des tendances au sein du bureau fédéral actuel, nom et adresse du Secrétaire fédéral,
5°) L'atmosphère politique dans ta fédération, ainsi que les noms et adresse des principaux sympathisant de démocratie Socialiste,
6°) Peux-tu donner les noms et adresses de militants des fédérations voisines susceptibles d'être d'accord avec nous ?
7°) Toutes remarques et renseignements que tu jugeras utile de nous faire savoir ».
Alors, camarades, ceci, non seulement ne facilite pas la tâche, mais lorsque je vais dans les sections prônant que le Parti Socialiste est un parti de libre discussion, mais qu'une fois que la décision est prise, on l'applique, on me sort ce que Chandernagor écrit, on me dit que Chandernagor est en état d'indiscipline et que le Parti ne fait rien...
(Applaudissements)
C'est pourquoi, après ce préambule, voici la motion votée à Châteauroux ces jours derniers :
"Le Congrès du Parti Socialiste de l'Indre, réuni le 1er février 1970, à Châteauroux, constate avec satisfaction que le Premier Secrétaire, le Bureau et le Comité directeur du Parti ont appliqué scrupuleusement les décisions du Congrès national d'Issy-les-Moulineaux, les encourage à poursuivre dans cette ligne de conduite, seule capable de rendre crédibles les méthodes démocratiques du Parti si elles sont suivies d'une application rigoureuse.
Regrette le départ du camarade Montala et espère vivement son retour au Parti, par contre, il juge avec la plus grande sévérité l'attitude politique et l'action de Chandernagor qui, ne se pliant pas aux décisions du dernier Congrès national, ne tenant aucun compte des avis, des mises en garde ou des interdictions du Bureau du Parti, continue son action en adressant journaux, cartes, circulaires aux responsables fédéraux du Parti, ce qui tombe sous le coup de l'article 21 des statuts.
Devant la continuation de tels faits, la fédération de l'Indre demande que Chandernagor soit traduit de nouveau devant la Commission des conflits.
Il est inadmissible pour ceux qui passent leurs jours et parfois leurs nuits à diffuser la pensée Socialiste, de voir s'installer une aristocratie à l'intérieur du Parti dont les membres règlent leur comportement politique à leur guise, sans tenir compte des statuts ou des décisions du Congrès.

La fédération de l'Indre fait confiance aux instances du Parti pour faire cesser un tel état de chose".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, il est tard, je vais aller vite, et je vais vous rendre compte du mandat qui m'a été donné par ma fédération.
Le Congrès d'Issy-les-Moulineaux a confié à la direction du Parti 3 tâches :
- D'abord, structurer le Parti, assurer son fonctionnement, poursuivre nos effort dans la voie de l'unité,
- Rechercher les possibilités d'une union de la Gauche. Je dois dire que l'action a été menée parallèlement par le Parti, par la direction du Parti dans ces trois directions.

Alors, il y a différentes manières de concevoir le quitus : on peut lui donner le caractère strict d'une approbation ou d'une sanction quant à l'application des décisions qui ont été prises pour aboutir à un oui d'une majorité, à un non d'une minorité, ou un oui expéditif de tout le monde pour se consacrer ensuite à l'essentiel, c'est-à-dire au problème politique, ou bien alors adopter une autre attitude, c'est celle de ma fédération, qui consiste à donner pour quitus, ou plutôt au quitus, un caractère politique sur le sujet, d'ailleurs le plus controversé, du moins dans mon département, celui des rapports avec le Parti Communiste.
Alors, je ne suis pas du tout à cette tribune pour reprendre la discussion d'Issy-les-Moulineaux, mais j'ai le mandat de vous informer des réactions des camarades du Nord devant l'évolution des faits.
Nous avons eu notre Congrès départemental, nous avons eu plusieurs réunions de la Commission administrative départementale, c'est-à-dire que le débat a été très ouvert et nous sommes unanimes pour vous présenter des observations et vous faire part de nos réactions, en même temps que vous faire des propositions précises, mais auparavant je voudrais aborder deux questions :
- L'une, touchant à la vie intérieure,
- L'autre, à l'unité des Socialistes.

Sur le plan intérieur, je dois dire que beaucoup d'efforts ont été faits pour mettre en place le Parti et, finalement, on peut relever deux choses nouvelles :
- Un renouvellement des cadres du Parti,
- L'apparition de structures de réflexion et d'étude.

En ce qui concerne ces structures de réflexion et d'étude, je dois dire que les discussions ont été animées au Comité directeur et je peux dire au Conseil national que, compte tenu des discussions préalables que nous avions eues avant d'adopter les statuts, nous pensions que les cercles Jean Jaurès, nous pensions que le CEDEP pouvaient devenir des organismes spécialisés, des organismes spécialisés, ce sont des structures très intégrées dans la vie du Parti.
On en a décidé autrement, et on se trouve maintenant avec cinq clubs qui sont des clubs conventionnés, autrement dit cinq groupements qui se trouvent à la

Fondation Jean-Jaurès

périphérie. Oh ! Je sais bien, ces groupements doivent se consacrer à l'étude ou à la réflexion, mais c'est évident qu'avec une telle autonomie il est facile de deviner les implications politiques qui pourraient en résulter si un certain nombre de précautions n'étaient pas prises.
Première précaution : c'est établir un régime, un traitement d'égalité entre ces différents clubs. Cela parait tout à fait indispensable. Il ne peut pas y avoir des clubs qui sont plus ou moins officiels parce que davantage fréquentés par des secrétaires de Partis, ou d'autres qui sont officieux, c'est-à-dire les autres.
Je dois dire par ailleurs que le secrétaire, le Premier Secrétaire du Parti nous a apporté à ce sujet-là des apaisements, mais, je le dis au Conseil national, nous serons très attentifs à ce qu'une règle d'égalité soit respectée vis-à-vis des différents clubs. Cela me parait quelque chose d'important.
Deuxièmement : je me demande si pour mieux distinguer les études, la réflexion, et finalement les controverses politiques, il n'y aurait pas lieu de créer dans le Parti, par l'intermédiaire du Bulletin intérieur, une tribune ouverte à la libre discussion, suivant un certain nombre de conditions, bien entendu, sur lesquelles il faudrait se mettre d'accord.
Je parle de précautions, mais je le dis au Conseil national, pour autant le Parti a bien raison de prendre quelques risques pour faciliter la fidélité, pour faciliter les études, pour faciliter la réflexion, car en définitive, si nous rencontrons maintenant peut-être, ou si nous aurons demain un certain nombre de difficultés, cela vaut infiniment mieux à une situation qui, elle, consisterait à ne pas avoir de réflexion, à ne pas avoir d'études, et à ne pas avoir de structures qui se préoccupent de ces problèmes.
Deuxième réflexion sur l'unité des Socialistes : au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, nous avons dit que notre Congrès constitutif était une étape décisive, mais que le regroupement des Socialistes n'était pas terminé et qu'il fallait par conséquent un effort en conséquence de nous tous. Eh bien, je crois que nous devons essayer de progresser dans cette direction. L'imagination, aujourd'hui, et c'était vrai d'ailleurs hier, c'est de se rendre compte que bien des choses deviendraient possible si les Socialistes étaient réunis. Et pour avancer dans cette voie, il faut être ouvert il faut être raisonnable il faut être précis.
Ouverts :
C'est apparaître sincèrement désireux de régler définitivement ce problème, et je dois dire que j'ai entendu, écouté avec beaucoup d'attention, et en étant d'accord, les paroles qui ont été dites tout à l'heure par le Premier Secrétaire. Par conséquent il faut véritablement être réceptif aux demandes qui nous seront faites, et, bien sûr, par la convention, parce que, personne ne se trompe, le PSU ne souhaite pas venir.
Raisonnables ! Bien, raisonnables, c'est être conscient que nous ne pouvons pas nous distraire de nos tâches du Parti, que nous ne pouvons pas remettre en cause ce qui a été fait à Issy-les-Moulineaux, et que par conséquent notre Parti est constituée, mais que pour autant, si véritablement on le veut, des pas décisifs peuvent être faits dans les prochains mois.
Chacun mesure en effet les risques de continuer les divisions qui vont nous

gêner lors des prochaines cantonales et que l'on peut traîner comme cela à travers plusieurs années pour les prochaines rencontres avec le corps électoral. Je crois que nous devons être précis, c'est-à-dire que des intentions ont été exprimées par les instances de la convention ; elles valent mieux que des déclarations fracassantes qui nous ont affaiblis. Elles doivent être précisées. Cela a été l'objet d'un va et vient, de rencontres. Eh bien, j'imagine que si dans les prochaines semaines ou dans les prochains mois nous sommes en face de propositions précises et d'une volonté réelle devenir dans le Parti, tous ensemble nous ferons l'effort qu'il faut pour faire en sorte qu'on ne parle plus de ces problèmes.

Parce que certains camarades disent : « Mais en définitive, y a-t-il beaucoup de militants, y-a-t-il beaucoup de camarades encore en dehors du Parti qui désirent venir dans ce Parti ? » Ce n'est pas cela tellement le problème. Le problème c'est, je crois, que l'opinion est lasse de nos divisions, est lasse de nous entendre, les uns dire ceci, les autres dire cela, et tout le monde sent bien que ce serait quelque chose de très important pour le standing de notre Parti, pour son rayonnement, pour son influence, qu'on réussisse cette unité des Socialistes.

(Applaudissements)

Enfin, j'aborde mon mandat, là où je dois vous faire part de ce que pense ma fédération sur les rapports que nous avons avec le Parti Communiste.

D'abord, elle estime qu'il y a dans l'opinion une sensibilisation excessive sur cette question, et beaucoup d'électeurs, et beaucoup de militants, même, finissent par nous juger en fonction des apparences créées par un rapport de forces qui nous est défavorable, beaucoup plus qu'en fonction de ce que nous voulons et de ce que nous faisons.

L'essentiel, disons-nous à Issy-les-Moulineaux, c'est d'abord d'être nous-mêmes, de nous consacrer à notre Parti, d'établir notre programme. Eh bien, la fédération du Nord souhaite que l'on revienne à cet objectif prioritaire, et elle souhaite que l'on se dégage de l'ombre portée par un parti Communiste bien décidé à ne pas évoluer pour le moment.

J'ai pu lire dans la presse du Parti l'opinion d'un camarade qui pense - d'autres camarades également avec lui - qu'en grattant un peu derrière une certaine immobilité du Parti Communiste, apparait le cours tourmenté des évolutions. Eh bien, dans le Nord on pense le contraire. Il y a en apparence une certaine évolution, mais en définitive lorsqu'on gratte un peu, eh bien la vérité oblige à dire que le Parti Communiste reste immuable. Derrière le vernis d'une grande souplesse tactique qui peut donner le change, l'idéologie du Parti a pour trame des lignes de force qui n'ont guère varié. Mieux vaut en faire la constatation plutôt que de se bercer de nouvelles illusions. D'autant qu'il nous faudra attendre plusieurs années pour avoir un nouveau Congrès.

Alors, nos camarades, dans le Nord, ont ressenti, à l'usine, au bureau, cette agressive permanence du Parti Communiste, et ils sont animés par trois sortes de considérations que je vais vous donner :

La première considération, c'est qu'ils souhaitent et ils sentent que le Parti Socialiste a besoin de retrouver son électorat. Oh ! Je sais bien que ce n'est pas

très brillant d'avoir des préoccupations électorales, mais je pense tout de même que la préparation des cantonales a montré que fort légitimement, dans toutes les fédérations, qu'on soit majoritaire ou minoritaire, tout le monde en a le souci. Mais pour nous le problème est sérieux, car si le PSU affirme travailler pour dans 10 ou 15 ans, nous ne pouvons pas nous offrir ce luxe, et par conséquent il nous faut, dans les quelques mois qui viennent, dans les années qui viennent, réaliser notre potentiel de voix pour rééquilibrer la Gauche.

Or, nos électeurs et nos militants réagissent mal en ce moment. Ah ! Je vous le dis. J'entends des camarades qui sont plus optimistes, mais nous, c'est comme ça, ils réagissent mal ; ils réagissent mal parce qu'ils font une confusion, ils confondent plus souvent le dialogue sur les questions fondamentales avec une discussion d'un accord politique, avec le Parti Communiste. Cette confusion est d'ailleurs entretenue par le Parti Communiste qui fait donner la grosse artillerie en faveur d'un programme commun.

Alors, la provocante offensive de ces dernières semaines, sur ce terrain d'ailleurs, a été clairement définie par Georges Marchais dans son rapport au dernier Congrès de Nanterre. Nous estimons nécessaire, a-t-il dit, que les conversations avec le Parti Socialiste débouchent dans le meilleur délai sur un accord politique qui revêtirait la forme d'un programme commun de lutte et de gouvernement.

Eh bien, moi, je vous le dis, c'est la confusion chez nos électeurs et chez nos militants, et elle est chez nous. Et je dois dire qu'elle l'est d'autant mieux que le PC a les moyens de l'entretenir, parce que si, tout à l'heure, nous avons parlé de nos difficultés en ce qui concerne la presse, lui a une presse et par conséquent une présence dans ce domaine.

Deuxième série de considérations :

Les militants sentent maintenant, et c'est toute l'importance du plan d'action Socialiste, la nécessité de dégager un modèle français de démocratie Socialiste, pour répondre à l'interrogation banale que vous entendez certainement dans les sections : où est-ce que nous allons, qu'est-ce que nous voulons ? Mes camarades, il est parfaitement clair que les techniques permettant une production accélérée, l'augmentation du pouvoir d'achat, et plus encore les satisfactions qui sont offertes par le néo-capitalisme, propagent dans la masse des formes de propriété matérielle sans précédent et modifie le champ social dans lequel le Socialisme se développe.

Au fond, les camarades sentent la nécessité de nous dégager de certains aspects du Socialisme, de détresse sociale, pour promouvoir le Socialisme du plus grand bien être, le Socialisme des larges responsabilités données aux citoyens, aux usagers, aux consommateurs, et de nouveaux pouvoirs accordés aux travailleurs.

Sur ce sujet, une large discussion est en cours ; elle est primordiale, et le plan d'action Socialiste est attendu, et je pense qu'il ne doit pas décevoir.

Alors, dans cette recherche, qui est la nôtre, j'entends critiquer l'expérience allemande, critiquer l'expérience suédoise, et on a certainement raison de chercher là des critiques, et on peut en trouver de nombreuses, mais je crois que nous n'avons pas à nous livrer à une décalcomanie idéologique ou

programmatique de ce qui se fait ailleurs, mais je dis, de la même façon que nous devons nous garder d'un dogmatisme excessif qui nous empêcherait tout de même de procéder à un examen attentif de ces expériences, pour en retirer au moins le meilleur.
Le problème, il est de bâtir une société réellement nouvelle. C'est de remettre en cause les structures capitalistes, gardant les valeurs de liberté, de démocratie, de responsabilité, auxquelles nous sommes profondément attachés. Cela est clair entre nous.
Le problème que se posent nos camarades, c'est : comment répondre à l'invitation de Georges Marchais pour aller à un accord avec le Parti Communiste, offrant une définition qui soit comprise par les Français, de la perspective Socialiste en France.
Garaudy a suivi, parait-il, rapidement le chemin qui mène de l'opportunisme à la liquidation. Et nous ? Où dirons-nous, disent les camarades, dans cette aventure, compte tenu du contexte et des départs du Congrès de Nanterre ?
Plus graves encore, les tragiques événements de Tchécoslovaquie, sur lesquelles je n'insiste pas, évidemment provoquent un certain nombre de questions. Comment convaincre ?

Le président - Ton temps de parole est épuisé.

Pierre Mauroy - Comment convaincre que ce "Socialisme" que l'on voit actuellement en Tchécoslovaquie n'a rien à voir avec celui à l'avènement duquel travaillent le Parti Communiste et les autres forces de gauche ? Et ce, si le Parti Communiste ne nous donne pas de gages décisifs de son indépendance et de sa volonté de jouer à fond le jeu démocratique.
C'est pourquoi le mandat que m'a donné la fédération c'est de souhaiter qu'il y ait d'abord un constat. Nous ne venons pas dire que le dialogue doit s'arrêter aujourd'hui - le Conseil national d'ailleurs n'en aurait pas le droit, de prendre une pareille décision, le Congrès nous a mandatés - mais nous disons que dans les prochaines semaines il est nécessaire de faire un constat. Et nous ajoutons que, il y a eu de tels éléments nouveaux que, finalement, il y a eu un 19ème Congrès du PC, peut-être que leur 20ème Congrès sera mieux.
Il y a eu par conséquent des choses qui à bien des aspects étaient bien décevantes. Il est par conséquent indispensable que lors de la tenue du prochain Congrès, en avril, nous puissions mettre à l'ordre du jour ces problèmes politiques, pour réévaluer le problème de nos rapports, des rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste.
Voilà ce que pensent les camarades de ma fédération, et en ce qui concerne le quitus, ils ont décidé de s'abstenir, donnant à cette abstention, et je le dis, le caractère politique sur lequel je vous ai donné quelques précisions tout à l'heure.
Je termine en vous disant qu'en ce qui concerne les cantonales ils reprennent les propositions qui ont été faites tout à l'heure ici par de nombreux camarades :
Au premier tour la bataille est menée au nom du Parti, bien entendu, avec des candidats du Parti ;

Fondation Jean Jaurès

Au deuxième tour, désistement pour le candidat le mieux placé pour battre la Droite, le représentant du pouvoir.
Et nous souhaitons que l'on reprenne la règle qui était celle de la FGDS, et que par conséquent cela ne puisse pas se faire automatiquement avec une règle à calcul, mais en laissant un pouvoir d'appréciation au niveau départemental. Et j'ajoute, parce que j'en ai le mandat, que lorsque dans un canton les candidats de gauche sont compétitifs avec un candidat de droite, et sans qu'il y ait de danger à droite, la règle veut que la compétition continue au 2ème tour entre les forces de gauche en présence.
Voilà, mes camarades, ce que je voulais vous dire au nom de la fédération du Nord.
La vie d'un parti, elle est faite des décisions de Congrès, elle est faite du cours des événements, qui ne sont pas toujours ceux qu'on espérait, elle est faite aussi des réactions des suggestions des militants et des sections. Les réactions de ces militants et de ces sections, c'est ce qui fait la grandeur et l'authenticité de notre organisation démocratique. En tous les cas j'avais le devoir de vous rendre compte du mandat qui m'avait été donné par ma fédération.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Perrin (Meurthe-et-Moselle), pour 10 minutes.

Perrin

Camarades, mon intervention a pour objet de vous exprimer brièvement quelle est la position de la fédération de Meurthe-et-Moselle en ce qui concerne l'élection municipale à Nancy.
Certes, c'est un peu marginal par rapport à l'ordre du jour, mais, d'une part, le nombre de questions posées depuis le début du Congrès aux camarades de Meurthe-et-Moselle, d'autre part les relations étroites qui existent entre les élections municipales dans une grande ville et les élections cantonales qui sont proches, et en dernier lieu la place, l'aspect national que l'on a voulu donner à ces élections municipales, à cette élection municipale, nous obligent en quelque sorte à vous donner les raisons de notre analyse politique.
Je dois signaler que notre camarade Gureau, Secrétaire fédéral, prendra sans doute la parole demain, il est retenu actuellement par son travail électoral, et demain il complétera certainement mon propos.
Il faut tout d'abord dire que nous n'avons pas pris position sur le plan théorique dans ce dilemme qui semble diviser un grand nombre de camarades, et certainement à juste titre, entre ce que l'on appelle maintenant le néo-Radicalisme et les unitaires. Notre analyse s'est plus modestement bornée à l'analyse des faits. Nous avons vu en effet un triple intérêt à cette opération :
- Un intérêt tout d'abord sur le plan électoral, on peut dire, le plus immédiat;
- Ensuite, un intérêt sur le plan politique, sur le plan du Parti, mais aussi sur le plan de l'opposition à l'UDR ;
- Et enfin sur le plan fondamental, pour nous, de l'intérêt des masses laborieuses de Nancy.

Fondation Jean Jaurès

Ce sont ces trois points que je vais m'efforcer brièvement de dégager.
Sur le plan de l'électoralisme, il faut constater d'abord un fait : le scrutin majoritaire, et que la liste de gauche unique a toujours été battue, le meilleur score ayant été, en 1965, 34% des suffrages.
Ensuite, un deuxième fait : le refus des Communistes d'une liste large qui, à notre avis, aurait pu peut-être aboutir au succès, compte tenu du désarroi des Nancéens, suite à la décision prise par la majorité avec la complicité du maire de Nancy, de transférer la légion à Metz. Eh bien ! Les Communistes ont refusé une liste large avec beaucoup de personnalités pris dans le potentiel de la ville de Nancy et de son université, et en particulier ses écoles nationales d'ingénieurs. Dans ces conditions, nous pouvions nous battre dans un courant unitaire, mais nous étions sûrs d'être battus.
Un deuxième fait est la pratique, traditionnelle au Parti Communiste, en Meurthe-et-Moselle, qui est celle-ci :
Nous avons des photos du Secrétaire fédéral du PC déchirant nos affiches lors de l'élection présidentielle. Nous avons eu des altercations continuelles avec les Communistes. Ils nous ont, au mépris de certains engagements, volé une mairie qui, de par le décès d'un de nos camarades, devait nous revenir.
Quant au PSU, avec M. Bauré à sa tête, il refuse une fois pour toutes et M. Rocard et M. Bauré l'ont encore déclaré dernièrement - de considérer le Parti Socialiste comme un parti de gauche.
Voilà les faits, en ce qui concerne l'infrastructure électorale.
Par contre, il y avait un fait nouveau : c'était, en fonction du désarroi de la population de Nancy, en fonction des résultats politiques qui s'étaient exprimés lors du référendum, où pour la première fois à Nancy on avait voté non, la possibilité d'arriver à la mairie avec l'intermédiaire d'un centre qui, nous le précisons, n'a jamais participé en aucune façon à la majorité. Ce sont des hommes qui sont apolitiques, comme le sénateur Martin, ou ce sont des gens qui étaient de l'UDR mais qui ont démissionné et qui représentent d'ailleurs les petits commerçants.
Eh bien, sur le plan de l'intérêt électoral, voici en quelque sorte l'infrastructure donnée.
Maintenant, sur le plan de l'intérêt du Parti Socialiste, nous sommes une équipe jeune, coupée, depuis la libération, de toutes les sources d'information, nous ne savions pas ce qu'était un budget municipal, nous ne savions pas sur quel point la majorité expliquait sa campagne impopulaire, et nous avons découvert tout cela par une analyse du budget, par l'intermédiaire des documents que les Communistes, qui avaient été un moment à la municipalité, avant le scrutin majoritaire, n'avaient pas pensé à aller chercher.
Egalement, sur le plan de la propagande des idées politiques, nous avons fait un grand nombre de réunions, et à chaque réunion, et pour la première fois, nous avons dit ce qu'était le nouveau Parti Socialiste. Et ceci est appréciable lorsqu'on est dans une fédération relativement faible, et dans une section encore plus faible.
Enfin, il y a une dernière raison, sur le plan de l'intérêt du Parti proprement dit :

Fondation Jean Jaurès

il ne faut pas avoir peur de le dire, c'est la possibilité d'avoir accès à des salles par l'intermédiaire de la mairie, car il sera décidé que toutes les formations politiques pourront bénéficier des salles de la mairie de Nancy. Et c'est également, il ne faut pas avoir peur de le dire, la ristourne de 20%, pour nos finances, des indemnités de délégués, éventuellement, que nos camarades auront en dédommagement de leurs frais.
Sur le plan politique plus général c'est, comme l'a souligné le camarade de l'Hérault, la possibilité de mettre un frein, aussi limité soit-il, dans l'Est, à l'implantation de l'UDR, qui est totalitaire dans notre département, qui est installée à la préfecture, au Conseil général, dans les municipalités et également parmi les hauts fonctionnaires.
Mais tout ceci doit également nous conduire à une analyse, c'est, au plan de la majorité, la difficulté que nous avons causée, grâce à notre action, car sans les voix Socialistes, la liste n'avait aucune chance de passer - et bien sûr elle n'est pas encore sûre de passer - et c'est ainsi la mise en ballotage éventuelle de 3 députés de la majorité et lorsqu'on est en Moselle ou en Meurthe-et-Moselle, on pense que c'est un résultat qui peut paraître inespéré.
Enfin, dernier point, tout ceci n'aurait pas motivé notre action s'il n'y avait pas eu un intérêt pour la population de Nancy. Cet intérêt résulte du fait que nous nous sommes attachés à exiger un programme bien précis de la part de nos partenaires et que nos camarades se sont engagés, par écrit, à démissionner si ce programme n'était pas tenu, et, compte tenu de la proximité des prochaines élections, en 1971, il est bien certain qu'ils seront obligés de tenir leur programme, et que prévoit-il ?
1°) Le doublement de l'équipement sanitaire et social à Nancy ;
2°) La création d'équipements sociaux essentiels et qui n'existaient pas : des crèches, des classes de neige, enfin des équipements culturels et sportifs dans le seul HLM qui figure à Nancy.
Egalement, nous avons obtenu la création d'une bourse de logements dans le cas, bien sûr, où nous serons élus et d'un bureau d'aide à la construction.
Nous avons obtenu la limitation de l'aide à l'enseignement privé et quand on connaît la Meurthe-et-Moselle, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin et qu'on sait quelle est l'influence de l'évêché et de l'église, on se rend compte de ce que peut représenter même une limitation de l'aide à l'enseignement privé.
Enfin, nous avons obtenu la création de Commissions extra-municipales, largement ouvertes à toute la population, Commissions extra-municipales où, bien entendu, tous les camarades du Parti seront ; ils auront les budgets essentiels et c'est ainsi que lors des précédentes Commissions extra-municipales, il faut reconnaître que nous avions la Commission du plan et des finances. Nous aurons également 2 adjoints.
Voilà résumées les raisons fondamentales de notre action, auxquelles s'ajoute une dernière, qui est la base de notre électorat traditionnel, directement menacé du transfert de la région à Metz dans un délai très court et qui nous sait particulièrement gré de lutter contre cette éventualité.
En conclusion, nous pensons que cette opération politique est normale, qu'elle

est juste et même peut-être qu'elle est exemplaire. Il faut tenir compte de ses forces réelles si l'on veut être réformiste, si l'on veut être révolutionnaires et faire en quelque sorte un pari sur l'avenir, si l'on croit qu'il aura une crise économique transformant complètement la société. Mais lorsque nous ne voulons pas la violence, pour arriver à ces transformations de la société, lorsqu'on est faible, alors on fait de petits compromis et on fait avancer les choses.

Le président - La parole est maintenant à Perrussel, Moselle, puis à Thorelle, Somme, et à Lussault, Indre-et-Loire.

Perrussel

Camarades, l'ordre du jour de ce Conseil national est axé sur deux points : l'appréciation de l'action du Comité directeur, d'une part, et les élections cantonales. Je vais essayer d'y rester.

Il faut tout d'abord que je dise que ma fédération m'a mandaté pour approuver dans son ensemble l'action menée par le Comité directeur et son Premier Secrétaire depuis le Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

Il y a en effet, depuis quelques mois, une action nouvelle qui a été menée, quelque chose qui a été fait de sérieux, de profond et qui a, en fait, suivi la motion qui a été votée a Issy-les-Moulineaux, mais deux points sur lesquels nous aurons à revenir d'ailleurs, doivent attirer des observations : le point qui vient d'être soulevé par mon prédécesseur, c'est-à-dire les élections de Nancy, et la conclusion qui a été donnée aux actions menées par le camarade Chandernagor.

Mais, avant de parler de ces deux points, je voudrais d'abord soulever la question des méthodes de travail.

La préparation du Congrès, de ce Conseil national lui-même, sont des actes de possibilité de travail fondamentaux.

Je pensais, après ce qui a été dit à Issy-les-Moulineaux, qu'on avait rénové complètement les méthodes de travail ; je m'aperçois malheureusement, à travers les interventions de mes prédécesseurs qu'il n'en est rien, ou presque rien et qu'on continue à parler de tout et à ne pas sérier exactement les problèmes qui sont soulevés.

Je le regrette, quant à moi ; en tout cas pour le prochain Congrès du mois d'avril, nous considérons que, comme je l'ai dit d'ailleurs ce matin, il n'est pas suffisant d'avoir préparé le plan d'action Socialiste comme il a été diffusé, mais il faut que les sections, démocratiquement puissent participer au travail et à l'élaboration ainsi faite, en se voyant poser des questions claires, suffisamment précises et nombreuses, avec un vote, une représentativité et un partage des mandats de la fédération, de telle façon que le Congrès du mois d'avril, qui se prononcera sur chacune des options, puisse le faire démocratiquement, la base ayant été consultée.

Ceci m'amène évidemment à réfléchir sur l'application de la démocratie à l'intérieur de notre Parti. Nous ne pouvons pas nous prétendre les champions de

Fondation Jean-Jaurès

la démocratie si, à l'intérieur de notre Parti, nous ne sommes pas extrêmement stricts sur ce que nous-mêmes pensons être la démocratie.
Est-ce qu'à nos oreilles n'est pas parvenue, d'une façon plus ou moins personnelle ou amicale - car qui n'a pas d'amis dans le Nord ? - la façon dont la fédération du Nord a diffusé ou n'a pas diffusé les motions ou les textes qui auraient dû faire l'objet de consultation des sections, de telle façon que les représentants du Nord soient ici mandatés ? Mais, ici, j'interviens dans une fédération qui n'est pas la mienne. Cela m'est simplement revenu, mais de façon tellement persistante et lancinante que je suis simplement amené à me poser la question de l'application de la démocratie de la même façon lorsqu'il s'agit de poser les problèmes, les questions, les options du plan d'action Socialiste qui, comme certains de mes prédécesseurs l'ont dit ici, à la tribune, est fondamental ! Nous ne devons pas laisser à des représentants, de si bonne volonté soient-ils, la disposition d'un nombre de mandats important et, par conséquent, une orientation qui ne soit pas celle voulue par la base.

André Mauroy - Qu'est-ce que ça veut dire, cela ?

Perrussel - Je vous l'ai expliqué très précisément, camarade.
Je veux revenir maintenant à la question soulevée par mon prédécesseur et qui est celle des élections de Nancy.
Ce que mon prédécesseur n'a pas dit, et il aurait dû le dire, c'est que le monopole de la représentation Socialiste à Nancy est, ainsi, laissée au PSU !
(Applaudissements)
Et ce que vous avez pu lire dans "Le monde" - et c'est vrai car nous le savons, nous, qui sommes de la Moselle, le département voisin - que lorsque le PSU - c'est vrai aussi que c'était avec Rocard - a fait une réunion dans une salle de 2 500 personnes, elle était comble et qu'ainsi la liste de "Nancy-capitale" - vous vous rendez compte, c'est déjà plus qu'un titre - la liste Nancy-capitale ne fait qu'attirer et qu'aviver des ressentiments qui n'ont rien à voir avec le Socialisme.
Il y a beaucoup à dire là-dessus mais, en tout cas, « Témoignage chrétien» ne se prive pas de dire que le Parti Socialiste a trahi une fois de plus et, hier, dans la presse, la convention annonçait qu'elle soutiendrait le PSU.
Tout ceci n'est pas très favorable pour notre action !
(Applaudissements)
Alors, nous n'en voulons pas à la fédération de Meurthe-et-Moselle, notre voisine ; elle a pris une position qu'elle a cru - et son représentant, tout à l'heure, l'a expliqué à la tribune - la meilleure pour ses intérêts immédiats, mais, mon cher Premier Secrétaire, tu me permettras de me tourner vers toi et de te dire que le Bureau politique du Parti ait cru devoir soutenir cette action en ce qui concerne le camarade Chandernagor, eh bien, là aussi je pense qu'il faut dire que nous regrettons que la Commission nationale des conflits et le Comité directeur n'aient pas cru devoir prendre une attitude plus nette vis-à-vis de ce camarade !
Oh ! Certes, je ne doute pas que de nombreux camarades, dans les fédérations, soient heureux d'avoir un représentant qui parle ainsi au nom de camarades qui

ne suivent pas exactement les recommandations, les motions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, mais enfin il faudrait savoir si ces actions doivent être menées à l'intérieur ou à l'extérieur du Parti.
Quand c'est à l'intérieur du Parti, je crois que nous ne pouvons pas nous y opposer, c'est même le droit, c'est même le devoir de chacun d'entre nous que de mener ces actions, mais quand il s'agit d'actions publiques ou à l'extérieur du Parti, avec des éléments qui ne font pas partie du Parti, alors là je pense que cela se retourne dramatiquement contre nous et, dans une fédération qui a autant de mal à travailler que la nôtre, c'est dramatique !
Je pense qu'il fallait que je le dise, j'ai été mandaté par ma fédération pour cela.
(Applaudissements)
Enfin, en ce qui concerne le problème des cantonales, eh bien nous disons que, nous, en Moselle, nous n'avons évidemment aucun espoir d'avoir un élu. Par contre, nous pensons que nous pouvons profiter de ces élections pour faire une campagne d'explications et pour prendre une position politique.
Il faut être clair. Il ne faut pas que nous nous laissions aller avec des alliances avec le centre et je pense que notre action serait singulièrement soutenue si, dès le début, nous annoncions que nous désirons un candidat unique de la Gauche non Communiste.
(Applaudissements)
C'est le premier point.
Pour le deuxième point, de la même façon il serait nécessaire que nous annoncions quelle serait éventuellement notre position en cas de nécessité de désistement.
Enfin, nous pensons qu'il faut axer notre propagande en suivant la motion d'Issy-les-Moulineaux, c'est-à-dire en faisant une propagande vers l'unité de la Gauche, sinon, mes chers camarades, je vois l'avenir sous de très sombres auspices et c'est la raison pour laquelle je pense que, demain, il faudra que la position soit claire vis-à-vis de l'opinion publique.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy pour répondre.

Pierre Mauroy

Camarades, la fédération du Nord a été mise en cause, par conséquent je veux répondre.
Je crois que nous avons constitué un nouveau Parti pour se renouveler à tous points de vue et qu'il n'est pas bon, pour le Parti Socialiste, de reprendre un certain nombre de choses qui étaient dites précédemment par de petites fédérations.
Je dois vous préciser d'ailleurs que cela tombe très mal puisque, au lendemain d'Issy-les-Moulineaux, nous avons diffusé dans la fédération, à nos 11 000 militants, 11 000 « canards » d'abord, pour leur expliquer les décisions du Congrès ; ensuite, le 24 novembre, nous avons eu un Congrès fédéral et que, fait nouveau, ce Congrès fédéral a élu une Commission administrative de 28

membres auxquels devait s'ajouter un délégué par arrondissement, c'est-à-dire que, depuis le 28 novembre, nous avons fait 10 Congrès d'arrondissement et, de plus, notre Commission administrative s'est réunie 4 fois en décembre et en janvier.
Alors, je crois que, vraiment, les rouages entre les militants et les instances de la fédération ont été respectés. Je tenais à le dire parce que je trouve tout à fait anormal de continuer, pour les petites fédérations, à dire : « Mais, qu'est-ce qu'ils font dans les grosses » ? Il faut que les petites fédérations - qui ont un certain nombre de difficultés, que nous comprenons, nous, parfaitement - comprennent également que, dans les grosses fédérations, il y a peut-être aussi des difficultés mais qu'en tous les cas on a le souci d'assurer un jeu démocratique dans ces fédérations. Je tenais à le préciser au Conseil national !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Thorelle, Somme.

Thorelle - Camarades, je serai bref.
Je tiens à signaler qu'à la quasi-unanimité des 16 voix pour et 6 contre, la fédération de la Somme est d'accord avec la ligne actuelle du Parti. Nous notons une amélioration dans le domaine de l'information, mais nous demandons un effort supplémentaire afin de donner vie aux sections.
En ce qui concerne les cantonales, nous estimons que le Parti Socialiste doit être présent au combat, non pas par fédéralisme, mais pour donner une image de marque du Parti au 1er tour, nous proposons un candidat du Parti dans presque tous les cantons où le conseiller est renouvelable.
On ne présentera personne devant un candidat intégré au groupe de la FGDS.
Quant au second tour, le désistement se fera vers la Gauche, c'est-à-dire vers le Parti Communiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lussault, Indre-et-Loire.

Paul Lussault

Camarades, c'est l'heure où nous travaillons dans l'intimité, il faut donc être bref.
La position de la fédération d'Indre-et-Loire, qui m'a mandaté pour l'exposer ici, sera d'accorder le quitus aux organismes nationaux.
Cependant, un certain nombre de réflexions sont nécessaires et je les ferai maintenant ici rapidement.
En ce qui concerne l'élection de Nancy, les hasards du débat ont fait se succéder l'exposé de la fédération du Nord et l'explication de la politique suivie à Nancy et il me semble que la politique suivie à Nancy est précisément l'illustration la plus complète de la position que nous a rapporté le délégué de la fédération du Nord.
Nous constatons, nous, que de graves dommages vont être causés au Parti par

Fondation Jean-Jaurès

l'hypothétique élection de quelques camarades écrasés de toute façon par une trentaine d'hommes au moins très éloignés de nos positions.
(Applaudissements)
Nous pensons qu'il est nécessaire que le Conseil national soit honnête vis-à-vis de l'opinion publique en disant qu'il n'a pas approuvé l'opération de Nancy.
(Applaudissements)
Il est aujourd'hui, et particulièrement dans cette période, des autocritiques dont nous ne pouvons pas nous dispenser.
En ce qui concerne l'action de la Commission des conflits, nous avons enregistré sa décision, elle est souveraine et nous ne pouvons pas y revenir.
Cependant, d'un point de vue même juridique, il est intéressant d'examiner 2 des considérants que les camarades de la Commission des conflits ont insérés dans leur jugement.
Le deuxième considérant, que je me permets de vous rappeler, dit :
"Considérant ses affirmations, confirmées par des témoins entendus aussi bien que par la presse, selon lesquelles Chandernagor a traité, à la réunion du Palais d'Orsay, de la situation présente du pays en fonction de la doctrine du Parti Socialiste et obtenu que la résolution fasse précisément référence au Socialisme".
Guy Mollet a déclaré ce matin "la déclaration de principe est notre loi".
Les débats relatifs au plan d'action et de nombreuses interventions nous ont montré que la Socialisme ne pouvait se définir que par opposition au capitalisme et non en collaboration avec le capitalisme.
Se réjouir qu'un texte inclue le mot « Socialisme » et cela seulement, c'est bientôt inviter le camarade Chaban-Delmas et le camarade Pompidou à participer à nos travaux, sous prétexte qu'ils ont eux aussi un jour cité le mot de « Socialisme ».
Je pourrais citer encore des exemples historiques plus douloureux de l'emploi d'un pavillon qui couvre une curieuse marchandise.
Il nous semble donc que la Commission des conflits chargée de juger de l'application de la décision du Congrès a procédé avec une extrême légèreté en donnant à Chandernagor ce quitus.
(Applaudissements)
Nous ajouterons que la tendance organisée, que Chandernagor crée à partir de ce mot "Socialisme" contrairement aux statuts, nous paraît également révélatrice et dangereuse en ce que son Comité de soutien comprend des personnalités n'appartenant pas au Parti.
Dans ces conditions également, le douzième considérant vaut d'être rappelé, il nous dit :
"Considérant que Chandernagor a, du fait que depuis la création du Parti, divers cas de manquement à ses décisions ont été constatés sans que personne n'ait cru devoir les déférer devant la Commission nationale des conflits".
Denis Cépède, ce matin, a regretté que l'activité de camarades soit consacrée à la publication dans la presse bourgeoise d'études critiques ou théoriques qui auraient mieux leur place dans le plan d'action. Mais que dire des centaines de

Fondation Jean Jaurès

lignes consacrées par la presse de province notamment, aux positions de Chandernagor ? Que dire du fait que le Parti Socialiste est considéré par le lecteur moyen à travers les déclarations de Chandernagor beaucoup plus que par celles de sa direction ?
Certes Chandernagor ne le regrette certainement pas, mais le Conseil national doit mesurer le dommage subi du fait de cette activité.
Alors, dans ces conditions, Chandernagor argue de divers manquements aux décisions pour justifier son action et lorsque la Commission des conflits prend en considération cet argument, nous disons que notre justice a utilisé une curieuse balance pour peser les responsabilités.
En conclusion sur ce point nous demandons que le Conseil national renouvelle par ses décisions l'affirmation de la politique d'Issy-les-Moulineaux, pour qu'aucune confusion ne puisse exister entre les positions politiques de la direction du Parti et celles de Chandernagor.
(Applaudissements)
Ceci amène notre fédération à demander instamment que l'ordre du jour du Congrès d'avril soit complété de façon telle que le Parti se prononce dans un vote non discutable sur l'exacte représentativité des thèses autour desquelles Chandernagor entretient d'ailleurs à dessein, une large confusion.
Puisque j'évoque ce Congrès et très rapidement, il nous semble que le Conseil national doit être l'origine sérieuse de la préparation dans les sections, il est donc important que l'ensemble des militants ici présents sache quel est le contenu des contacts pris avec la CIR, car il nous paraît impossible que le Parti ne se prononce pas dès avril sur un calendrier rigoureux de l'unification de la convention avec notre Parti Socialiste.
Pour gagner du temps, j'aborde directement le problème des élections cantonales.
Il faut rappeler qu'en 1964, à l'élection des conseillers sortants actuels, l'unité de la Gauche avait été choisie. Une petite étude statistique simple, sur un grand nombre de circonscriptions montre que pour plus de 70% des cas, l'alliance du deuxième tour, Parti Socialiste, Parti Communiste, avait eu un résultat favorable. C'est un résultat que nous ne devons pas oublier. Il s'est pratiqué dans de nombreux départements, dans la Creuse comme ailleurs.
En ce qui concerne notre situation locale, en Indre et Loire, 13 cantons sont à renouveler, le Parti présente 9 candidats, nous n'avons pas de Conventionnels organisés, le PSU a refusé les propositions que nous avons faites sur ordre national, il existe actuellement une tentative confuse de certains Radicaux.
Nous demandons donc au plan national qu'une proposition publique soit faite, encore une fois, au PSU, mais surtout qu'une proposition de candidature unique soit faite à la convention des institutions républicaines et en tous cas le Conseil national devra assurer qu'aucune circonscription ne verra un doublement d'un candidat Socialiste par un Conventionnel. Au deuxième tour il faudra que l'application de la tactique dans le cadre de la stratégie d'Issy-les-Moulineaux permette de montrer clairement que nous avons choisi l'unité de la Gauche et que nous avons choisi uniquement l'unité de la Gauche.

En conclusion, nous dirons que dès les cantonales nous devrons nous occuper sérieusement des municipales, car là encore le Parti aura à montrer qu'il applique les décisions de ses Congrès.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Dreyfus-Schmidt.

Dreyfus-Schmidt

Je suis très heureux de parler devant l'élite du Parti puisque, à l'exception de ceux qui attendent leur tour de parole, ce sont effectivement et évidemment les meilleurs qui sont encore ici.
La fédération du territoire de Belfort approuve l'action des organismes centraux du Parti. Elle demandait qu'il y ait un peu plus de punch, il lui a été expliqué que le punch peut ne pas s'allier à la méthode et à la loyauté et, connaissance prise du travail en profondeur du Parti, je le répète, l'appréciation est totale.
Je voudrais faire quelques observations, d'une part sur la presse du Parti, d'autre part sur les rapports du Parti avec les Partis voisins et enfin sur les élections cantonales, avant de conclure sur le programme.
Je voudrais en effet me féliciter qu'il y ait enfin des organes de presse dans le Parti. Certains se plaignent qu'il n'y en a pas, je trouve qu'il y en a trop ! Nous avons "Volonté Socialiste", démocratie Socialiste, Flash, le Bulletin du CEDEP, et bien d'autres.... Et je ne plaisante qu'à moitié.
Le Parti a appliqué les articles 21 et 27 des statuts. L'article 21 vous le connaissez "la liberté de discussion est entière au sein du Parti, mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée.
L'article 27 "les contrats d'association peuvent être passés... etc." et le Comité directeur à l'unanimité a vanté les clauses des contrats d'association dans lesquels il est dit :
"Il va de soi que le groupement associé s'interdira de tirer profit de sa situation privilégiée pour essayer de peser d'une manière ou d'une autre sur la vie intérieure du Parti Socialiste et se refusera à toute discussion ou toute prise de position mettant en cause le Parti".
Liberté de discussion, oui.
Que tous nos camarades quels qu'ils soient, que ce soit Chandernagor, que ce soit Poperen, que ce soit Mauroy et j'en passe, aient la liberté absolue de s'exprimer à l'intérieur du Parti, parfaitement d'accord.
Mais si le Comité directeur a voulu que les organismes associés ne s'occupent pas du Parti, ne mettent pas en cause le Parti, c'est parce que le Parti a besoin de tous ses militants pour lutter en son nom. S'il y en a qui ont trop d'argent et qui peuvent se permettre d'éditer un journal et de l'envoyer à tous les camarades du Parti, eh bien on peut penser qu'il vaudrait mieux qu'ils le mettent à la disposition de cet hebdomadaire que réclament toutes les fédérations.
(Applaudissements)
Les uns critiquent le Parti, les autres ne le critiquent pas encore, mais parlent en son nom. Je pense qu'ils n'ont pas compris le contrat d'association. Ils disent : le

Parti Socialiste les invite pour que tous ensemble ils fassent de la France... etc. Ils disent, je répète « Le Parti Socialiste élabore actuellement un plan d'action », ils mettent en cause le Parti et ils ne doivent pas le faire sans l'accord formel des organismes centraux du Parti.
Je n'insiste pas, vous avez vu que je m'en prends à tout le monde, puisque tout le monde ou presque appartient à l'une ou l'autre de ces tendances, qu'elle soit organisme associé ou qu'elle ne le soit pas.
On a entendu Chevènement tout à l'heure, qui sait que j'ai de la sympathie pour beaucoup de ses idées, dire qu'il parlait pour le CEDEP, alors que le CEDEP n'est même pas un organisme associé, il n'a pas le droit de parler ici en son nom, il n'a le droit de parler qu'au nom de la fédération à laquelle il appartient.
(Applaudissements)
Alors, en ce qui concerne les rapports avec les différents Partis et surtout la convention, je voudrais dire que l'irritation dont parlait Gaston Defferre et qui est souvent celle des militants à l'égard de la convention, n'a d'égale que celle qui existait ou qui existe sans doute encore aujourd'hui, chez les Conventionnels lorsqu'ils parlent des Socialistes.
Il ne suffit pas de demander l'unité, l'unité, sur l'air des lampions, il faut aller plus à fond, il faut rechercher quelles sont les modalités, en accord avec les divers leaders des autres Partis et le leader conventionnel pour pouvoir déterminer comment il est possible de se retrouver, autrement on n'y arrivera jamais autrement on sera sûr de sa bonne foi à soi, mais pas de celle des autres.
En ce qui concerne les Radicaux, il est bien tard pour en parler et la sagesse veut sans doute que l'on attende le Congrès Radical, mais puisqu'il en a été question, sans doute faut-il se féliciter de ce qu'il y a de bon de ne pas avoir peur de dire ce qu'il y a de parfaitement naïf dans les solutions utopiques qu'ils proposent.
En ce qui concerne le Parti Communiste, nous avons été gâtés par l'intervention de Defferre qui, après avoir fait une autocritique dont je dis, moi, qu'elle est sympathique, a été jusqu'à demander le programme commun. C'est effectivement quelque chose de nouveau.
Sur le plan extérieur, nous ne l'avons jamais réclamé parce que c'était contraire à la position d'Issy-les-Moulineaux et il n'est pas admissible que des militants réclament dans une presse destinée à d'autres qu'aux militants du Parti, une politique contraire à celle décidée par le Congrès.
Par contre, personnellement, je pense que la recherche d'un programme commun pourrait très bien aller de pair avec cette discussion doctrinale ou qu'en tous cas cette discussion doctrinale doit être menée maintenant à très grande vitesse, je ne dis pas dans la précipitation mais à une très grande vitesse, car il ne faudrait pas que cela devienne un alibi pour ne pas arriver à un programme commun s'il est possible et c'est ce que démontrerait cette discussion doctrinale.
En ce qui concerne les élections cantonales, le problème est un peu le même que celui des élections de Nancy. Certains se rappellent peut-être qu'en 1964 les élections municipales de Belfort avaient fait quelque bruit, la fédération PSU de Belfort avait été dissoute parce que déjà il y avait eu à Belfort des élections partielles et que les élections partielles, c'est toujours très mauvais, parce que

cela attire tous les regards. Nos camarades de Nancy ont sans doute eu tort tout à l'heure de nous dire que cela avait valeur d'exemple, de nous dire que leur cas était une panacée, je suis convaincu du contraire. Je suis convaincu aussi qu'il faut avoir beaucoup de compréhension pour les contingences locales et que, de même pour les élections cantonales, il faut comprendre que les fédérations ont déjà assez de mal à se mettre d'accord avec elles-mêmes, mais que toujours elles recherchent quel est le meilleur candidat possible, du moins si le candidat est, je ne dis pas un républicain, mais quelqu'un qui votera avec la majorité Socialiste. Eh bien, à ce moment-là il n'y a pas de raison de ne pas le soutenir et il ne faut pas non plus bien sûr demander les voix Communistes au deuxième tour, mais ne pas vouloir leur donner les nôtres, il faut aussi être logique.
Enfin, en ce qui concerne le programme, il a été regretté ce matin qu'il y ait eu certaines nouveautés et en particulier l'exemple a été donné de la régionalisation.
Si l'on reprenait le programme de la fédération sur la régionalisation, on y trouverait (la suppression du Sénat mise à part) exactement ce que de Gaulle avait proposé au référendum du 27 avril. Si l'on voulait faire un programme, il était indispensable de le rénover, d'avoir quelque peu d'imagination et le Comité directeur avait estimé que du moment qu'il y avait en son sein l'unanimité pour admettre un certain nombre de thèses, le Parti serait sûrement reconnaissant au Comité directeur d'avoir pris des initiatives. C'est ce qu'il a fait, je ne pense pas qu'il soit de bonne règle de le lui reprocher.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fosse, Saône et Loire.

Fosse

Je parle au nom de la fédération Socialiste de Saône et Loire et non en mon nom personnel, parce que je pense que certains ce matin sont intervenus à titre individuels et que c'est regrettable.
La fédération de Saône et Loire regrette que la date de ce Comité ait été aussi tardive et regrette également de ne pas avoir eu les arguments assez rapidement.
La fédération approuve l'action des organismes centraux et demande que le Congrès aille plus loin et plus vite avec les autres formations de la Gauche, en particulier de la CIR et également avec les syndicats.
Elle approuve en conclusion l'action du Comité directeur et également de son Premier Secrétaire.
Au sujet des élections cantonales, elle se pose pour un candidat unique de la Gauche Socialiste au premier tour.
En Saône et Loire les contacts ont déjà été pris, une réunion a lieu avec le PSU et le CIR et les Radicaux et nous-mêmes, mercredi prochain et nous espérons pouvoir présenter un candidat unique.
Et, pour le deuxième tour, elle se prononce pour un désistement pour le candidat de la Gauche le mieux placé.
Elle est contre toute compromission avec la Droite ou les centristes.

Elle fait une petite remarque en comparaison avec ce qui s'est produit, elle demande que l'élu, quelle que soit sa fonction électorale, milite toujours au Parti, rende compte au Parti de son activité et, de par ses positions, contribue à l'élargissement des idées Socialistes.
C'est peut-être un peu fonction d'un cas particulier.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Noé.

Noé

Chers camarades, je serai bref pour vous présenter les conclusions de la fédération du Bas-Rhin concernant les deux points à l'ordre du jour de notre Conseil national et les élections cantonales, ainsi que l'action du Comité directeur.
Sur le premier point et les élections cantonales, la fédération estime que dans ce type d'élection qui vous le savez tous, est très spécial et, qui est caractérisé, notamment par un absentéisme très marqué, tout au moins dans notre département, puisqu'aux dernières élections cantonales, c'est à dire en 1964, il y avait un pourcentage d'abstentions tournant autour de 60%, et qui d'autre part, toujours dans notre département, est très caractérisé.
Il est donc nécessaire avant tout de prendre en considération pour nous ces situations locales, départementales et ces situations sont très diverses. Il faut le dire.
Il est bien évident que notre situation à nous, dans le Bas-Rhin, est tout à fait différente de celle qui existe dans le Nord ou dans le Pas-de-Calais.
D'autre part, quand on examine l'appartenance politique des conseillers sortants dans les vingt cantons du Bas-Rhin renouvelables, voici ce que cela donne : nous trouvons 11 unions-centristes MRP, lesquels d'ailleurs dans un Congrès départemental du début janvier ont suivi le maire Pfimelin et donc se sont raccrochés à la majorité UDR, nous trouvons 7 UDR et nous trouvons 2 sans étiquette, mais qui sont bien sûr pro-gouvernementaux.
Je pense qu'il est bon également, pour que vous puissiez apprécier notre situation, que j'indique le fait que le président du Conseil général actuel est Monsieur Bordes, secrétaire d'Etat à l'Intérieur et que l'UDR détient la majorité au sein du Conseil général.
Le fait majoritaire donc, au niveau de ces institutions départementales, existe de façon précise dans notre département et ce fait est beaucoup plus marqué probablement qu'ailleurs.
Il est donc évident que le Parti Socialiste, dans le Bas-Rhin, ne peut rien faire seul et qu'il est nécessaire pour nous de rechercher une unité, au moins au niveau des formations de la Gauche non Communiste.
Je dois vous avouer que des contacts préalables ont été pris avec la convention, et, qui l'eut cru, également avec le PSU qui a accepté de venir et de nous rencontrer parce qu'il se trouve dans la même situation que nous. Ces contacts préalables laissent apparaître une possibilité d'accord avec la convention et

Contribution Jean Jaurès

disons une passivité de la part du PSU qui, probablement, ne présentera aucun candidat.
De toute façon, beaucoup de choses dépendant encore pour nous de la décision qui sera prise ici au niveau national, qui sera prise à ce Conseil national, c'est pourquoi la fédération du Bas-Rhin demande tout d'abord à ce que le Parti adopte une position très souple, donnant toutes possibilités d'action aux fédérations en fonction des situations locales, et que nous nous refusons à suivre tout mot d'ordre du type "un candidat Socialiste dans tous les cantons au premier tour", ce qui n'aurait d'ailleurs pour effet que de braquer nos partenaires et nos alliés éventuels.
Deuxièmement, dans la ligne politique qui a été déterminée par le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, il nous semble nécessaire que partout où cela est possible, dans les cantons, d'arriver à un accord avec une formation Socialiste non Communiste pour présenter dès le premier tour un candidat unique de la Gauche, et au second tour nous estimons que le désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé est absolument nécessaire.
Ceci, à nos yeux, pourrait constituer une amorce de dynamique unitaire qui pourrait être très importante, très intéressante pour nous et qui, jusqu'à présent tout au moins, sur le plan local, ne s'est pas encore manifestée de façon concrète. Ceci pourrait être très important, notamment pour les prochaines échéances électorales.
Nous demandons donc, et là je rejoins la position de plusieurs délégués, que le Parti prenne une position claire, mais qu'elle soit relativement souple et que l'on puisse s'adapter aux situations locales.
Sur le second point, l'appréciation de l'action des organismes centraux, nous critiquons tout d'abord le manque d'information du sommet vers la base. Par exemple, en ce qui concerne ces projets de thèse du plan d'action Socialiste, nous avons eu ces documents il y a deux ou trois jours seulement.
De même, en ce qui concerne le problème des rencontres Socialistes régionales, nous savons que le Comité directeur en a délibéré le 10 janvier dernier, mais il a fallu que j'entende notre camarade Savary tout à l'heure pour savoir qu'il y avait eu des décisions prises et que le Parti voulait organiser ces rencontres notamment dans quatre régions.
Nous sommes le 7 février, la délibération a eu lieu le 10 janvier, je pense que les fédérations auraient pu être informées plus rapidement du résultat de ces délibérations, car nous avons pris aussi sur ce point des contacts avec le CIR et le PSU et par manque d'information nous n'avons pas pu aller plus loin.
Nous demandons également à ce que l'on mette à l'ordre du jour du prochain Congrès national les positions du Parti sur les propositions de la convention, des assises de la convention.
En ce qui concerne la presse, là nous rejoignons absolument le point de vue développé tout à l'heure par Schmidt le Parti ne manque pas de presse, il y a beaucoup feuilles qui circulent.
Pour le reste, la fédération du Bas-Rhin à l'unanimité approuve l'action du Comité directeur et votera donc pour le quitus.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Durieux, Yvelines, pour huit minutes, et ensuite à Delmas, Tarn et Garonne.
J'appelle Durieux. Il n'est plus là.
J'appelle Delmas, il n'est plus là non plus.
Nous n'avons plus d'autres orateurs inscrits pour ce soir. Le débat reprendra demain matin à 9h30. Il y a de nombreux inscrits pour la séance de demain.
Je pense que tout le monde aura apprécié la tenue de nos débats d'aujourd'hui.
Il est presque 21h, la séance est levée. Je vous remercie.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national des 7 et 8 février 1970

Séance du dimanche 8 février 1970 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Gau, assisté de Verdier (Tarn), de Lepetit (Côtes-du-Nord) et de Forestier (Côte-d'Or).

Le président (Jean-François Gau)
Camarades, je déclare la séance ouverte.
Nous avons une quinzaine d'orateurs inscrits dans le débat de politique générale qui s'est ouvert hier après-midi, ce qui représente environ cent-soixante minutes de temps de parole, auquel il faudra ajouter l'intervention du Premier Secrétaire.
Si nous ne voulons pas terminer la séance de la matinée trop tard, il importe que l'assemblée soit disciplinée et que les orateurs respectent le temps de parole qui leur a été attribuée
Je donne la parole à Curreaux de Meurthe-et-Moselle, pour dix minutes.

Curreaux
Chers camarades, j'interviens aujourd'hui au nom de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour insister sur deux points.
Le premier, c'est que vous soyez informés de la situation locale à laquelle nous avons dû faire face au lendemain des élections présidentielles. En effet, nous avons eu la malchance d'essuyer une crise municipale à la suite du référendum, une crise municipale qui nous a trouvés dans une situation inconfortable compte tenu des résultats de notre candidat aux élections présidentielles ; ce qui fait que les discussions que nous avions abordées pour constituer une liste unique de gauche dans le cadre du scrutin avec liste bloquée se sont ouvertes dans des conditions extrêmement désavantageuses pour le Parti.
Nos camarades Communistes, forts du maintien de leurs positions, estimaient qu'ils représentaient les deux tiers de la Gauche à Nancy et, de ce fait, entendaient exploiter au maximum leur position. De ce fait, il ne nous a pas été possible d'arriver à un accord avec eux sur les bases que nous proposions et qui

Fondation Jean-Jaurès

étaient extrêmement honnêtes, c'est-à-dire la représentation paritaire des formations de gauche sur une liste unique de la Gauche à Nancy, comme nous l'avions fait en 1965, alors que j'étais secrétaire de section de Nancy.
Il faut dire qu'à l'époque, le Parti était également dans une certaine incertitude quant à son orientation et, de ce fait, nous avons conclu - il faut le dire - une alliance avec un certain nombre de personnalités nancéennes qui n'avaient pas toutes nos sympathies, mais qui présentaient, en quelque sorte, cette qualité d'être toutes des opposantes au régime et de l'avoir manifesté à un certain nombre d'occasions, notamment dans le cadre de la campagne du référendum et des présidentielles.
Si bien que c'est dans ce cadre-là que nous avions attaqué, en quelque sorte, les municipales en juin dernier et que nous avons battu les trois députés UDR, sur la base d'un programme et d'une question de contrats qui apportaient, il faut le dire, un certain nombre d'avantages aux travailleurs de Nancy.
Nouveau rebondissement de la crise municipale, dissolution et problème : savoir si on maintenait ou non notre participation à la liste à laquelle nous appartenions. Il est bien évident que c'étaient encore des événements que nous subissions et là, il n'a pas été possible, faute de propositions, compte tenu également que si nous modifiions les alliances, cela revenait à faire passer les trois députés UDR du secteur contre lesquels on se bat, il ne nous a donc pas été possible de faire une liste de gauche aux dernières élections.
Cela fait qu'aujourd'hui, nous abordons le scrutin avec un certain nombre de représentants de tous les secteurs du monde du travail, mais, bien sûr, il y a avec nous des patrons, il y a avec nous des syndicalistes et nous avons fait en sorte que les camarades qui nous représentent dans l'équipe soient des syndicalistes d'abord Force ouvrière, ensuite CFDT.
Nous avons tenu à préciser - vous l'avez vu dans la presse - que nous étions des hommes libres, en ce sens que notre participation à cette liste d'union est une participation qui se fait sur la base d'un contrat dont le contenu social est extrêmement avancé et, d'autre part, cette participation se fait également sur la base de la libre discussion, et nous nous sommes engagés quant à nous, si les termes du contrat n'étaient pas respectés, à démissionner tout simplement, et je pense que c'est une menace qui pèsera lourd dans l'attitude de nos partenaires au sein de la liste, compte tenu du fait qu'on se représentera d'ici à une année aux élections.
Tout cela pour vous dire que, si notre analyse peut être acceptée, il est bien évident que ce n'est pas l'analyse la plus seyante pour l'esprit, mais il y a des choses qu'on est obligé de faire, et nous étions dans une telle situation.
Voilà donc pour le point sur les élections municipales de Nancy. Il faut dire d'ailleurs que c'était le cadre d'une élection partielle et qu'en aucune manière nous n'avons été à l'encontre de décisions nationales, ce que d'ailleurs nous ne nous serions pas permis, étant donné que la Meurthe-et-Moselle est une fédération qui a toujours été disciplinée.
Dans une autre direction, il faut dire que nos relations notamment avec le Parti Communiste sont des relations difficiles parce que nous avons constitué un

certain nombre d'équipes de jeunes qui entendent pratiquer l'unité, mais qui entendent aussi discuter et se défendre et faire en sorte que les positions Socialistes l'emportent dans un certain nombre de cas ; et dans la mesure où nous ne sommes pas des cautions, il est bien évident que les discussions sont très dures.
Cela fait que nos camarades Communistes ne manquent pas d'exploiter toutes les situations, et il faut dire que la publicité qui a été donnée à l'accord conclu pour engager des conversations n'a pas manqué d'être exploitée dans le sens d'un accord au fond par le Parti Communiste en Meurthe-et-Moselle.
C'est pourquoi il y a eu un certain émoi parmi tous les camarades de cette fédération, et notamment parmi les élus locaux, un émoi indiscutable qui a fait qu'on n'a pas manqué de m'avertir qu'il convenait de marquer une certaine prudence, compte tenu du fait que nos adhérents qui viennent au Parti Socialiste viennent compte tenu de l'idéal révolutionnaire du Socialisme français, mais ne partagent pas toutes les analyses du Parti Communiste, loin de là, compte tenu du fait que justement des conversations devraient d'abord tendre à obtenir des garanties et notamment sur des points qui sont extrêmement importants comme les libertés publiques ; et, compte tenu de ce fait, les camarades de Meurthe-et-Moselle estiment, bien sûr, que les lignes définies à Issy-les-Moulineaux doivent être exécutées, mais qu'il y a lieu de marquer une certaine prudence dans l'évolution des conversations.
C'est pourquoi la Commission exécutive du Parti Socialiste, qui a été réunie le 1er février dernier, nous a chargés de vous donner lecture de cette motion :
Premier point : la Commission exécutive de Meurthe-et-Moselle constate que les conversations engagées avec le Parti Communiste au plan national sont apparues, à tort ou à raison dans l'opinion publique, comme un dialogue privilégié et qu'elles ont donné lieu à des interprétations qui ne sont pas favorables au Parti Socialiste - c'est le cas dans nos départements ;
Deuxième point : demande instamment au Secrétariat national de ne s'engager dans des pourparlers avec les autres Partis de gauche qu'après s'être donné les moyens indispensables de négociation réelle sur des points très précis :
- En premier lieu, pour nous, ces conversations sont apparues un peu comme le fait de mettre la charrue avant les bœufs ; en premier lieu en effet, on estime qu'il faut avoir déterminé préalablement un plan d'action Socialiste permettant de mettre sur pied un programme gouvernemental réaliste et crédible, seul moyen de permettre un recrutement réel dans toutes les couches de la population et notamment les plus jeunes.
- En deuxième lieu…

Le président - Je te rappelle qu'il te reste une minute.

Curreaux - Troisième point : pense que le dialogue avec le Parti Communiste ne peut être conduit dans le seul intérêt de la Gauche française qu'à la condition qu'il soit mené sur un pied d'égalité ;
Quatrième point : demande donc au Secrétariat national, après avoir déterminé

rapidement son plan d'action, de prendre les contacts indispensables et logiques avec toutes les autres formations actuelles de la Gauche Socialiste, sans exclusive ni priorité.
Je tenais, au nom de la fédération de la Meurthe-et-Moselle, à vous faire connaître nos réactions, pour faire en sorte que l'on n'exploite pas, notamment que le Parti Communiste n'exploite pas, à la base si on peut dire, des accords qui, bien sûr, sont dans la ligne du Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
(Mouvements divers)

Le président - La parole est à Jaquet, pour vingt minutes.

Gérard Jaquet

Camarades, en ce début de février 1970 comment se présente la situation pour le Parti ?
Sans doute un peu moins mal qu'au lendemain d'Alfortville, d'Issy-les-Moulineaux. Mais ne nous faisons pas trop d'illusions, le courant ne s'est pas vraiment redressé, et la situation ne s'est pas vraiment rétablie. Nous travaillons toujours dans un monde trop souvent méfiant, sinon indifférent. Et ce que je dis là n'est pas vrai pour le Parti seul, mais c'est vrai pour l'ensemble de la Gauche qui n'a pas retrouvé sa force et sa combativité.
Et pourtant, pourtant la France est mécontente ; les Français ont été un instant intéressés par les divertissantes pirouettes de M. Chaban-Delmas qui les changeait de la majestueuse austérité du régime précédent. Mais ils n'ont pas tardé à comprendre que cette présentation différente, cette présentation un peu dépoussiérée, un peu modernisée au fond cachait un contenu très identique ; le contenu était resté fondamentalement le même.
Et pourtant, ces Français mécontents, eh bien ils votent pour la Droite ; ils votent pour les hommes du régime.
Alors certains camarades me disent : mais il faut en prendre son Parti, depuis un certain nombre d'années la Droite est devenue majoritaire en France, et cette Droite majoritaire, elle s'exprime dans les élections.
Je n'en suis pas persuadé ; je ne crois pas que la Droite soit majoritaire ; je ne crois pas que les hommes qui considèrent que le régime actuel est un régime bon, satisfaisant, qu'il faut conserver, soient majoritaires ; je crois qu'ils sont minoritaires, au contraire.
Mais à cette minorité conservatrice s'ajoutent des hommes nombreux qui devraient être avec nous, qui partagent souvent nos préoccupations, mais qui ne sont pas persuadés que ce que nous pourrions leur apporter se traduirait par une réelle capacité, et qui par la suite votent pour les hommes au pouvoir.
Eh bien je crois que c'est là le vrai problème. Je crois que c'est bien le drame de la Gauche française. Tant que nous ne l'aurons pas surmonté, tant que nous n'aurons pas réussi à ramener à nous ces hommes qui sont près de nous, qui sont fondamentalement d'accord avec nous mais qui doutent de nous, nous n'aurons pas réussi à régler nos problèmes et nos espoirs resteront des illusions.
Alors comment retenir la force montante qui peut devenir la force triomphante?

Contribution Jean Jaurès

Comment créer la véritable alternative démocratique et Socialiste ? C'est tout le débat.
Je n'ai pas du tout l'intention de le traiter très longuement ; mais je voudrais tout de même essayer de vous dire quelles sont à mon avis les conditions essentielles.
Je crois qu'il faut tout d'abord montrer que nous savons ce que nous voulons ; que nous savons où nous allons.
Et cela pose le problème du programme du Parti.
Hier nous avons eu un débat à ce sujet, sur le plan d'action, et je n'entends nullement revenir sur cette discussion. Je voudrais pour l'instant centrer mes réflexions sur le problème de l'élaboration d'un programme à court et à moyen terme.
Je sais que le Comité directeur en a adopté un il y a une semaine ; ce programme était élaboré en partant du programme de la FGDS. Mais il ne peut s'agir, comme l'a dit très justement le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, que d'un programme provisoire car le programme du 14 juillet était insuffisant à bien des égards. Le Parti devrait donc rapidement remettre l'ouvrage sur le métier, reprendre l'étude.
Mais à quoi devons-nous aboutir ? Qu'est-ce qu'un programme ? Que doit-il être, et que ne doit-il pas être ?
Un programme, selon moi, c'est un ensemble de mesures que l'on est décidé quoi qu'il arrive, quels que soient les événements, quelles que soient les circonstances, à appliquer. Bien sûr, il faut leur donner une présentation séduisante, car la propagande ne doit jamais perdre ses droits. Mais il ne s'agit pas, il ne peut pas s'agir d'un simple panneau électoral que l'on rédige à la hâte à la veille d'une consultation, avec la conviction qu'au fond il ne sera jamais réellement appliqué.
Même si la victoire nous parait lointaine, même si elle nous parait incertaine, le programme du Parti doit être rédigé aussi sérieusement, aussi minutieusement que si nous avions la conviction qu'il sera appliqué le lendemain matin. Nous avons à faire à cet égard à une opinion méfiante, et cette méfiance est engendrée par les déceptions passées. Alors, pour dissiper cette méfiance, il faut aujourd'hui montrer que notre programme sera réellement une exigence fondamentale du Parti.
Il faut surtout répondre aux inquiétudes de notre temps. Ce que l'opinion attend de nous, ce ne sont pas seulement des affirmations doctrinales sur les raisons et les buts du Socialisme, ou des réflexions générales sur la stratégie que nous entendons suivre. Tout cela est utile, certes, car c'est cela qui nous permettra de préciser notre ligne de conduite, et nous servira de boussole. Mais cet ensemble doctrinal ne peut évidemment pas se substituer à un programme véritable.
Si je fais cette remarque, c'est parce que j'ai constaté en lisant le projet de plan d'action et en écoutant le débat hier, qu'on mêlait volontiers les réflexions doctrinales et les moyens qui permettront étape après étape d'atteindre nos objectifs.
Les réflexions doctrinales et la philosophie de notre action peuvent être utilement inscrites dans le préambule d'un programme, c'est vrai ; mais

Fondation Jean Jaurès

l'essentiel de celui-ci, ce sont des mesures concrètes, précises, sérieusement étudiées, chiffrées même, que nous sommes décidés à appliquer et dont l'application permettra de transformer progressivement et profondément le monde dans lequel nous vivons. Nous devons être très attentifs à cette préoccupation, surtout en ce moment où le Parti Radical va probablement adopter un programme qui, malgré ses insuffisances, malgré une absence évidente de perspectives réellement Socialistes, apparaitra malgré tout à l'opinion comme un programme clair, audacieux et séduisant.
Nous devons donc accorder à l'élaboration d'un programme à court et à moyen terme une importance de tout premier plan.
Il n'est pas suffisant d'avoir un programme séduisant, il faut aussi montrer que nous sommes le centre d'un regroupement important ; il faut aussi ouvrir une perspective majoritaire.
Et cela pose tout naturellement le problème de nos alliés et de nos associés. Cela pose d'abord le problème de l'unité Socialiste. Avec qui devons-nous la faire ?
Le PSU ? Le PSU, nous n'avons pas à le négliger ; il représente une force. Il est en ce moment divisé en deux tendances : la tendance de Michel Rocard et la tendance de Marc Heurgon. Ce sont deux tendances inconciliables, et qui pourtant apparaissent comme inséparables.
Marc Heurgon, c'est la conception de l'insurrection, l'insurrection nécessaire pour arriver au pouvoir. La conception de Rocard, c'est une conception d'un Socialisme moderne un peu technocratique, et sur bien des points d'ailleurs nous serons d'accord avec lui.
Mais Michel Rocard veut tenter sa chance à la tête d'un parti qui sera concurrent du nôtre, même si ce Parti est dominé par une tendance qu'il n'approuve pas. Il faut espérer que le maintien de ces divisions Socialistes n'aura pas des conséquences trop funestes pour la Gauche française.
Il y a la convention. La convention aurait pu être présente à Alfortville, elle aurait pu être présente à Issy-les-Moulineaux. Son absence est due à un certain nombre d'équivoques, à un certain nombre de malentendus. Je crois qu'aujourd'hui il n'y a pas de divergence politique sérieuse entre nous. Mais il y a eu des irritations, des heurts personnels.
Mais enfin depuis Alfortville, les mois ont passé, les passions se sont apaisées, aujourd'hui on peut regarder la situation avec une certaine lucidité, avec sang-froid.
Alors il faut rechercher l'accord, non pas par des négociations nouvelles sur les pondérations, sur les pourcentages ; il y en a eu assez et même trop ! Mais il faut reconnaître loyalement, les uns et les autres, que nous avons un intérêt commun à travailler ensemble ; que nous devons nous rassembler, et je suis persuadé que s'il y a une égale bonne volonté de part et d'autre, nous devons être ensemble dans la même organisation avant la fin de l'année. Cela il faut le dire, et il faut le dire clairement.
(Applaudissements)
Certains amis diront peut-être : mais pourquoi tous ces efforts ? La convention ne représente plus rien ! Quelques centaines d'adhérents, quelques milliers peut-

Fondation Jean Jaurès

être, mais c'est vraiment très peu de chose.
Non, c'est possible, c'est probable même, quoi que François Mitterrand a encore dans le pays beaucoup d'autorité réelle.
Mais cela, ce n'est pas un problème. Le problème est différent. Avant le Congrès d'Alfortville, et parce que nous étions engagés sur la voie de la fusion, nous avions créé un courant d'intérêt parmi les hommes de gauche qui jusqu'alors avaient refusé de nous rejoindre. A Alfortville les événements qui ont suivi ont momentanément brisé ce courant. Je suis persuadé que la reprise de notre démarche unitaire peut le relancer. Ce ne serait pas seulement quelques milliers d'adhérents supplémentaires venant de la convention, ce serait surtout le réveil de ceux qui ne sont plus nulle part, mais qui sont encore prêts, je crois, à s'engager dans un Parti Socialiste au sein duquel se retrouveraient la plupart des courants de la pensée Socialiste.
Alors unité Socialiste, oui, faisons le plus d'efforts possibles en sa faveur.
Mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi des alliés, des associés. Lesquels ?
Eh bien il y a d'abord ceux qui, sans aller jusqu'au bout de nos conceptions Socialistes, considèrent que le régime actuel mérite des transformations sérieuses. Alors parlons clairement, il s'agit du Parti Radical. Le Parti Radical doit être notre associé, surtout si l'effort de rénovation actuel réussit. Oh ! On peut se moquer de la rénovation du Parti Radical. On peut reprendre ce qu'a dit Raymond Barillot dans Le monde, vous le connaissez ; Jean-Jacques Servan-Schreiber se serait-il trompé de Parti, ou le Parti Radical s'est-il trompé de Secrétaire général ?
Oui, c'est amusant, bien sûr ; mais je crois que devant ce qui se passe au sein du Parti Radical, nous n'avons pas le droit de rester indifférents. Je vous assure que lorsqu'on examine le manifeste Radical, on s'aperçoit que « bien des choses proposées figureraient très utilement dans un programme commun de la Gauche décidée, toutes forces réunies, à franchir une première étape dans notre voie ».
Alors faut-il aller plus loin vers le centre ? Je ne le pense pas - je ne le pense pas pour une raison très simple : le centre ne peut plus aujourd'hui avoir l'illusion de regrouper autour de lui des forces sérieuses ; il ne peut plus avoir l'illusion de devenir le centre d'une majorité possible de demain. Cela veut dire que les hommes qui sont au centre - et il y en a de moins en moins - sont à l'heure du choix décisif. Certains d'ailleurs ont déjà choisi ; certains ont déjà rejoint la majorité. Ceux qui restent devront aussi faire un choix. Ou bien ils iront un peu plus tard que Jacques Duhamel rejoindre la majorité, avec un retard de quelques mois, ou bien s'ils ne sont pas d'accord avec la politique de la majorité actuelle, eh bien ils rejoindront la Gauche. Ils ont le choix. S'ils sont d'accord fondamentalement avec nous, ils rejoindront le Parti Socialiste. S'ils ne vont pas jusqu'au bout de nos conceptions, sils se contentent d'une critique plus modérée de la société, ils iront rejoindre le Parti Radical.
Mais c'est à eux de faire le choix, ce n'est pas à nous d'aller les rejoindre. Car en allant les rejoindre, nous risquerions fort d'entretenir des illusions dangereuses, pour eux, pas pour nous !
Il me reste quelques mots à dire sur le Parti Communiste.

Au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, nous avons pris une décision, celle d'engager un dialogue. Or cette décision doit être tenue. Elle doit être tenue comme nous l'avions envisagée à Issy-les-Moulineaux. Il faut ouvrir un dialogue non pas sur un programme, même si les Communistes s'obstinent à vouloir nous forcer la main, mais sur les problèmes fondamentaux que posent la définition des objectifs Socialistes et l'étude des voies de passage vers le Socialisme.

Hier Gaston Defferre a fait une proposition intéressante. J'essaie de résumer sa pensée : Gaston Defferre nous a dit : un débat général théorique au fond ne permettra pas de voir vraiment quels sont les points de convergence et les points de divergence. Il faut donc que nous avions avec le Parti Communiste un débat concret sur les problèmes concrets, et le meilleur moyen d'avoir un débat sur les problèmes concrets, c'est de l'avoir sur un programme. C'est bien ce qu'a dit Gaston Defferre, en gros.

Je comprends les préoccupations de Gaston Defferre, et je les partage. J'ai moi-même par instants envisagé une méthode semblable. Mais toutes réflexions faites, je crois qu'elle présente un risque, et un risque grave, car si nous acceptions l'idée de discuter dès maintenant sur un programme commun, d'abord nous entrerions dans le jeu Communiste. Je crois que ce ne serait pas une bonne chose. Mais en plus et surtout, nous créons dans l'opinion publique des espoirs qui en fait ne seraient que des illusions. Nous créons l'espoir, l'illusion que l'accord est facile, qu'on va l'atteindre bientôt puisqu'on commence à discuter sur un programme ; et comme très vite on s'apercevra que ce n'est pas aussi facile que cela, alors à ces espoirs et à ces illusions succéderont des déceptions, et après les déceptions probablement la colère, la colère d'une partie de l'opinion publique qui rendra responsables les uns ou les autres, ceux en tous cas qui auront provoqué les difficultés.

Alors je crois que ce n'est pas la bonne méthode. Mais je comprends la préoccupation de Gaston Defferre, et je suis persuadé que si nous le voulons, dans un débat sur les problèmes fondamentaux, nous pouvons poser au Parti Communiste des questions extrêmement concrètes, et nous pouvons juger d'une manière très lucide et très objective les points de convergence et les points de divergence.

Je prends deux exemples : la Tchécoslovaquie ; je crois que nous devons aborder ce problème avec le Parti Communiste et tout de suite, d'entrée de jeu. Le Parti Communiste a manifesté au lendemain de l'occupation de Prague sa réprobation. Bien. Mais depuis, il est resté bien discret ! Que pense-t-il de l'évolution qui s'est produite depuis cette époque ? Il faudra qu'il le dise, et qu'il le dise clairement.

Mais il y a plus important encore : il faudra que le Parti Communiste nous dise clairement ce qu'il pense de l'évolution qui s'était produite en Tchécoslovaquie au moment du printemps de Prague, ce qu'il pense de l'effort des Tchèques à cette époque vers un Socialisme à visage humain. Est-ce qu'ils sont pour, ou est-ce qu'ils sont contre ? Ils n'ont jamais rien dit de sérieux à cet égard, publiquement en tous cas. Il faudra leur poser clairement la question, car il est

bien évident que c'est seulement dans la mesure où nous aurions une réponse positive à cet égard, dans la mesure où ils nous diraient qu'ils acceptent l'idée d'une évolution comme celle qui se produit en Tchécoslovaquie, vers un Socialisme à visage humain, que nous pourrions envisager d'aller plus loin et de conclure un accord politique.
Je prends le deuxième exemple : l'Europe. Là aussi le Parti Communiste est très en retrait sur certaines de ses positions. Rappelez-vous il y a quelques années, il avait fait un effort vers nous à cet égard. Je me rappelle un discours de Waldeck-Rochet, à un comité central du Parti Communiste, où Waldeck-Rochet disait à peu près ceci : la Communauté européenne, c'est mauvais, bien sûr ; mais c'est un cadre nouveau, il faut l'accepter ; c'est une réalité nouvelle ; c'est à l'intérieur de cette réalité nouvelle que nous devons donc désormais combattre.
Et il ajoutait : dans cette Communauté européenne, il y aura des mouvements capitalistes qui vont se développer, il faudra lutter contre, et pour lutter contre efficacement, il faudrait créer une sorte d'assemblée parlementaire représentant valablement les populations européennes, et qui aurait des pouvoirs suffisants pour s'opposer aux monopoles.
Mais ces déclarations étaient très importantes, malgré leur aspect apparemment négatif, car le Parti Communiste acceptait la réalité européenne.
Il faut donc leur poser des questions comme celles-là, et je crois d'ailleurs qu'un tel dialogue, s'il est mené par nous avec clarté et fermeté, ne laissera pas indifférents certains militants Communistes.
Depuis quelques années, nous devrons reconnaître qu'une évolution s'est amorcée au sein du Parti Communiste. Ses adhérents commencent à regarder vers l'extérieur. C'est encore bien peu de chose, c'est vrai. Il est vrai aussi que pendant la préparation de son Congrès, au cours du Congrès lui-même, le Parti Communiste a montré clairement que chez lui l'heure n'était pas à la conciliation, et Roger Garaudy a pu être traité d'opportuniste de droite, sous les applaudissements unanimes du contrés complaisant !
Tout cela est inquiétant, et malgré tout, dans les cellules, dans les sections, les discussions commencent à s'organiser.
C'est le début d'une évolution qui sera longue, c'est vrai, mais qui pourra difficilement être contenue et arrêtée.
Dans ce contexte nouveau, je pense que nos arguments ne laisseront pas indifférents les Communistes qui réapprennent à réfléchir.
Alors, voilà, camarades, les quelques réflexions que je tenais à vous présenter.
Le Parti Socialiste est engagé dans une bataille difficile, périlleuse, qui est loin d'être gagnée, mais nous n'avons de chances sérieuses de l'emporter que si nous savons affronter les difficultés avec courage, sans ruser, sans finasser, parce qu'en ce domaine la meilleure diplomatie, c'est encore la franchise.
Soyons constamment le Parti du courage Socialiste, le Parti de la franchise Socialiste, c'est la condition nécessaire pour devenir le Parti de la victoire Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Sarre pour 10 minutes.

Georges Sarre

Camarades, je commencerai mon intervention non pas par des fleurs, mais par quelques critiques en ce qui concerne l'organisation des débats, car hier soir, je n'ai pas personnellement apprécié le fait qu'il puisse y avoir des Commissions qui se réunissaient, alors que le débat en séance plénière continuait.
Je pense qu'il n'était pas possible de suivre les deux à la fois et cela n'a pas aidé à la clarté.
(Applaudissements)
Ayant commencé par quelques épines, j'aurai donc le plaisir maintenant de dire que dans sa très large majorité la fédération de Paris votera avec plaisir le quitus à la Direction nationale.
En effet, nous estimons qu'elle a rempli son mandat avec bonne volonté et que l'interprétation des textes a été honnête.
Cependant, j'apporterai quelques réserves, car je crois qu'à l'heure actuelle le Parti n'a pas donné l'impression d'être une locomotive, et je ne pense pas que la prudence soit de mise aujourd'hui, nous souhaitons une action plus spectaculaire, car comme sont les hommes et les temps, elle est seule capable de susciter autant de sympathie à nos idées et à notre Parti.
Il ne s'agit pas, évidemment, de rechercher le spectaculaire pour le spectaculaire, mais de prendre des décisions et de mener les actions qui, en elles-mêmes, répondent nettement aux yeux de tous à ce que, plus ou moins confusément, exige le peuple de notre pays.
Il faut en même temps que les militants du Parti accordent leur position politique avec la loi du Parti définie à Issy-les-Moulineaux.
C'est pourquoi la fédération de Paris du Parti Socialiste ressent une grande tristesse et une profonde amertume devant le comportement des Socialistes de Nancy ; les militants de la base savent déjà quelles difficultés de telles attitudes procurent. Cela doit cesser et le Conseil national a le devoir de réagir vigoureusement.
(Applaudissements)
L'affaire est d'importance et va loin ; il s'agit, quant à la composition de la liste, non pas seulement de s'allier avec des républicains de progrès, mais avec des droitiers authentiques et même d'ex-gaullistes.
(Applaudissements)
Certes, nous savons les bonnes intentions de la direction et ses tentatives, mais cela ne suffit pas.
A ce propos, nous regrettons l'absence d'un démenti, fustigeant les commentaires d'un journal du soir qui expliquait les positions de deux membres du Secrétariat national après leur retour de mission de Nancy.
En ce qui concerne l'unité Socialiste, je crois qu'en effet, il faut y travailler avec passion et faire en sorte que les Conventionnels qui devaient être avec nous à Alfortville puis à Issy-les-Moulineaux puissent nous rejoindre dans les meilleurs délais. Et à ce sujet, je pense qu'il convient de faire des propositions généreuses

Fondation Jean-Jaurès

et hardies sans plus tarder.
C'est pourquoi la majorité de ma fédération pense qu'il serait souhaitable de porter à l'ordre du jour du prochain Congrès d'avril la question de l'examen des conditions d'entrée de la convention au nouveau Parti Socialiste… (applaudissements)… car, effectivement, si l'entrée des Conventionnels en nombre ne représentera pas grand-chose.
Il faut savoir que pour la masse de la population française, l'unité Socialiste sera faite et bien des hypothèques seront levées.
(Applaudissements)
Je pense également qu'à ce Congrès d'avril, il faudra examiner le problème des élections municipales et je ne crois pas qu'il faudrait attendre beaucoup de mois encore, car ce serait mettre le Parti devant le fait accompli ; en effet, les manœuvres commenceraient dans certaines villes ou dans certains départements et on essaierait par ce biais de mettre le Parti devant le fait accompli.
Cela me conduit à examiner nos rapports avec le Parti Communiste.
Hier, notre camarade Gaston Defferre s'interrogeait pour savoir si nous n'aurions pas intérêt à chercher à définir un programme commun de gouvernement avec le Parti Communiste. La question est pertinente. Le texte d'Issy-les-Moulineaux dit que nous devons aboutir à un accord politique, sous réserve d'accord sur les questions fondamentales. Il ne dit pas que nous devons parler seulement des questions fondamentales, il ne dit pas que nous devons avoir seulement un débat théorique. Au contraire, l'amendement déposé à Issy-les-Moulineaux, selon lequel il fallait rechercher un programme commun, a été écarté, parce que selon la formule du rapporteur, notre camarade Bernardin, c'était là réduire la portée du texte.
Dans ces conditions, il est clair que le texte d'Issy-les-Moulineaux n'a pas un caractère restrictif, bien au contraire et il faut y insister.
En ce qui concerne les cantonales, je dis qu'à Paris, de ce côté-là, nous sommes tranquilles, puisqu'on ne votera pas, mais j'affirme en même temps que les élections concernent tout le Parti.
C'est la première consultation depuis les élections présidentielles, et c'est la première consultation depuis la création du Parti Socialiste. Cela est donc une affaire d'importance.
Quelle est la situation politique pour la Gauche ?
Elle n'est pas tellement bonne ; la dispersion des forces Socialistes est encore réelle et durement ressentie, la situation économique n'est certes pas bonne, mais apparait supportable encore à la majorité des Français, il n'y a pas de grands conflits sociaux et les organisations syndicales proches de nous n'arrangent rien avec leur récente prise de position.
Comment s'y prendre pour remonter le courant ? Beaucoup de gens nous observent et nous jugent.
C'est pourquoi la motion de Paris répond à certaines préoccupations. En effet, nous devons travailler à ne présenter qu'un candidat du Socialisme par canton ; dans ce sens, le Conseil national doit faire des propositions concrètes et publiques au PSU, à la convention des institutions républicaines. En cas de refus

des uns ou des autres, eh bien, nous serons plus forts et nos candidats en particulier, pour expliquer les positions de notre Parti et ses propositions. C'est en même temps le meilleur moyen de travailler à l'entrée dans le Parti d'éléments qui sont encore en dehors.
(Applaudissements)
De plus, c'est le moyen d'affirmer notre volonté d'union de la Gauche par le jeu des désistements au deuxième tour, car c'est là qu'interviendra le test sur les élections cantonales.
Je mets en garde le Conseil national sur la proposition des Communistes d'ouvrir des discussions avec le PSU, la convention, le Parti Socialiste, c'est tactique, certes, mais je pense qu'ils conservent aussi la possibilité de discussion avec le PSU et la CIR et, dans ces conditions, le Parti Socialiste aurait bonne mise si les Communistes tiraient la conclusion qu'il n'y a plus à travailler avec lui !
Je ne crois pas, dans le même temps, que notre propagande pour les cantonales doive être basée sur des thèmes démagogiques ; en effet, ces élections doivent être une bataille pour le Parti, elles doivent permettre d'accroitre son rayonnement, elles doivent permettre d'expliquer nos positions et notre doctrine.
Nous sommes contre ceux qui veulent se faire élire à tout prix, en passant des accords et en faisant une propagande diamétralement opposée à la stratégie générale du Parti… (applaudissements)... c'est sur notre comportement que nous serons jugés, et le soir des élections cantonales, ce n'est pas seulement l'addition des résultats, l'addition des voix, l'addition de notre nombre d'élus qui manifesteront pour la presse et l'opinion le redressement ou la clarification du Parti Socialiste ; je crois que nous ne devons pas l'oublier.
En ce qui concerne la fédération de Paris, elle s'est mise au travail et vous pouvez le constater par ses séances d'affichage, par ses distributions de tracts, elle essaie d'affirmer notre présence.
Cela n'empêche pas la police parisienne d'essayer de faire en sorte de réduire notre activité en arrêtant presque d'une manière systématique, nos colleurs d'affiches, nos distributeurs de tracts, puisque, en une seule semaine, 45 militants de la fédération de Paris ont été arrêtés, conduits au poste pour vérification d'identité.
Ce n'est pas encore la Grèce…, mais je ne pense pas que le péril soit à gauche… alors, camarades, à nous de bien nous tenir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Forestier pour 10 minutes, ensuite à Droulers.

Denis Forestier

Camarades, mandaté par la fédération de la Côte d'Or, je tiens à féliciter les organismes centraux du Parti Socialiste qui ont fait une application loyale de notre loi élaborée à Issy-les-Moulineaux.
Notre Congrès fédéral de décembre, en Côte d'Or, avait déjà envoyé Cité Malesherbes une motion jugeant favorablement les efforts de ces organismes

pour faire appliquer la loi commune élaborée démocratiquement.
Cependant, nous émettons une critique en ce qui concerne l'administration ; nous jugeons regrettable le phénomène de lenteur en ce qui concerne l'information des militants au niveau notamment de la diffusion du Bulletin intérieur et de la Documentation Socialiste. Je suis secrétaire de la section de Dijon depuis octobre et je n'ai toujours pas reçu le Bulletin intérieur du Parti... c'est tout de même inquiétant pour faire des réunions…
Mais enfin, le Premier Secrétaire s'en est déjà expliqué hier après -midi…
La fédération Socialiste de la Côte d'Or est aussi préoccupée de la situation des cantonales et avant de définir toute tactique, elle s'est posée la question de savoir quels étaient les pouvoirs d'un Conseil général et ce que pouvait faire un conseiller général Socialiste.
A ces questions, nous pourrions répondre très longuement, nous pourrions faire une analyse très poussée, nous ne citerons que quelques grandes tâches.
Le Conseil général a sans doute de vastes attributions en droit, mais elles sont très limitées, par exemple, un grand nombre de dépenses du Conseil général sont obligatoires, ce qui conduit à une marge de manœuvre limitée, donc un champ très réduit, ne permettant pas aux Socialistes de promouvoir une politique dynamique.
Les attributions actuelles du Conseil général s'exercent dans un cadre économique et social dépassé et cela, nous nous en rendons compte, y compris au Parti, puisque nous aussi nous parlons de réforme régionale.
Le Combat au Conseil général est certes important pour la conquête de réalisations sociales, mais si ce combat pour des Socialistes est nécessaire, il n'est pas suffisant. Nous croyons que le niveau du combat est politique et qu'en conséquence le Parti doit lancer une vaste campagne d'explications et mobiliser les masses sur des thèmes Socialistes.
Si nous faisons une telle analyse, c'est en réaction contre certains élus qui, au bout d'un mandat, ont vite confondu fin et moyens, pour nous, Socialistes, le Conseil général ne peut être qu'une tribune permettant de faire connaitre notre programme, qu'un cadre, un moyen parmi d'autres, pour l'exercice de notre action, mais il ne devrait plus être le refuge de l'élu Socialiste oubliant, ignorant, refusant le contrôle de sa section cantonale et faisant même tout pour la détruire parfois ou empêcher qu'elle se recrée, car elle le gênerait dans l'exercice de son mandat !
(Applaudissements)
Ce tableau que je vous dépeins n'est pas particulier à la Côte d'Or, ce ne serait pas grave, mais c'est le cas dans la majeure partie des départements. Alors, camarades, il faudra, là aussi, que ça change : à Parti nouveau, nous devons donner des méthodes nouvelles et faire des choix.
Mieux vaut-il un conseiller général Socialiste qui vote le budget élaboré par le préfet ou une bonne section s'implantant en milieu agricole ?
(Applaudissements)
La Côte d'Or, opte pour la deuxième voie. Si ce travail est moins payant à court terme, il réglera bien des problèmes à plus long terme et en particulier dans nos

rapports avec les autres formations ouvrières.
Si nous sommes un parti fort, le Parti Communiste nous respectera, car il ne respecte qu'une chose, c'est la force, nous le savons tous. Cette force, nous tendons de la cristalliser autour de thèmes mobilisateurs.
En effet, la fédération Socialiste de Côte d'Or a fait la proposition d'une candidature unique de la Gauche dès le premier tour.
Le Parti Communiste nous a répondu qu'il ne ferait pas l'unité avec les briseurs d'unité. Nous avons enregistré cette déclaration et nous saurons l'exploiter en temps voulu dans la fédération.
Le PSU refuse l'unité, alors que nous reste-t-il ? Discuter avec la CIR. Or la CIR en Côte-d'Or, c'est très compliqué. La CIR, c'est Michel Secrétain, ami de Mitterrand. Nous ne sommes même pas à la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen dé 1789. Qu'importe ! Nous allons négocier avec eux.
Les Radicaux, eux, ne demandent rien. Les deux notables qui défendent les couleurs de leur Parti souhaitent ne pas avoir de candidat Socialiste dans leur fief.
Après ?... Après, c'est la Droite, et nous n'irons pas, même si ce sont les républicains de progrès. N'oublions pas l'expérience du Jura, avec le "grand camarade" Duhamel !
C'est pourquoi la fédération Socialiste de Côte-d'Or propose au Conseil national la tactique suivante :
1°) Union des Socialistes au premier tour, partout où c'est possible ;
2°) Aucune compromission avec la Droite et le centre et campagne Socialiste affirmée par nos candidats, pas de démagogie - Sarre vient d'en parler ;
3°) Désistement au deuxième tour pour le candidat de gauche le mieux placé.
Camarades, je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Droulers, de l'Isère, pour dix minutes.

Yves Droulers

Camarades, au non de la Commission exécutive départementale de l'Isère, je voudrais aborder rapidement quatre points ; très brièvement, concernant les rencontres Socialistes, les élections cantonales et l'importance de la préparation des élections municipales ; un peu plus longuement concernant le problème des groupes d'action municipale.
Sur le problème des rencontres Socialistes, dans l'optique de l'orientation définie par le Parti - nous avons pris l'initiative de demander aux différents groupes de la famille Socialiste d'organiser, dans le courant du premier semestre, une rencontre Socialiste sur le thème de la propriété foncière et de l'aménagement du sol.
Je voudrais faire un commentaire bref, qui a été fait déjà par la Commission exécutive départementale sur les réponses que nous avons reçues.
Actuellement, nos principaux interlocuteurs, à savoir, du côté syndical, la CGT et, du côté des membres de la famille Socialiste, le PSU, font un préalable des

Fondation Jean Jaurès

contacts préliminaires pour l'organisation de ces rencontres et d'un élargissement des invitations à l'ensemble des forces de la Gauche, à savoir, nominativement, le Parti Communiste, exigence posée évidemment par la CGT, et l'ensemble des groupes gauchistes, exigence posée par le PSU.
Alors, la Commission exécutive départementale demande au Conseil national de ne pas faire un a priori absolu de la limitation au cadre initialement prévu des rencontres préliminaires concernant ces rencontres.
Autrement dit, nous demandons l'autorisation d'avoir un certain nombre de contacts avec les gens du style Parti Communiste ou gauchiste, sachant même que nous ne pourrons peut-être pas aller jusqu'au bout de l'organisation, mais il paraît dommage de stopper dès la partie initiale ces contacts pour des raisons d'exclusives.
Alors, ceci ira jusqu'où cela pourra aller, mais je voulais quand même transmettre ce vœu qui a été voté par la majorité de la Commission exécutive.
Un deuxième point concerne les élections cantonales.
Il nous paraît capital, à l'occasion de ces élections, dont on peut contester plus ou moins l'importance, mais qui existent dans peu de temps, que dans la mesure du possible - et comme un camarade vient de le souligner - il n'existe qu'un candidat de la famille Socialiste par canton.
Nous avons pris dans ce sens des contacts préliminaires avec le PSU et la convention. Du côté PSU, c'est entièrement négatif : il se retranche derrière la tactique nationale de présenter des candidats partout. Concernant la convention, nous avons abouti, dans des contacts préliminaires, à des résultats extrêmement satisfaisants, car il semble possible, dans les 2 cantons de l'Isère, de ne pas présenter en double des candidats du Parti Socialiste et de la convention et de s'entendre, entre autres, sur des gens qui pourraient représenter la famille Socialiste.
Troisième point : l'importance de la préparation des municipales.
La Commission exécutive départementale voudrait approuver particulièrement l'initiative qui a été prise par la fédération nationale des élus Socialistes d'organiser à Montbéliard, les 14 et 15 février, une rencontre de travail sur le thème de l'action municipale. Ceci nous paraît important et, à cette occasion, nous voulons souligner qu'il nous paraît capital qu'on n'attende pas les derniers mois avant mars 1971 pour que le Parti prenne l'initiative de la préparation en profondeur de ces élections municipales dont l'objet - et vous en êtes bien convaincus - est une part très réelle et très importante du pouvoir politique en France.
Il nous paraît notamment que cette première initiative de la rencontre de Montbéliard devrait être suivie, dans l'ensemble des régions, en France, d'initiatives du même type, qui pourraient mettre en contact les élus du Parti avec les militants du Parti et tous les gens qui s'intéressent à la préparation en profondeur de ces élections municipales.
Je voudrais maintenant intervenir sur le problème des groupes d'action municipale.
Nous sommes, dans la fédération de l'Isère, des gens qui avons pris au sérieux

Fondation Jean-Jaurès

l'orientation d'Issy-les-Moulineaux et, notamment, le passage suivant de la motion qui disait ceci : "Le choix des partenaires doit éviter toute exclusive qui résulterait de divisions politiques anciennes, ou d'étiquettes héritées du passé.
Le Parti n'aurait aucune raison de s'isoler des forces démocratiques qui, sans se reconnaître explicitement dans sa doctrine, en viennent à dénoncer certains effets du régime capitaliste. Ces forces pourront être considérées comme des interlocuteurs valables".
Il me semble, et ceci me paraît tout à fait dans l'axe de la préparation en profondeur des élections municipales, que nous devons accorder la plus grande importance aux contacts avec les groupes d'action municipale qui, un peu partout en France, se mettent en place ou se sont mis déjà en place.
Ceci me paraît un point capital, d'autant plus qu'on ne peut plus dire actuellement que ces groupes d'action municipale représentent une marchandise sans étiquette. Vous le savez, 3 rencontres, à l'échelon national, ont eu lieu, à Grenoble, à Caen et à Chantilly, qui ont défini une doctrine qui est un apport considérable à la pensée Socialiste sur le problème de gestion et d'organisation de la vie municipale et régionale.
Ceci me conduit donc à regretter très profondément la manière dont le débat sur ces groupes d'action municipale a commencé dans le Parti.
Nous avons lu, en effet, dans un organe de presse subventionné par le Parti, qui s'appelle "Agence de presse de la liberté" un article intitulé "Opération...", que je ne qualifierai pas pour éviter toute polémique mais qui avait, à mon avis, le grave défaut, avant même d'engager une réflexion et un débat en profondeur, de qualifier les groupes d'action municipaux d'opérations d'enquête de l'UDR », ce qui me paraît aller à l'encontre de l'ouverture qui avait été décidée à Issy-les-Moulineaux.
Alors, camarades, je demande un peu d'unité et de cohérence dans la voix du Parti et que l'ensemble des organes de presse du Parti tirent dans le même sens. Cela nous paraît un problème d'honnêteté et de cohérence doctrinale.
Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pontillon, pour 12 minutes, ensuite Dupont.

Pontillon

Camarades, la fédération des Hauts-de-Seine votera le rapport d'activité qui n'est rien d'autre qu'un constat et ne peut ni ne doit remettre en cause, par un biais de procédure, les orientations politiques du Congrès.
En ce qui concerne la tactique aux élections cantonales notre fédération souhaite que le Parti inscrive sa démarche politique dans la stratégie globale définie à Issy-les-Moulineaux, c'est-à-dire tout à la fois celle d'une orientation claire à gauche et la recherche privilégiée de l'unité Socialiste.
Pour autant, et devant le refus opposé par le Parti Communiste et le PSU à nos propositions de candidature unique, - situation qui ne se révèle pas originale dans le département des Hauts-de-Seine, - notre fédération considère que la

tactique du Parti devrait s'articuler autour des axes suivants :
- partout où l'accord ne peut se réaliser sur une candidature commune avec la convention, dans tous les cantons renouvelables, présence effective du Parti, l'exception ne pouvant jouer qu'au bénéfice de la formation de gauche la mieux placée politiquement pour la mener au succès.
Au deuxième tour, désistement privilégié pour le sortant de gauche ou pour le candidat le mieux placé pour assurer le succès de la Gauche contre le représentant de la majorité gouvernementale, la définition du « mieux placé » étant celle de la FGDS, à savoir que la réalité arithmétique ne couvre pas obligatoirement la vérité politique.
L'attitude devrait être finalement : laisser aux fédérations d'apprécier là où il n'y a pas péril réactionnaire évident les conséquences d'un maintien Socialiste au 2ème tour, de telle façon qu'il ne porte pas un préjudice évident et durable à la stratégie globale du Parti.
Sur un plan de tactique électorale, la fédération m'a mandaté pour regretter l'attitude adoptée par la fédération de Meurthe-et-Moselle dans les élections complémentaires de Nancy, dans la mesure où elle semble préjuger de la tactique du Parti et traduit une orientation dont la concordance n'est pas évidente avec les définitions d'Issy-les-Moulineaux.
Camarades, j'aurais pu arrêter là mon propos si je ne croyais pas devoir traduire également le sentiment de nombre de nos militants sur un problème déjà largement évoqué à cette tribune, qui est celui du dialogue avec le Parti Communiste.
Ce dialogue s'inscrit dans les objectifs définis par le Congrès constitutif.
Il doit avoir lieu et nous ne pouvons ni ne devons chercher dans le comportement actuel du Parti Communiste l'occasion ou le prétexte pour ne pas l'engager ; ceci est un problème de rigueur politique.
Pour autant, cette rigueur exige également de nous que nous ne soyons pas totalement insensibles à l'environnement et aux réactions qu'elle détermine chez nos militants.
La première condition de cette rigueur, elle est dans le rythme même des discussions.
Nous avons été, à ce jour, extrêmement complaisants. Disons seulement que nous n'avons plus aujourd'hui le sentiment d'être payés de retour. La maladie de Waldeck Rochet est peut-être un prétexte passager, elle ne saurait constituer un alibi durable. Nous nous sentons, en effet, par le jeu des circonstances et de la procédure exagérément lente qui a été suivie, dans la situation d'avoir fourni au Congrès de Nanterre l'affiche dont il avait besoin, sans avoir rendu au Congrès d'Issy-les-Moulineaux la monnaie de son engagement.
Dès lors, il nous paraît souhaitable que le dialogue s'engage désormais sans plus de tergiversations et qu'il soit mené à un rythme soutenu.
Notre second impératif dans la poursuite du dialogue avec le Parti Communiste est de le situer ou, peut-être, mes camarades, de le resituer dans sa perspective réelle : le dialogue avec le Parti Communiste ce n'est pas seulement une obligation contractuelle résultant d'un acte de Congrès, c'est aussi un acte

politique de portée durable, lequel est, à cet égard, inséparable de l'évolution politique générale et de l'environnement. C'est tout à la fois le contexte national et international, c'est l'évolution du comportement de nos interlocuteurs jusque et y compris l'interprétation qu'ils donnent eux-mêmes du dialogue.
Appliquer une résolution de Congrès, ce n'est pas en effet se limiter seulement à une interprétation mécanique et comptable des textes, c'est aussi intégrer à sa démarche la réaction de nos propres militants, et ceci réagit tout à la fois sur la lettre, l'esprit et la procédure.
La procédure, j'ai dit ce qu'elle nous paraissait devoir impliquer : une sérieuse accélération ; la lettre : elle a été clairement définie à Issy, elle nous engage à rechercher les voies et moyens d'un accord avec le PC. Ceci veut dire, en clair, une discussion autour des préalables de l'action commune, tout cela, mais rien que cela.
C'est la négociation qui révélera ou non les possibilités d'aller au-delà et, pour cela, il est souhaitable qu'il y ait, à un moment donné, constat du Parti, ne serait-ce que pour procéder aux ajustements tactiques nécessaires.
Or, dans le moment même, il est déjà évident que, sur un premier point au moins, l'interprétation du dialogue n'est pas égale.
Quand nous disons : discussion sur les préalables, le Parti Communiste répond : programme gouvernemental et action commune.
Il n'y a déjà pas concordance sur les objectifs.
Le Premier Secrétaire du Parti a déjà réagi à cette extrapolation complaisante du PC. Il l'a renouvelé hier encore. C'est bien, mais ce n'est peut-être pas suffisant, car le risque existe, compte tenu de la disproportion des moyens d'agitation et de propagande entre le Parti Communiste et nous-mêmes, de laisser s'installer l'équivoque sur nos intentions réelles.
Le Parti doit donc dire, en précisant plus clairement le mandat donné à nos négociateurs, qu'il ne cédera pas à la confusion, sauf à ce que le dialogue, vidé dès l'origine de sa substance, le soit aussi, a terme, de toute signification. Laisser cela sans réagir serait, en la circonstance, une complaisance exclue, par définition, de la résolution d'Issy-les-Moulineaux, et une altération de l'image même que le Parti entend se donner.
Il était déjà regrettable, les circonstances nous ayant desservis, que le dialogue annoncé en manchette de l'Humanité ait déjà semblé trouver sa conclusion dans le bandeau du rez-de-chaussée de la même page, avec la condamnation, par le bureau politique du PC, de Roger Garaudy !
J'en viens, camarades, à ma conclusion, c'est-à-dire à l'esprit qui doit nous animer dans cette discussion.
Nous avons, à l'égard du PC, le devoir et le droit d'être exigeants.
Le droit, nous le puisons en nous-mêmes, par la définition sans équivoque d'une orientation politique clairement affirmées par l'unité Socialiste, vers l'unité de la Gauche.
Le devoir nous est moins imposé sans doute par la petite phrase sur le refus de la complaisance que par l'évolution récente du PC français, la suffisance parfois arrogante de ses porte-paroles et les résurgences néostaliniennes qui se

manifestent dans son sein, mais davantage encore par le comportement soviétique et le thermidor tchécoslovaque.
A Nanterre, on a oublié Prague. L'évoquer ici, à Bondy, c'est retrouver le fond même de notre problème car ce qui était en cause, à Prague, c'était tout autant les conceptions léninistes d'organisation et le centralisme démocratique que la notion nouvelle de partenaires privilégiés et c'est pourquoi nous devons continuer à opposer et à répondre Prague à ceux qui, aujourd'hui, à Nanterre, on déjà tout oublié jusque et y compris leur sursaut d'un instant.
Quant aux Soviétiques, camarades, comment ne pas intégrer à nos perspectives l'accumulation d'erreurs et de hontes dont leur diplomatie a fait montre depuis la liquidation de Khrouchtchev !… L'agression militaire dans les limites de sa doctrine d'influence, l'encouragement à la guerre dans les zones de tension extérieure semblent être aujourd'hui les leviers de l'action internationale de l'union soviétique ! Or, il n'y a là rien de plus étranger à la tradition Socialiste et internationaliste que ce comportement impérialiste agressif !
(Applaudissements)
Gardons-nous à cet égard, camarades, d'ajouter par nous-mêmes certaines confusions sur nos intentions propres.
J'ai été, pour ma part, troublé des tendances nouvelles révélées par le texte du plan d'action au chapitre dit de l'équilibre nucléaire et dont la conséquence serait finalement d'accuser le déséquilibre de la sécurité au seul bénéfice de l'Europe orientale !
Je me félicite qu'Alain Savary ait, sur ce plan, rétabli, lui, l'équilibre hier soir et rappelé notre position constante en ce domaine. Il reste seulement, par référence à la situation du Moyen Orient qu'il ne me paraît pas suffisant de borner notre critique à la dénonciation de l'action du gouvernement français qui contribue à l'escalade, au lieu de contribuer à la paix.
Il ne faudrait pas que, par une concession exorbitante à la réalisation d'un tel dialogue, nous cessions, dans le moment, de dénoncer l'attitude soviétique, déjà responsable, en 1957… (applaudissements)… d'une situation qui devait conduire à la guerre des 6 jours et qui risque, aujourd'hui encore, d'entraîner à de nouveaux affrontements.
Je conclus.
Quant à l'introduction subreptice de la notion de partenaire palestinien, je souhaite, camarades, qu'elle soit un jour l'occasion d'un débat au fond et que, cessant de confondre l'effet et la cause, nous évitions de donner l'impression d'une concession de circonstance à un gauchisme parfois coloré d'antisémitisme.
(Applaudissements)

Alain Savary - Pontillon, je réagis au mot « subreptice » qui vise le programme immédiat adopté par le Comité directeur et le problème du fait palestinien est in extenso précisé, car il n'y a pas et il n'y a pas eu, de la part des responsables du Parti, aucun argument subreptice en la matière !
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Pontillon - Je donne volontiers acte à Alain Savary de cette remarque. Je constaterai pour autant qu'il n'y a parfois pas concordance évidente entre les projets de textes et les projets de déclarations dans les documents qui nous sont soumis.
Camarades, au demeurant je suggère simplement que nous dissertions davantage sur ce problème et j'espère que l'occasion nous en sera donnée au prochain rassemblement du Parti, c'est-à-dire en avril prochain.
Camarades, j'en arrive donc à ma conclusion.
Les congressistes de Nanterre peuvent murmurer, comme ils l'ont fait quand le délégué fraternel roumain évoque le respect des principes de la souveraineté et de l'indépendance nationale, de l'entière égalité en droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, c'est leur droit. Nous devons nous rappeler que la notion de modèle unique est une déviation hérétique de la doctrine Socialiste et qu'elle comporte en elle toutes les dépendances et toutes les servitudes !
Ce genre d'équivoque doit être levé si on veut parler utilement ensemble, Socialistes et Communistes, de l'avenir Socialiste de la France.
Le dialogue, c'est encore cela. Le contraire, camarades, ce serait un alignement, et nous savons depuis 1945, par l'expérience de l'Europe orientale, que l'alignement est mortel pour le Socialisme démocratique.
Dire cela, ce n'est pas tarir le dialogue, c'est lui rendre sa dignité en gardant la nôtre !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Dupont, du Loiret.

Dupont

J'interviendrai sur trois points, d'abord en tant que secrétaire de la fédération du Loiret, je dis qu'il est bon, qu'il est juste, de voir une direction nationale appliquer loyalement des décisions de Congrès. Et en cela, dans le Loiret, nous lui donnons quitus total.
Maintenant il reste deux points qui nous paraissent absolument essentiels.
Le premier concerne nos rapports avec la convention des institutions républicaines. Peu importe ici ce que l'on pense des positions de la convention, de son leader ce qui importe pour nous - je ne sais pas comment cela se passe dans les autres fédérations - c'est ce qui s'est passé dans le Loiret.
Nous avons connu les dernières années indiscutablement, un courant qui a apporté de nouveaux militants dans notre Parti, et ce courant il était lié à quelque chose qui se passait au niveau de la Gauche.
Et puis, vous le savez aussi bien que moi, est intervenu un blocage, ou ce qui a semblé un blocage et à ce moment-là notre fédération a senti qu'il y avait également blocage des adhérents, blocage des sympathisants qui restaient immobilisés, gelés pour l'action, craintifs qu'ils étaient d'avoir été une fois de plus entraînés à des illusions d'unité et qu'on était incapables, les uns et les autres, de tenir ce que l'on avait promis.

Fondation Jean Jaurès

A partir de là, nous pensons qu'effectivement et c'est Gaston Defferre qui le disait hier, ce qui est important c'était, de la part des militants et des dirigeants, d'avoir du dynamisme, ce qui est très important, mais ce qui est au moins aussi important que le dynamisme des militants, c'est la dynamique de l'organisation et du courant qu'elle représente, et cette dynamique, qu'on le veuille ou non, c'est une dynamique unitaire, on n'y peut rien, c'est comme cela, et c'est l'aspiration profonde des masses de ce pays.
C'est pourquoi il nous paraît absolument essentiel que le problème qui se pose vis à-vis de la convention ne soit pas considéré comme un problème parmi tant d'autres, comme des démarches admises parallèlement avec tant d'autres, mais que cela devienne l'affaire du Parti, de la base jusqu'au sommet et que précisément, en inscrivant comme certains camarades le demandaient ce matin, ce problème des relations à l'ordre du jour du Congrès d'avril 1970, on verra non seulement nos militants, mais nos sympathisants, qui sont très près, qui se sont arrêtés et qui ne peuvent pas s'arrêter trop longtemps, réagir.
Le deuxième point, également lié à celui-ci, concerne les élections municipales.
Si on attend l'automne prochain pour prendre une décision, ou l'an prochain, alors camarades, il faut être logiques, des Nancy, vous en aurez dans toute la France, car c'est dès maintenant que cela sa prépare, que l'on doit commencer à préparer des municipales et tout le monde le sait.
On me dit "oui, mais chez nous on a des problèmes particuliers dont il faut tenir compte". Alors, camarades, là il faut être très clair, je crains fort que si on commence à s'engager sur cette pente, notre Parti devienne le lieu commun de beaucoup de cas particuliers.
(Applaudissements)
Car il faut être logique, il ne faudrait quand même pas venir de temps en temps à Bondy ou à Paris, se réunir pendant deux jours et puis, à partir de ce moment-là, tirer à boulet rouge sur le capitalisme, toutes les formes de capitalisme quelles qu'elles soient, à partir de la déclaration de principe Socialiste, nous plaçant à gauche de tout ce qui se fait dans le Socialisme, européen, scandinave ou de l'Europe de l'Ouest, et en revenant chez nous, dans nos fiefs, on découvre d'un seul coup qu'effectivement là on a des problèmes particuliers, qu'on a en effet dans notre fief des problèmes qu'il vaut mieux un meilleur centriste qu'un mauvais droitier... (applaudissements)… et qu'entre les capitalismes, mieux vaut un bon capitaliste qu'un mauvais capitaliste.
(Applaudissements)
Alors, des camarades ont dit hier soir "il faut être prudent avec le Parti Communiste, parce qu'on se réfère toujours à lui, soyons nous-mêmes..."
Mais, je suis moi-même et je crois être moi-même et cela consiste pour moi à ne pas se dire de gauche quand on penche vers la Droite, cela consiste à mettre en concordance ce que je dis ici et ce que je fais chez moi, c'est cela être soi-même...
(Applaudissements)
Et, quand ici je me proclame Socialiste, eh bien chez moi j'applique la tactique du programme Socialiste, c'est à dire les alliances avec la Gauche, avec la

Gauche seule, c'est cela être soi-même et pas autre chose.
Et c'est pour cela que de toute manière il faut bien se rendre compte qu'il y a deux arguments qui ne tiennent pas, c'est quand on dit que c'est une position doctrinaire qui n'est pas réaliste et qui fera le jeu des Communistes.
Alors, pour ce qui est du réalisme, il faut quand même voir les derniers mois, les dernières périodes, ceux qui sont réalistes sont ceux qui proposent des choses logiques, soyons logiques avec nous-mêmes, et quand une position est prise par le Parti qui ne semble pas être tellement logique, je crois que l'opinion publique lui donne une sanction qui devrait justement nous prévaloir de prise de position qui n'apparaisse pas très clairement comme reposant sur la dynamique que veut le pays.
Et, cette prise de position très claire, elle résoudra un problème, c'est le problème que soulève la Commission des conflits.
Il est évident que certaines prises de position qui se traduisent par un avertissement public, bien sûr cela ne satisfait personne, mais le débat, il n'est pas amené devant une Commission juridique du Parti, c'est le débat de fond, c'est le Parti dans son Congrès politique qui tranchera et c'est cela le véritable débat ; tout autre chose me paraît, passez-moi l'expression vulgaire, un peu pinaillage de chercher à voir si on doit avoir ou pas l'avertissement public. Laissons trancher le Parti et nous verrons à partir de la vocation qu'il saura définir, quelle sera la voie que suivra le Parti et ce qui restera à faire à chaque militant.
Et à ce propos je dépose une motion que je présenterai en Commission des résolutions, la voici :
Après la période de mise en place, le nouveau Parti Socialiste ne peut élargir rapidement son influence que s'il répond sans tarder aux questions politiques que posent les événements, en particulier il paraît difficile de rejeter à l'an prochain ou même à l'automne, les décisions concernant :
a) La tactique du Parti pour les élections municipales,
b) La suite à donner aux échanges de vues entre les directions du Parti Socialiste et de la convention des institutions républicaines.
En conséquence le Conseil national décide d'inscrire à l'ordre du jour proposé au Congrès extraordinaire d'avril 1970 un débat sur ces deux questions.
(Applaudissements)

Le président - Fichaut, du Loir et Cher, pour dix minutes, ensuite Antonin.

Fichaut

Camarades, ce sont deux questions apparemment distinctes, qui sont mêlées dans notre débat, d'une part l'appréciation de l'action menée depuis Issy-les-Moulineaux par les organes de direction du Parti, et d'autre part la détermination de la tactique aux élections cantonales, mais qui méritent en vérité un même débat car elles sont profondément liées.
Il y a en effet ce soir certaines décisions à prendre au regard des élections cantonales, qui consisteraient à confirmer par un acte public, sans ambigüité,

l'orientation voulue par le Congrès d'Issy-les-Moulineaux et appliquée depuis avec rigueur par la direction du Parti. Et il y a au contraire d'autres décisions qui pourraient être prises et qui reviendraient implicitement ou indirectement, à mettre en cause cette orientation d'Issy-les-Moulineaux.
Je songeais à cela hier soir en particulier, en écoutant notre camarade Mauroy présenter les propositions de la fédération du Nord, notamment sur un point très précis de son argumentation concernant l'éventualité du maintien au second tour, là où la Droite ne présente pas de danger direct, de tous les candidats de gauche, de manière à poursuivre au second tour la compétition légitime du premier, et à laisser au second tour le choix des électeurs de gauche entre nos candidats et ceux des autres formations.
Il me semble qu'il y aurait dans cette pratique un très grand danger et que, si elle était suivie, dans un nombre de cas important elle reviendrait à constituer sur le plan politique une sorte de régression.
Car en vérité, à quoi peut-on penser concrètement dans ces situations ou nous dirions : la Droite ne présente pas de danger.
Je ne vois que deux possibilités. Il y a le cas où le candidat du Parti Socialiste arrive en tête, et à ce moment-là on dit : autant qu'il soit élu au deuxième tour sans avoir besoin des voix Communistes, il sera plus libre, seulement il faut penser à la contrepartie et je crains malheureusement que ce soit surtout cela que l'on ait en tête, la contrepartie c'est le cas dans lequel le candidat du Parti Socialiste arrive derrière celui du Parti Communiste, car puisqu'il n'y a pas de danger de droite il ne faut quand même pas oublier que dans ces cantons, dans ces circonscriptions, il y aura eu des candidats de droite, des voix de droite. Et, qu'espère-t-on ? Qu'espère-t-on en fait, sinon au second tour faire arbitrer la compétition entre les candidats de gauche par l'électorat de droite ou par les militants de la Droite.
(Applaudissements)
Refuser cette tactique et dire que dans tous les cas, même là où l'électorat de droite ne représente pas directement un danger, il faut parvenir à un accord et de préférence à un accord entre les candidats de gauche, avec réciprocité et sans que ce soit une règle arithmétique automatique, dire cela, ce n'est pas s'engager aveuglément à subir la pression inlassable que fait sur nous le Parti Communiste, mais c'est tout au contraire manifester le souci de préserver l'avenir et de ne rien préjuger aujourd'hui de l'issue de l'étape que nous avions engagée à Issy-les-Moulineaux en mettant à l'ordre du jour du Parti la recherche de la possibilité d'une action unitaire d'une politique unitaire, avec l'ensemble de la Gauche, cela offre même l'avantage de favoriser notre position. Respecter cette unité dans les élections cantonales, c'est favoriser notre position dans le débat avec le Parti Communiste. Car, si nous agissions de telle sorte que nous ferions appel à des voix ou à des candidatures étrangères à la Gauche pour arbitrer entre nous et pour nous favoriser, alors c'est le Parti Communiste qui serait au moins sur ce point précis, endroit de nous demander des gages et des garanties, alors qu'au fond du problème c'est nous qui devons leur demander des gages et des garanties. Mais pour des questions de forme, on jetterait un

Fondation Jean-Jaurès

voile sur ces vrais problèmes et on renverserait le rapport réel qui doit s'instaurer dans ce débat, en nous mettant dans une position d'infériorité.
C'est pourquoi il me paraît nécessaire que le Conseil national mette un certain nombre de limites à ce que chacun reconnaît, c'est à dire une nécessaire appréciation locale de certaines circonstances, mais il faut que cela se fasse dans une certaine limite, parce que le Parti, comme on le disait à l'instant, ne peut pas être simplement la somme de considérations locales, mais doit préserver dans ses considérations locales, le respect de règles générales édictées conformément à sa politique sur le plan national.
Je sais bien que cette position est cohérente puisqu'en même temps on nous demande de transformer l'objectif du Congrès d'avril et d'y ajouter, à l'adoption du plan d'action Socialiste, ce que l'on appelait hier un constat.
Mais il faut s'entendre sur les mots, le constat, il a été dressé hier très clairement dans son exposé, par le Premier Secrétaire Alain Savary, exposé que ma fédération approuve intégralement.
Il faut dire sa pensée jusqu'au bout et ce que l'on demande en vérité, c'est un constat de carence et un changement d'orientation, comme si l'on pouvait déjà aujourd'hui juger, préjuger de l'issue de l'étape qui s'est ouverte à Issy-les-Moulineaux. Il n'y a pas sept mois que ce Congrès d'Issy-les-Moulineaux a eu lieu et si l'on tient compte de la période des vacances estivales qui s'ouvrait alors, si l'on tient compte aussi des problèmes d'organisation, problèmes administratifs que la nouvelle équipe dirigeante du Parti avait à résoudre, en fait c'est seulement depuis quelques mois, depuis le mois d'octobre que nous pouvons porter un jugement.
Et, sur cette période brève, face à un mandat extrêmement complexe, face à des responsabilités considérables, la direction du Parti néanmoins a pu avancer, a pu clarifier les problèmes, a pu les débrouiller, mais je crois qu'il est trop tôt, en tout état de cause, aujourd'hui, pour réclamer pour le mois d'avril la possibilité de remettre en cause cette orientation, avant qu'elle ait été poursuivie avec cohérence et avec persévérance jusqu'au bout des possibilités qui se sont ouvertes à Issy-les-Moulineaux.
Je suis certain que la majorité réelle du Parti, et non pas la majorité virtuelle que l'on évoque dans les éditoriaux de démocratie Socialiste, souhaite non pas apporter un blanc-seing à son actuelle direction, mais désire persévérer dans la voie qui a été ouverte à Issy-les-Moulineaux.
C'est vrai, on le répète inlassablement, nous n'avons fixé à Issy-les-Moulineaux qu'une étape, et une étape cela veut dire un but au-delà duquel il n'y a pas lieu d'aller, mais cela veut dire aussi une étape jusqu'où, il faudra aller sans freiner la démarche et sans nous diviser sur l'interprétation parfaitement claire de ce que nous avons voulu ensemble à Issy-les-Moulineaux. Nous devons faire en sorte que les obstacles, s'il y en a, ne viennent jamais de nous et les impasses, si nous en rencontrons ne soient pas de notre fait.
Il faut savoir aussi que dans cette discussion générale et en particulier dans les relations que nous pourrions avoir avec le Parti Communiste, nous sommes comptables, au-delà de nous-mêmes, de ce quoi nous sommes attachés, c'est

dire de l'unification de tous les Socialistes, et c'est à cette condition que nous pourrons contribuer au progrès de cette unification que chacun souhaite, en donnant à ceux qui ne sont pas ici aujourd'hui, qui n'ont pas voulu y être, qui l'an dernier, ont contesté la légitimité de la constitution du nouveau Parti, qui ont contesté qu'elle ait un caractère de nouveauté, qui ont contesté sa naissance, leur donner à ceux qui aujourd'hui nous réclament une nouvelle unification, l'exemple d'une unification que nous aurons déjà réussie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Antonin, Savoir, pour 4 minutes, ensuite Notebart.

Antonin

Camarades, la fédération de Savoie donne quitus au bureau national et au Comité directeur de l'action menée depuis le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, car nous considérons que dans l'ensemble cette action positive et conforme à l'orientation politique de la motion du Congrès.
Mais nous attirons tout particulièrement votre attention sur les points suivants :
1) La priorité des priorités doit être donnée à l'unité Socialiste, compte tenu des excellents contacts que le Parti a avec la convention des institutions Républicaines, la fusion avec cette organisation devrait pouvoir intervenir dès avant la fin de l'année, d 'autant que la convention des institutions républicaines fait de son côté des propositions concrètes dans ce sens.
Nous demandons donc que le Parti mette dès à présent tout en œuvre pour que cette fusion puisse se réaliser et que cette question soit portée à l'ordre du jour de notre Congrès d'avril.
2) Nous déplorons l'attitude peu glorieuse qu'ont eue les Socialistes à propos des élections municipales de Nancy. De tels faits ne doivent plus se reproduire.
Nous avons aujourd'hui à nous préoccuper des élections cantonales, mais il est également urgent que nous nous préoccupions des élections municipales qui approchent et pour lesquelles des contacts et des tractations ont commencé déjà un peu partout.
N'attendons pas que les coalitions soient faites et d'être ainsi placés devant le fait accompli, prenons au contraire au plus tôt, clairement position sur notre comportement politique et sur notre stratégie pour ces élections.
Nous vous proposons d'étudier dès à présent ce problème et de le mettre également à l'ordre du jour de notre Congrès d'avril.
3) A propos du dialogue avec le Parti Communiste, la fédération de la Savoie insiste sur la nécessité d'aborder rapidement, avec ce Parti, les questions de programme, ce qui répondra mieux à nos objectifs d'unité de la Gauche sans laquelle on ne peut concevoir le passage au Socialisme.
4) Sur les élections cantonales, notre petite fédération fait le maximum pour avoir les candidats Socialistes. Le problème est pour nous important, car 3 ou 4 sièges de plus à la Gauche mettraient en cause la présidence de notre assemblée départementale qui, comme vous le savez, est tenue depuis longtemps par Joseph Fontanet.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons eu au plan départemental des contacts avec les autres formations de gauche, y compris le Parti Communiste, cela nous a conduit à une candidature unique de la Gauche Socialiste au premier tour, Radicaux, Parti Socialiste et même PSU et il a été convenu de pratiquer la règle du désistement systématique au second tour en faveur du candidat de la Gauche arrivé en tête au premier tour.
Nous demandons au Conseil national de prendre clairement la même position au plan national, que le Parti devra rendre publique sans tarder.
Pour en terminer, camarades, nous sommes convaincus, dans notre fédération - et beaucoup d'autres et pas des moindres le sont également pour avoir tenu ici les mêmes propos - que le Parti, s'il adopte ces propositions, accomplira simultanément au plan d'action Socialiste, des actes politiques importants attendus de tous les Socialistes du pays, et qui seront dés actes mobilisateurs prolongeant évidemment ceux de l'année dernière.
Nous avons le devoir, camarades, de faire de 1970 l'année de la renaissance du mouvement Socialiste.
Aller au-delà serait contribuer à une perte irrémédiable du mouvement par un discrédit total de nos valeurs auprès de l'opinion.
(Applaudissements)

Le président - Notebart a la parole pour vingt minutes, ensuite Durieux.

Arthur Notebart

Camarades, l'objet de mon intervention aura beaucoup plus comme principe de prendre date que de me livrer à je ne sais quel examen ou exégèse concernant les problèmes à l'ordre du jour du Conseil national. Nous sommes à la veille d'engager un dialogue public avec le Parti Communiste. En partant de là, je voudrais m'adresser au Congrès.
Nous avons dit à Issy-les-Moulineaux, ensemble - ce qui est la loi du Parti -, dans un texte majoritaire : "Le Parti Socialiste doit notamment se refuser à souscrire, même implicitement à des formules qui sont actuellement profondément mises en cause dans les pays dé l'Est par les éléments rénovateurs, qu'il s'agisse des libertés publiques ou de l'organisation de l'économie. Ce dialogue est un élément de la plus grande importance pour aboutir à un accord politique, mais il ne pourra aboutir à cet accord que si les réponses satisfaisantes sont apportées aux questions fondamentales".
Aux questions fondamentales !... J'indiquais au dernier Congrès que la conférence de Moscou, pour une part, en avait déjà apporté quelques-unes, et je signale également que le Comité central du Parti Communiste, réuni le 15 octobre, en avait apporté d'autres. C'est la raison pour laquelle, au bureau du Parti, je déposais alors un texte qui avait pour but de constater que, sous couvert de l'application de la résolution de la conférence internationale des Partis Communistes de Moscou, le Parti Communiste a approuvé la politique du PC tchécoslovaque et légitimé en fait l'intervention russe en août 1969.
Le bureau du Parti n'a pas voulu prendre acte. La fédération du Nord, par la suite, a pensé que ce Parti Socialiste dans lequel nous sommes aurait été sage et

Fondation Jean-Jaurès

raisonnable de reculer de huit jours la tenue de son Conseil national, pour pouvoir examiner comme il convenait et comme il aurait dû convenir le texte sorti unanimement hier du Congrès de Nanterre,
Là encore, le bureau et le Comité directeur n'ont pas voulu. Conclusion pratique : nous sommes aujourd'hui placés devant des positions précises du Parti Communiste.
Avec ou sans Nanterre, quelle importance d'ailleurs cela pouvait-il avoir ? A moins que, parmi nous, quelques amis se fassent encore des illusions sur le comportement du PC. Et cependant, le citoyen Marchais, dans l'examen des propositions faites par le Parti, avait dit : « Cet accord revêtant la forme d'un programme commun de lutte et de gouvernement devrait naturellement comporter des mesures visant des transformations profondes dans les différents domaines de la vie nationale ».
Dans le domaine extérieur, il était dit : "En attendant, il est de son intérêt le plus vital de se tenir en-dehors de tout bloc et, par conséquent, de se retirer sans tarder du Pacte Atlantique, dominé par l'impérialisme américain".
Et Marchais nous prévenait : "C'est dans cet esprit que nous proposons de conduire les conversations prévues avec le Parti Socialiste, en vue d'un accord politique clair et net".
Je sais qu'il est de bon ton dans les Congrès nationaux de tenir compte des interventions des uns et des autres, de les qualifier parfois de certains adjectifs et, hier, quand Gaston Defferre expliquait qu'il était pour discuter d'un programme commun immédiat, c'est tout simplement pour prouver que l'on aborde le débat avec le PC sur le problème du fond, de la finalité, qu'on l'aborde sur le programme commun quel que soit le terrain choisi, il y a impossibilité d'entente quelle que soit la discussion que nous aurons… Là-dessus, ne nous trompons pas, nos amis de Marseille ne sont pas à une galéjade près, je le sais bien ! Aussi la proposition était-elle intéressante en ce fait qu'elle démontre au Congrès, en plus, qu'on ne peut arriver à rien, même dans le domaine de la discussion du programme commun.
Et puis l'on veut engager le débat sur la définition du Socialisme. Dans les thèses qui ont été soumises au Congrès Communiste et approuvées depuis hier soir à l'unanimité, voilà comment les Communistes définissent le Socialisme - pour ceux qui l'auraient oublié, c'est l'article 36 : "Dans les pays Socialistes, il n'y a plus d'exploitation de l'homme par l'homme, il n'y a plus oppression de l'immense majorité de la nation par une poignée de profiteurs monopolistes. Ce qui caractérise les pays Socialistes, quelles que soient les difficultés rencontrées et les erreurs commises, c'est qu'ils ont créé les conditions d'un progrès continu du bien-être des larges masses populaires, d'une démocratie authentique, d'une participation effective des travailleurs manuels et intellectuels à la gestion de la société, d'un épanouissement de toutes les facultés de l'individu ».
La vérité, c'est que nous sommes placés devant un dialogue de sourds. Les Communistes nous disent : "Dialogue, unité d'action, programme commun" ; nous répondons, nous : "Définitions, conquête, exercice".
Eh bien ! Nous essaierons de rappeler inlassablement au secrétariat du Parti les

positions du Parti Communiste telles qu'elles sont et non pas telles que nous voudrions qu'elles soient". Car qui peut penser dans ce Conseil national, parmi les plus passionnés du dialogue et qui en espèrent un succès, que les mandataires du PC demain, discutant avec les délégués du Bureau du Parti, pourront tenir, ou pourraient tenir un autre langage que le langage de la Conférence nationale du PC à Nanterre ?

Alors, si le Conseil national avait simplement été pratique, comme dans la stratégie de la vie souvent il est de bon ton, nous aurions aujourd'hui l'occasion - quand je dis "aujourd'hui", ce serait le 15 - de procéder à un examen critique et sérieux du comportement Communiste. Dialogue de sourds ?… Mais oui, dialogue de sourds ! Prenons donc date et nous essaierons de voir comment nos amis demain obtiendront des résultats sur les problèmes relevant de la résolution de la majorité du Parti : problème tchécoslovaque, problème de l'élection de Pompidou, rapports de Pajon et de Marchais, régime Socialiste, scission de Tours... scission ouvrière, mes camarades !

On ne manque pas d'audace au PC et on sait bien que ce n'est pas la première fois que, pour les besoins de la cause, on trahit la vérité. Dans le rapport du Comité central, rapporté par l'Humanité du 5 février, je lis ceci : "La volonté de réaliser l'unité d'action de la classe ouvrière marque l'histoire de notre Parti depuis sa fondation. Né de la volonté majoritaire du Congrès Socialiste de Tours, en 1920, devant laquelle ne voulût pas s'incliner une minorité qui s'organisa en Parti distinct..."

Pour nos jeunes camarades passionnés d'histoire et pour les anciens, voulez-vous qu'ensemble nous essayions de nous rappeler le Congrès de Tours, qui comportait l'adhésion à la troisième internationale, sur laquelle la quasi-totalité du Parti Socialiste de l'époque était d'accord ?… Voulez-vous qu'on parle des vingt-et-une conditions qui ont été imposées au Parti à l'époque, du télégramme de Kérensky et des exclusions... et voulez-vous essayer de vous rappeler de la deuxième condition ?...

(Applaudissements)

"Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilités dans le mouvement ouvrier (formation de Partis, rédaction, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les remplacer par des Communistes éprouvés".

Voulez-vous relire la sixième condition et demander alors, mes camarades qui irez les voir, aux Communistes délégués par Nanterre, si les vingt-et-une conditions sont toujours leur catéchisme, ou s'ils entendent les condamner, auquel cas alors on pourra parler d'unité : "Tout Parti désireux d'appartenir à la troisième Internationale a pour devoir de dénoncer, autant que le social-patriotisme approuvé, le social-pacifisme hypocrite et faux. Il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation démocratique de la ligue des nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

Voulez-vous leur rappeler, aux Communistes de service, la treizième condition : "Le Parti Communiste des pays où les Communistes militent légalement doit procéder à des épurations périodiques". Aujourd'hui c'est Garaudy, hier c'était Servin, dans le temps c'était Doriot... A qui le tour, pourrions-nous ajouter ?
Et la vingt-et-unième : "Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti".
Nous pourrions parler du télégramme, mais à quoi bon !... J'ai bon espoir que notre ami Savary posera toutes ces questions aux délégués du Parti Communiste.
Je pourrais parler longuement de la fidélité à Lénine, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui figurent dans les thèses du Parti Communiste. Mais oui !... Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans la mesure où l'armée soviétique vient rétablir l'équilibre s'il y avait rupture dans le domaine économique ou dans le domaine militaire... Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes hier à Prague, où les Tchécoslovaques étaient envahis par les armées de la RDA, les Polonais, les Hongrois et les Russes !...
On a simplifié le problème. Maintenant il y aura l'état-major commun, ce qui fait qu'ils vont s'envahir eux-mêmes. Est-ce que ce n'est pas beau comme démonstration hypocrisie ?...
(Vifs applaudissements)
Est-ce que ce n'est pas beau d'ailleurs, pour parvenir à ce résultat, d'arriver à ce tour de force d'être passé de l'autocritique à la crucifixion personnelle, en se plantant nous-mêmes les clous dans les pieds ?... Voilà où ils en sont, les Communistes !
La scission de Tours, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les négociations, les Commissions de discussion... Il y a dans cette salle des camarades qui ont vécu l'histoire Socialiste. Alors je voudrais essayer, pour les jeunes encore, de faire un peu d'histoire et de rafraîchir la mémoire en même temps aux autres.
1934, février 1934, pour ceux qui l'ont vécu à l'époque, à Paris, les bandes de l'UNC et du PSF, et les Communistes réunis montant à l'assaut de l'Assemblée Nationale, c'est cela, la vérité ! Le 12 février, il y a eu la grève générale, oui. Et alors on a fait les Commissions d'unité d'action. Eh ! Oui...
On a discuté de 1934 et ce ne serait peut-être pas encore fini s'il n'y avait pas eu un certain mois d'août 1939 ; car cela a duré jusque-là, et je pourrais encore rappeler les incidents récents.
La deuxième fois : 1945. Le secrétaire adjoint du Parti d'aujourd'hui, qui était à l'époque le secrétaire adjoint du même Parti Socialiste, notre ami Verdier, devrait avoir quelques souvenirs de ces Commissions d'unification avec les Communistes, en 1945, où l'on recommençait pour la deuxième fois la comédie. Là aussi, sans le rapport d'Ivanof et sans l'intervention des pays de l'Est, à l'époque sous la tutelle bolchevique, cela aurait encore discuté et nous pourrions encore continuer.
Bah ! Il y a des camarades qui ne sont jamais fatigués. Eh bien ! On rit pour la troisième fois en 1970 ! Après Budapest, après Prague et en attendant peut-être un autre événement ! Car, vous savez, en la matière, le Parti Communiste n'est

pas ce que certains pensent.
Des réminiscences ? Oui, il y a des réminiscences traditionnelles. Dans le fond du Parti, nous sommes unitaires, mais pas unitaires avec n'importe qui et pour faire n'importe quoi. Unité de la démocratie, unité dans le respect des individus, eh bien, allez-y ! Vous voulez un constat supplémentaire, mais au fond, nous sommes tous d'accord ; nous savons bien que nous n'arriverons à rien, même les plus passionnés du dialogue. Vous savez et nous savons tous que nous sommes cocus, pour parler français !
Ce que vous voulez, c'est assister une fois au spectacle, pour vous donner la conscience tranquille de dire : "Ce n'est pas de notre faute s'il y a eu rupture". Eh bien ! Assistez une fois encore au spectacle... et rendez-vous rapidement, je le souhaite, au Congrès d'avril pour essayer d'y voir clair.
Maintenant Savary nous dit… et hier j'ai enregistré avec beaucoup de satisfaction pour la seconde fois ce que j'appellerai du raisonnable de la part de notre Premier Secrétaire, je l'ai enregistré dans le domaine des actions communes, dans le domaine de l'Europe, je l'ai enregistré tout à l'heure lorsqu'il a interrompu Pontillon sur le problème du Moyen-Orient... Oui, oui, c'est parfait ! Je souhaite que tout cela se traduise, avec lui et avec nous, dans un texte commun au prochain Congrès national.
A la vérité, Savary nous a dit qu'il faut donner au Parti Communiste un choix. Vous savez, le choix, cela ne dépend pas de nous. Il faut savoir s'il peut accepter ou non, ou s'il préfère le stériliser au profit de la Droite encore. Oui, oui, camarades... Quand j'entends ce langage, j'essaie de me souvenir que c'est ce que nous avons dit d'une façon permanente de 1920 à 1939, et ce que je sais, c'est que le Parti Communiste - et ce n'est pas si vieux - était qualifié par certains de Parti situé à l'Est et non pas à gauche. Nous pourrions aussi reprendre dans ce domaine bien des textes du passé.
Car, en même temps, Savary reconnaît que le Parti Communiste ne peut pas se couper de l'union soviétique ; et alors, pourquoi dire que l'on peut faire changer le Parti Communiste ?
Démocratie Communiste ; cinquante ans d'existence, 19ème Congrès !... Et pour une des premières fois, un minoritaire est autorisé à s'expliquer. Car examinez, camarades, le fonctionnement de la démocratie bolchevique, qui consiste à déléguer les membres de la majorité au sein des cellules, aux comités de section, au comité fédéral, et vous vous apercevrez que l'écrémage est alors pratiqué d'une façon extraordinaire. Heureux celui qui peut passer au travers, à moins qu'on veuille le nommer pour le sacrifier !
Cinquante ans, dix-neuf Congrès !... Le précédent il y a trois ans ; à quand le prochain ?
Et pourquoi riez-vous ?... Je crois qu'il faut que les choses soient claires, mais ne laissons pas enfermer le Parti dans un débat permanent, ne faisons pas la cour au Parti Communiste, car nous pourrions alors lui donner un peu trop d'importance. Pas d'équivoque ! Moi, je dis que les équivoques ont duré trop longtemps déjà. Et je voudrais aussi indiquer aux camarades qui sont un peu tentés de dire trop souvent : "Nous n'irons plus jamais au pouvoir sans eux !"

Souvenons-nous, camarades, qu'ils ne sont jamais allés au pouvoir sans nous ! Mais que sont devenus nos camarades qui sont allés au pouvoir avec eux ? Voilà la question à laquelle il faudrait répondre dans ce Congrès !
(Vifs applaudissements)
Alors, partant de là, avec l'hypocrisie Communiste, on désavoue Prague, on regrette et on normalise…
Il y avait un homme qui pratiquait à peu près la même méthode en Tchécoslovaquie et en Autriche avant la guerre ; cet homme s'appelait Hitler !
On est allé vite, oui. Je crois qu'il faut aller encore beaucoup plus vite, et je dis à Savary : l'heure n'est plus aujourd'hui aux arguties et aux acrobaties de circonstance, même sous l'étiquette de la Gauche. Il faut engager un débat public sur les problèmes fondamentaux, plus exactement sur leurs problèmes, qu'ils viennent de nous faire connaître, sur les raisons de l'unité et les raisons de la scission. Alors, allons-y, oui, mes camarades !... Allons-y ! Mais allons-y surtout en nous rappelant qu'unanimement le Parti a voté une déclaration de principe, en nous rappelant qu'il est dit dans cette déclaration de principe, dans le dernier passage, que le Parti Socialiste est un parti à la fois national et international.
"Il est national parce qu'il n'y a pas d'homme libre dans une nation asservie ou sujette, où la domination d'une puissance étrangère se superposerait à celle qu'exerce le capitalisme national, et parce que chaque pays doit pouvoir élaborer librement son propre modèle de Socialisme". Il y a dans ce passage la condamnation la plus sévère de l'action bolcheviste en tant que telle et de l'action du Parti Communiste dans le cadre national.
Alors moi, je veux bien, s'il le faut encore aujourd'hui, aller à une certaine action de circonstance. Nous l'avons toujours pratiquée, n'est-il pas vrai, les anciens ?... Quand les Communistes pratiquaient contre nous la tactique de classe contre classe, quand ils faisaient élire dans la région du Nord des réactionnaires contre des gens de gauche, et dans d'autres exemples, est-ce que, dans ces moments-là, le Parti n'a pas toujours pratiqué la politique du désistement loyal, avec un seul objectif, battre la réaction et ses complices ? Car c'est dans cela que nous trouvons la raison d'être de l'action Socialiste.
Je voudrais terminer en disant que nous prenons date aujourd'hui. Nous donnons, je le suppose, rendez-vous au Parti rapidement. Et je crois que la Commission des résolutions et le Congrès national seraient bien inspirés d'accepter de mettre à l'ordre du jour les questions que, tout à l'heure, un jeune camarade déposait à cette tribune, mais d'y ajouter aussi les conclusions des discussions avec le Parti Communiste et de trancher. Car comment voulez-vous discuter du problème des élections municipales en avril si, dans le même temps, vous n'avez pas tranché les positions sur le problème à l'égard au Parti Communiste ?
Alors allez-y, camarades de la délégation ! Allez-y vite !... Allez-y en vous rappelant le passé, le passif du Parti Communiste, allez-y en vous rappelant que vous êtes des Socialistes !
Je voudrais dire que nous avons perdu véritablement trop de temps. Bien des

tâches nous attendent aujourd'hui : l'organisation de nos sections, de nos fédérations, qui, croyez-le, ont besoin de certains encouragements et, sans aucun doute, de la solidarité complète du Parti. Partons à la bataille en reformant ou en formant notre véritable Parti, mais n'allons pas nous définir toujours en fonction de ce que pensent les Communistes de service d'aujourd'hui, en attendant ceux de demain ! N'essayons pas de nous partager en centristes ou en gauchistes !
En tout cas, celui qui vous parle n'est pas de ceux qui sont animés d'un sentiment particulier à l'égard des centristes, mais simplement pensez à être Socialistes. Etre Socialiste, être un militant de combat !... Tout à l'heure, un jeune disait : Il vaut mieux une section dans un canton qu'un conseiller général". Croyez-moi, il vaut mieux les deux ! Car si vous avez les sections, vous aurez des élus ; faute de quoi, vous n'aurez rien.
Alors ne vous laissez pas aller à cette facilité démagogique qui consisterait à suspecter les camarades élus. Je ne veux pas parler du Nord plus que d'autres, mais c'est avec satisfaction, je n'en doute pas, que le Premier Secrétaire a pu enregistrer que la fédération du Nord a pris aujourd'hui 10 000 cartes et 7 000 timbres.
Je souhaite que cet exemple soit suivi et, très simplement, je souhaite que, le plus tôt possible, dans l'amitié, dans la fraternité, dans l'honnêteté, le Parti s'engage enfin dans la bataille qui est la sienne.
(Applaudissements)

Un assistant - Je demanderai à Notebart une précision sur ce que je suppose être un lapsus...

Le président - Tu n'as pas la parole. Je m'excuse, mais il y a des orateurs inscrits et chaque orateur a respecté son temps de parole ; je ne peux pas accorder la parole à quelqu'un d'autre.
La parole est à Durieux, pour 8 minutes.

Durieux

Mon propos consistera uniquement dans le problème des élections cantonales. Je fais partie de la fédération des Yvelines, dont la majorité a voté une motion souhaitant l'alliance avec les candidats républicains les mieux placés pour battre les candidats du pouvoir.
La minorité dont je fais partie s'oppose à cette motion. Pour quelle raison ? Eh bien, c'est l'expression "candidat républicain le mieux placé" qui nous gêne beaucoup. Pourquoi ? Que recouvre cette expression de "candidat républicain le mieux placé" ?
Cela recouvre évidemment les Socialistes proches de nous, tels que les Conventionnels, tels que les PSU. Cela recouvre également le Parti Communiste, je crois. Mais cela recouvre également les centristes ; et c'est là le problème dont je voudrais parler.
Que sont les centristes ? On nous dit : ce ne sont certainement pas les méchants, ceux qui, comme Duhamel, comme Lafay, ont adhéré au Gaullisme et sont

Fondation Jean Jaurès

inféodés au pouvoir. Non. Les centristes dont nous parlons, ce sont les bons Centristes ; c'est M. Abelin qui a osé employer le terme de « Socialiste »; c'est M. Lecanuet qui fustige le pouvoir ; c'est M. Poher. Et ce qu'on oublie également de nous dire, c'est que parmi les centristes, il y a également, et je suis bien placé pour le savoir dans les Yvelines, M. Mignot qui a fait partie de l'OAS il y a également M. Frédéric-Dupont qui a été assez lié à ces milieux-là, il y a également M. Bertrand Motte qui fait partie du grand patronat, et tous ces gens-là, on nous demandera bien entendu de nous désister en leur faveur !

Au nom de quoi peut-on adopter une telle tactique ? On nous dit : il y a un danger présent, et un seul, c'est celui de l'UDR. L'UDR est au pouvoir depuis onze ans, il faut la mettre dehors, et à cet effet tous les moyens sont bons, et tous les moyens même plus ou moins contraires à notre doctrine, car on ne nous dit pas que dans la doctrine il n'y a pas de place pour les Lecanuet, les Abelin, et encore moins pour les Frédéric-Dupont et les Mignot.

Mais on nous dit que les considérations à court terme en définitive l'emportent sur les considérations à long terme, et que d'autre part il s'agit de conserver, et même de prendre si c'est possible quelques places supplémentaires, quels que soient les moyens à employer.

Je crois que c'est la notion en fait d'élection qui doit être remise en cause.

Il y a opposition entre nos camarades majoritaires et nous, minoritaires, des Yvelines, sur ce problème des élections. On considère parmi les majoritaires qu'au fond les élections se placent en dehors de toute la ligne du Parti ; que les élections, c'est un fait isolé en soi ; et même on ira jusqu'à dire non seulement que l'élection est en dehors de la ligne du Parti, mais qu'elle est également au-dessus de toutes les autres considérations concernant le Parti.

Car d'après nos camarades, on ne peut faire de la politique, on ne peut avoir du poids dans la vie politique d'un pays que si l'on a beaucoup d'élus.

Nous ne sommes pas bien entendu contre l'élection, sinon nous ne serions pas des démocrates. Nous ne sommes absolument pas contre le désir de réussir des élections, comme font certains, et nous ne sommes pas de ceux qui critiquent systématiquement les élections aux Conseil généraux, en estimant que les conseillers généraux sont des gens vétustes, etc. comme certains le font, par exemple les gens du PSU. Ce n'est pas du tout notre optique.

Mais ce que nous voulons, c'est que les élections soient un moyen d'imposer une politique, et un moyen seulement.

Nous voulons que la politique du Parti prime les élections, et que les considérations électorales entrent dans la ligne politique du Parti. C'est cela que nous souhaitons. Nous voulons qu'il y ait une inversion, si vous voulez, des priorités : que la politique prime les élections, et non pas que les élections orientent la politique, comme cela a été trop souvent le cas dans les mouvements Socialistes antérieurs.

C'est pourquoi nous ne sommes absolument pas d'accord, et dans notre optique il y a impossibilité absolue de s'allier avec les centristes. Pourquoi ?

Il y a eu deux actions jusqu'alors réalisées par le Parti Socialiste : d'une part le programme d'action Socialiste, dont on a parlé hier, d'autre part la stratégie de

la Gauche sur laquelle la direction actuelle du Parti se bat.
Or, en ce qui concerne le programme d'action Socialiste nous avons pris un certain nombre d'options dans ce programme, et je crois que les centristes sont absolument incapables de nous soutenir, de faire progresser nos positions, car notre programme demande tout de même la socialisation des moyens de production, et la socialisation générale de l'économie. Alors évidemment ce n'est absolument pas dans l'optique des centristes.
D'autre part il y a l'Europe, il y a la politique étrangère, sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord. Il y a également la politique d'urbanisation qui n'est pas la même.
En ce qui concerne la stratégie de la Gauche, je crois que nos alliés éventuels, PSU, convention, Communistes, auront beau jeu de nous critiquer, de nous fustiger, de nous dévaloriser auprès de l'opinion quand ils appuieront sur le divorce qu'il y a entre notre politique générale et notre politique électorale.
En résumé et pour terminer, je dirai que la position électoraliste de nos camarades majoritaires des Yvelines est absolument contraire au Congrès d'Issy-les-Moulineaux ; qu'il me semble impossible que des gens qui votent une motion comme celle-là donnent en même temps quitus aux dirigeants du Parti qui font une politique opposée à celle qu'ils préconisent.
Je conclurai en disant que la minorité des Yvelines condamne la motion de la majorité, car si une telle tactique permet éventuellement - je dis « éventuellement » - de gagner quelques sièges de conseillers généraux, et même de municipaux, le Parti perdra trois fois plus de députés dans l'avenir par cette politique à courte vue. En tous cas elle fera perdre à la Gauche toutes ses chances d'union.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet pour 20 minutes, ensuite à Quillot qui sera le dernier orateur.

Guy Mollet

Chers camarades, j'espère ne pas utiliser mes vingt minutes ; en tous cas j'essaierai.
Décision de la fédération du Pas-de-Calais dans son dernier Congrès, il y a huit jours, sur chacun des points :
Premier point : le quitus. Le quitus a été adopté à l'unanimité, après une discussion sérieuse. Il a été assorti d'une ou deux phrases par lesquelles la fédération du Pas-de-Calais non seulement estime que l'équipe qu'anime Alain Savary a bien fait son travail, mais encore l'assure de notre appui et de notre soutien.
Deuxième point : cantonales.
La fédération du Pas-de-Calais a pris les dispositions la concernant, et ensuite a établi des propositions à faire ici.
Les dispositions la concernant consistent à avoir un candidat dans toutes les circonscriptions, sauf dans une circonscription où il s'agit de la parenté au Parti,

Fondation Jean-Jaurès

Radical ou CIA. Donc candidat spécifiquement Socialiste au premier tour.
Propositions pour le second tour, que nous n'appliquerons que dans la mesure où elles deviendraient les prises de position de l'ensemble du Parti; ce sont des propositions que nous faisons au Parti, et c'est ce que le Parti aura décidé aujourd'hui qui deviendra également notre règle.
Nous proposons qu'au second tour il y ait un désistement prioritaire à Gauche, pour ceux qui en ont gardé le souvenir, le même qu'en 1967 pour les législatives. C'est-à-dire que ce désistement se fait pour le candidat de gauche le mieux placé au suffrage universel, étant entendu que ce n'est pas dans tous les cas automatique, ou mécanique, ou mathématique. Quelle est la réserve ? Cela ne veut pas dire que le Socialiste aura toujours le droit d'estimer que du fait qu'il est Socialiste, ou Communiste, il est mieux placé. Ce serait de la tricherie. Non. Cela veut dire que lorsque dans des cas particuliers, il apparaîtra que l'écart entre le total de la Gauche et la Droite est tel que le maintien du candidat Communiste est moins bon que le maintien du candidat Socialiste, nous essaierons d'en convaincre dans une rencontre sur le plan départemental nos partenaires Communistes. Cela veut dire cela, et pas plus que cela.
Mais nous soulignons une disposition supplémentaire, parce que je n'en ai pas entendu parler ; sinon je ne le ferais pas. Il peut exister des cas, et nous en aurons probablement un ou deux dans le Pas-de-Calais, où la situation au deuxième tour soit telle que ni un candidat Socialiste, ni un candidat Communiste n'aura de chance d'être élu. La suggestion que nous faisons au Parti pour toute la France, c'est que dans un cas comme celui-là nous n'acceptions pas la technique du blanc bonnet, bonnet blanc. Nous estimons que dans ce cas là, et c'est la tradition constante des Socialistes, il faut battre le pire. Il ne faut pas s'amuser à maintenir une candidature de principe au second tour.
Voilà en ce qui concerne les cantonales. Nous n'avons pas discuté des municipales. Si j'en dis un mot, c'est parce qu'il y a eu tout à l'heure de la part d'un camarade une allusion à ce qui se passait pour les municipales dans certaines régions. Je voudrais lui répondre d'une seule phrase : dans la fédération du Pas-de-Calais il n'y a pas eu, sauf à être sanctionnée, la moindre indiscipline par rapport aux décisions prises par le Parti auquel cette fédération appartenait, et il en sera de même la prochaine fois. Lorsque nous aurons fixé en commun une tactique municipale, la fédération du Pas-de-Calais l'appliquera. Mais il parait prématuré d'en parler alors que nous ne connaissons même pas encore la loi électorale municipale possible.
Cela, ce n'est pas à notre ordre du jour.
J'en viens aux problèmes de fond qui ont été évoqués, et sur lesquels j'irai d'ailleurs aussi vite.
Le sens du dialogue, d'après nous, et selon nous tel qu'il a été défini par le Congrès dernier, il ne s'agit pas de tenter je ne sais quelle distinction entre des Socialistes dont les uns seraient devenus cryptocommunistes, et dont d'autres qui furent cryptocommunistes seraient devenus des purs Socialistes. Tout cela, ce n'est pas sérieux ! Ce n'est pas comme cela que le débat se pose. Ce n'est pas dans ce sens là que le dialogue a été envisagé.

Le dialogue part de cette idée qu'un certain nombre de choses changent, changeront, peuvent changer, et qu'on ne doit pas vivre comme des vieillards ressassant leurs souvenirs.
(Applaudissements)
Je pourrais dire avec quelqu'orgueil que dans cette bagarre contre les Staliniens je ne connais pas dans le Parti, et même hors du Parti, quelqu'un qui pourrait avoir des souvenirs aussi pénibles. Il n'y en a tout de même pas un deuxième qui a été condamné à mort par un tribunal Communiste pour avoir fait fusiller 27 de ses camarades en déportation, avec témoignages à l'appui ! Alors s'il fallait que je travaille avec des souvenirs, je serais de ceux qui continueraient à dire : jamais on ne fera rien avec ces gens-là !
Ce n'est pas mon cas. On ne ferait rien avec eux s'ils devaient rester ce qu'ils sont encore ; mais il faudra bien que pour eux comme pour nous ça change ! Et la jeune génération devra s'évertuer à l'obtenir !
(Applaudissements)
Avons-nous le droit d'espérer que cela change ou que cela ne change pas ? Je me suis fait très mal comprendre au Congrès d'Issy en tenant déjà ce langage sur un plan très général, et je vais me répéter en quelques mots. Croire que des hommes ne peuvent jamais changer, c'est faire une profession de foi antisocialiste, puisque les Socialistes sont parfaitement convaincus, et c'est le sens de leur combat, que tout homme est perfectible, fût-il Communiste, je suppose.
(Applaudissements)
Donc, en général, cela peut changer.
De plus, quand il s'agit du problème des Communistes, il faut dire : cela change, cela a déjà un peu changé ; pas assez à mon gré ; oh là ! Là ! Mais cela a déjà changé.
Depuis que j'ai pris quelque champ, j'ai essayé d'animer un groupe de travail à l'OURS, et nous avons parmi nos premières publications eu à cœur de publier le discours de Blum au Congrès de Tours, et d'y annexer les 21 conditions. C'est dire qu'on aurait pu éviter les 21 conditions si par un souci de tactique on avait pu se dire que cela ne sert pas les unitaires. Je regrette, mes camarades, je l'ai entendu utiliser tout à l'heure contre les unitaires ; permettez-moi de dire que cela rend service aux unitaires.
Est-ce que vous êtes capables de trouver un seul dirigeant du Parti Communiste, ou un seul militant Communiste averti, à qui vous montrez le texte des 21 conditions, et qui vous dira que c'est encore vrai ? Non, il n'y en a plus un. C'est un premier changement, et si dans le dialogue nous savons nous servir de cela, on ira plus loin.
Un premier changement, et un changement qui compte !
On les voit trop souvent encore, et en ce qui me concerne je suis un de ceux qui le regrettent le plus, s'aligner sur l'Est, sur Moscou. On a cité tout à l'heure la fameuse phrase "pas à gauche, mais à l'Est"; on a l'habitude de me l'accrocher aux basques, mais comme il faut toujours rendre à César ce qui est à César, je dois dire qu'elle n'est pas de moi ; seulement je la reprends volontiers à mon

Fondation Jean-Jaurès

compte. Mais est-ce que vous pouvez trouver un militant Communiste qui vous dira aujourd'hui que ce qui fut fait à Moscou en 17-18 est le modèle pour nous ? Plus un seul !
Ne dites pas que c'est seulement de la tactique. Ils sont obligés de renoncer à ces idées-là, et il y avait des pays où cela commençait à aller assez vite ; il y avait des pays, y compris la Tchécoslovaquie, où on commençait à parler de modèles différents.
Mais, camarades, il y a deux manières de penser au problème tchèque. On peut y trouver alibi pour ne plus jamais vouloir avoir des contacts avec les Communistes. Mais on peut aussi y trouver, et c'est mon cas, un élément de très grande tristesse et de confiance à la fois. Tristesse, parce qu'en ayant brisé ce qui se faisait à Prague, ils ont probablement fait perdre une décennie au mouvement ouvrier, peut-être plus ; mais que le fait se soit produit à Prague, à Prague avec des gamins de 20 ans, tous nés sous le régime Communiste, éduqués par des éducateurs Communistes, c'est plein d'encouragements pour ceux qui croient que cela peut changer.
(Applaudissements)
Des changements, il y en a eu, il y en aura encore. Il y en a un sous nos yeux. Oui, ils condamnent Garaudy, c'est vrai ; mais on a été obligé de l'entendre ! Oui, ils condamnent Garaudy, et c'est vrai, le système qui consiste à n'envoyer que les majoritaires dans les réunions de cellules ; c'est vrai, tout cela, nous l'avons dénoncé ; mais il a fallu quand même que ses thèses soient connues.
Ne me faites pas dire ce que je ne dis pas : je ne suis pas une seconde tenté, moi, par les thèses de Garaudy. Ce qui m'intéresse, dans l'affaire Garaudy, c'est qu'on puisse en discuter, et qu'il y ait dans le Parti Communiste une minorité. L'unanimité au Congrès ? Oui, mais vous savez tous dans vos coins dans vos régions, dans vos départements, que le débat existe ; que des militants Communistes discutant acceptent maintenant qu'il y ait ce débat.
Il y a changement, changement suffisant, si cela devait s'arrêter là ? Réponse : non.
Mais chez eux aussi il se passe des choses. On vient de faire de la rénovation chez nous. J'espère qu'elle s'intensifiera encore. Tout cela est mieux. Moi je salue avec beaucoup de plaisir, même quand ils m'eng..., les jeunes nombreux qui montent maintenant à nos tribunes. Il y a un renouveau, c'est vrai, et un renouveau dans la pensée de la même manière.
Mais chez eux ? Faites un effort, mettez-vous dans la peau de l'autre ; supposez-vous jeunes militants Communistes, vous les jeunes, ou bien au contraire vieux militants Communistes, nous, les vieux. Est-ce que vous croyez qu'il n'y a pas de leçons à en tirer ? Est-ce que vous croyez qu'un militant Communiste n'est pas obligé de se rendre compte à l'heure actuelle que s'il reste sur les vieilles fadaises, sur la vieille politique du vieux Parti des Staliniens, il continuera à ne servir à rien ? Car depuis cinquante ans, ils n'ont servi à rien, en France. Il y a des hommes qui ont fait des sacrifices, car un militant Communiste est un militant quelquefois plus militant que certains des nôtres.
(Applaudissements)

Certains d'entre eux, et même de nombreux, ont connu la révocation ; il n'y a pas besoin d'être Communiste pour cela, d'ailleurs ; je l'ai connue aussi en tant que Socialiste. Certains ont fait de la prison, et cinquante ans après ils sont obligés de se dire que cela n'a servi à rien ; qu'on n'a pas transformé leur pays.
Et chez les jeunes, chez les intellectuels, croyez-vous qu'il n'y en a pas qui de la même manière sont en train de se dire : eh bien aussi longtemps qu'on sera seuls, même en profitant d'une circonstance quelconque pour faire du tort au Parti Socialiste, pour leur piquer des mandats, piquer des voix, des électeurs, des militants, même si nous gagnons encore 5 ou 10 %, nous ne ferons pas en France de révolution de caractère Socialiste ?
Croyez-vous qu'ils ne soient pas un certain nombre à se le dire ? Je n'en suis pas sûr, mais de toutes mes forces je l'espère.
Je voudrais rappeler un souvenir, un seul. Nous avons fait à un certain moment autour du nom de Mitterrand la campagne présidentielle ; une campagne où souvent les Socialistes et les Communistes se sont trouvés côte à côte. Il tranchait d'ailleurs comme s'il savait que c'était pour lui, alors qu'en fait c'était pour l'unité… (applaudissements)… et dans les grandes manifestations, à côté de vous, camarades de la fédération du Nord, nous étions côte à côte. Disons les choses telles qu'elles étaient.
Elle a été dure la réunion, une des plus belles réunions qu'on ait connues comme nombre de gars depuis la libération dans le Nord. La salle a été divisée en trois parties :
- un tiers, les durs, les militants du Parti communiste, les Staliniens, bien encadrés, qui nous ont accueillis au cri de "unité d'action… unité d'action",
- chez nous, les responsables ont répondu de la même manière, eh bien, oui, mais on ne faisait pas les deux tiers de la salle eux et nous,
- et le plus gros tiers de la salle était fait de jeunes en particulier qui se demandaient si un jour nous n'aurions pas, nous, les anciens, fini de les em… avec nos vieilles histoires…
(Applaudissements)
Alors, c'est ça le dialogue, ce n'est pas le dialogue pour s'aider, c'est le dialogue pour se confronter, c'est ça le dialogue, parce que c'est nous qui, dans le dialogue, avons raison.
Et c'est le dialogue sur quoi ?
Programme ? Je dis non, et d'ailleurs ce n'est pas à l'ordre du jour, ce n'est pas la décision du dernier Congrès, mais lorsque cela reviendra, je serai encore contre, parce que si c'est le dialogue sur un programme, il est fait en six heures, et je vous assure que nous n'aurons pas à nous battre contre d'excessives revendications, on sera tout étonné de la modération de ce qui nous sera demandé… je n'affirme pas, je raconte.
Nous avions commencé un dialogue sur les problèmes de fond avec le Parti Communiste, l'ex-SFIO et le Parti Communiste, un dialogue difficile, un dialogue dans lequel on arrivait à une discussion sur les voies de passage, il faut des réponses claires à des questions claires. Mais dans le même temps, nous vivions dans l'action politique quotidienne, nous faisions la FGDS, et la FGDS

Collection Jean Daniel

s'est mise à avoir un dialogue à son tour avec le Parti Communiste sur le programme. On a alors assisté à quelque chose d'immédiat : le dialogue SFIO/PC a été terminé, on n'en a plus parlé, mais le dialogue sur le programme, savoir si c'est à 60 ans ou à 61 ans que l'on donnera la retraite... j'aime mieux vous dire qu'ils y sont venus au pas de charge les Communistes, parce que ce dialogue est un dialogue qu'ils ne craignent pas… le vrai dialogue c'est l'autre, je le répète, celui où il est question des voies de passage.
Je prends un exemple précis : si on fait un plan d'action sérieux, assez bien bâti, si de cela on sort un programme, il n'y a personne chez vous qui doit se faire d'illusions, ce programme il sera plus qualitatif que quantitatif.
Sauf à être démagogues, on ne peut pas promettre à l'ensemble des travailleurs qu'on va tout faire… tout faire, tout faire, il faut dire : dans ce domaine-là, on transformera les fausses nationalisations en vraies nationalisations, on en fera au besoin une de plus, on peut dire un certain nombre de choses de ce genre là... mais cela ne peut se faire, cela ne peut s'envisager que si vous avez le soutien de la classe ouvrière, car il faut que la classe ouvrière vous permette de faire cela, mais exige de vous que vous fassiez cela dans le délai imposé et interdise qu'on vous demande plus dans le même délai, et si vous n'avez pas le soutien de la classe ouvrière, alors il ne faut pas aller au gouvernement, parce que dès le lendemain l'assaut capitaliste d'un côté, la démagogie de l'autre... et vous êtes foutus !
C'est le premier problème à poser au Parti Communiste, celui du comportement, celui des voies de passage et pas celui du contenu d'un pseudo-programme :
Voilà le sens dans lequel nous souhaiterions que le Parti continue d'aller, car il y est engagé, sans complexe d'infériorité, confiants dans notre cause, parce que c'est nous qui avons raison !
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Quillot, dernier orateur ; après lui, Alain Savary.

Quillot

Camarades, je vais être bref, mais je ne voulais pas que ce Conseil national se termine sans que soit évoqué ici ce que je considère comme le risque très prochain d'une nouvelle explosion universitaire dont il faut que vous soyez informés.
Il serait très grave, en effet, que nous soyons les uns et les autres pris au dépourvu une deuxième fois. J'ai gardé le triste souvenir d'une séance du contre-gouvernement un mois avant le mois de mai où, faisant un rapport sur les problèmes de l'université et ses risques d'explosion, j'avais rencontré, disons, un scepticisme assez largement répandu, au point que je n'avais pas pu faire admettre du président que le terme de sélection ne soit plus employé.
Eh bien, aujourd'hui, il faut que nous évitions des erreurs de ce genre.
Tout d'abord, je crois que vous avez le sentiment, sans doute réel, d'une tendance à la dépolitisation du milieu étudiant ; elle s'explique par un excès de fractions, par la confusion des luttes, par l'incapacité dans laquelle l'UNEF a été

Fondation Jean Jaurès

d'organiser ses combats étudiants, l'UNEF étant dans une espèce de situation déliquescente qui est d'ailleurs dangereuse, mais s'il y a dépolitisation, il y a en même temps hyper-sensibilité étudiante à l'heure qu'il est et sentiment de ghetto si je puis dire.
Je veux en évoquer quelques raisons, quelques-uns des thèmes qui aujourd'hui sont des éléments de fermentation :
- Vous savez sans doute que les crédits pour les bâtiments ont été sérieusement réduits, on vient d'apprendre successivement à Tours, il n'y a pas longtemps, que les bâtiments prévus ne seront pas construits, à Clermont Ferrand, où je suis, que la faculté des sciences est différée, Paris-Nord est reportée peut-être pour aller à Compiègne, afin de faire plaisir à quelque député UNR… toujours est-il qu'il y a là des éléments qui provoquent une inquiétude générale.
- Il y a également le problème du personnel ; le personnel qu'on va recruter en 1970 sera de la moitié de ce qu'il a été en 1969, avec des risques de contractualisation qui, dans les milieux assistants, en particulier, créent une sensibilité aiguë immédiate.
- Vous avez vu aussi cette fameuse question des langues vivantes sur laquelle je n'ai pas l'intention de m'étendre, mais qui fait réagir incontestablement, dans la mesure où elle repose pour de nombreux étudiants, le problème des débouchés.
- Nous ne sommes pas du tout sortis des problèmes d'examens.
Ajoutez à cela les réactions devant des questions comme celle des soldats emprisonnés à Rennes qui sont exploitées actuellement par les mouvements gauchistes, et vous comprendrez que par l'action à la fois de certains de ces éléments et par le comportement de Marcellin qu'on définissait hier d'une phrase, il y a là toute une dialectique de fascination dont je veux dire un mot.
Je crois que sur ce point, dans toutes les fédérations qui sont concernées par ces problèmes, qui sont en train de descendre quelquefois dans le milieu lycéen plus vite qu'on ne le pense, il est bon de maintenir avec les jeunes des rapports étroits.
Il est bon aussi qu'étudiants, enseignants, fédérations Socialistes aient une position claire, et je voudrais, alors, sur ce point, définir simplement une ligne générale.
Condamnation d'abord de cette politique universitaire insuffisante, dans la mesure où la loi d'orientation, votée par nos camarades au Parlement, n'a pas été suivie d'une loi programme qui devait être une loi-programme financière… l'intendance ne suit pas et, finalement, toutes les réformes entreprises sont en train de s'effilocher et, du même coup, de créer, je le dis clairement, une situation plus chaotique que celle que nous avions avant 1968. Faites y bien attention, camarades !
J'ajouterai maintenant que dans le même temps, des camarades doivent condamner clairement des attitudes aussi responsables que celles qu'on a trouvées dans un certain nombre de facultés, je pense à celle de Nanterre… vous connaissez le nom de Ricœur depuis qu'il a reçu une poubelle sur la tête... eh bien, il est certain que ce comportement répond à une certaine mentalité de provocation chez des éléments parfois irresponsables et parfois parfaitement

responsables dans leurs actes.
Il est bon sur ce point que nous disions très nettement que cela ne saurait être en aucun cas notre attitude, ni attitude d'approbation, je crois que cela va de soi, ni même approbation jésuitique des dirigeants de l'UNEF qui s'en lavent les mains, et je le dis en clair, de la plupart des dirigeants PSU.
Nous avons une situation locale qui se répand partout, c'est-à-dire d'un côté les étudiants PSU sont partisans de la politique des poubelles, si je puis dire, tandis que les enseignants PSU sont contre. Ce n'est pas admissible pour des gens sérieux ; et là-dessus, nous, Socialistes, et j'en ai discuté avec les étudiants qui sont pleinement d'accord, il nous faut à la fois lier la politique et la condamnation de la politique universitaire et rappeler une position nette.
J'en ai quasiment terminé ; je dirai donc qu'il nous faut veiller très soigneusement à ce que ce phénomène de fascisation ne se généralise pas. Un certain d'entre vous sous estiment peut-être la situation et diront : oui, on nous la raconte encore… mais je crains que d'ici la fin du mois vous n'ayez de sérieux mouvement et si ce n'est pas ce mois-ci, ce sera le mois suivant ou en mai, qui peuvent être très graves, et je vous dis d'un mot pourquoi.
C'est qu'aujourd'hui, nous ne sommes plus dans le climat de mai, c'est-à-dire qu'il y a eu un glissement, c'est à-dire que vous avez des réactions, maintenant, conservatrices d'une partie du personnel enseignant, de l'opinion qui est très hostile, dans l'ensemble, aux étudiants, vous le savez bien, y compris l'opinion ouvrière et que, du même coup, il y a, pour le pouvoir, un terrain de répression généralisable bien choisi, nous devons être sur nos gardes.
Je conclurai en disant que notre action sera d'autant plus efficace sur ce terrain que sur le plan national et sur le plan général, nous nous comporterons d'une manière plus unie.
Nous avons, les uns et les autres, nos divergences d'appréciation, mais, je vous en prie, camarades, pensez aux militants, pensez à l'opinion ; quand l'un ou l'autre éprouve le besoin de faire une phrase excellente, de lancer peut-être une formule remarquable d'esprit, mais qui a pour résultat de créer dans l'opinion des chocs et une espèce de sentiment de scepticisme à notre égard, eh bien qu'il s'en passe. Si nous voulons - puisqu'on parle de crédibilité assez souvent - qu'on croit en notre capacité d'imposer une certaine politique, commençons, puisque nous avons pris un certain nombre de positions, par les défendre ensemble.
Discutons entre nous tant que nous voulons, mais pas de ces déclarations, pas de ces participations à de multiples organismes quels qu'ils soient, qui finissent par faire que nos camarades militants disent : mais alors, qu'est-ce qu'ils veulent ? Où va-t-on ? Pourquoi ci ? Pourquoi ça ? Pourquoi dans un sens, pourquoi dans l'autre ?
On n'a jamais fait avancer un attelage en tirant à hue et à dia, vous le savez bien !
Voilà ma conclusion. Si nous voulons que ce Parti qui commence à s'organiser, à se consolider, soit demain une réalité politique, nous devons manifester une volonté politique commune, une fois nos délibérations terminées.

C’est à l’unité dans l’action que je vous appelle.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Alain Savary.

Alain Savary

Camarades, c’est le premier Conseil national du nouveau Parti, et à cet égard il est important, car il ne comporte pas de précédent, mais il peut faire jurisprudence.
D’un mot, d’abord, je voudrais retenir de ce qui a été dit à cette tribune un souci légitime des militants qui est d’améliorer une information insuffisante et également d’améliorer l’administration de cette information ; nous prenons l’engagement de répondre à cette demande.
Le second point qui me parait être dans tous les esprits, c’est la préparation des élections municipales ; je veux dire préparation en profondeur des élections municipales, et c’est pourquoi il me semble que le Parti devra, avec plus de délai qu’il n’en a eu pour les élections cantonales, mettre en chantier le programme du Parti avec le concours qu’il a déjà eu, et si utile, de la fédération des élus locaux, présidée par Maurice Pic.
Pour le reste, je ne voudrais reprendre que certaines des interventions qui ont fait question ou qui ont amené des critiques ou des reproches. Ceux qui ont exprimé leur accord me pardonneront de ne pas reprendre leurs propos à cette tribune.
Gaston Defferre a créé, je crois, une bonne interprétation des statuts en disant que la fédération des Bouches-du-Rhône avait voté le quitus aux organismes directeurs, ce qui signifie simplement qu’il y a cohérence entre la politique suivie et les décisions du Congrès antérieur. Ce quitus ne comporte donc pas une modification d’appréciation quant aux options politiques et le combat continue au sein du Parti sur les positions telles qu’elles étaient auparavant, mais je crois qu’il est important que ceci soit une règle d’application des règles du Parti, si l’on veut éviter que les Conseils nationaux ne redeviennent des Congrès permanents sans qu’il y ait les discussions préalables que suppose tout Congrès.
En second lieu, il a abordé la question du programme commun et je ne puis à cet égard que lui dire que le Congrès d’Issy-les-Moulineaux a repoussé cette proposition et que pour des raisons de fond et également des raisons de forme, il ne me parait pas possible de mettre cette question à l’ordre du jour du prochain Congrès national.
Pierre Mauroy a présenté une interprétation différente de ce que doit être un quitus. Il a parlé de quitus politique.
Je crois, camarades, que c’est une mauvaise voie dans laquelle le Parti s’engagerait s’il retenait cette méthode.
D’abord, cette méthode conduit à des difficultés pour ceux qui l’appliquent et je veux dire que ce sont sans doute les servitudes et les grandeurs de la vie militante, mais Pierre Mauroy, représentant de la fédération du Nord, se trouve amené à refuser le quitus politique à Pierre Mauroy, membre du Comité directeur et du Bureau qui a voté tous les textes concernant le déroulement...

(Applaudissements)… de l'action…
En second lieu, il a insisté sur le souci compréhensible - et c'était son devoir de l'exprimer - des militants de la fédération du Nord à l'égard du dialogue avec le Parti Communiste, et il a parlé de la volonté de se dégager de l'ombre du Parti Communiste.
Or, camarades, sans entrer dans des images, je crois que ce n'est pas en niant un problème qu'on s'en dégage, mais au contraire en faisant en sorte que l'ombre du Parti Communiste ne nous gêne pas et que notre dimension soit telle que l'équilibre des forces nous permette d'aller à ce dialogue et de le conduire dans des conditions qui soient autre que celles de fuir le débat.
Pierre Mauroy, ensuite, a demandé que le Congrès d'avril conduise à un constat de rapports avec le Parti Communiste, à une réévaluation des rapports entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Je reviendrai sur ce problème dans l'ensemble des propositions concernant le Congrès d'avril.
Il a ensuite dit : oui, il y a des décisions de Congrès, mais il y a le cours des événements et la vie des sections, et il a raison, nous ne sommes pas figés dans une attitude dogmatique, talmudique qui serait de regarder les textes sans jamais regarder la réalité.
Mais, camarades, la vie du Parti, la vie des sections, c'est l'ensemble du pays qui doit l'apprécier et la déterminer, et le cours des événements, c'est aussi à l'ensemble du Parti de l'examiner et de le déterminer ; je reviendrai également sur ce point à l'égard du prochain Congrès. Un autre problème a été évoqué, et je ne voudrais pas l'éluder, c'est celui des élections de Nancy.
D'abord, parce qu'on a, à ce propos, mis en cause deux membres du secrétariat, mais agissant au nom du Bureau national.
Lorsque le problème des élections de Nancy s'est posé, le Bureau a jugé nécessaire de s'informer, et c'est pourquoi Ernest Cazelles et Jacques Henocque se sont rendus sur place pour parler de ce problème avec nos camarades de la fédération de Meurthe et Moselle.
Ils ont entendu les thèses qui ont été exposées par ces camarades et les ont rapportées au bureau.
Depuis, camarades, le Parti s'est gardé de prendre position à cet égard, et pourquoi ? Parce que les élections sont en cours, elles ont lieu aujourd'hui. C'est la première raison, il ne pouvait pas être question de mettre en cause l'effort de Socialistes par une position globale du Parti.
En second lieu, le Congrès d'Issy-les-Moulineaux avait tracé une ligne générale, mais dont personne ne peut prétendre qu'elle était applicable à une élection municipale du style de Nancy et à cet égard, quelle que soit ma position personnelle sur ce problème que je puisse avoir, il importe que dans notre Parti nous soyons fermes sur les décisions quand elles sont prises, mais que nous ne préjugions pas quand elles ne le sont pas.
Voilà les faits tels qu'ils sont, il ne me paraissait pas possible d'avoir une autre attitude. Simplement que nos camarades de Nancy ne pensent pas que beaucoup de membres du Parti considèrent leur action comme exemplaire, je dis en tout cas qu'elle ne préjuge en rien les décisions du Parti pour l'avenir.

Camarades, une autre remarque m'a frappé, dans les propositions concernant les cantonales.
On a entendu qualifier ce que devrait être la tactique du Parti de différentes façons.
J'ai retenu les propos de nos camarades d'une fédération de l'Est disant qu'il fallait que la position du Parti soit claire et souple...
Alors, là, je pense en effet qu'il faut que nous soyons clairs, mais que la clarté n'est pas toujours compatible avec la souplesse et qu'il faudra choisir entre la souplesse et la clarté.
Vous remarquerez que le secrétariat et le Bureau, en tant que tels, ne sont pas intervenus dans ce débat des élections cantonales car c'est au Congrès lui-même de tracer la voie et nous en discuterons tout à l'heure, en Commission des résolutions.
Une autre intervention m'amène à répondre, c'est celle de Pontillon, et sur deux points.
A propos de la discussion avec le Parti Communiste, il a parlé de procédure exagérément longue et il a regretté que nous ayons été menés en bateau par le Parti Communiste jusqu'à présent. Or, camarades, nous sommes en présence de 2 thèses souvent contradictoires, qui viennent souvent des mêmes camarades, qui nous disent : "Vous parlez trop tôt, parce que vous n'êtes pas prêts" et on nous dit, en même temps : "Vous tardez à parler, car on perd du temps" !
Eh bien, camarades, je dirai que les délais qui sont intervenus avant l'ouverture du dialogue ne sont pas imputables au seul Parti Communiste. Ils tiennent au fait que nous avons voulu établir les règles de ce dialogue conformément au mandat d'Issy-les-Moulineaux et qu'entre 2 organisations comme le Parti Communiste et le Parti Socialiste, ces choses ne se font pas en un jour, d'autant plus que nous avons tenu, en cette affaire, à ne jamais mettre le Comité directeur, le Bureau du Parti devant le fait accompli et que j'ai demandé son aval par des votes sur les positions que nous défendrions, sur la procédure retenue pour le dialogue. Et, en dehors de cela, je ne crois pas que nous ayons à déplorer ces délais qui nous ont permis de renforcer le Parti, qui nous ont permis d'arrêter notre programme immédiat et qui nous ont permis de progresser dans l'élaboration du plan Socialiste, tous instruments qui nous sont utiles et nécessaires pour l'ouverture de ce dialogue que, je dois le dire, le Congrès d'Issy-les-Moulineaux nous a prescrit d'engager et de poursuivre, ce qui signifie très clairement qu'il ne s'agit pas de rechercher un dialogue brusqué et je ne sais quel alibi ou motif pour, au lendemain d'un échec, changer de politique.
Alors, mes camarades, ceux qui sont contre l'ouverture du dialogue ont raison et je donne acte à Notebart qu'avec une persévérance sans défaut il a, au Comité directeur et au Bureau, demandé, depuis presque le mois d'octobre, que nous n'engagions pas le dialogue avant qu'il n'ait été déterminé.
Mais, nous n'irons pas dans l'autre sens qui serait sous-jacent dans d'autres propositions, qui est de hâter ou de précipiter les choses, pour faire un simulacre de dialogue car alors, camarades, il y aurait un malentendu profond. Ce n'est pas cela que nous voulons. Nous voulons un dialogue dont nous savons qu'il peut

durer - car ça n'est pas en quelques semaines que nous effacerons le contentieux de cinquante ans qui existe entre Communistes et Socialistes.
Voilà ma première réponse à la critique de Pontillon.
Une autre critique m'a beaucoup plus touché et, si elle correspond à la pensée de Pontillon alors là, je ne la qualifierai non pas de critique, mais d'insinuation et vous comprendrez que j'y réponde avec beaucoup de vigueur.
Abordant les problèmes du Moyen Orient, Pontillon a laissé entendre que le Parti aurait pris position par complaisance pour préparer et faciliter le dialogue avec le Parti Communiste.
Cela, camarades, je dis que personne n'a le droit de le dire, sinon à le prouver.
J'accepte toute critique, tout reproche sur le comportement que nous pouvons avoir, mais celui qui tendrait à faire croire que, par complaisance, nous nous prêtions à altérer le visage du Socialisme pour faire plaisir au Parti Communiste et à l'URSS, alors, là, camarades, je dis que ceci est injurieux et qu'en aucune manière les responsables du Parti ne peuvent l'accepter.
(Applaudissements)
Camarades, l'intervention de Notebart est une intervention de fond et, en fait, est une reprise ou un avant-goût d'un Congrès et, quelle que soit la tentation que j'aurais à reprendre le débat, je n'y céderai pas.
Je voudrais simplement reprendre 3 points : il a parlé du discours de Tours et Guy Mollet a précisé excellemment le poids de ce texte dans le débat que nous ouvrons et, c'est d'ailleurs courant, le Parti fera en sorte qu'il soit diffusé au maximum parmi tous les militants, non seulement pour sa valeur propre, mais parce que c'est aussi cette année le 20ème anniversaire de la mort de Léon Blum et que nous pensons que le meilleur hommage, entre autres, que nous puissions rendre à sa mémoire, c'est de mettre chacun, et les jeunes en particulier, en mesure d'apprécier les vues prophétiques de Léon Blum en ce domaine.
(Applaudissements)
En second lieu, Arthur Notebart a dit : "Vous n'êtes pas encore fatigués..." Eh bien, je lui dis : "Non, nous ne sommes pas encore fatigués..."

Arthur Notebart - Ce ne sera que la première fois, pour toi !

Alain Savary - Eh bien, c'est peut-être l'avantage de la relève !
(Applaudissements prolongés)
En troisième lieu, il a prononcé un mot qui m'a rappelé des souvenirs - après tout, nous avons tous vécu le passé - lorsqu'il a dit : « Nous sommes tous cocus ». Je lui laisse la paternité de cette expression, mais je voudrais lui dire que ces mêmes mots je les ai entendus d'un autre Lillois, il y a plus de vingt-cinq ans, de la bouche du Général de Gaulle qui, décrivant l'échiquier politique français...

Arthur Notebart - J'espère qu'il n'y a pas de parallèle quand même !

Alain Savary - Non, tu permets quand même que je dise que tu as prononcé un mot qui peut amener un commentaire !

Fondation Jean-Jaurès

Arthur Notebart - Il y a des Lillois plus intelligents que de Gaulle, tout de même !

Alain Savary - C'est le seul qui ait prononcé le même mot, si tu permets...
(Applaudissements)

Arthur Notebart - Je n'ai en tout cas pas été son ministre, moi !

Alain Savary - Donc, examinant l'échiquier politique français, de Gaulle disait : "Les Socialistes sont tous des envieux ou des cocus" et, à cette époque déjà, j'ai réagi avec vigueur, comme je le fais aujourd'hui, en pensant que Notebart semble attacher à cette expression je ne sais quelle illusion nous aurions sur la facilité des choses ou je ne sais quelle détermination à accepter à l'avance tout ce qui serait proposé. Là, en effet, nous serions « cocus » et, chose plus grave, nous serions cocus consentants. Mais, nous ne le serons pas en cette affaire, même inconsciemment, car je crois que les conditions qui nous ont été dosées par le Parti nous permettent de la voir de telle manière que le Socialisme en sorte grandi et renforcé.
Camarades, je voudrais aborder le point du Congrès d'avril car cette question a été évoquée à la suite de plusieurs propositions.
Ce Congrès est un Congrès extraordinaire du Parti, et il a pour fonction d'apprécier et de décider en ce qui concerne le plan d'action Socialiste.
Vous avez déjà, par les débats d'hier, l'ampleur de la tâche.
Je crois qu'à soi seul cet objectif suffit à un Congrès extraordinaire, mais si l'on veut mener toutes les autres propositions, il s'agirait aussi d'aborder le problème des municipales, dans le fond et la tactique, les relations avec la CIR - et j'y reviendrai - le PSU, les Radicaux et le Parti Communiste.
Alors, camarades, c'est un Congrès ordinaire que nous tiendrions, rapidement, après le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, au risque de bâcler ou de rater le plan d'action Socialiste et au risque de remettre tout en cause, ce qui est le droit du Parti, mais dans des conditions de discussion et d'information qui seront parfaitement insuffisantes car nous sommes presque mi-février, il y a les vacances de pâques et je vous laisse à penser ce que seront, dans les sections et les fédérations, la double préparation du plan d'action Socialiste et l'ensemble de la politique du parti.
Sur chacun des points évoqués, camarades, il y a des procédures qui permettent, sur un de ces points, de convoquer des assises ordinaires ou extraordinaires, qui auraient à l'apprécier, et ma première réaction est de mettre en garde le Conseil national sur cette tentation de transformer ce Congrès, tel qu'il a été prévu à Issy-les-Moulineaux, en une assise qui prendrait un autre caractère.
Camarades, on a parlé de la convention et je ne voudrais pas revenir sur ce que j'ai dit hier, en réaffirmant notre volonté d'unité. Mais je voudrais revenir simplement sur des propositions.
On a parlé de l'année 1970 comme ultime délai. Camarades, je voudrais mettre

en garde le Conseil national contre des délais ou contre des dates plus exactement.
Nous avons le souci d'aller aussi vite que possible vers l'unité avec la convention, mais ce n'est pas en se contraignant par des dates que l'on avance les choses, au contraire on risque de les compliquer. Donc, je suis personnellement réservé quant à un délai.
D'autre part, il ne faudrait pas que l'on puisse penser qu'il y aurait au Parti des camarades qui souhaitent l'unité de façon verbale et d'autres qui la veulent d'une façon réelle et authentique. Je voudrais simplement demander à nos camarades de penser aux problèmes précis que pose la voie vers l'unité des Socialistes.
Je pense que nous ne voulons pas recommencer un Congrès d'Alfortville.
Je pense aussi que tous avez tous dans vos sections et fédérations le contact qui vous permet de savoir que le Parti acceptera difficilement de retomber dans les discussions de procédure, de pondération ou de restructuration qui mettraient en cause notre effort.
(Applaudissements)
Il faut donc concilier ce désir d'aller aussi vite que possible avec le désir de ne pas faire abus de notre force par rapport aux Conventionnels, traduisant ainsi je ne sais quel complexe de supériorité en les obligeant à passer par la porte étroite, mais rappeler simplement que la seule porte qui n'est pas étroite, c'est la voie de la démocratie et que nous sommes, nous, tenus en tant que Parti, de demander à nos partenaires de la convention des propositions qui nous permettent aussi de rester fidèles aux statuts que nous nous sommes votés, c'est-à-dire de ne pas remettre en cause l'ensemble de la structure du Parti autrement que dans des conditions démocratiques qui sont prévues par ces statuts eux-mêmes.
Je ne fais pas là, camarades, croyez-le bien, de juridisme. Je voudrais que vous mesuriez qu'au-delà des mouvements d'enthousiasme, qui sont compréhensibles, il y a les réalités de la vie du Parti et de la vie d'organisation. En-dehors de cette vie d'organisation, on démolit ce qu'on a fait et on ne permet pas à ce grand Parti unifié de se mettre en place dans des conditions d'efficacité.
Camarades, nous sommes prêts, je le répète, à discuter de tout cela avec les Conventionnels, de manière concrète et précise, prenant l'engagement, lorsque les choses seront clarifiées, de nous présenter devant le Parti en lui disant : Voilà comment les choses se présentent. Mais, là aussi, camarades, cela peut être avant le Congrès d'avril, cela peut être après le Congrès d'avril et ne croyez pas que fixer à cet égard une date impérative améliore les conditions de discussion, je veux dire discussion pratique et concrète, mais au contraire cela risque de les compliquer.
Camarades, je ne reviendrai pas sur le dialogue avec le Parti Communiste, sinon simplement pour dire que nous devons l'aborder sans complexe parce que, même si notre reconstruction n'est pas encore achevée, la confiance que nous avons dans nos idéaux est telle qu'au niveau où le débat se situe, il n'est pas en termes de rapport de forces numériques, mais il est en termes de conviction et de force des idéaux que nous défendons et, là, nous ne pouvons pas avoir de

Fondation Jean Jaurès

complexe d'infériorité. Je dirai même que nous avons, au fond de nous-mêmes, un complexe de supériorité.
Camarades, je vais conclure en exprimant sur le Parti, à la suite de cette discussion, un certain nombre de réflexions.
Je voudrais d'abord faire part d'une inquiétude : il semblerait que notre nouveau Parti prend déjà de vieilles habitudes.
On a dit ici combien on s'étonnait que le Parti, qui n'a pas de presse, était constamment jugé par des publications qui ne sont pas des publications de recherches auxquelles on consacre des moyens. On s'en est étonné à bon droit, je crois, et c'est pourquoi je pense, camarades, qu'il faut que nous réagissions contre ce fonctionnalisme qui ne sert aucune des actions et qui dessert le Parti.
Il faut aussi, camarades, un effort pour réduire l'autonomie ou l'instinct d'autonomie locale dans l'appréciation des problèmes du Parti. Dans ce débat sur les cantonales, beaucoup ont été tentés de nous dire s'il faut que le Parti prenne une position générale mais, nous, nous avons nos propres problèmes locaux que vous ne pouvez pas connaître, et dont nous devons tenir compte et qui, en fait, dicteront notre conduite.
Ceci est très grave, camarades. Il faut que nous soyons capables, entre nous, de prendre des décisions qui soient communes pour l'ensemble du territoire national, sans quoi nous ne serons plus une organisation, nous ne serons plus un parti… (applaudissements)... sinon, camarades, on ferait en fait du sur mesure pour chaque département et, très vite, on donnerait raison à Malraux, pour dire qu'il y a, dans ce pays, deux organisations :
Le Parti Communiste et une, en train de se faire, l'UDR, qui, à partir de ses élus, met en place une implantation locale qui, elle, connaît les mots d'ordre nationaux et va vers leur application au niveau national.
Camarades, c'est la survie du Parti qui est en cause à travers ce problème.
Nous devons tout faire pour nous expliquer, pour nous comprendre. Cela pose des problèmes, mais des problèmes de diversité géographique, des problèmes de vies politiques historiques différentes suivant les régions de la France, des problèmes de compréhension entre des générations différentes, qui sont aujourd'hui dans le Parti, ou des militants qui viennent d'organisations ou qui ne viennent de nulle part.
Comment y parvenir ?
Par la discussion d'abord. Et surtout, j'ai entendu parler de fustiger, de sanctionner, certes, il faut que, chaque jour davantage, la discipline du Parti soit appliquée, mais ne nous leurrons pas, dans l'état de convalescence où se trouvait le Parti au lendemain d'Alfortville, il est des remèdes qui tuent le patient plus qu'ils ne le guérissent.
Alors, alliant ce renforcement progressif de la discipline formelle, mais recherchant beaucoup plus la discipline qui résulte de la compréhension, de la confiance, du langage commun, qui au-delà de la conjoncture des difficultés quotidiennes, fait que nous serons et que nous sommes déjà et que nous serons davantage, une grande formation.
Formation cohérente, formation homogène et dans l'espace, pas de disparité

Collection Jean Lecas

entre les départements, et dans le temps, ce qui veut dire que le Parti, lorsqu'il a choisi une voie, ne doit certes pas retenir ou adopter la politique de l'autruche, c'est-à-dire d'être aveugle et sourd à tout ce qui se passe ailleurs.
Mais soyons capables après nous être : déterminés dans la réflexion et la démocratie, de ne pas changer constamment de cap et de direction, car c'est ainsi que nous nous déconsidérerons, que nous entraînerons la défiance.
Camarades, nous nous plaignons que souvent l'information ne nous donne pas la place qui est la nôtre, mais c'est que l'on doute encore, on doute encore parce que l'on nous connaît mal, de la réalité du Parti Socialiste et l'on croit que, au gré d'alliances d'opportunisme, d'événements et c'est à cet égard que l'affaire de Nancy est plus grave dans son contexte qu'elle ne l'est dans le point, c'est à cet égard que nous devons faire en sorte, nous ayant examiné sous un contrôle constant, démocratique, sévère, de l'ensemble du Parti, de tenir ce que nous avons choisi, de le modifier le moment venu par des assises démocratiques.
C'est ainsi, camarades, que nous serons respectés et ce n'est pas par des virevoltes ou des infléchissements de circonstance, qu'à la fois nous serons plus forts pour l'unité, par l'unité et plus forts pour conduire le dialogue comme nous avons choisi de le faire.
Camarades, on ne rétablira pas les choses en un jour, nous le savons tous, mais je crois que ce qui s'est fait déjà, et ce n'est le monopole de personne, c'est l'ensemble du Parti qui l'a fait, démontre que la remontée est possible et qu'elle est déjà acquise.
Certes on peut dire qu'il y a parfois manque de punch, le Parti n'est pas une locomotive, mais camarades, je crois qu'il faut que nous ayons le souci, et puisque cette image a été retenu, de n'avoir jamais le langage et les ambitions que de nos forces, arec la volonté de développer ces forces.
Le punch, camarades, il est fonction du poids, et le poids camarades, c'est vous, c'est le Parti. Alors, ce n'est pas un homme, ou des hommes, qui peuvent se substituer ou faire illusion sur ce qu'est le Parti réellement.
C'est vous, c'est nous tous, tous ensemble. Et à cet égard notre Parti qui récuse le centralisme démocratique, a peut-être trop tendance à attendre de ses responsables les initiatives et à s'en remettre à ceux-ci quitte à les critiquer ensuite.
Les responsables doivent assumer leurs responsabilités. Mais ils ne peuvent pas à eux seuls être le Parti, et c'est l'appel que je voudrais vous lancer : celui de faire en sorte que par une décentralisation de l'action plus grande encore qu'elle ne l'a été dans les mois précédents, nous soyons présents dans tous les combats, à tous les niveaux.
Camarades, c'est ainsi, dans l'unité, sans miracle car il n'y a pas de miracle, que beaucoup plus vite que nous pouvons le penser nous serons ce que nous voulons que le Parti soit : la plus grande force Socialiste, la plus grande force de la Gauche de ce pays.
(Applaudissements prolongés)

Le président - Camarades, avant de donner la parole à Ernest Cazelles, j'ai une

communication à vous faire. Je viens d'être informé par nos camarades du Jura que Jean Courtois a dû quitter cette réunion, ayant appris le décès de sa mère. Je pense traduire le sentiment de tous en lui exprimant notre sympathie.
Je donne maintenant la parole à Ernest Cazelles.

Ernest Cazelles - Chers camarades, une communication tout d'abord : je vous rappelle que notre camarade Coutrot, maire de Bondy, et la municipalité offrent l'apéritif à l'ensemble des congressistes dans une salle qui se trouve à l'étage au-dessus, dès que la séance sera levée.
(Applaudissements)
Voici les propositions qui vous sont soumises pour la Commission des résolutions :
Bélier - Barel - Brie - Bérégovoy - Bernardin - Boulloche - Cailleret - Carbuccia - Cellard - Chandernagor -Debesson - Defferre - Desvalois – Dreyfus - Schmidt - Dupont - Eledian - Fèvre - Fajardi - Faraud - Fleury - Gau - Gazier - Guille - Inkerman - Jaquet - Jaubert - Labarère - Labat - Leenhardt - Laud - Mauroy - Mollet - Néron - Notebart - Mignot - Piette - Placaert - Pontillon - Poperen - Quillot - Sainte-Marie - Sarre - Souton - Suchet - Tanil.

Le président - Y a-t-il des observations ?

Un membre - Je demande à être remplacé par un autre camarade.

Ernest Cazelles - Je propose Lussot en remplacement de notre camarade.

Le président - Camarades, la séance est levée. Elle sera reprise à 16 heures 30. Les membres de la Commission des résolutions doivent se réunir immédiatement à l'étage au-dessus.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national des 7 et 8 février 1970

Séance du dimanche 8 février 1970 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Georges Guille, assisté de Garouste (Lot-et-Garonne) Maillard (Marne) Le Blé (Finistère).

Le président (Georges Guille)
Camarades, la séance est ouverte.
A propos de la catastrophe de Fouquières-lès-Lens, dans le Pas-de-Calais, la Commission des résolutions vous propose le texte suivant :
"Le Conseil national du Parti Socialiste, réuni au lendemain de la catastrophe de Fouquières, exprime sa vive émotion devant les victimes (16 morts, 16 blessés), sa douloureuse sympathie à leur famille et sa solidarité à la laborieuse

Fondation Jean Jaurès

population minière si cruellement éprouvée".
La Commission des résolutions propose au Conseil national d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes.
(L'assemblée, debout, observe une minute de silence).
La Commission des résolutions, d'autre part, a été saisie de trois motions :
- Une émanant de la fédération de Paris, qui élève une vive protestation contre les nombreuses arrestations opérées récemment par la police parisienne de militants du Parti ;
- Une deuxième motion, qui émane de la 11ème section de Paris et qui proteste contre l'incarcération à la prison militaire… de trois militants ;
- Une troisième motion émanant de la fédération du Gard, qui exprime son entière solidarité aux travailleurs espagnols dans la lutte qu'ils poursuivent afin d'obtenir la liberté et une amélioration de leurs conditions de vie et de travail.
(Vifs applaudissements)
La Commission des résolutions vous propose, avec le sentiment que vous venez de manifester, de renvoyer ces trois motions pour suite au Comité directeur.
Je donne la parole à Denis Cépède, pour rendre compte des travaux de la Commission du plan d'action.

Denis Cépède

Camarades, je pense que votre curiosité est plus grande actuellement pour les résultats de la Commission des résolutions que pour les débats des Commissions qui, hier soir, se sont tenus en vue de compléter et de recueillir les propositions des camarades, en vue d'élaborer un plan d'action Socialiste qui soit celui de tout le Parti.
C'est pourquoi je serai extrêmement bref. J'aurai une seconde raison d'être court, c'est que cette journée étant une journée d'information, nous n'avons pas, vis-à-vis de ce problème, à prendre position ce soir.
Je voudrais simplement indiquer au Conseil national que la Commission qui regroupait les travaux des groupes plus spécialement chargés de mener l'analyse du terrain de notre combat et de ses objectifs, a recueilli un nombre important de propositions qui seront intégrées dans les réflexions de la Commission formée par le Comité directeur pour préparer le plan d'action Socialiste.
Quant à la seconde Commission, qui traitait en particulier des moyens du combat et des voies de passage vers le Socialisme et qui, par conséquent, abordait les questions sur lesquelles les plus nombreuses interventions se sont produites hier, j'indiquerai qu'il m'a semblé que le sentiment unanime de cette Commission était de donner un sens très précis à la notion de voie de passage vers le Socialisme et, pour cela, d'évacuer du plan d'action Socialiste les différents éléments qui viendront nourrir la réflexion de nos Commissions qui préparent le programme et les propositions de loi pour véritablement définir avec précision les phases du combat qui devrait amener les Socialistes au pouvoir et, par conséquent, de distinguer, d'une part, les conditions de mobilisation des masses, capables de résister à la contre-attaque capitaliste, les conditions dans lesquelles il est concevable - et les seules dans lesquelles c'est

Collection Jean Jaurès

concevable - que les Socialistes puissent maintenant aller au pouvoir dans le capitalisme tel qu'il est aujourd'hui. D'autre part, de définir les voies de passage en insistant particulièrement sur deux problèmes : d'une part, la nécessité de mener la socialisation au niveau des entreprises ; d'autre part, d'avoir un plan national qui permette, dans son élaboration démocratique, de maintenir simultanément la progression vers une société Socialiste, tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau de la collectivité nationale.
Camarades, j'avais au début de la séance d'hier exprimé un certain nombre de regrets sur l'insuffisante largeur du débat sur le plan d'action Socialiste, au cours des deux premières étapes qui ont été déjà parcourues.
C'est pourquoi je tiens à dire aujourd'hui combien la journée d'hier a été particulièrement réconfortante, tant par la qualité des interventions que par le nombre des camarades qui sont venus, jusqu'à une heure tardive hier, travailler dans les Commissions.
Et c'est pourquoi je suis aujourd'hui beaucoup plus optimiste sur les suites d'un travail qui, je le répète, doit être le travail du Parti tout entier.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Denis Cépède en votre nom.
Voici le texte qui vous est proposé par la Commission des résolutions à propos de l'approbation de l'action des organismes centraux. Il est court et je vous en donne lecture.
"Le Conseil national, constate la conformité de l'action des organismes centraux avec les décisions prises par le Congrès d'Issy-les-Moulineaux et, en conséquence, approuve cette action".

Pierre Mauroy

Simplement, camarades, pour une explication de vote.
J'ai eu l'occasion hier, en séance plénière, de dire pourquoi notre fédération avait décidé de s'abstenir dans les votes sur le quitus. Après le Congrès que nous avions tenu fin novembre, après les dix Congrès d'arrondissement que nous avons tenus dans notre département, c'était le mandat que nous avions reçu de notre Commission administrative.
J'ai dit au Conseil national que ce quitus n'était pas pour nous un problème de confiance, c'était d'avantage un problème que nous situions sur le plan politique, et nous voulions manifester les appréhensions de nos camarades.
Compte tenu des résultats qui ont été acquis, et qui vous seront communiqués tout à l'heure lors de la Commission des résolutions, compte tenu surtout du climat, la fédération du Nord, et après consultation de la délégation, prend la responsabilité de voter le quitus.
(Vifs applaudissements)
Nous estimons que ce nouveau Parti a surtout besoin de son unité, de sa cohésion, et par conséquent nous voulons tout faire pour que dans quelques semaines, lorsque nous aurons des élections et davantage encore lorsque nous aurons des rendez-vous qui seront prévus par le calendrier, ce soit un parti uni et

Fondation Jean Jaurès

un parti fort.
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, après cette déclaration de Pierre Mauroy, dont vous comprendrez que le président se réjouisse, parce que cela facilité sa tâche, et pour d'autres raisons, je vais mettre aux voix, si le vote par mandat n'est pas demandé, à main levée.
Le vote par mandat est-il demandé ?
Non. Alors, je mets aux voix le texte dont je vous ai donné lecture, à main levée.
Pour ?…
Contre ?…
Abstentions ?…
Le texte est donc adopté à l'unanimité, moins 2 abstentions.
(Applaudissements)
Sur le 3ème point : la tactique électorale, la parole est à Alain Savary.

Alain Savary

Camarades, je vais vous donner connaissance du texte que la Commission des résolutions, à l'unanimité, propose au Conseil national :
"Le Conseil national rappelle que le Parti a pris des dispositions nécessaires pour que des candidats Socialistes soient disponibles dans tous les cantons afin d'y présenter et d'y défendre le programme Socialiste.
Le Conseil national souhaite que les élections cantonales soient l'occasion de nouveaux progrès dans la voie de l'union de la Gauche et renouvelle son invitation aux autres formations de la Gauche Socialiste, la convention et le PSU, à joindre leurs efforts aux siens dans ce sens.
Il demande en conséquence aux fédérations du Parti de continuer leur action pour qu'au 1er tour soient évités les affrontements entre les candidats de la Gauche Socialiste ou avec ceux des Radicaux qui sont disposés à s'associer au combat de la Gauche.
Au Second tour, dans le même esprit, les fédérations du Parti devront négocier avec les fédérations correspondantes des organisations politiques de gauche intéressées et, notamment, le Parti Communiste, le retrait au bénéfice du candidat le mieux placé pour assurer le succès de la Gauche.
Pour le Second tour, exceptionnellement, lorsqu'il sera évident qu'aucun Candidat de la Gauche n'est en mesure d'être élu, les fédérations Socialistes prendront les mesures nécessaires pour faire battre les candidats réactionnaires par des hommes qui, sans épouser les points de vue Socialistes, s'opposent résolument au pouvoir actuel".
Camarades, le seul commentaire que je puis présenter sur ce texte est qu'il me paraît répondre à l'esprit de nos résolutions du Congrès et également aux préoccupations qui ont été exprimées par nos camarades qui sont intervenus dans ce débat.
En ce qui concerne le dernier paragraphe, il répond à notre préoccupation que des exclusives ne fassent pas le jeu delà réaction et, en même temps que le Parti

Fondation Jean-Jaurès

dans son ensemble n'en déduira pas que c'est la voie ouverte vers la facilité et le laxisme.
C'est dont, je crois, la thèse qui répand le mieux à l'ensemble des préoccupations que les délégués des fédérations ont exprimées depuis hier à cette tribune.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, vous venez d'entendre la lecture du texte qui, je le souligne, vous est proposé au nom de la Commission des résolutions unanimes.
S'il n'y a pas d'amendement, je vais la mettre aux voix.
Pas de demande d'amendement.
Pas de demande de vote par mandat ?
Alors, à main levée, pour l'adoption ?...
Contre ?…
Abstentions ?…
Le texte est adopté à l'unanimité, sauf 3 voix contre et 11 abstentions.
La parole est à Alain Savary pour une communication sur les prochaines assises nationales.

Alain Savary - Camarades, lors du débat un certain nombre de propositions ont été faites touchant des sujets divers qui tentaient à proposer des discussions pour notre Parti. Elles avaient trait soit au dialogue avec le Parti Communiste, et l'appréciation des résolutions de ce dialogue commencera prochainement, soit le problème des rapports avec la convention et le PSU, et l'appréciation des positions du Parti Radical, appréciation qui conduira le Parti à définir les rapports qu'il aura avec cette formation.
La Commission des résolutions a discuté de ce problème, et a été unanime pour estimer que l'importance de la mise en place de notre Parti, et donc la définition du plan d'action Socialiste, ne permettait pas d'aborder ces problèmes au Congrès extraordinaire du mois d'avril.
Si nous voulons faire œuvre sérieuse, il faut que d'ici là, compte tenu des débats électoraux, le Parti consacre intégralement son action à cette tâche.
D'autre part il est apparu nécessaire qu'il y ait sur ces problèmes un échange de vues, une confrontation, une mise au point de la situation par le Parti, et donc qu'il convenait qu'une assise nationale se tienne avant les vacances.
C'est pourquoi nous vous proposons de fixer la date du prochain Conseil national à la fin du mois de juin. Ce Conseil national aura à apprécier, à juger l'état de notre dialogue avec le Parti Communiste. Il aura aussi à apprécier l'état de nos discussions - ceci sur un autre plan - avec la convention des institutions républicaines, étant entendu que si des progrès pouvaient être réalisés d'ici là, le Parti par ses organismes responsables statutaires, dont le Comité directeur, en connaîtrait et pourrait se déterminer en connaissance de cause.
Il aura aussi à apprécier ce que devra être la position du Parti, de notre Parti, par rapport à un parti Radical qui se détermine dans huit jours.
Certains camarades avaient souhaité que dès le mois d'avril le Parti aborde le

Fondation Jean-Jaurès

problème des élections municipales. Après un débat, la Commission des résolutions a reconnu que ce débat ne pourrait intervenir utilement qu'à la rentrée du dernier trimestre de 1970, donc fin septembre, plutôt début octobre, car il peut y avoir de nouvelles élections ; que d'autre part, si nous voulons pour la définition fondamentale de notre politique en ce qui concerne ces problèmes, faire œuvre utile, sérieuse, il fallait que le Parti puisse en discuter et en délibérer. Et quant à la tactique, que nous restions dans des délais raisonnables afin que le Parti ne soit pas mis devant le fait accompli, puisqu'il y aurait encore six mois après cette assise nationale pour appliquer les décisions que le Parti aurait prises.
Voilà, camarades, les propositions que je vous fais au nom de la Commission des résolutions. Donc un Conseil national à la fin du mois de juin, avec les problèmes que j'ai évoqués, dialogue avec le PC, progrès des relations vers l'unité Socialiste, donc état de chose avec la convention, appréciation des positions du Parti Radical, et nouvelle assise septembre-octobre pour l'ensemble des problèmes municipaux, problèmes fondamentaux et tactique à définir.
Voilà ce que la Commission des résolutions unanime propose au Conseil national, et que je me permets de vous recommander d'adopter parce que je crois que cela correspond à la fois à une démarche démocratique - car elle permettra au Parti de contrôler l'état des choses et l'action des organismes responsables - mais en même temps à un travail utile et sérieux dans ces domaines qui sont de l'importance que les débats ont démontrée jusqu'à présent.
Camarades, je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président (Georges Guille)

Camarades, vous venez d'entendre cette communication du Premier Secrétaire du Parti. Je pense qu'il y aura unanimité dans le Conseil national comme il y a eu unanimité à la Commission des résolutions pour l'approuver.
Il n'y a pas d'objection ?
Adopté.
Eh bien, mes chers camarades, nous sommes arrivés au terme des travaux de ce Conseil national.
J'ai une communication à vous faire qui peut intéresser quelques délégués : il y a à la sortie des cars qui assurent le transport jusqu'à l'église de Pantin, où ils pourront retrouver le métro.
J'ajoute que pour répondre au désir d'un certain nombre de délégués, il m'est agréable d'exprimer notre très vif remerciement à nos camarades de la municipalité de Bondy et à notre camarade, à nos camarades du service d'ordre pour la façon dont ils nous ont, les uns et les autres, accueillis et dont ils facilité nos travaux.
(Applaudissements)
Je voudrais ajouter deux réflexions personnelles et très rapidement, sur deux points qui m'ont frappé particulièrement au cours de ce Conseil national :
- D'une part, c'est la belle tenue et le sérieux de nos débats, de nos travaux, aussi bien pour ce qui est du plan d'action Socialiste que pour l'examen de

l'action des organismes centraux et, à travers ce problème, sur la politique du Paris, que sur les problèmes de tactique.
- Un autre point qui m'a frappé, c'est vraiment le nombre remarquable de jeunes, de jeunes authentiques parmi les délégués, la proportion de jeunes qu'il y avait dans cette salle.
(Applaudissements)
Alors, je pourrais dire directement ou indirectement à ceux qui, on se demande pourquoi, revendiquent constamment je ne sais quel monopole exclusif de la jeunesse, qu'ils peuvent être rassurés sur le Parti Socialiste, ce n'est ni un vieux Parti, ni encore moins un parti de vieux.
(Applaudissements)
A l'ouverture de ce Conseil national, notre ami Maurice Coutrot avait effleuré l'idée d'une certaine timidité ou d'une certaine discrétion dans la vie du Parti, il avait un peu raison, et Alain Savary, avait raison d'ailleurs de lui répondre dans son intervention que l'explication en était que nul n'était habilité à définir la position du Parti avant qu'il l'ait arrêtée lui-même.
Mais peu à peu, la mise en place du Parti s'est faite, le plan d'action, le programme sont en bonne voie, ail ne reste plus maintenant au Parti qu'à prouver à tous son existence dans le combat, et les élections cantonales vont lui en fournir l'occasion, une occasion entre d'autres, une occasion de se battre.
J'ai entendu la question posée, au cours du conseil, de savoir s'il était plus important de créer une section ou d'avoir un siège, mais les sections permettent d'obtenir les sièges, et les sièges permettent de créer des sections… par conséquent, c'est le même combat !
(Applaudissements)
Nous allons donc nous séparer pour aller livrer ce combat, les uns et les autres ; bon courage, camarades.
Le Conseil national est clos.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès